JACQUES BAUD

GUERRES SECRÈTES EN UKRAINE

Max Milo

JACQUES BAUD

GUERRES SECRÈTES EN UKRAINE

Max Milo

4e de couverture

Quelles sont les forces qui agissent dans l'ombre de la guerre en Ukraine, à l'intérieur et à l'extérieur du théâtre des opérations ? Quelles sont les opérations clandestines qui sont menées depuis trois ans et qui sont inconnues du grand public ? Qui assassine les oligarques dans toute l'Europe ? Comment les services secrets occidentaux aident-ils les Ukrainiens ? Et, plus largement, en quoi diffèrent les conceptions de l'action clandestine en Russie et en Ukraine ?

Comme tous les conflits, celui qui se déroule en Ukraine présente plusieurs niveaux. L'un d'eux est visible. Il se manifeste par des destructions, des mouvements opératifs et tactiques ainsi que par leurs conséquences humaines. Mais, derrière cette guerre, il y a un niveau moins apparent et plus discret, qui se déroule sous la surface de l'actualité. C'est la guerre clandestine.

En s'appuyant sur des informations officielles ainsi que sur des documents américains, européens, ukrainiens et russes, c'est cette guerre invisible que Jacques Baud nous révèle ici. Entre diplomatie secrète et opérations clandestines, il revient sur l'affrontement souterrain mettant aux prises depuis 2014 la Russie, l'Ukraine et les pays occidentaux.

Spécialiste des pays de l'Est, ***Jacques Baud*** *a été membre du service du renseignement stratégique suisse et chef de la doctrine des opérations du maintien de la paix des Nations Unies. Au sein de l'OTAN, il a participé à des programmes en Ukraine, notamment après la révolution de Maïdan entre 2014 et 2017. Il est l'auteur de plusieurs livres, sur le renseignement,*

la guerre et le terrorisme, qui ont été traduits dans de nombreux pays, en particulier Poutine, maître du jeu ?*,* Opération Z*,* Ukraine entre guerre et paix*,* L'Art de la guerre russe*,* Opération déluge d'Al-Aqsa *et* Gouverner par les fake news*, tous parus aux éditions Max Milo.*

Copyright

© Max Milo, 2025
www.maxmilo.com
ISBN : 978-2-31502-422-3

1. Introduction

Comme tous les conflits, celui qui se déroule en Ukraine présente plusieurs niveaux. Il y a un niveau visible, qui se manifeste par les destructions, les mouvements opératifs et tactiques et leurs conséquences humaines. Mais derrière cette guerre il y en a une autre, moins apparente et moins visible, qui se déroule sous la surface de l'actualité. C'est la guerre clandestine.

La particularité du conflit en Ukraine est que pour l'un des protagonistes – l'Ukraine – il s'exerce dans l'ensemble du spectre des actions cognitives. Le renseignement, la désinformation, le camouflage, la guerre psychologique, la propagande ne sont pas des phénomènes nouveaux. Cependant, pour la première fois sans doute, ils ne sont pas seulement des moyens pour mener la bataille, mais sont devenus la raison d'être du conflit.

Depuis février 2022, ce conflit s'est imposé dans nos médias, qu'ils soient traditionnels ou alternatifs. Les batailles de Marioupol, Bakhmout, Avdiivka, Severodonetsk, Chasov Yar et d'autres plus symboliques, comme l'île aux Serpents, ont été largement médiatisées, car pour l'un des protagonistes, l'important n'était pas le résultat opérationnel, mais l'image générée.

En Ukraine, la guerre clandestine a des caractéristiques qui lui donnent un caractère unique. Tout d'abord, l'Ukraine est un terrain d'affrontement secret entre l'Ouest et l'Est pratiquement ininterrompu depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ensuite, cette guerre secrète s'est largement appuyée sur des divisions ethniques et nationalistes entretenues par l'Occident. La « nation ukrainienne » est toujours restée un sous-ensemble

de la « population ukrainienne ». C'est ce qui a déclenché les problèmes dans le Donbass et c'est une réalité que les Russes ont acceptée, mais que le narratif occidental tente de gommer.

Cette guerre qui se déroule sous la surface de l'actualité médiatique est multiple. Elle évoque le romanesque, mais reste très prosaïque. C'est une guerre qui ne se déroule pas dans le registre du quantitatif, mais du qualitatif. Elle implique l'ensemble des ressources des protagonistes et – jusqu'à un certain point – les met à égalité sur le terrain de la clandestinité. Idéalement, l'action clandestine devrait avoir des effets multiplicateurs sur le déroulement des opérations « visibles ». Ainsi, si le talent tactique, opératif ou stratégique joue un rôle prédominant sur le déroulement du conflit, la guerre clandestine contribue à façonner le cadre de l'action.

Toutefois, comme pour les autres types d'opérations, l'impact des opérations clandestines sur le déroulement du conflit est d'autant plus important qu'elles sont intégrées dans une réflexion et un plan plus généraux.

Dès le début de l'opération russe, nos médias nous l'annonçaient. Les images de jeunes Ukrainiens préparant des cocktails Molotov à Kiev rappelaient les heures glorieuses de la libération de Paris en 1944, ainsi que les images d'ateliers clandestins dans lesquels étaient assemblés et modifiés des drones du commerce pour en faire des armes contre les blindés ou simplement des outils de renseignement. On nous vantait les hackers et autres experts de cyber-guerre prêts à disloquer les structures de conduite russes.

Pourtant, malgré leur inventivité, leur ingéniosité et leur très haut niveau de compétence, ces jeunes Ukrainiens enthousiastes et engagés dans cette guerre clandestine n'ont pas vraiment fait la différence. Les coups de projecteur donnés par nos médias sur telle ou telle initiative nous donnaient l'illusion du succès, mais nous cachaient l'essentiel : l'intégration de toutes ces actions dans un plan global.

Comme pour les opérations militaires, l'opération clandestine n'est réellement efficace que lorsqu'elle crée des synergies et impacte sur une

autre opération.

Durant la Seconde Guerre mondiale, la Résistance française n'a réellement été efficace – et utile – qu'à partir du moment où les Britanniques l'ont prise en main. En 1940-1941, l'action de la Résistance n'a eu que des effets très limités, à part celui de mettre les Allemands sur le qui-vive et de les contraindre à mettre en place un dispositif répressif brutal. Ce n'est qu'après la prise en main par le SOE britannique, la formulation d'objectifs et d'une stratégie qu'elle a été efficace.

On retrouve exactement le même phénomène en Ukraine. Les actions ukrainiennes et d'autres pays occidentaux se sont multi-pliées dès février 2022, mais sans réelle coordination, sans objectifs réels et sans stratégie. Dès lors, ces efforts ont probablement apporté des petits succès tactiques, mais n'ont pas eu d'impact décisif et surtout, n'ont pas eu d'effet multiplicateur sur les opérations militaires. Il en est ainsi des éliminations de personnalités russes en Europe (avec l'approbation tacite des pays, comme la France ou l'Espagne, où elles se sont déroulées), des attentats contre des journalistes russes ou des installations pétrolières.

La Russie et l'Ukraine ont deux conceptions très différentes de l'action clandestine. Pour les Russes, il s'agit d'un appui à leurs opérations militaires : elles sont intégrées dans une vision holistique du théâtre des opérations, où chaque composante appuie les autres.

Pour les Ukrainiens, les opérations clandestines viennent en appui de leur centre de gravité, que Clausewitz définit[1] comme[2] :

> *[…] le centre de toute puissance et de tout mouvement, dont tout dépend ; la caractéristique, la capacité ou l'emplacement dont les forces ennemies et amies dégagent leur liberté d'action, leur force physique ou leur volonté de combattre.*

Pour l'Ukraine, le centre de gravité est le narratif. C'est de lui que découle l'assistance fournie par les Occidentaux. Il cherche donc à promouvoir l'idée de succès. C'est pourquoi beaucoup d'actions des forces spéciales

(comme sur l'île aux Serpents, en été 2022) ont été fortement médiatisées, même si elles n'ont eu aucun impact sur le déroulement des opérations. Leur seul effet a été de maintenir la mobilisation de l'Occident pour soutenir l'Ukraine, sans cependant être un moteur de succès.

---

1. « *[…] ein gewisser Schwerpunkt, ein Zentrum der Kraft und Bewegung bilden, von welchem das Ganze abhängt, und auf diesen Schwerpunkt des Gegners muß der gesammelte Stoß aller Kräfte gerichtet sein.* », Karl von Clausewitz, *Vom Kriege*, Achtes Buch, Dümmlers Verlag, Berlin, 1832.
2. « The hub of all power and movement upon which everything depends; that characteristic, capability, or location from which enemy and friendly forces derive their freedom of action, physical strength, or the will to fight », *Glossary*, FM 100-5 (en allemand : *Schwerpunkt*). On trouve également: « …characteristic(s), capability(ies), or locality(ies) from which a nation, an alliance, a military force or other grouping derives its freedom of action, physical strength, or will to fight », Office of the Joint Staff, *DOD Dictionary of Military and Associated Terms*, Joint Publication 1-02 (Washington DC, 1984) p. 188.

2. Action clandestine

2.1. Terminologie

Afin de maintenir la clarté de notre exposé, nous nous tiendrons à la terminologie officielle, dans la mesure où elle est compréhensible pour les lecteurs. Ainsi, le terme « guerre » est utilisé pour désigner l'ensemble du conflit de février 2014 à nos jours. Pour désigner les actions militaires consécutives à l'intervention russe du 24 février 2022, nous utiliserons l'appellation officielle « opération militaire spéciale » et son abréviation russe « SVO[3] ».

Controversée en Occident, cette appellation est cohérente avec les structures de conduite mises en place par la Russie. L'Ukraine est ainsi un « théâtre d'opérations militaires » (TVD[4]). S'il devait y avoir un conflit plus large en Europe, celle-ci deviendrait un « théâtre de guerre » (TV[5]).

L'expression « services spéciaux » n'a pas vraiment de définition universelle. En Occident, on tend à l'utiliser pour les services qui mènent des actions (clandestines ou non) en aval de la décision. En Russie et en Ukraine, elle est traduite par la notion de « spetssloujba » (спецслу́жба), qui est plus large et désigne indistinctement un service de renseignement, un service de sécurité ou un service d'action. Dans cet ouvrage, par convention, nous utiliserons l'expression « services spéciaux » dans son sens occidental pour désigner des services qui sont dans l'action, en aval de la décision.

2.2. Opérations clandestines

Dans le monde francophone, les actions clandestines sont mal comprises. La recherche d'un vocabulaire à la fois évocateur et romanesque tend à

ignorer les aspects techniques et politiques liés à ces opérations. Dans ce « flou artistique » il est alors possible de greffer des notions imprécises et farfelues, comme la « guerre hybride », qui ouvrent la porte à la désinformation.

La littérature anglophone est plus précise. Techniquement, on distingue entre :

- l'action clandestine (*clandestine action*), dont le déroulement et l'auteur (ou instigateur) sont cachés. Il en est ainsi des assassinats et autres actes terroristes, de l'espionnage ou même de la formation de groupes terroristes, comme le pratiquent les États-Unis, la Grande-Bretagne, le Canada ou la France en Ukraine ;
- l'action secrète (*covert action*), dont l'instigateur ou l'auteur est caché, mais dont le déroulement ne l'est pas. C'est le cas de la désinformation (autrement dit, la diffusion délibérée d'informations calibrées pour influencer une opinion publique) ;
- l'action semi-clandestine, qui est généralement une action d'ingérence dans un pays par laquelle on finance des groupes d'opposition à des fins politiques ou des instruments d'influence au profit d'un acteur extérieur. C'est notamment l'action de lobbies ou d'institutions officielles, dont les plus connues sont l'USAID[6] ou le NED[7].

L'expression « mesures actives » est fréquemment utilisée par les journalistes occidentaux en mal de romanesque pour désigner les actions clandestines russe, en particulier les assassinats. En réalité, il s'agit d'une expression associée à la notion de « maskirovka » (camouflage), qui est l'équivalent de la notion occidentale de « sécurité des opérations » (*Operations security* ou *OPSEC*). La « maskirovka » se compose de « mesures passives » (camouflage, dissimulation, protection des secrets, etc.) et de « mesures actives » (désinformation, propagande, etc.)

2.3. Territoires

Par convention, nous désignerons par :

- « Territoires russes », les territoires de la Russie dans ses frontières de 2014 ;
- « Territoires occupés », les territoires ukrainiens occupés par la Russie dès le 24 février 2022, puis intégrés à la Fédération de Russie à la suite de référendums populaires tenus à la fin septembre 2022. La Russie les considère comme territoires russes. Toutefois, dans le cadre de cet ouvrage, une distinction est nécessaire en raison de leur appartenance au Théâtre des Opérations Militaires (TVD) Ukraine et de la présence potentielle de partisans ukrainiens ;
- « Territoires ukrainiens », le reste de l'Ukraine sous l'autorité de Kiev.

Cela étant dit, l'action clandestine ne se limite pas à l'espace géographique, elle est également pratiquée dans l'infosphère (guerre de l'influence), dans l'éther (guerre électronique) et dans le cyberespace (cyber-guerre).

---

3. Spetsial'naya Voïennaya Operatsiya.
4. Teratr' Voïennykh Deïstvyy".
5. Teatr' Voïny.
6. United States Agency for International Development.
7. National Endowment for Democracy.

3. Le contexte historique

3.1. L'Ukraine, une région à cheval entre deux mondes

Le conflit ukrainien a ses racines dans la mort des grands empires au début du XX^{e} siècle. L'Ukraine fait partie de ces pays qui ont été créés ou qui se sont formés à la frontière des grandes puissances, composés de plusieurs groupes ethniques ou culturels que l'on a voulu fondre en une seule entité avec plus ou moins de bonheur. Le mot « Ukraine » lui-même a son origine dans un terme slave (*ukrajina* ou *krajina*) qui signifie « zone frontière »[8].

À la différence de la Suisse, dont les diverses communautés ethniques, linguistiques et culturelles se sont associées par choix, en une sorte de « mini-OTAN », l'Ukraine résulte de changements décidés par l'extérieur. Avec une partie occidentale issue de l'Empire austro-hongrois, une partie centrale fortement liée à l'empire russe, une partie orientale (principalement le Donbass) accolée par l'Union Soviétique dans les années 1920 et la Crimée adjointe administrativement par Khrouchtchev en 1954, l'Ukraine est un pays composite où les nationalismes ne demandaient qu'à se manifester.

Pour compliquer les choses, l'Ukraine est située dans une région qui s'étend de la mer Baltique à la mer Noire et qui recouvre la notion d'« Intermarium ». L'Intermarium est un concept développé dans les années 1920 par Józef Pilsudski. Il a été ravivé en 2015 et placé comme objectif de la politique de sécurité de la Pologne, qui y voit un espace politico-militaire où elle peut exercer son influence[9].

Mais l'Intermarium a également une dimension géopolitique[10]. C'est une vaste zone frontière entre l'Europe occidentale et la Russie. On constate que

c'est dans cette zone que l'URSS avait défini son « glacis », formalisé sous le terme de « Traité de Varsovie ».

C'est dans cette vaste région qu'a émergé la communauté juive européenne ashkénaze, non à la suite d'une immigration venant de Palestine, mais par une décision politique visant à échapper à l'influence orthodoxe à l'est et musulmane au sud[11]. C'est aussi vers cette région que les pays européens refouleront les communautés juives jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. C'est donc là qu'elles subiront leurs persécutions les plus virulentes, par l'Allemagne, bien sûr, mais également par la Pologne, la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie. C'est aussi dans cette région que se trouvait la grande majorité des camps de concentration, dont les gardiens étaient souvent de jeunes volontaires ukrainiens, d'ailleurs plus nombreux que leurs homologues allemands[12] !

Longtemps inséparable de l'Empire russe, puis de l'Union Soviétique, l'Ukraine est en réalité plus une région qu'un pays.

Mais l'Histoire a façonné une réalité différente et cette zone est plus devenue une barrière qu'un lien. Située sur la bordure des grands empires européens du XIX^e^ siècle, elle est devenue une sorte de glacis, pour les Occidentaux contre la menace socialiste après la Révolution russe, puis pour les Soviétiques contre la menace occidentale – avec la création du Pacte de Varsovie –, puis à nouveau contre la Russie avec l'extension de l'OTAN après la Guerre froide.

Malgré les apparences, le poids de l'Histoire et des émotions continue à peser lourdement sur le conflit ukrainien. Le grand-père d'Ursula von der Leyen travaillait déjà à l'intégration économique de l'Ukraine dans la grande Europe imaginée par les nazis[13]. Le grand-père de Victoria Nuland, sous-secrétaire d'État américaine pour les Affaires politiques, a quitté la région d'Odessa au début du XX^e^ siècle pour échapper aux pogroms. L'arrière-grand-père d'Anthony Blinken, secrétaire d'État américain, avait quitté Kiev pour la même raison. Le grand-père de Chrystia Freeland, vice-Première ministre de Justin Trudeau, était un collaborateur ukrainien du

IIIe Reich, qui a trouvé refuge au Canada, au bénéfice d'une décision secrète du gouvernement britannique[14].

Il résulte de cet entrechoc des cultures des relations complexes, souvent difficiles à expliquer de manière cartésienne. Juifs et ultranationalistes se rejoignent dans la haine de l'autre : le Russe en Ukraine, le Palestinien en Palestine. C'est ce qui explique le comportement des parlementaires canadiens, qui célèbrent un ancien collaborateur ukrainien des nationaux-socialistes. À cette occasion, Anthony Rota, président de l'Assemblée parlementaire, ne mentionne pas la lutte de ce vétéran contre les « Soviétiques » (ce qui aurait été un combat politique), mais célèbre la lutte contre les « Russes », démontrant ainsi qu'il s'inscrit dans une démarche ethnique[15].

Destinée à être une terre de rencontre, l'Ukraine est devenue une terre d'affrontement. Depuis 1945, et plus encore après la Guerre froide, au lieu de l'utiliser comme un pont, les Occidentaux l'ont utilisée comme un fossé, en exploitant le sentiment de vengeance et l'animosité contre la civilisation helléno-chrétienne que l'on retrouve dans d'autres parties du monde.

3.2. L'ambiguïté de l'affrontement entre les fascismes et le communisme

Au début du XXe siècle, l'Ukraine n'existe pas en tant que pays. C'est une région, qui se situe à la frontière de l'Empire russe, d'où son nom, dont la partie occidentale appartient à l'Empire austro-hongrois. Ce dernier est démembré après la Première Guerre mondiale : la Galicie et la Volhynie sont attribuées à la Pologne, tandis que le centre et l'est de l'Ukraine actuelle vont à l'Union Soviétique. Les mouvements ukrainiens issus de l'émergence des nationalismes européens de la fin du XIXe et du début du XXe siècle se structurent dans la clandestinité.

La période de l'entre-deux-guerres est marquée par l'extraordinaire imbrication des luttes nationalistes dans cette région qui voit émerger

diverses formes de fascisme. Les luttes nationalistes se superposent aux rivalités politiques entre les fascismes et le socialisme naissant.

Aujourd'hui, le mot « fascisme » est presque automatiquement associé au nazisme. Or, dans les années 1920, le fascisme italien est un modèle. À la différence du nazisme, l'antisémitisme n'en constitue pas l'élément central. Il prendra de l'importance à la fin des années 1930 dans le cadre de la collaboration entre l'Italie et l'Allemagne, mais c'est un aspect périphérique et opportuniste de l'idéologie fasciste. Pour preuve, au milieu des années 1930, l'Italie fasciste abritait une unité militaire du Betar, issue du mouvement sioniste révisionniste, à l'Académie navale de Civitavecchia[16].

À cette époque, le fascisme se définit comme la « vraie » expression de la volonté populaire par opposition à la démocratie, qui est alors considérée comme corrompue par des oligarchies et des intérêts privés. C'est un peu l'équivalent de ce que l'on appelle aujourd'hui le « populisme ». C'est pourquoi il connaît un tel succès dans les années 1920-1930 dans toute l'Europe. C'est donc ce modèle qui inspire les débuts du nationalisme ukrainien.

Comme aujourd'hui, les ultranationalistes ukrainiens sont profondément antisémites. Mais à la différence des nationaux-socialistes, dont l'antisémitisme est un élément de doctrine fondé sur un concept racial, les fascistes ukrainiens haïssent les juifs davantage en raison de leurs liens avec le pouvoir soviétique et de leur présence dans les mécanismes du pouvoir.

Historiquement, la population juive européenne s'est développée aux confins du monde catholique, du monde orthodoxe et du monde musulman, dans une bande qui s'étend de la mer Noire à la mer Baltique. Il n'est donc pas surprenant de la retrouver dans les structures des Républiques socialistes soviétiques et de certains pays de l'Est, comme la Hongrie. La superposition des rivalités communautaires « traditionnelles » et des problèmes de gouvernance explique le développement d'un virulent antisémitisme européen. Ce n'est pas un hasard si les fondateurs de l'État d'Israël, comme David Ben Gourion, Golda Meir ou Moshe Dayan, et que

des politiciens modernes comme Benjamin Netanyahu ou Bezalel Smotrich viennent de cette zone.

L'élément « fondateur » de l'antisémitisme ukrainien est l'« *Holodomor* » (*holod* : faim ; *mor* : peste). Il aurait fait entre 4 millions et 7 millions de morts en 1932-1933 et est considéré en Ukraine comme un génocide, souvent comparé à l'« holocauste » juif. Malgré sa magnitude, qui en fait peut-être le plus grand massacre de l'Histoire, il reste largement ignoré en Occident, et son caractère de « génocide » est contesté, en partie pour démentir la présence de l'antisémitisme en Ukraine. Quelle qu'ait été la réalité, la surreprésentation des juifs dans la direction du Parti Communiste et parmi les cadres du NKVD[17] a laissé dans l'imaginaire ukrainien le sentiment qu'ils avaient orchestré l'Holodomor. Il en résulte une haine profonde qui vise à la fois le pouvoir de Moscou et les juifs.

Les relations entre les divers mouvements nationalistes et les forces nazies en Ukraine sont complexes. L'équation « nationalistes = bandéristes = pronazis » est une simplification qui nous conduit à mal comprendre les interactions entre les divers mouvements politiques en Ukraine de nos jours. Ainsi, durant la guerre la relation triangulaire entre les mouvements de partisans pro-soviétiques, les mouvements nationalistes antinazis et les mouvements nationalistes pronazis montrent des changements d'alliance opportunistes. Souvent difficiles à comprendre aujourd'hui.

Le nationalisme ukrainien domine la partie occidentale de l'Ukraine et est divisé en deux grands mouvements : l'Organisation des Nationalistes Ukrainiens dirigée par Andrii Melnik (OUN-M) plus modérée et de tendance nationale-démocrate, et l'Organisation des Nationalistes Ukrainiens dirigée par Stepan Bandera (OUN-B), plus radicale.

Dans le cadre de l'opération BARBAROSSA, le 30 juin 1941, le III^{e} Reich accorde l'indépendance à la partie ouest de l'Ukraine en s'appuyant sur l'OUN-B de Bandera[18].

L'OUN-B constitue ainsi le noyau du gouvernement ukrainien à Lvov. L'OUN-M soutient la formation d'une division de la Waffen SS composée de volontaires ukrainiens. Selon les ordres de Hitler, le nom de la nouvelle

unité ne doit pas comporter le nom « Ukraine », mais celui de la Galicie, qui était l'ancienne province de l'Empire austro-hongrois. Elle devient la « 14e Waffen Grenadier Division SS "1. Galizien" ». Pour beaucoup de volontaires, il s'agit d'une voie vers l'indépendance : ils refusent d'être engagés contre les armées occidentales et s'engagent à combattre l'Union Soviétique.

Au début, l'OUN-B n'est pas favorable à cette division. Stepan Bandera estime que servir dans la « 1. Galizien » sert davantage les intérêts allemands que le nationalisme ukrainien. De nombreux combattants de l'OUN-B serviront cependant dans les rangs de la SS. Engagés en Slovaquie, leur brutalité sera telle que le SS-Brigadeführer Fritz Freitag demandera l'autorisation de pouvoir exécuter ses propres soldats sans jugement. Peut-être peut-on y voir les réticences actuelles de la Slovaquie à l'égard de l'Ukraine…

Stepan Bandera crée l'Armée Insurrectionnelle Ukrainienne (UPA), qui reprend le flambeau de l'OUN-B. L'UPA forme, avec d'autres mouvements nationalistes ukrainiens, une sorte de cinquième colonne qui protège les lignes logistiques de la Wehrmacht contre les attaques des partisans pro-soviétiques. C'est dans le cadre de cette lutte que les Ukrainiens s'illustrent en commettant des massacres contre les populations civiles et les populations juives qui soutiennent les partisans pro-soviétiques.

L'éphémère soutien de l'Allemagne nazie à l'indépendance de l'Ukraine entre 1941 et 1945 attire la reconnaissance des Ukrainiens de l'ouest du pays. Par exemple, la 2e Panzer Division SS « *Das Reich* », tristement célèbre en France pour le massacre d'Oradour-sur-Glane, fait l'objet d'une véritable vénération en Ukraine, car elle a libéré Kharkov de l'Armée Rouge en 1943. Son emblème a inspiré celui du régiment Azov actuel[19].

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les soldats ukrainiens ayant combattu sous le drapeau nazi et au sein de la 14e Waffen Grenadier Division SS « 1. Galizien » et capturés par les Britanniques, n'ont pas été remis à l'URSS, comme Staline l'avait demandé. La raison était que beaucoup de ces militaires étaient polonais d'origine et que leur religion

catholique leur a valu l'intervention du pape Pie XII. Leur statut de « prisonnier de guerre » a été changé pour celui de « soldats ennemis ayant déposé les armes ».

Stationnés à Rimini en Italie, plus de 8 600 d'entre eux sont autorisés secrètement à émigrer vers la Grande-Bretagne en 1947, puis vers le Canada, malgré leurs très nombreux crimes de guerre. Ce n'est qu'à la fin des années 1990 que l'existence de ces anciens SS en Grande-Bretagne a été dévoilée. En réalité, durant la Guerre froide, les Britanniques les ont utilisés pour infiltrer l'URSS et soutenir le combat des mouvements partisans en Ukraine[20]. C'est ce qui explique la scène surréaliste qui a choqué le monde en septembre 2023.

Le 22 septembre 2023, Yaroslav Hunka, un des survivants de la « 1. Galizien »[21], est célébré avec enthousiasme par les parlementaires canadiens corrompus, sans honneur et sans respect pour les Canadiens qui ont donné leur vie pour lutter contre le nazisme, qui applaudissent celui qui a combattu aux côtés des nazis contre les Russes[22].

En Ukraine, la lutte contre le pouvoir soviétique est antérieure à l'occupation nazie. C'est pourquoi ce que nous percevons comme de la « collaboration » avec les nazis est souvent compris en Ukraine comme une « résistance » contre les Soviétiques. Le même phénomène se retrouve chez les combattants volontaires français de la division SS Charlemagne ou les Belges de la brigade SS Wallonie : leur préoccupation était moins l'idéologie nationale-socialiste que d'avoir un cadre pour lutter contre le « bolchevisme ». L'ultranationalisme ukrainien d'aujourd'hui est une sorte de « mille-feuille » idéologique qui combine l'antibolchevisme des années 1920, l'antisémitisme des années 1930 issu de l'Holodomor, l'antisoviétisme des années 1940-1990 dans une haine historique des Russes.

Un document de la CIA rédigé en 1957 dans le but d'organiser des mouvements de résistance en Ukraine (et dont nous reparlerons plus bas) explique que la résistance nationaliste ukrainienne est plus complexe qu'il

n’y paraît. Elle s’est principalement opposée aux Soviétiques, mais aussi dans certaines zones elle s’est également attaquée aux forces allemande.

3.3. Le rôle des services occidentaux en Ukraine durant la Guerre froide

Dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, les Occidentaux cherchent à déstabiliser l’URSS qu’ils voient comme une menace.

Le 1er octobre 1945, l’Office of Strategic Services (OSS) est démantelé et remplacé par la Strategic Services Unit (SSU). En janvier 1946, est créé le Central Intelligence Group (CIG) qui deviendra la CIA en 1947. Le SSU est intégré au CIG le 2 avril 1946. Une des composantes principales du SSU est le contre-espionnage (SSU/X2), qui est actif en Allemagne pour la chasse aux nazis. En cette période, des milliers de réfugiés affluent en Allemagne en provenance de l’Est, qui ont fui devant l’Armée Rouge. En avril 1946, des réfugiés ukrainiens entrent en contact avec Boleslav A. Holtsman, le chef du SSU/X2 à Munich. Les débuts sont timides, mais le SSU/X2 reçoit des informations détaillées sur l’organisation des réseaux de renseignement soviétiques en Europe. Le colonel William Quinn, directeur du SSU, décide donc d’approfondir les contact entre le SSU et les Ukrainiens, afin de les utiliser comme sources de renseignement, mais il est prudent. En 1998, un rapport secret de la CIA explique[23] :

> *La motivation et la fiabilité [des Ukrainiens] étaient les principales préoccupations du SSU. Quinn jugeait les Ukrainiens comme d’« habiles intrigants politiques passés maîtres dans l’art de la propagande » qui n’hésiteraient pas à utiliser les États-Unis à leurs propres fins.*

Un jugement qui pourrait avoir été écrit en 2025. Très rapidement, les Américains hésitent à s’associer avec les nationalistes ukrainiens qu’ils jugent brutaux et difficilement contrôlables. Le rapport de la CIA de 1998 explique :

Ils sont prêts à sacrifier leur vie ou à se suicider à tout moment pour faire avancer leur cause ou pour empêcher des violations de la sécurité, et ils sont également prêts à tuer s'ils le doivent. Il faut toujours se rappeler qu'ils vouent un culte quasi religieux à leur nation et se méfient de tout ce qui est étranger : d'abord et avant tout les Polonais, puis les Russes, puis les Allemands.

Les Américains choisissent finalement de soutenir les Ukrainiens, car leur adversaire du moment est l'Union Soviétique. Mais dans son rapport de 1998 dans le cadre de son étude du renseignement et du nazisme, la CIA elle-même constate que ce soutien a été « malheureux et tragique »[24].

Les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France soutiennent alors les mouvements insurrectionnels baltes et ukrainiens, qui ont subsisté après la Seconde Guerre mondiale, sous la conduite d'anciens membres de la SS et des réseaux « *Werewolf* » (« loups-garous »). Les forces spéciales ukrainiennes ont d'ailleurs conservé le loup-garou comme emblème aujourd'hui.

Figure 1 – Le loup-garou, emblème des forces spéciales ukrainiennes. Le lien avec l'organisation allemande est évident, mais il doit être compris ici davantage comme symbole de l'indépendance vis-à-vis des Soviétiques que comme une allégeance politique au régime nazi. Ce qui n'exclut pas, par ailleurs, des sympathies avec cette idéologie.

C'est dans ce contexte que l'UPA poursuit sa lutte contre Moscou. Jusqu'au début des années 1960, elle mène des opérations de guérilla en Ukraine avec le soutien matériel des services secrets britanniques (Opération VALUABLE), français (Opération MINOS)[25] et américains (Projet AERODYNAMIC), dont l'objectif était défini par la CIA comme[26] :

L'objectif du projet AERODYNAMIC est de permettre l'exploitation et l'expansion du mouvement de résistance ukrainien antisoviétique à des fins de guerre froide et de guerre chaude.

Figure 2 – Publication du KGB, rédigée en ukrainien, sur les activités clandestines occidentales en Ukraine. Intitulée « Front de la Guerre Secrète », elle illustre les diverses techniques des agents occidentaux en appui de la rébellion. On y trouve des appareils de transmission datant de la Seconde Guerre mondiale et d'autres techniques plus exotiques, dont une partie est aujourd'hui exposée dans le musée du FSB à Moscou. [Collection J. Baud]

L'agitation créée en Ukraine par les trois grandes puissances occidentales avait donc pour objectif de déclencher des hostilités ouvertes avec l'URSS. Grâce à Kim Philby, taupe au sein du *Secret Intelligence Service* britannique (MI-6), le KGB est parvenu à neutraliser ces mouvements. Le 15 octobre 1959, il élimine Stepan Bandera au lendemain d'une réunion de coordination avec le service secret allemand (BND), qui avait pour objectif d'intensifier les opérations clandestines en Ukraine.

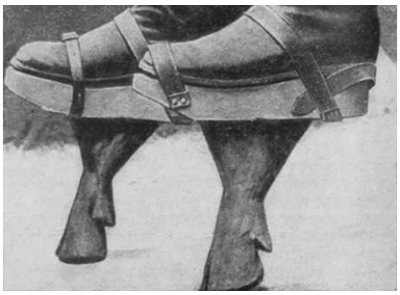


Figure 3 – L'imagination des services secrets alliés pour s'infiltrer en URSS est quasiment sans limites. Pour éviter de laisser des traces pour franchir la frontière, de tels équipements imitant les traces d'un animal étaient utilisés. [фронт таємної війни, Moscou, 1968]

En août 1957, la CIA publie un rapport, intitulé *Le facteur de la résistance et les zones d'opération des forces spéciales en Ukraine*[27]. C'est un document secret de 280 pages, qui décrit la société ukrainienne et sa volonté de résistance contre le gouvernement soviétique. Il a été établi en vue de déployer clandestinement des forces spéciales américaines en Ukraine pour y créer une rébellion contre le pouvoir soviétique.

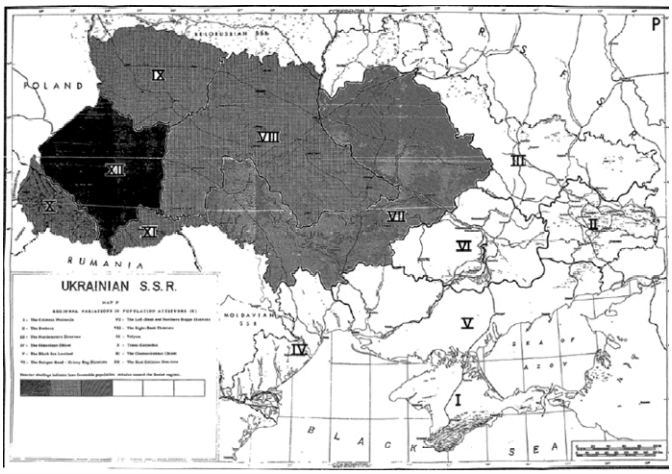


Figure 4 – La carte « P » du document de la CIA cartographie l'hostilité au gouvernement soviétique en Ukraine. L'Ukraine a été subdivisée en 12 secteurs en fonction de critères ethniques, sociaux et historiques, qui permettent de cerner le degré d'hostilité (ou de loyauté) aux autorités soviétiques. [CIA, 1957]

70 ans plus tard, on retrouve les mêmes facteurs ethniques, historiques et culturels qui influencent la politique intérieure de l'Ukraine et la même détermination des Occidentaux pour la voir comme un levier pour déstabiliser la Russie.

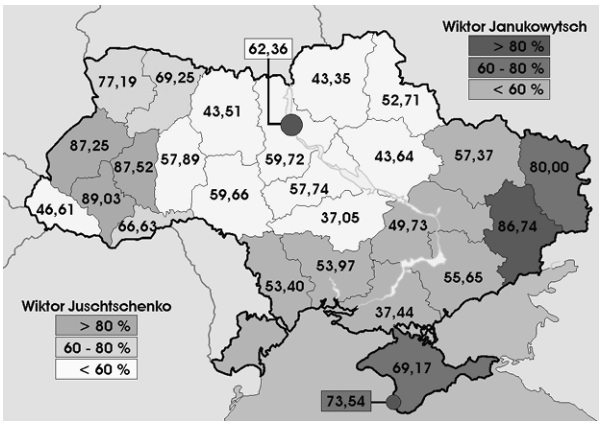


Figure 5 – Carte du résultat des élections présidentielles de 2004 en Ukraine [Wikipédia]. En 2017, elle a été publiée par le média ukrainien New Voice of Ukraine *et comparée avec la carte « P » de la CIA de 1957. La similitude entre les deux cartes illustre les différences profondes et historiques au sein de la population ukrainienne*[28]*. On observe que les journalistes ukrainiens sont considérablement plus perspicaces que leurs homologues européens qui se limitent à reproduire des communiqués d'agence.*

Les zones les plus partisanes en faveur de la Russie ou de l'Ukraine sont décrites comme suit par la CIA en 1957 :

La péninsule de Crimée (zone I sur la carte P)

Dans deux régions de l'Ukraine, les populations locales n'ont apparemment que peu de griefs contre le régime [soviétique] et n'aideraient probablement pas les forces spéciales. La première est la péninsule de Crimée, qui a toujours fait partie de la Russie, n'ayant été incorporée à l'Ukraine qu'en février 1954, lorsqu'elle a été transférée de la RSFSR en raison de sa proximité avec l'Ukraine. Sa population est principalement russe – plus de 60 pour cent – et dans le passé, ni les Ukrainiens ni les Russes n'ont manifesté de sentiments nationalistes ni manifesté une quelconque hostilité au régime. Pendant la Seconde Guerre mondiale, les quelque 300 000 Tatars occupant les montagnes de Crimée et certains districts des steppes du nord ont fourni une aide importante aux forces allemandes, tuant entre 70 000 et 120 000 Russes, y compris des prisonniers de guerre. Cependant, immédiatement après la guerre, les Tatars ont été déportés en Asie centrale et ne devraient apparemment pas y être renvoyés. Les Tatars occasionnels qui ont réussi à échapper à la

déportation peuvent rester dans les zones montagneuses et assisteront sans aucun doute les forces spéciales. […]

Le Donbass (zone II sur la carte P)

La deuxième zone dont la population est fortement loyale au régime est le Donbass. Occupant les parties les plus importantes des oblasts de Stalinskaïa et de Voroshilovgradskaïa, le Donbass est le centre de l'industrie lourde et de l'exploitation minière en Ukraine et, à part la Crimée, c'est le district le moins ukrainien par sa population et son caractère national. Les Ukrainiens sont minoritaires dans le Donbass et ceux qui y vivent sont pour la plupart urbanisés, parlent souvent le russe et, dans de nombreux cas, ne se considèrent plus comme des Ukrainiens. Pendant et immédiatement après la Première Guerre mondiale, les habitants du Donbass se sont fortement opposés aux nationalistes ukrainiens et ont, à un moment donné, établi une république séparée, indépendante du reste de l'Ukraine. Au cours des années suivantes, ils ont défendu le pouvoir soviétique et les intérêts russes, attaquant souvent les nationalistes ukrainiens avec plus de zèle que les dirigeants russes eux-mêmes. Pendant l'occupation allemande de la Seconde Guerre mondiale, aucun cas d'enthousiasme nationaliste ukrainien, de soutien aux Allemands ou d'hostilité à l'égard des Russes n'a été enregistré. Apparemment, de nombreux habitants se considèrent comme occupant une île russe dans une mer ukrainienne et s'identifient donc très fortement aux intérêts russes et au régime soviétique.

Les districts de Galicie orientale (zone XII sur la carte P)

La dernière région d'Ukraine, celle qui compte la population la plus fortement nationaliste, comprend les oblasts de Stanislavskaïa,

Ternopolskaïa, Drogobychskaïa et Lvovskaïa. L'histoire de la région en matière de sentiment antirusse a été plus forte que dans d'autres parties de l'Ukraine. Avant la Première Guerre mondiale, elle faisait partie de l'Empire austro-hongrois et les nationalistes ukrainiens y étaient modérément encouragés : les études et la vie intellectuelle ukrainiennes se sont développées et la région est devenue un centre pour ceux qui avaient des aspirations nationalistes. Pendant la Première Guerre mondiale, la région a fourni les plus grandes unités militaires ukrainiennes et a été le dernier bastion des partisans de l'indépendance ukrainienne. Après la guerre, elle a été rattachée à la Pologne et a continué à se développer en tant que centre du nationalisme ukrainien. Le gouvernement polonais, bien qu'il ait assuré que les droits des Ukrainiens seraient protégés, a tenté de réprimer les institutions ukrainiennes et d'amener des colons polonais dans la région. Ces efforts n'ont été que partiellement couronnés de succès et la région est restée un centre nationaliste ukrainien jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Avec l'invasion allemande de la Russie en 1940 (sic), les Ukrainiens ont immédiatement pris le contrôle, déclarant la formation d'un État indépendant avec sa capitale à Lvov. Les nationalistes ont été rapidement réprimés par l'occupant allemand, mais tout au long de la guerre, l'activité nationaliste a été importante et des bandes de partisans nationalistes se sont opposées aux forces allemandes et aux partisans pro-soviétiques avec un certain succès.

Après la Seconde Guerre mondiale, la résistance au régime soviétique s'est exprimée à grande échelle dans les années 1945 à 1950, puis de manière limitée jusqu'en 1956.

Bien qu'il y ait eu de nombreuses déportations dans la région, de nombreux nationalistes sont restés, et il existe probablement des bandes de partisans isolées dans les zones boisées les plus reculées des Carpates. C'est dans cette région que les forces spéciales pouvaient espérer un

soutien considérable de la population ukrainienne locale, y compris une participation active aux mesures dirigées contre le régime soviétique.

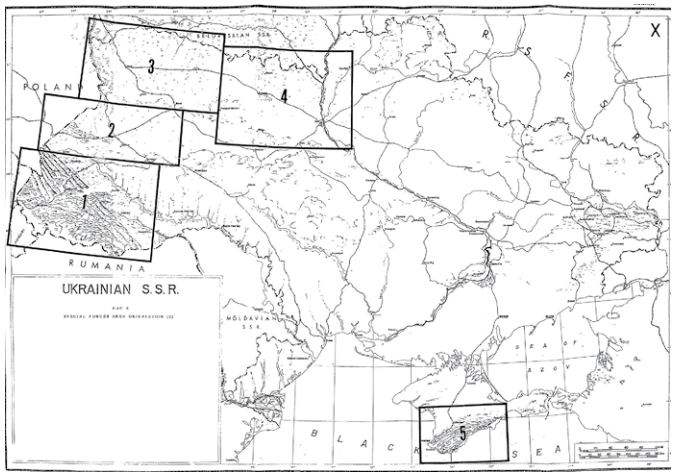


Figure 6 – Carte de la CIA des zones les plus favorables à la mise en place d'une résistance antisoviétique. Chacune de ces zones fait l'objet d'une étude approfondie en vue du déploiement de forces spéciales (FS) américaines. Le concept des FS est alors très différent des concepts occidentaux actuels. Elles étaient formées pour mettre sur pied des réseaux de résistance avec la population locale, comme cela avait été fait durant la Seconde Guerre mondiale.

Le document de la CIA étudie en détail les diverses zones les plus propices à la mise en place de structures de résistance. Parmi celles-ci, les montagnes de Crimée sont évoquées en ces termes :

Ni les Russes ni les Ukrainiens ne se sont montrés particulièrement hostiles au régime soviétique dans le passé. Des membres de la population tatare, qui s'est si vigoureusement opposée aux Russes pendant la Seconde Guerre mondiale, pourraient se trouver dans des régions montagneuses reculées et seraient probablement disposés à aider les forces spéciales.

Comme on le constate, le langage est très prudent. Ainsi que l'évoque le document de la CIA, la minorité tatare a une histoire d'opposition contre l'autorité de Moscou. Nous y reviendrons.

3.4. L'Euromaïdan, le tournant décisif

Jusqu'en 2014, les différentes minorités qui composent le pays vivent en harmonie. Les différences culturelles apparaissent lors des élections, mais les différentes communautés ne sont pas dans une dynamique de confrontation. On observe les mêmes différences culturelles qu'en Suisse ou en Belgique, où les communautés ont des aspirations légèrement différentes, que la démocratie permet de compenser.

Tout change en 2013-2014. La question alors, est de décider si l'Ukraine doit s'associer avec l'Union Européenne. à la différence des autres pays d'Europe orientale, l'Ukraine avait été une composante de l'URSS. Autrement dit, alors que les pays d'Europe de l'Est avaient des économies indépendantes, celle de l'Ukraine restait fortement liée à celle de la Russie. Ainsi, alors que les économies des pays d'Europe de l'Est pouvaient être relativement facilement intégrées dans une économie européenne, l'Ukraine – notamment le sud et l'est du pays – nécessitait des changements très profonds, car l'industrie est alors encore fortement intégrée à celle de la Russie.

La Russie propose à ce moment-là une solution tripartite, qui aurait permis à l'Ukraine de se rapprocher de l'UE tout en conservant ses avantages avec la Russie. Mais Manuel-José Barroso, président de la Commission Européenne, refuse toute solution de compromis[29]. Comme l'explique le très pro-ukrainien site EURACTIV : ce sera soit la Russie, soit l'UE, mais pas les deux[30] :

> *La Commission Européenne a averti l'Ukraine que son éventuel accord d'union douanière avec la Russie est incompatible avec l'accord d'association et l'accord de libre-échange complet et approfondi (DCFTA) qu'elle souhaite signer avec l'UE.*

Ce n'est donc pas la Russie qui bloque l'accord avec l'UE, mais la Commission Européenne elle-même !

Cette situation divise la population ukrainienne sur l'opportunité de se joindre à l'UE. Un sondage effectué en novembre 2013 par le *Kyiv*

International Institute of Sociology (KIIS) montre qu'elle est alors partagée exactement à « 50/50 » entre un accord avec l'Union Européenne et une union douanière avec la Russie[31]. Les partisans de l'UE descendent alors dans la rue pour montrer leur intérêt pour un rapprochement avec l'UE. C'est le premier Maïdan.

Placé devant des choix mutuellement exclusifs, Ianoukovitch demande un peu plus de temps pour décider, mais *ne renonce pas* à un accord avec l'UE[32]. Cette pause n'a donc clairement qu'un caractère temporaire, mais l'extrême droite nationaliste y voit un refus qu'elle attribue à la Russie[33], tandis que des médias véreux évoquent un « veto russe »[34], déclenchant la colère des partisans de l'UE et des ultranationalistes.

C'est cette interprétation, largement propagée par les journalistes et pseudo-experts des médias occidentaux, qui déclenche le « deuxième » Maïdan. Cette fois-ci, ce ne sont plus les familles, mais les ultranationalistes venus de l'ouest du pays qui s'emparent de la rue. Amplifiée par nos journalistes, la violence explose.

Le magazine allemand *Der Spiegel* révèle la présence de mercenaires de la firme *Academi* (anciennement *Blackwater*, de sinistre mémoire en Irak et en Afghanistan)[35] parmi les manifestants de Kiev. Le *Bundesnachrichtendienst* (BND) en avait apparemment informé le gouvernement allemand. Moi-même, alors en poste à l'OTAN, j'en informe la présidence de l'OSCE, alors exercée par la Suisse, mais l'information reste lettre morte...

Afin de calmer la situation, le président Ianoukovitch signe un accord avec les représentants de l'opposition le 21 février 2014. Il s'engage à organiser des élections anticipées et à remettre le pouvoir de manière démocratique[36]. L'accord est garanti par la France, l'Allemagne et la Pologne[37]. Mais ni ces pays ni l'opposition ukrainienne ne respecteront leur signature : le président Ianoukovitch est renversé le lendemain.

Le 23 février 2014, la première décision des nouvelles autorités (non-élues) de l'Ukraine est d'abroger la loi Kivalov-Kolesnichenko, qui instituait la langue russe comme langue officielle avec l'ukrainien. Cette

décision viole ainsi le traité le *Traité d'amitié*, signé avec la Russie le 31 mai 1997, qui garantissait aux Russes ethniques « *la protection de l'originalité ethnique, culturelle, linguistique et religieuse des minorités nationales sur leur territoire* »[38].

En France, l'exercice du pouvoir est étroitement lié à l'imposition d'une langue. C'est probablement pourquoi cette question n'est jamais débattue par les « élites » qui soutiennent l'ultranationalisme ukrainien. En Ukraine, la langue est un vecteur du nationalisme, comme le constate un document de la CIA de 1957[39] :

> *L'opposition des Ukrainiens à la domination russe repose sur un certain nombre de racines profondes qui ont stimulé le sentiment séparatiste. La première et la plus tangible est la langue ukrainienne […] Avant le XIX^e^ siècle, elle n'était pas écrite et de larges pans de l'intelligentsia ukrainienne et de la population urbaine utilisaient le russe.*

Le 24 février, Mme Astrid Thors, Haut-Commissaire de l'OSCE pour les minorités nationales, met en garde le nouveau gouvernement ukrainien contre des « *décisions rapides qui pourraient conduire à une escalade de la situation dans un contexte où les langues sont un problème qui divise* »[40].

Sans surprise donc, cette décision provoque une vaste révolte populaire et des manifestations dans tout le sud de l'Ukraine. Les médias occidentaux hostiles à la démocratie ne le reflèteront pas, afin de maintenir le narratif d'une « révolution démocratique » à Kiev.

Ces manifestants n'étaient pas tous « pro-russes », mais ils voulaient maintenir leurs droits. En propageant l'idée que la révolution de Maïdan était « *populaire et donc démocratique* », comme me l'affirmait un journaliste du très controversé média Heidi News, nos journalistes ont inversé les valeurs de l'État de droit[41]. Le renversement *par la force* d'un gouvernement, dont l'élection avait été « *une démonstration impressionnante de démocratie* »[42], qui a négocié jusqu'à la dernière minute avec des manifestants qui n'ont pas respecté leur engagement, est ainsi

devenu une preuve de démocratie. Par conséquent, tout ce qui s'opposait à l'Euromaïdan est automatiquement devenu « pro-Poutine ».

Débordées, les nouvelles autorités de Kiev engagent l'armée pour réprimer ces manifestations populaires dans le sud du pays. L'armée ukrainienne est alors formée de conscrits recrutés de manière territoriale. On y trouve donc pêle-mêle des Ukrainiens « de souche » et des Russes ethniques. Par conséquent, les militaires d'origine russe sont proportionnellement plus nombreux dans les zones qui manifestent. Ces militaires fraternisent avec les manifestants et refusent de tirer sur la foule. C'est la même situation que les marins d'Odessa, refusant de tirer sur leurs compatriotes en 1905 ! Une grande partie des militaires passe du côté des rebelles avec armes et bagages.

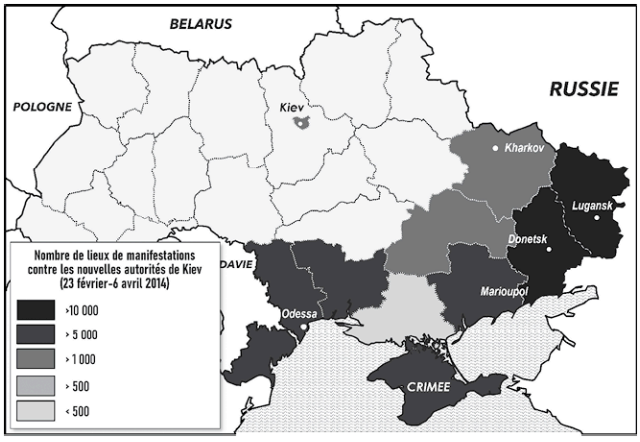


Figure 7 – Nombre des lieux dans lesquels la population manifeste son opposition au changement de pouvoir et aux décisions des nouvelles autorités contre la population russe. Tout le Sud de l'Ukraine se soulève. La répression sera terrible et exigera l'emploi de milices paramilitaires d'extrême-droite. Ce sont ces milices qui sont visées par Vladimir Poutine le 24 février 2022 en fixant l'objectif de « dénazification »[43].

La brutalité de la répression des manifestations conduit la population de Crimée à revendiquer le statut qu'elle avait acquis par référendum le 20 janvier 1991 (*avant* l'indépendance de l'Ukraine) et demander à revenir sous l'autorité de Moscou. Le narratif occidental prendra bien soin d'oublier ce référendum de 1991, qui avait finalement conduit l'Ukraine à

annexer de force la Crimée en 1994-1995, et y a substitué une « invasion russe » qui aurait arraché militairement la Crimée à l'Ukraine.

Pourtant, Ivan Vinnik, député de la Rada de Kiev, déclarera en août 2016 que 20 000 des 22 000 militaires ukrainiens stationnés sur la péninsule ont refusé d'intervenir contre leurs compatriotes et se sont ralliés aux manifestants[44]. Après avoir arraché leurs insignes, pour éviter les confusions, ils sont devenus ce que les propagandistes occidentaux appellent aujourd'hui des « *petits hommes verts* », « identifiés » comme des forces spéciales russes. « L'invasion » de la Crimée, évoquée par Wikipédia[45] est une *fake news*.

À cette époque, je suis en poste à l'OTAN et, contrairement à ce que racontent nos médias, aucun apport de troupes n'est observé par les services de renseignement occidentaux. Les militaires russes stationnés dans la péninsule interviennent pour rétablir l'ordre dans la périphérie de leurs bases et sur les aéroports, conformément au Status Of Forces Agreement (SOFA) signé avec l'Ukraine en 2010, mais il n'y a aucune invasion russe.

À la fin 2014, les forces rebelles forment une union qu'ils dénomment « Forces Unifiées de la Novorossiya ». C'est une alliance plus politique que militaire, car les forces rebelles sont très inégales d'une région à l'autre. La répression ukrainienne sera féroce, notamment avec l'engagement de forces paramilitaires contre les populations civiles pour suppléer à l'armée ukrainienne.

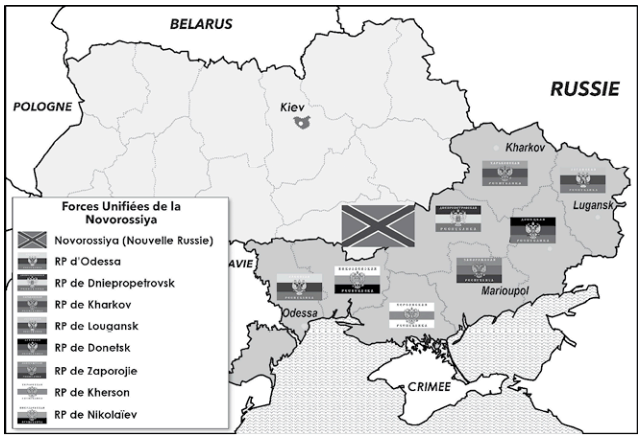


Figure 8 – Les Forces Unifiées de la Novorossiya, une entité avec une existence éphémère entre septembre 2014 et octobre 2014, rapidement et brutalement réprimée avec l'aide des pays occidentaux. Elle était composée de huit Républiques populaires (RP) créées à partir du mouvement de résistance populaire provoqué par les décisions de la nouvelle conduite du pays.

La région appelée Novorossiya par les Russes est un territoire qui se situe au sud d'une ligne théorique qui avait été identifiée par l'historien ukrainien-canadien Orest Subtelny[46]. Surnommée « Ligne Subtelny », elle constitue une sorte de frontière linguistique et culturelle entre l'Ukraine-russe et l'Ukraine-ukrainienne. En février 2014, c'est au sud de cette ligne (et pas seulement dans le Donbass comme le prétendent nos médias) que la population s'est insurgée contre les nouvelles autorités non élues de Kiev.

Figure 9 – Carte des régions de l'Ukraine. En gris foncé l'espace que l'opposition russe avait tenté de « libérer » en 2014. Dans cette zone se trouve une grande partie de citoyens ukrainiens ethniquement russes. La Novorossiya (« Nouvelle Russie ») n'est pas une entité juridique, mais la Russie peut probablement y compter sur un soutien populaire significatif. En gris encore plus foncé, au sud du pays, les quatre régions (oblasts) que la Russie considère comme territoire russe depuis septembre 2022.

Jusqu'en février 2022, Vladimir Poutine rejette clairement toute intégration du Donbass dans la Fédération de Russie[47], tout en déclarant qu'il se réserve le droit d'intervenir pour protéger les Russes d'Ukraine[48]. Il cherche une solution politique au conflit. C'est pourquoi il soutient les accords de Minsk de 2014, puis 2015. Signés entre les autorités de Kiev et de « *certaines zones des oblasts de Donetsk et de Lougansk* » (ORDLO),

ces derniers avaient pour objectif d'apporter une solution « à la Suisse » pour la question des minorités.

Mais Kiev ne voit pas ces accords comme une amorce de solution, et préfère utiliser ce répit pour reconstituer ses forces[49]. Les revendications de la minorité russe sont désormais traitées comme du terrorisme. Le mot « séparatiste » est systématiquement utilisé dans les médias ukrainiens et internationaux pour donner le sentiment que les rebelles cherchent à détruire l'État ukrainien. En réalité, les rebelles cherchent à être rétablis dans leurs droits, conformément au traité d'amitié entre la Russie et l'Ukraine du 31 mai 1997, qui impose à l'Ukraine le respect des droits de la minorité russe[50]. En échange de quoi, la Russie s'engageait à garantir les frontières de l'Ukraine. C'est le seul traité par lequel la Russie garantissait les frontières de l'Ukraine, mais c'est cette dernière qui s'en retirera le 1er avril 2019[51]…

3.5. La guerre clandestine en Ukraine entre 2014 et 2022

3.5.1. Le contexte

Dès 2004, les États-Unis tentent de prendre le contrôle de la politique intérieure ukrainienne, afin de provoquer une scission entre l'Ukraine et la Russie. Jusqu'en 2014, il s'agit principalement d'opérations d'influence par le truchement de mouvements d'opposition et d'organisations de la société civile. Ces opérations exploitent alors plusieurs instruments, dont les plus connus sont l'US Agency for International Development (USAID), la National Endowment for Democracy (NED). Entre 2004 et 2015, cette dernière n'a pas dépensé moins de 90 millions de dollars pour financer les mouvements d'opposition en Ukraine, et 22,4 millions de dollars entre 2014 et 2022 pour financer les opérations d'influence contre la Russie. Ces chiffres, qui étaient alors accessibles sur le site web de la NED, ont été effacés au début 2025[52].

Dès 2014, il semble qu'il y ait un projet pour déstabiliser la Russie. Il est matérialisé dans un rapport établi par la RAND Corporation au printemps

2019. Il décrit une stratégie qui comprend six mesures qui ont pour objectif de forcer la Russie à étirer ses capacités et ainsi de l'affaiblir. Une description de ces mesures est donnée dans mes ouvrages précédents. Ce qui est important ici est que les auteurs du rapport mettent en garde *à huit reprises* dans le document, contre ces mesures qui pourraient générer une forte réaction de la Russie et que celle-ci pourrait *provoquer* une intervention de la Russie en Ukraine[53] :

> *[…] Une telle action pourrait également avoir un coût important pour l'Ukraine ainsi que pour le prestige et la crédibilité des États-Unis. Il pourrait en résulter des pertes humaines et territoriales disproportionnées pour l'Ukraine, ainsi que des flux de réfugiés. Elle pourrait même conduire l'Ukraine à une paix désavantageuse.*

On savait donc pertinemment dès 2019, qu'une politique de déstabilisation de la Russie qui s'appuierait sur l'Ukraine pouvait générer une catastrophe…

L'action clandestine occidentale est la première étape du conflit avec la Russie. Elle suit trois axes principaux :

- La formation de personnels paramilitaires en soutien aux autorités issues de l'Euromaïdan à Kiev, en complément de la formation fournie dans le cadre du Partenariat pour la Paix de l'OTAN (PPP).
- La guerre de l'influence, qui comprend la création et l'entretien d'un narratif dirigé contre la Russie.
- Le soutien à des opérations militaires clandestines.

La période 2014-2022 est utilisée pour la préparation à une confrontation avec la Russie.

Engagée pour rétablir l'ordre, après le 23 février 2014, l'armée ukrainienne se trouve prise dans des combats fratricides. Une partie de ses effectifs déserte pour rejoindre les rebelles. Elle n'est plus considérée comme fiable. L'armée ukrainienne est alors dans un état catastrophique. La

brutalité de la répression et les nombreux massacres de civils démoralisent les militaires qui désertent en masse et les jeunes qui refusent de se présenter aux séances de recrutement, comme le montrent des rapports du gouvernement britannique[54].

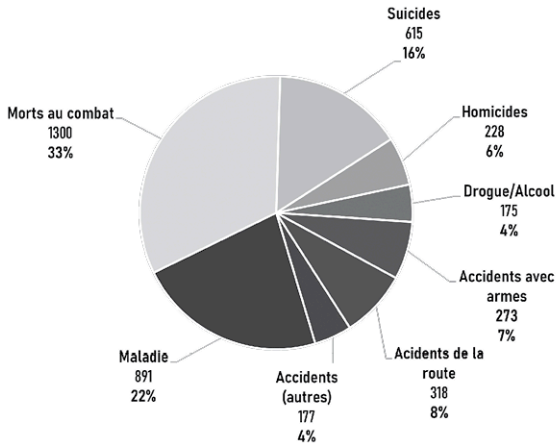


Figure 10 – En octobre 2018, le procureur militaire ukrainien en chef Anatoly Matios rend publique la répartition des morts militaires, après quatre ans de guerre, dans le Donbass[55]. L'engagement de l'armée ukrainienne pour réprimer les manifestations de la population russe conduit à une crise à l'intérieur même des forces armées. C'est ce qui nécessitera l'engagement de forces paramilitaires plus « motivées » pour réprimer la population russe. Cette répression se fera de manière extrêmement brutale et contribuera à polariser la situation. C'est également la raison pour laquelle, le 24 février 2022, Vladimir Poutine invoquera l'objectif de « dénazification ».

Le malaise au sein de l'armée ukrainienne impose rapidement l'engagement de troupes plus « motivées », recrutées dans les rangs de l'extrême-droite nationaliste et renforcées de volontaires étrangers. La formation donnée dans le cadre du PPP ne suffit plus. Il faut impliquer des éléments plus « combattifs ». Ce sont les ultranationalistes venus de l'ouest du pays, qui ont participé à la phase finale de l'Euromaïdan. Les États-Unis, le Canada, la France et la Grande-Bretagne interviennent alors pour les former. Il s'agit alors d'exploiter le potentiel de tensions entre les communautés.

Figure 11 – Emblème du projet CENTURIA mené par les États-Unis, le Canada, la France et la Grande-Bretagne. On y retrouve les symboles de l'Empire romain et le glaive (« gladius ») caractéristiques de l'imagerie d'extrême-droite.

En octobre 2021, le *Jerusalem Post* s'inquiète d'une étude publiée en septembre par l'*Institute for European, Russian, and Eurasian Studies* (IERES) de l'université George Washington, qui montre que le Canada, les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne forment des groupes d'extrême-droite en Ukraine, à l'*Académie militaire nationale Hetman Petro Sahaidachny*. C'est le projet CENTURIA[56].

Malgré les protestations des communautés juives d'Ukraine et les appels de l'association Friends of Simon Wiesenthal Center (FSWC) pour qu'il y ait une investigation sur ces troupes qui pensent que « *les juifs ont tenté d'exclure l'Ukraine de l'Histoire mondiale et de la carte du monde* » [57]. En 2021, le *Jerusalem Post* rapportait que l'extrême-droite ukrainienne demandait des excuses à Israël pour l'Holodomor et les crimes du communisme[58]. Aujourd'hui, bien qu'il ne fasse pas partie d'une « doctrine », l'antisémitisme violent se développe de manière alarmante en Ukraine[59]. C'est exactement la même situation que l'on retrouvera en 2024-2025.

La formation de ces unités paramilitaires sort du cadre du PPP et est fournie dans un cadre bilatéral et n'a donc pas de lien avec l'OTAN elle-même. Parallèlement, les Occidentaux aident l'Ukraine à mettre sur pied des structures capables de mener des actions clandestines dans les zones séparatistes, en Crimée et sur le territoire russe, malgré les accords de Minsk.

3.5.2. Les opérations clandestines américaines

En 2014, dans le sillage de l'Euromaïdan, l'administration Obama engage un programme secret de coopération en matière de renseignement avec l'Ukraine. Dès 2015, les agents ukrainiens sont formés au sud des États-Unis[60]. Un des problèmes liés à cette formation était la crainte des Américains que des espions russes soient infiltrés parmi les stagiaires ukrainiens. Les Ukrainiens ont fait un soigneux travail de triage des agents et il ne semble pas qu'il y ait eu de telles tentatives, même si certains Ukrainiens ont dû être renvoyés pour avoir enfreint des règles de sécurité.

Une autre crainte de l'administration Obama était que la CIA s'engage de manière trop provocatrice envers les Russes. Cela créa des tensions avec les Ukrainiens, qui cherchèrent assez rapidement à former des unités spéciales capables de leur fournir les informations que la CIA et le MI-6 refusaient de lui fournir. Ainsi est créée en 2016 au sein du renseignement militaire ukrainien (GUR), l'unité secrète « 2245 », dont émergera Kyrylo Budanov, qui deviendra le directeur du GUR en 2020[61].

La Special Activities Division (SAD) de la CIA assure la formation du personnel des services spéciaux ukrainiens[62]. Il s'agit alors de former des agents du SBU (renseignement intérieur) et du GUR (renseignement militaire). Un des objectifs de ce programme est de former les paramilitaires pour combler les défections de personnels des forces armées. Il est alors mis en œuvre par les paramilitaires de la Ground Branch, désormais officiellement connue sous le nom de *Ground Department*, de la SAD. Le programme se poursuit sous le premier mandat de Trump, puis renforcé durant le mandat de Joe Biden. Selon le média américain Jacobin, la CIA serait alors « *en train de nourrir le terrorisme nazi en Ukraine* »[63]. À ce stade, la CIA accorde relativement peu de crédit au GUR, bien qu'il soit habilité à opérer à l'extérieur du territoire ukrainien. Le SBU, héritier direct du KGB, a plus de potentiel et génère plus d'informations utiles pour le renseignement américain.

En 2015, la SAD devient le Special Activities Center (SAC) et déplace son programme de formation en Ukraine, avec les paramilitaires du Ground Department. Le SAC commence l'Opération GOLDFISH, qui est un programme pour former des agents clandestins en territoire ennemi[64].

Le 28 février 2024, le New York Times dévoile certains détails du rôle de la CIA pour appuyer le renseignement et les opérations spéciales ukrainiennes[65]. On apprend notamment que c'est en 2016, à l'issue d'une réunion de coordination entre la CIA et les services ukrainiens dans le centre de conférences de l'agence à Scattergood, en Virginie[66], que sont fournis à l'Ukraine du matériel d'écoute électronique et des appareils de cryptage.

L'agence américaine finance l'installation et l'équipement de douze Forward Operating Bases (FOB) disposées le long de la frontière du Donbass et de la Russie. Elles ont à la fois les fonctions de stations d'écoute et de bases opérationnelles pour opérations spéciales en territoire russe. Ces opérations sont menées par du personnel ukrainien, sous la conduite d'agents de la CIA. La fonction d'écoute des communications (COMINT) est facilitée par le fait qu'ils n'écoutent pas l'armée de la Fédération de Russie, mais les armées populaires de Donetsk et de Lougansk, qui sont équipées de matériel obsolète et facile à intercepter. La situation changera radicalement après l'intervention de la Russie qui équipera les deux républiques du Donbass de matériel sophistiqué.

Il s'agit essentiellement de réseaux « *stay-behind* » à proximité de la frontière avec la Russie, au sud et à l'est de l'Ukraine. Ils sont composés d'agents, dits « dormants », implantés dans la population civile, qui doivent littéralement se terrer et rester invisibles. En cas de conflit, ils doivent se faire « rouler dessus » (*roll-over*) par les forces russes et s'activer une fois à l'arrière de la ligne de front. Les agents sont formés pour le sabotage et les actions d'élimination. Ils peuvent mener des actions avec des petits drones, des attentats à la bombe ou éliminer des individus dans les zones occupées par la Russie. C'est la version moderne des réseaux dits « Gladio » mis en place dans les années 1950-1990 en Europe occidentale. Leur existence est

connue depuis longtemps et en janvier 2022, Yahoo News suggère que ces réseaux pourraient jouer un rôle central en cas d'intervention russe et « *améliorer la capacité des Ukrainiens à repousser les Russes* »[67].

Ces réseaux n'ont pas permis de ralentir les Russes. En revanche, ce sont en partie ces agents qui ont mené les actions d'élimination et les attentats dans les républiques du Donbass dès 2014 et dans les quatre oblasts occupés par les forces russes dès 2022.

Dans quelle mesure ces agents étaient-ils prévus pour mener une guerre clandestine sur le territoire russe reste une question ouverte. Il semble cependant que cela n'ait pas fait partie du concept américain. Selon le *New York Times*, en 2015-2016, le lieutenant-général Valeriy Kondratyuk, alors directeur du GUR, avait demandé de l'imagerie satellitaire à la CIA afin de pouvoir mener des actions sur le territoire russe. Mais la CIA a ses « lignes rouges » qui sont de ne pas favoriser les actions dont l'objectif serait de tuer des Russes. Même s'ils ont enflammé la situation, on observe – y compris pour la CIA – une politique constante qui cherche à éviter une confrontation directe entre Américains et Russes, qui pourrait déboucher sur un conflit entre puissances nucléaires.

Ainsi, du 6 au 8 août 2016, un petit commando du GUR, sous la conduite du lieutenant-colonel Kyrylo Budanov, débarque en Crimée à l'aide de canots pneumatiques[68], afin d'y mener une action de sabotage. Mais le renseignement russe est au courant. Le commando est intercepté par un « comité d'accueil » et l'opération tourne au désastre. Une partie du commando – dont Budanov – parvient à rejoindre l'Ukraine. Joe Biden, alors vice-président, est furieux de cette initiative ukrainienne et parle d'un « problème gigantesque » créé par cette action. John Brennan, directeur de la CIA, convainc *in extremis* Obama de ne pas stopper le programme de l'Agence.

Le rôle des États-Unis dans la phase qui a juste précédé l'intervention russe est mal documenté, mais il semble que les Américains aient tenté de forcer la main aux Ukrainiens en attisant les hostilités sur la ligne de front du Donbass. C'est ce qui pourrait expliquer le déploiement de paramilitaires

ukrainiens avec les services spéciaux du *Ground Department* de la CIA dès janvier 2022, afin de mener une guerre clandestine et des attentats terroristes[69].

En fait, dès 2021, l'administration Biden envisage de soutenir un mouvement de résistance sur les arrières russes en cas d'invasion. Une Task Force est formée à Washington pour étudier les différentes options possibles. Elle ressort les recettes de la guerre contre les Soviétiques en Afghanistan et envisage la distribution de missiles portables antiaériens (MANPADS) du type STINGER. Le *Washington Post* ironise sur le fait que les États-Unis mobilisent les expériences des rebelles irakiens et afghans pour élaborer des structures et techniques de résistance contre les Russes[70].

La CIA cherche à former l'embryon d'une résistance à l'occupation russe. Selon David Ignatius, du *Washington Post*, une telle résistance imposerait à la Russie de déployer 20 militaires pour 1 000 Ukrainiens, soit une force d'occupation de 886 000 hommes[71], si l'on se base sur les calculs de James T. Quinlivan, de la RAND Corporation[72]. Mais les Occidentaux font une erreur : ils sous-estiment le fait qu'une importante partie de la population ukrainienne est pro-russe.

La loi ukrainienne du 1er juillet 2021 sur les peuples autochtones, qui donne moins de droits à la population ethniquement russe qu'aux autres peuples d'Ukraine[73] suffit à justifier le soutien aux forces russes et le maintien des territoires occupés dans le giron de la Russie. De fait, on n'observera pas de mouvements de résistance généralisée dans les territoires pris par la Russie.

3.5.3. Les opérations clandestines britanniques

En juin 2021, l'ambassade du Royaume-Uni à Kiev avait déclaré que ses forces spéciales avaient mené des activités d'entraînement avec les forces ukrainiennes[74]. Dès le début de la SVO russe, le ministère de la Défense britannique met sur pied une cellule connue sous le nom de Projet ALCHEMY, qui prévoit d'apporter un soutien aux actions clandestines de l'Ukraine contre la Russie.

Le projet ALCHEMY a pour objectif l'effondrement du système politique en Russie en prolongeant la guerre. Partant de l'idée que plus la durée de la guerre se prolonge, plus la popularité de Vladimir Poutine se dégrade, ALCHEMY a tout fait pour porter préjudice aux tentatives de règlement politique du conflit.

Les capacités britanniques en matière d'opérations clandestines sont essentiellement constituées des formations subordonnées au Commandement des Forces Spéciales (UKSF). Il s'agit principalement d'unités devenues iconiques, comme le Special Air Service (SAS) ou le Special Boat Service (SBS) et leurs diverses déclinaisons. Ces forces dépendent du ministère de la Défense.

En revanche, le renseignement extérieur, le Secret Intelligence Service (SIS) ou MI-6, dépend du ministère des Affaires étrangères (Foreign & Commonwealth Office ou FCO). En d'autres termes, le SIS/MI-6 dépend du ministère de la Défense pour mener des opérations clandestines. Afin de donner cette capacité au ministère des Affaires étrangères, une unité dédiée est créée au début des années 2000 au sein de l'UKSF. Connue sous le nom de « The Increment » ou « E Squadron », la nouvelle unité est attribuée organiquement au SAS et placée sous sa tutelle. Élite de l'élite, il s'agit d'une formation paramilitaire composée de réservistes des célèbres SAS, SBS[75]. C'est l'équivalent du Service Action (SA) de la DGSE en France.

En France, le ministère de la Défense dispose du Commandement des Opérations Spéciales (COS) et la DGSE a son Service Action (SA), qui est sous la tutelle du ministère de la Défense, mais est l'instrument du président de la République pour la conduite d'opérations clandestines[76]. En Grande-Bretagne, le FCO n'a pas les ressources militaires pour les actions spéciales, par conséquent, le E Squadron est une sorte de « cross-over » pour lui donner cette capacité.

En 2024, les journalistes d'investigation (une spécialité qui a disparu en Europe) du média The Grayzone ont publié toute une série de documents qui témoignent du degré d'implication des Britanniques dans les opérations clandestines ukrainiennes, notamment celles qui touchent à des activités

terroristes[77]. Fortement imprégnée de l'imagerie de la Seconde Guerre mondiale, l'aide britannique s'appuie très largement sur des compagnies militaires privées comme Prevail[78], Thomas In Winslow[79] ou Elders Services Ltd (liquidée en mars 2023).

L'imbrication culturelle entre Russes et Ukrainiens facilite le déploiement d'agents dans le territoire adverse, exactement comme entre les deux Allemagnes durant la Guerre froide. Les Britanniques proposent des solutions qui avaient cours en 1942-1944 en France, et avec la même terminologie !

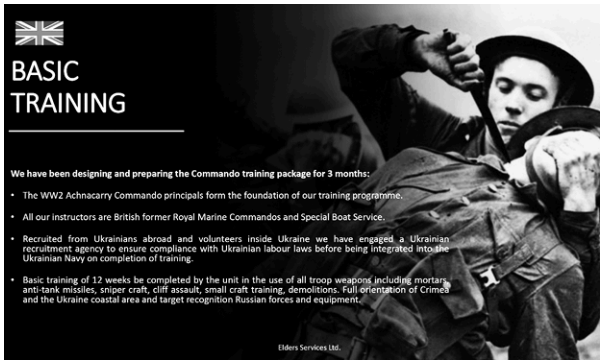


Figure 12 - Formation proposée dans le cadre du Projet ALCHEMY. L'imagerie de la Seconde Guerre mondiale est bien présente. La formation est assurée par d'ex-militaires britanniques à la recherche d'une rémunération plus substantielle. L'effort des Britanniques est porté sur les opérations en mer Noire et sur le Dniepr. [Source : The Grayzone]

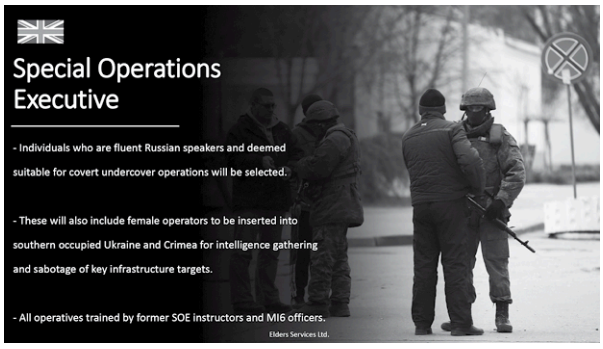


Figure 13 – La conduite des opérations rappelle ce que les Britanniques avaient fait en France durant la guerre. [Source : The Grayzone]

Figure 14 – Organisation générale des opérations clandestines occidentales en Ukraine.

Forts de leur expérience de la Seconde Guerre mondiale, les Britanniques cherchent à multiplier les actions de sabotage en Ukraine, et en particulier sur le pont de Kertch qui lie la Crimée à la Russie.

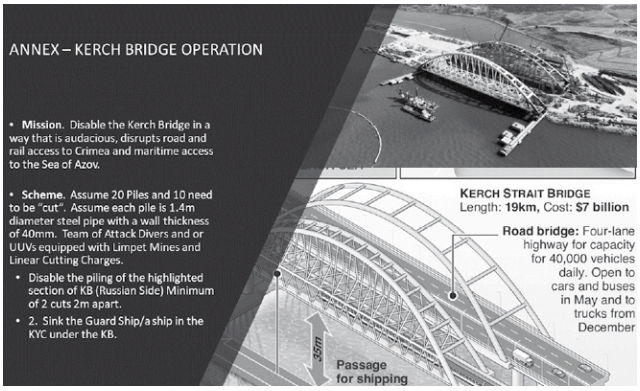


Figure 15 – Diapositive d'une présentation effectuée par les services britanniques aux responsables ukrainiens indiquant la manière d'attaquer le pont de Kertch.[Source : The Grayzone]

Selon les documents américains « fuités », en avril 2023, le nombre de forces spéciales présentes sur le sol ukrainien[80] est alors de :

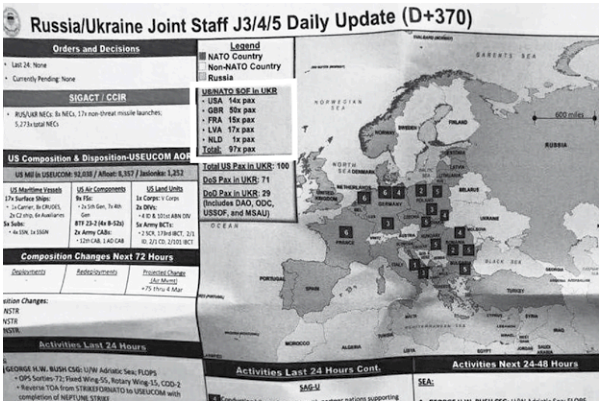


Figure 16 – En mars 2023, 97 personnels des forces spéciales des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France, de la Lettonie et des Pays-Bas était officiellement en Ukraine. Apparaissant sur un document classifié SECRET/NOFORN, ces chiffres sont crédibles, mais ils doivent être compris dans leur contexte : il ne s'agit vraisemblablement que de personnel effectuant des tâches « ouvertes », comme de la formation, mais pas de personnels assurant des missions clandestines.

Il y aurait donc eu moins de 100 personnels des opérations spéciales en Ukraine au début 2023. Les chiffres sont probablement véridiques, mais ne tiennent manifestement pas compte des ressources locales. En d'autres termes, les nombres indiqués sur le tableau ne représentent que les personnels qui assurent la formation et la coordination des opérations. Ce n'est que la portion congrue des capacités d'action clandestine occidentales dans le pays.

3.5.4. Le chemin vers l'Opération Militaire Spéciale (SVO)

Le 18 mars 2019, lors d'une interview accordée à la chaîne ukrainienne Apostrof, Olekseï Arestovitch, alors conseiller personnel de Zelensky, explique que l'Ukraine ne pourra entrer dans l'OTAN qu'après une défaite décisive de la Russie lors d'un conflit qui devrait avoir lieu en 2021-2022[81]. Il sait qu'une guerre contre la Russie ne peut être menée dans la durée et explique que la victoire de l'Ukraine ne pourra être obtenue qu'avec un appui militaire et des sanctions massifs des pays occidentaux.

En avril 2019, Volodymyr Zelensky est élu sur sa promesse de faire la paix avec Russie. Mais, sous la pression des extrémistes – et des pays occidentaux – il refuse tout dialogue avec Moscou sur la question des accords de Minsk. En mai 2019, un mois après son élection, il est ouvertement menacé de mort dans les médias ukrainiens par Dmitry Yarosh, chef des troupes du Praviy Sektor, au cas où il remplirait ses promesses de campagne[82]. Lors d'une visite aux troupes déployées au Donbass, Zelensky est pris à partie par des combattants du mouvement AZOV[83]. La vidéo devient virale et ses promesses de campagne sont rapidement oubliées.

La crainte des Américains est que l'Ukraine lance une offensive dans le Donbass, qui donnerait à la Russie le beau rôle et justifierait une intervention au nom de la « responsabilité de protéger » (R2P). C'est pourquoi, le 17 janvier, devant le Conseil de sécurité, Anthony Blinken affirme « savoir » que la Russie commencera son offensive par une attaque sous « fausse bannière », évoquant même une attaque chimique[84]. Il fait ainsi écho à des rumeurs, circulant dans les milieux nationalistes ukrainiens en janvier[85], annonçant une attaque chimique dans la ville de Gorlovka. Évidemment, aucun élément de preuve n'est apporté à ces accusations.

Le 17 février 2022, les médias rapportent une intensification des tirs dans le Donbass de part et d'autre de la ligne de contact. Les Occidentaux accusent immédiatement les « pro-russes ». Un projectile qui a touché une école maternelle à Stanitsa Louganskaya est qualifié d'attaque « sous fausse bannière » par Boris Johnson et Jens Stoltenberg, secrétaire-général de l'OTAN[86]. En France, *La Dépêche* rapporte l'événement et cite Boris Johnson en évitant de mentionner le terme « *fausse bannière* », mais en retournant l'argument et parlant de provocation[87]. Les rebelles voudraient-ils donc que l'armée ukrainienne les attaque ?

Un rapide examen de la scène après l'incident montre que la situation de l'école en territoire gouvernemental tend à infirmer l'idée d'une attaque sous fausse bannière, tandis que l'orientation de l'impact tend à indiquer que le tir viendrait des lignes ukrainiennes. Attribuer le tir aux forces autonomistes est d'autant plus difficile que les troupes ukrainiennes

empêchent les observateurs de l'OSCE (SMM) d'accéder au bâtiment, comme ils l'indiquent dans leur rapport journalier[88] :

> *La SMM n'a pu mener son expertise qu'à une distance d'environ 50 m de la façade nord-est et d'environ 30m de la façade sud-ouest du bâtiment endommagé, un agent des forces de l'ordre n'ayant pas permis à la Mission d'accéder au site disant qu'une enquête était en cours.*

Le 18 février, le site nationaliste ukrainien « *Information Resistance* » avertit d'une action sous fausse bannière contre les dépôts d'ammoniac de la firme Stirol à Gorlovka[89]. Incidemment, le même jour, l'agence Tass annonce que la milice populaire de la République populaire de Donetsk (RPD) a intercepté deux commandos « *parlant polonais* » et équipés « *d'armements étrangers* », s'apprêtant à mener des attentats contre le dépôt de chlore d'une station d'épuration et le dépôt d'ammoniac de Stirol à Gorlovka[90]. Les russophones ont immédiatement attribué l'opération à l'Ukraine, mais cela pourrait être le fait d'un acteur tiers.

Le 24 février 2022, l'objectif de la Russie n'est pas de s'emparer de l'Ukraine, mais de neutraliser la menace qui pèse sur les populations russes d'Ukraine. Grâce à la reconnaissance de l'indépendance des Républiques de Donetsk et de Lougansk, la Russie peut former une coalition et invoquer l'article 51 de la Charte des Nations Unies. C'est cette coalition qui lance l'offensive.

Les forces armées du Donbass combattent pour leur région, tandis que les forces russes foncent vers Kiev, pratiquement sans combattre. Avec 22 000 hommes autour de Kiev (soit un peu plus que ce que les Ukrainiens ont engagé pour prendre le saillant de Koursk, qui compte environ 9 000 habitants), les Russes n'ont jamais eu l'intention de s'emparer de la ville.

L'Ukraine demande une négociation. Une première fois le 25 février, dont elle se retire sous la pression des Européens, puis une deuxième fois à la mi-mars. La France et l'Allemagne demandent alors à la Russie de retirer ses troupes de la zone de Kiev en signe de bonne volonté. Ce que fait la

Russie, juste avant que l'Ukraine se retire de la négociation sous la pression de la Grande-Bretagne et de ses alliés européens. À ce moment, Volodymyr Zelensky échange le départ des troupes russes d'Ukraine et une perspective de paix contre une aide « *pour aussi longtemps qu'il le faudra* » de la part des Occidentaux. À ce stade, ces derniers sont convaincus que la Russie est à l'agonie et l'objectif est d'y provoquer un changement de pouvoir[91]. L'estimation est fausse et elle coûtera la vie à des milliers de jeunes Ukrainiens. Volodymyr Zelensky s'en mordra les doigts, mais conservera – à juste titre – l'idée que les Occidentaux ont une dette envers lui.

Au début juin 2022, le potentiel matériel de l'armée ukrainienne[92] et une grande partie de son potentiel humain ont été détruits. C'est à cette période que Radio France International (RFI) annonce que l'armée ukrainienne a épuisé ses matériels et armements d'origine soviétique ou russe et dépend dès lors complètement de l'aide occidentale[93]. Le 12 juin 2022, le président Zelensky signe un décret autorisant l'engagement des unités de la Défense territoriale (*Terroborona*) dans les combats[94] et avoue qu'à partir de ce moment il dépend de l'aide occidentale[95].

Car si aucun média occidental n'a relevé le renforcement du dispositif ukrainien autour du Donbass, le service de renseignement allemand – le BND – a constaté que l'Ukraine se prépare à une opération. En clair, les Allemands pensent que la Russie n'a aucune intention d'intervenir en Ukraine, mais craignent que la promesse d'arrêter NORD STREAM 2 pousse Zelensky à lancer une offensive contre le Donbass avec l'appui des Américains, qui pourrait pousser la Russie à intervenir, et ainsi forcer l'Allemagne à condamner le pipeline.

---

8. https://www.forbes.com/sites/realspin/2016/02/17/lets-call-ukraine-by-its-proper-name/
9. Emil Avdaliani, « Poland and the Success of its "Intermarium" Project », moderndiplomacy.eu, 31 mars 2019.
10. https://www.blue-europe.eu/analysis-en/full-reports/polands-role-in-the-intermarium-idea/
11. https://encyclopedia.yivo.org/article/2387

12. https://www.jpost.com/international/ukrainians-guards-took-part-in-extermination
13. https://www.defenddemocracy.press/who-was-the-father-of-ursula-von-der-leyen-in-ww2/
14. https://breachmedia.ca/chrystia-freelands-denials-grandfather-complicit-nazi-genocide/
15. https://ici.radio-canada.ca/rci/en/news/2012834/house-speaker-anthony-rota-to-address-parliament-amid-ukrainian-veteran-fallout
16. « Betar Naval Academy », Wikipédia (fr.wikipedia.org/wiki/Betar_Naval_Academy) ; Alain Dieckhoff, *The Invention of a Nation: Zionist Thought and the Making of Modern Israel*, C. Hurst, 2003 ; Eran Kaplan, *The Jewish Radical Right: Revisionist Zionism and Its Ideological Legacy*, University of Wisconsin Press, 2005.
17. Timothy Snyder, professeur à l'université de Yale, estime à 40 % la proportion de juifs dans le NKVD et à plus de 50 % dans les sphères dirigeantes du parti communiste dans les années 1920-2030 (Timothy Snyder, *Bloodlands: Europe Between Hitler and Stalin*, 2010) ; Tumshis M.A., Zolotarev V.A., *Евреи в НКВД СССР. 1936 1938 гг. Опыт биографического словаря*, Fondation russe pour la promotion de l'éducation et de la science, Moscou, 2017.
18. Stepan Bandera (1909-1959) Héros de la résistance ukrainienne contre l'URSS à la tête de l'Organisation des Nationalistes Ukrainiens (OUN) et collaborateur notoire des nazis durant la Seconde Guerre mondiale, deviendra la figure symbolique des événements de Maïdan en 2014.
19. Alec Luhn, « Preparing for War With Ukraine's Fascist Defenders of Freedom », *Foreign Policy*, 30 août 2014.
20. « Ukrainian SS In Britain - Postwar SS-Galizien Division Refugees », Mark Felton Productions, 13 juin 2023 (https://youtu.be/UB_Gs-0dhOo)
21. https://komb-a-ingwar.blogspot.com/2010/10/blog-post_4610.html
22. https://ici.radio-canada.ca/rci/en/news/2012834/house-speaker-anthony-rota-to-address-parliament-amid-ukrainian-veteran-fallout
23. Kevin C Ruffrer, « Cold War Allies: The Origins of CIA's Relationship with Ukrainian Nationalists (S) », *Studies in Intelligence*, CIA, 1998, SECRET/NOFORN/ORCON (déclassifié en 2004) (https://www.cia.gov/readingroom/docs/STUDIES IN INTELLIGENCE NAZI - RELATED ARTICLES_0015.pdf)
24. https://www.cia.gov/readingroom/docs/STUDIES IN INTELLIGENCE NAZI - RELATED ARTICLES_0015.pdf, (p. 43)
25. Roger Faligot & Pascal Krop, *La Piscine – Les Services Secrets français 1944-1984*, Seuil, 1985, p. 100-104.
26. https://www.cia.gov/readingroom/docs/AERODYNAMIC VOL. 1_0113.pdf
27. https://www.cia.gov/readingroom/document/cia-rdp81-01043r002300220007-1
28. https://nv.ua/bbc/arhiv-tsru-jak-u-ssha-gotuvali-antiradjanski-operatsiji-v-ukrajini-574376.html
29. « Barroso reminds Ukraine that Customs Union and free trade with EU are incompatible », Ukrinform, 25 février 2013.
30. https://www.euractiv.com/section/economy-jobs/news/russia-denies-bullying-ukraine-into-its-customs-union/
31. « Poll: Ukrainian public split over EU, Customs Union options », *Kyiv Post*, 26 novembre 2013 (https://www.kyivpost.com/post/7635)
32. « Ukraine has no alternative but European integration – Yanukovych », Interfax-Ukraine, 21 novembre 2013.
33. AFP, « L'Ukraine renonce à l'accord d'association avec l'UE », *Libération*, 21 novembre 2013 ; Lucas Roxo, « Pourquoi l'Ukraine dit non à l'Europe », Radio France/Franceinfo,

29 novembre 2013 (mis à jour le 2 mai 2014) ; RTL/AFP, « L'Ukraine refuse toujours de signer un accord avec l'UE », RTL.fr, 29 novembre 2013 ; Pascal Boniface dans « Expliquez-moi... La situation en Ukraine », YouTube, 31 octobre 2019.

34. https://www.rtbf.be/article/l-europe-refuse-le-veto-russe-sur-l-ukraine-8146916

35. « Ukrainische Armee bekommt offenbar Unterstützung von US-Söldnern », *Der Spiegel*, 11 mai 2014 (https://www.spiegel.de/politik/ausland/ukraine-krise-400-us-soeldner-von-academi-kaempfen-gegen-separatisten-a-968745.html)

36. https://www.theguardian.com/world/2014/feb/21/ukraine-president-says-deal-has-been-reached-opposition-bloodshed

37. https://www.politico.eu/article/yanukovych-signs-transition-deal-with-ukraine-opposition/

38. https://apps.dtic.mil/dtic/tr/fulltext/u2/a341002.pdf

39. https://www.cia.gov/readingroom/document/cia-rdp81-01043r002300220007-1

40. http://www.osce.org/hcnm/115643

41. Déclaration d'un journaliste du très contreversé média Heidi News, le 3 mai 2023 à l'auteur.

42. « Ukraine : l'OSCE reconnaît la bonne tenue de l'élection », Le Monde.fr/AFP, 8 février 2010 (https://www.lemonde.fr/europe/article/2010/02/08/ukraine-ianoukovitch-revendique-une-courte-victoire_1302464_3214.html)

43. https://euromaidanpress.com/2016/11/24/odessa-tragedy-fire-ukraine-trade-union-building-antimaidan-euromaidan/

44. Евгений Мураев и Иван Винник, народные депутаты, в «Вечернем прайме» телеканала «112 Украина», 4 août 2016 (https://112.ua/video/evgeniy-muraev-i-ivan-vinnik-narodnye-deputaty-v-vechernem-prayme-telekanala-112-ukraina-04082016-206216.html)

45. https://fr.wikipedia.org/wiki/Annexion_de_la_Crim%C3%A9e_par_la_Russie_en_2014

46. https://en.wikipedia.org/wiki/Orest_Subtelny

47. https://www.timesofisrael.com/ukraine-rebels-beg-russia-for-help/

48. https://www.washingtonpost.com/world/putin-reserves-the-right-to-use-force-in-ukraine/2014/03/04/92d4ca70-a389-11e3-a5fa-55f0c77bf39c_story.html

49. « Minsk deal was used to buy time – Ukraine's Poroshenko », The Press United, 17 juin 2022 (https://thepressunited.com/updates/minsk-deal-was-used-to-buy-time-ukraines-poroshenko/)

50. https://treaties.un.org/doc/Publication/UNTS/Volume%203007/Part/volume-3007-I-52240.pdf

51. http://opiniojuris.org/2019/05/01/termination-of-the-treaty-of-friendship-between-ukraine-and-russia-too-little-too-late-/

52. https://www.ned.org/

53. James Dobbins, Raphael S. Cohen, Nathan Chandler, Bryan Frederick, Edward Geist, Paul DeLuca, Forrest E. Morgan, Howard J. Shatz, Brent Williams, « Extending Russia : Competing from Advantageous Ground », *RAND Corporation*, 2019, p. 100.

54. https://www.justice.gov/eoir/page/file/1008261/download

55. « Названы небоевые потери ВСУ на Донбассе », vesti.ua, 27 octobre 2018 (https://vesti.ua/strana/309880-nazvany-neboevye-poteri-vsu-na-donbasse)

56. Oleksiy Kuzmenko, « Far-Right Group Made Its Home in Ukraine's Major Western Military Training Hub », Institute for European, Russian, and Eurasian Studies (IERES) Occasional Papers, nº 11, septembre 2021.

57. « Western countries training far-right extremists in Ukraine – report », *The Jerusalem Post*, 19 octobre 2021 (https://www.jpost.com/diaspora/western-countries-training-far-right-

extremists-in-ukraine-report-682411)
58. Cnaan Liphshiz, « Far-right protesters in Ukraine demand Israel apologize for communism », *The Jerusalem Post*, 8 janvier 2021.
59. Lev Golinkin, « Violent Anti-Semitism Is Gripping Ukraine — And The Government Is Standing Idly By », *The Forward*, 20 mai 2018.
60. https://www.yahoo.com/news/cia-trained-ukrainian-paramilitaries-may-take-central-role-if-russia-invades-185258008.html
61. https://gur.gov.ua/en/content/chief.html
62. https://nypost.com/2022/03/16/ukrainians-got-secret-cia-training-after-russias-crimea-invasion/
63. https://jacobin.com/2022/01/cia-neo-nazi-training-ukraine-russia-putin-biden-nato
64. https://euromaidanpress.com/2024/02/26/nyt-12-secret-spy-bases-in-ukraine-show-depth-of-cia-support/
65. https://www.nytimes.com/2024/02/25/world/europe/cia-ukraine-intelligence-russia-war.html
66. https://www.cia.gov/legacy/headquarters/scattergood/
67. https://www.yahoo.com/news/cia-trained-ukrainian-paramilitaries-may-take-central-role-if-russia-invades-185258008.html
68. https://gur.gov.ua/en/content/krymskyi-reid
69. Zach Dorfman, « CIA-trained Ukrainian paramilitaries may take central role if Russia invades », Yahoo News, 13 janvier 2022.
70. https://www.washingtonpost.com/opinions/2021/12/19/biden-ukraine-insurgents-russia/
71. https://www.washingtonpost.com/opinions/2022/01/06/if-putin-invades-west-wants-it-hurt/
72. https://press.armywarcollege.edu/parameters/vol25/iss1/30/
73. « Нардеп від “Слуги народу” Семінський заявив про “позбавлення конституційних прав росіян, які проживають в Україні” », AP News, 2 juillet 2021 (https://apnews.com.ua/ua/news/nardep-vid-slugi-narodu-seminskii-zayaviv-pro-pozbavlennya-konstitutciinikh-prav-rosiyan-yaki-prozhivaiut-v-ukraini/)
74. https://www.theguardian.com/uk-news/2023/apr/11/up-to-50-uk-special-forces-present-in-ukraine-this-year-us-leak-suggests
75. https://www.thetimes.com/article/sas-braves-the-storm-to-set-up-new-elite-of-the-elite-5tbxrpwv6r2
76. https://doi.org/10.3917/rdna.776.0075
77. https://thegrayzone.com/2024/11/16/uk-plot-keep-ukraine-fighting/
78. https://www.prevail-partners.com/
79. https://www.tiwuk.com/home
80. https://www.newsweek.com/2023/05/05/read-leaked-secret-intelligence-documents-ukraine-vladimir-putin-1794656.html
81. « Predicted Russian - Ukrainian war in 2019 - Alexey Arestovich », YouTube, 18 mars 2022 (https://youtu.be/1xNHmHpERH8)
82. Лилия Рагуцкая, « Ярош: если Зеленский предаст Украину — потеряет не должность, а жизнь », *Obozrevatel*, 27 mai 2019, (https://incident.obozrevatel.com/crime/dmitrij-yarosh-esli-zelenskij-predast-ukrainu-poteryaet-ne-dolzhnost-a-zhizn.htm)
83. Oksana Grytsenko, « “I’m not a loser”: Zelensky clashes with veterans over Donbas disengagement », *Kyiv Post*, 28 octobre 2019 (https://www.kyivpost.com/ukraine-politics/im-not-a-loser-zelensky-clashes-with-veterans-over-donbas-disengagement.html?

__cf_chl_tk=SbolmTBS6QnjMnPJLiQEsivGNnuW6T4od28tzMOrEM0-1646110945-0-gaNycGzNCJE)

84. « Secretary Antony J. Blinken on Russia's Threat to Peace and Security at the UN Security Council », state.gov, 17 février 2022.

85. « Кремль готовит повод для вторжения в Украину: «химическое оружие» в оккупированной Горловке », *Information Resistance*, 16 janvier 2022 (https://sprotyv.info/analitica/kreml-gotovit-povod-dlya-vtorzheniya-v-ukrainu-himicheskoe-oruzhie-v-okkupirovannoj-gorlovke)

86. Heather Stewart, Dan Sabbagh & Patrick Wintour, « Boris Johnson: Ukraine kindergarten shelling is false-flag operation », *The Guardian*, 17 février 2022 ; « UK PM Johnson says Ukraine kindergarten attack a "false flag operation" Access to the comments Comments », Euronews/Reuters, 18 février 2022.

87. « Bombardement d'une école en Ukraine : ce que l'on sait de cette attaque qui a fait trois blessés », ladepeche.fr, 17 février 2022.

88. https://www.osce.org/files/2022-02-18 Daily Report_ENG.pdf

89. « Оккупанты минируют места хранения аммиака на заводе «Стирол»: данные группы ИС », *Information Resistance*, 18 février 2022 (https://sprotyv.info/news/okkupanty-minirujut-mesta-hraneniya-ammiaka-na-zavode-stirol-dannye-gruppy-is)

90. https://tass.ru/mezhdunarodnaya-panorama/13755607/amp

91. https://www.theguardian.com/commentisfree/2022/mar/26/wanted-russian-revolution-to-topple-tyrant-putin-internal-applicants-welcome

92. « Zelenskiy Asks NATO Allies for Modern Heavy Weapons, More Financial Support », RFE/RL's Ukrainian Service, 29 juin 2022 (https://www.rferl.org/a/ukraine-zelenskiy-nato-modern-weapons-financial-supprot/31921346.html)

93. « Ukraine dependent on arms from allies after exhausting Soviet-era weaponry », RFI, 10 juin 2022 (https://www.rfi.fr/en/ukraine-dependent-on-arms-from-allies-after-exhausting-soviet-era-weaponry)

94. « Country policy and information note: military service, Ukraine, June 2022 (accessible) », gov.uk, 17 juillet 2022 (https://www.gov.uk/government/publications/ukraine-country-policy-and-information-notes/country-policy-and-information-note-military-service-ukraine-june-2022-accessible)

95. https://www.theguardian.com/world/2022/jun/10/were-almost-out-of-ammunition-and-relying-on-western-arms-says-ukraine

4. Le renseignement occidental et ukrainien

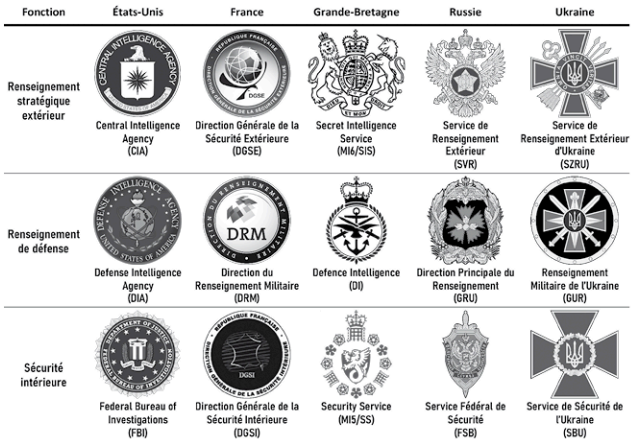


Figure 17 – Illustration simplifiée des organes de renseignement de différents pays impliqués en Ukraine. Les structures de renseignement engagées par ces pays en Ukraine sont beaucoup plus nombreuses, mais il s'agit ici simplement de montrer la correspondance dans les responsabilités des services. Les services français sont indiqués ici comme référence pour les lecteurs français.

Très tôt, dès 2014, les services de renseignement occidentaux ont commencé à soutenir l'Ukraine contre la Russie dans le sillage de l'Euromaïdan et à former les personnels des services ukrainiens pour des opérations clandestines contre la Russie.

4.1. Le renseignement occidental et la conduite des opérations ukrainiennes

4.1.1. La création de la Combined Joint Task Force DRAGON

En février 2022, ayant très rapidement perdu la maîtrise du ciel, la conduite ukrainienne s'est trouvée aveugle en matière de renseignement opératif. Apparemment, les Ukrainiens s'attendaient à ce que les populations des zones occupées leur fournissent des informations sur les forces russes. Mais cela ne semble pas avoir été le cas : entre ceux qui ont

quitté la zone et ceux qui sont favorables aux Russes, l'armée ukrainienne n'a pas les sources qu'elle espérait.

Très tôt, Zelensky a compris que son armée a perdu la partie et que seul un dialogue avec la Russie permettrait de limiter les dégâts. C'est pourquoi il engage le processus de négociation à Istanbul. Mais après que la délégation ukrainienne a signé un accord et que les Russes se sont retirés du secteur de Kiev à la fin mars en signe de bonne volonté, Boris Johnson et l'Union Européenne interviennent pour forcer Zelensky à se retirer du processus. Alléché par la perspective d'une victoire, Zelensky échange la paix contre la promesse d'une aide pour « tant qu'il le faudra ». Zelensky comprendra – trop tard – qu'il a été dupé par les Européens : ils ont sous-estimé les capacités de la Russie et surévalué leurs propres ressources…

C'est à ce moment que les États-Unis interviennent pour offrir aux Ukrainiens un appui en matière de renseignement. Une structure de coordination de l'aide américaine à l'Ukraine est mise en place dans la Clay Kaserne, à Wiesbaden. Elle concerne les équipements, mais également le renseignement. Wiesbaden devient ainsi une sorte de centre de fusion du renseignement, où est coordonné le renseignement à destination de l'Ukraine. On y trouve des officiers de liaison ukrainiens, des représentants de la CIA, de la National Security Agency (NSA), de la Defense Intelligence Agency (DIA), de la National Geospatial-Intelligence Agency (NGIA), de l'US European Command (USEUCOM), ainsi que des officiers de pays européens. Cette structure est rapidement désignée Combined Joint Task Force DRAGON (CJTF DRAGON)[96]. Il s'agit d'une plateforme qui fusionne le renseignement électronique (SIGINT), satellitaire (SATINT) ou d'imagerie (IMINT) en une grande base de données pour la conduite des opérations en Ukraine.

Grâce à leurs systèmes de reconnaissance/surveillance aériens, les Occidentaux recueillent des informations sur la situation des forces russes dans la profondeur du théâtre des opérations. En 2021, et jusqu'en février 2022, ils opèrent depuis l'espace aérien ukrainien, et dès le début de la SVO, depuis l'extérieur de l'espace aérien ukrainien. C'est une véritable

coalition qui surveille l'espace aérien et collecte de l'information le long de la frontière russe, du Bélarus et de l'Ukraine[97] :

- l'OTAN, avec ses appareils de surveillance E-3A NATO AWACS pour l'espace aérien et RQ-4D PHOENIX ;
- la Suède, avec ses Gulfstream S102B KORPEN de reconnaissance électronique ;
- les États-Unis, avec des appareils de surveillance RQ-4 GLOBALHAWK et MQ-9 REAPER, des appareils de renseignement électronique RC-135V/W RIVET JOINT et RC-135U COMBAT SENT, l'appareil de reconnaissance U-2S DRAGON LADY, les appareils de reconnaissance électronique ARTEMIS de l'US Army ;
- la France avec des Mirage 2000[98], des Rafale B équipés du système SPECTRA et des AWACS E-3F[99].

Ces activités sont menées le long des frontières ukrainienne, bélarusse et russe, depuis la Roumanie, la Pologne et les pays baltes. Mais une intense activité de reconnaissance est également menée en mer Noire, depuis l'intérieur d'une zone (Intelligence Surveillance Reconnaissance – Operational Area ou ISR OPAREA) qui s'arrête à 15 miles nautiques des côtes. Une ligne supplémentaire a été définie à 40 miles nautiques des côtes par le secrétaire à la Défense américain, afin d'écarter les risques de confrontation avec l'aviation russe.

Cet appui n'est pas sans risques. En mars 2025, le *New York Times* explique la genèse de ce groupe et cite un diplomate européen qui déclare à propos des pays de l'OTAN : « *Ils font partie de la chaîne de destruction* ». Les Américains jouent avec le feu. C'est pourquoi ils essaient de garder leur rôle à l'intérieur de certaines limites. Par exemple, au niveau de la terminologie, ils ne parlent pas de « cible » lorsqu'ils identifient un objectif russe, mais de « point d'intérêt », de même les menaces aériennes sont des « pistes d'intérêt ». Les Américains disent alors clairement aux Ukrainiens

que c'est une guerre qu'ils doivent mener sur leur propre territoire. S'ils veulent atteindre des objectifs sur le territoire russe, ils ne pourront le faire qu'avec leur renseignement et leurs propres armes, mais pas avec des armes et du renseignement américains. Par exemple, la Maison-Blanche a interdit de partager des renseignements sur la localisation de personnalités russes avec l'Ukraine, de peur de déclencher une escalade du conflit.

Au-delà des questions géostratégiques, cet engagement pose des problèmes techniques aux Ukrainiens eux-mêmes. Dès la fin mai 2022, la Task Force DRAGON fournit quotidiennement des listes extrêmement détaillées et des coordonnées de milliers de « points d'intérêt ». Le *Wall Street Journal* déclarera[100] :

> *Les États-Unis ont fourni aux forces du président ukrainien Volodymyr Zelensky des quantités de données sur la position et les mouvements des troupes et des matériels russes, ainsi que d'autres informations relatives au combat, dans le cadre d'un accord d'échange de renseignements très étendu, pratiquement sans précédent pour un allié américain non-membre de l'OTAN.*

L'Ukraine n'étant – théoriquement – qu'un « partenaire » de l'OTAN et des États-Unis (au même titre que la Suisse ou la Russie, avant sa suspension), elle n'aurait qu'un accès très limité à des informations opérationnelles classifiées. Les Américains ont donc dû assouplir significativement leurs règles de partage de renseignement pour elle[101].

En mai-juin 2022, l'armée ukrainienne a perdu l'essentiel de ses matériels majeurs et Zelensky avoue qu'elle dépend dès lors totalement des Occidentaux[102]. Le dispositif américain est opérationnel dès le début mai, alors qu'arrivent les premiers obusiers M777 de 155mm. En juin apparaissent les premiers missiles d'artillerie HIMARS en Ukraine. Mais cela n'est pas encore un « *game changer* », car le vrai point faible du dispositif est que les Ukrainiens ne sont pas préparés pour traiter autant de données à une cadence aussi rapide. Les Ukrainiens reçoivent le résultat de

la fusion des renseignements obtenus par les Occidentaux à Wiesbaden. Il s'agit maintenant de fusionner les données de la Task Force DRAGON avec celles recueillies par les troupes ukrainiennes sur le terrain. Pour cela, les Ukrainiens ont commencé à travailler avec l'OTAN sur un projet de « *situational awareness* » (« conscience situationnelle »), qui devient opérationnel en août 2022, c'est le projet DELTA.

DELTA est donc alimenté par les informations fournies par des drones (commerciaux et militaires) et des réseaux de capteurs ukrainiens, ainsi que par l'imagerie satellitaire et le renseignement électronique de Wiesbaden. Les informations sont géolocalisées et cartographiées en temps réel. DELTA permet une représentation de chaque objet sur une carte en temps réel et, grâce au système STARLINK d'Elon Musk, permet d'intégrer des images produites par les drones.

SECRET//REL TO UKR

Memo A6082

☐ THREAT
☐ IMMEDIATE
☒ PRIORITY
☐ ROUTINE

THIS INFORMATION IS PROVIDED ONLY FOR INTELLIGENCE PURPOSES IN AN EFFORT TO DEVELOP POTENTIAL INVESTIGATIVE LEADS. IT CANNOT BE USED IN CONNECTION WITH ANY FOREIGN OR DOMESTIC COURT PROCEEDINGS OR FOR ANY OTHER LEGAL, JUDICIAL, OR ADMINISTRATIVE PURPOSES.

EW Jammers, Counter Artillery Radars, and UAVs 25 July from 0300Z – 0700Z

Artillery Radars

A Russian ZOOPARK-1M radar was located near 50.3358 36.4256 as of 25 Jul 2022 at 0844Z.
A Russian ZOOPARK-1M radar was located near 49.5692 36.9411 as of 25 Jul 2022 at 0720Z.
A Russian ZOOPARK-1M radar was located near 49.1153 37.2814 as of 25 Jul 2022 at 0911Z.
A Russian NEBO-SVU radar was located near 47.1578 35.8292 as of 25 Jul 2022 at 0713Z.

EW Jammers

A Russian Borisoglebsk-2 jammer was located near 48.9006 38.3536 as of 25 Jul 2022 at 0821Z.
A Russian Borisoglebsk-2 jammer was located near 47.5069 36.2975 as of 25 Jul 2022 at 0823Z.

Figure 18 – Document fourni par la Task Force DRAGON le 25 juillet 2022. Une des priorités du renseignement occidental a été la localisation et la destruction des systèmes de guerre électronique et les radars d'artillerie russes.

L'ensemble de ces données permet d'aller un pas plus loin et d'alimenter des systèmes de conduite utilisant l'intelligence artificielle, et en particulier le système Palantir AIP. C'est l'objet de la visite du CEO de Palantir à Zelensky, le 1er juin 2022, juste après la mise en place de la Task Force DRAGON. Palantir AIP a commencé à être déployé en juin 2023[103]. C'est un système créé par une entreprise privée, dans le cadre d'activités de

recherche et développement financées par la CIA[104]. Il peut être déployé sur n'importe quel réseau avec des données fournies par diverses sources, classifiées ou non. Il utilise des systèmes d'intelligence artificielle tels que ChatGPT pour fournir une représentation de la situation en temps réel ou quasi réel.

Ainsi, par l'entremise de DELTA, Palantir AIP reçoit les données fournies par la Task Force DRAGON sur des cibles potentielles, les analyse et offre un choix d'options pour les combattre en fonction des systèmes d'armes disponibles et de leurs caractéristiques.

Les coordonnées des objectifs sont alors transmises via Starlink jusqu'au poste de commandement, puis disséminées à travers le système KROPIVA de conduite d'artillerie tactique.

Aujourd'hui, Palantir est utilisé par plusieurs ministères et services ukrainiens et il est responsable de la grande partie de la détermination des objectifs sur le théâtre des opérations. Comme le dit Mykhaïlo Fedorov, ministre de la Transformation Numérique : « *Notre grande mission est de faire de l'Ukraine le laboratoire mondial de recherche et de développement technologique* »[105].

L'Ukraine a ainsi été transformée en un laboratoire géant pour les nouvelles technologies militaires américaines[106]. En théorie, l'Ukraine a alors un avantage considérable sur la Russie. Pourtant, cela ne suffit pas à briser la force combative de cette dernière. D'ailleurs, sur la base des expériences effectuées en Ukraine, l'US Army a signé un contrat de 480 millions de dollars avec Palantir pour développer un système d'analyse du champ de bataille basé sur l'IA. Les expériences faites en Ukraine ont fait l'objet de démonstrations lors de l'exercice de l'OTAN sur l'interopérabilité (CWIX 2024)[107]. En avril 2024, le média militaire américain Defense Post confesse que la raison de l'aide à l'Ukraine est le retour sur investissement[108].

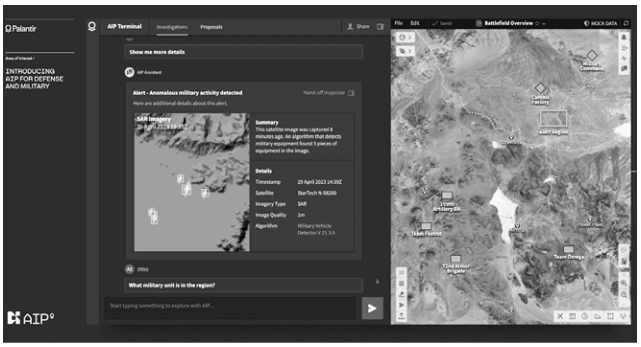


Figure 19 – Sur la base des données envoyées de Wiesbaden, Palantir AIP offre aux militaires ukrainiens une visualisation du champ de bataille et les cibles potentielles. [Source : Palantir]

Les Occidentaux ont fourni une large gamme de produits afin d'expérimenter l'emploi de l'intelligence artificielle (IA) pour enrichir le travail du renseignement. L'intérêt technologique de la démarche n'est cependant pas toujours synonyme de succès. Le renseignement est en grande partie un art. En transférant le processus de compréhension du champ de bataille à des algorithmes, on en fait une technique, qui induit une faiblesse fondamentale. En effet, les algorithmes ne réfléchissent pas, mais recherchent des situations semblables afin d'élaborer des solutions pour un problème donné. Si ce problème est nouveau, ou s'il sort de la logique « habituelle », la réponse du système sera faussée. C'est ce que l'on a vu à Gaza, où l'armée israélienne utilise l'IA pour « trouver » et détruire des combattants du Hamas. Mais ils ne combattent pas avec la logique qu'on leur attribue. Dès lors, on tue des civils, mais pas des combattants. Cela satisfait des politiques comme la ministre allemande des Affaires étrangères, Annalena Baerbock[109], mais cela a considérablement contribué au discrédit d'Israël.

SECRET//REL TO UKR

Memo A4040

☐ THREAT
☐ IMMEDIATE
☒ PRIORITY
☐ ROUTINE

THIS INFORMATION IS PROVIDED ONLY FOR INTELLIGENCE PURPOSES IN AN EFFORT TO DEVELOP POTENTIAL INVESTIGATIVE LEADS. IT CANNOT BE USED IN CONNECTION WITH ANY FOREIGN OR DOMESTIC COURT PROCEEDINGS OR FOR ANY OTHER LEGAL, JUDICIAL, OR ADMINISTRATIVE PURPOSES.

07 JUN 2022 1100Z – 07 JUN 2022 1700Z

	Latitude	Longitude	Equipment Name	Date/Time
1	48.164444	37.991389	SA8	2022-06-0716:58:00Z
2	47.183333	33.504444	SA17	2022-06-0716:51:00Z
3	45.431667	36.575833	SA22B	2022-06-0716:38:00Z
4	47.041944	32.917222	SA15E	2022-06-0716:34:00Z
5	45.345833	32.516111	BOW RACK	2022-06-0716:32:00Z
6	47.967222	38.190278	SA23	2022-06-0716:32:00Z
7	47.612222	37.314722	SA8	2022-06-0716:31:59Z
8	45.847500	33.482222	SA20D CHEESE BOARD	2022-06-0716:31:00Z
9	49.276389	37.978056	SA27B	2022-06-0716:22:00Z
10	49.172778	37.272778	SA27B	2022-06-0716:20:00Z
11	49.458889	37.455833	SA11A	2022-06-0716:19:00Z
12	49.505833	36.924722	SA27B	2022-06-0716:18:00Z
13	48.065833	37.838889	SA8	2022-06-0716:18:00Z
14	45.254444	30.203611	SA15C	2022-06-0716:17:00Z
15	47.035000	37.475000	SA15C	2022-06-0716:17:00Z
16	49.302500	37.992500	SA27B	2022-06-0716:16:00Z
17	49.174722	37.278333	SA27B	2022-06-0716:16:00Z
18	49.547778	38.145556	SA27B	2022-06-0716:16:00Z
19	47.444444	35.572778	SA15C	2022-06-0716:16:00Z
20	49.123333	37.218611	SA15C	2022-06-0716:16:00Z
21	48.746111	38.660278	SA15C	2022-06-0716:16:00Z
22	47.674722	36.728333	SA15C	2022-06-0716:16:00Z
23	46.890556	35.325556	SA15E	2022-06-0716:16:00Z
24	48.359444	38.143889	SA8	2022-06-0716.15.00Z
25	47.443889	35.531944	SA15C	2022-06-0716:14:00Z
26	46.201667	32.274444	SA23	2022-06-0716:14:00Z
27	49.024167	38.678889	SA8	2022-06-0716:14:00Z
28	45.005278	35.375833	CHEESE BOARD ASV	2022-06-0716:14:00Z
29	49.149167	37.161944	SA15C	2022-06-0716:13:00Z
30	48.179444	38.011944	SA27B	2022-06-0716:13:00Z
31	46.676389	32.511389	TALL SHIELD	2022-06-0716:12:00Z
32	47.790833	37.611111	SA8	2022-06-0716:11:00Z
33	49.186667	37.816111	SA17	2022-06-0716:10:00Z
34	48.641944	38.403889	1L261E	2022-06-0716:07:00Z
35	49.236111	37.265833	SA11B	2022-06-0716:03:00Z
36	48.608611	38.615000	SA27B	2022-06-0715:32:19Z
37	49.293611	37.956111	SA27B	2022-06-0715:31:43Z

SECRET//REL TO UKR

Figure 20 – Type de renseignement fourni aux Ukrainiens par la Task Force DRAGON. Il s'agit ici d'une partie de la liste des positions de missiles antiaériens russes au nord-est de la ville de Donetsk, le 7 juin 2022 entre 14h00 et 20h00. Chaque jour, l'Ukraine reçoit des milliers de coordonnées de ce type. Ces données alimentent le système Palantir, qui peut non seulement déterminer les cibles, mais également calculer les zones couvertes (ou non) par les radars russes.

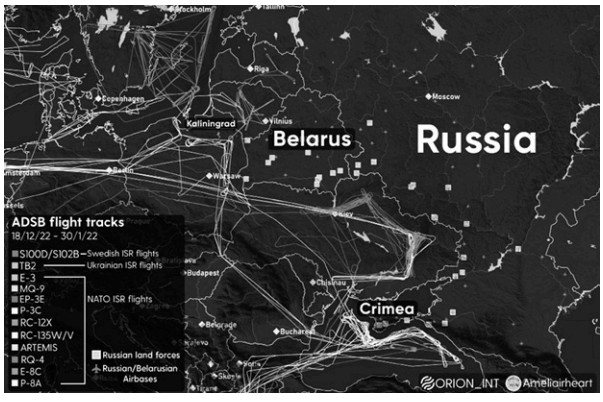


Figure 21 – Carte établie par ORION Intel des vols de reconnaissance de l'OTAN et de la Suède entre le 18 décembre 2021 et le 30 janvier 2022. Comme on le constate, les appareils occidentaux opèrent dans l'espace aérien ukrainien. Il y a donc déjà avant le début de la SVO une intégration du renseignement occidental à celui de l'Ukraine. [Source : https://x.com/Orion__int/status/1488189470080118784]

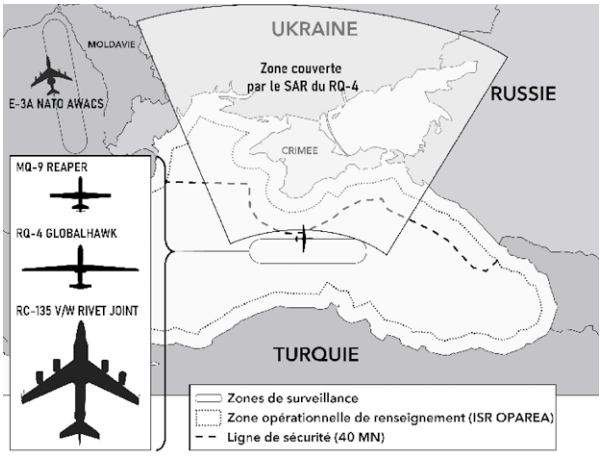


Figure 22 – Principaux systèmes de surveillance du théâtre des opérations depuis l'extérieur de l'espace aérien ukrainien d'après les documents secrets dévoilés en avril 2023.

Le RQ-4 est l'héritier des « avions-espions » des années 1960. D'une envergure de 40 m, il a un rayon d'action de 22 000 km et une endurance de 36 heures. Il est doté d'un radar à synthèse d'ouverture (SAR) AN/APY-8 LYNX II, qui lui permet de « voir » latéralement jusqu'à une distance maximale de 600 km lorsqu'il est à 20 000 m d'altitude. Le SAR est associé à un *Ground Moving Target Indicator* (GMTI) qui sert à détecter des objectifs mobiles et à transmettre leurs coordonnées en temps réel à une station terrestre. En tournoyant au milieu de la mer Noire entre la côte de la Crimée et celle de la Turquie, les RQ-4 peuvent ainsi couvrir littéralement tout le théâtre ukrainien.

Par exemple, le 29 octobre 2022, l'attaque ukrainienne contre le port de Sébastopol, menée par un essaim de 9 drones aériens et 7 drones navals, a été coordonnée grâce à un drone américain RQ-4B GLOBAL HAWK (nom de code FORTE10), croisant à haute altitude au large de la Crimée. Les drones ukrainiens n'ont apparemment causé que des dégâts mineurs, selon les autorités russes, et ont tous été détruits.

D'autres appareils, comme le MQ-9 REAPER ont des fonctions similaires, mais à une échelle plus réduite. Celui-ci a une envergure de 20 m et un plafond de 15 000 m, son SAR couvre une zone maximale profonde de 400 km environ.

C’est dans le cadre de cette surveillance que s’est déroulé l’incident du 14 mars 2023, au large de Sébastopol, entre deux Sukhoï-27 russes et un drone américain MQ-9A REAPER. Le MQ-9 comporte une très grande antenne en forme de lame montée sur le ventre de l’appareil. Ce type d’antenne est généralement associé aux communications radio à haute fréquence et peut faire partie d’un système de radiogoniométrie pour la localisation des objectifs. À l’avant inférieur se trouve un système de ciblage multispectral (MTS-B) AN/AAS-52, comprenant une série de capteurs optiques pour le ciblage. Le MTS-B intègre un capteur infrarouge, une caméra TV couleur, monochrome pour la lumière du jour, une caméra infra-rouge à ondes courtes, un désignateur laser et un illuminateur laser. C’est le MTS-B qui a pris les images de l’interception par les deux chasseurs russes.

Au début avril 2023, la récupération de l’épave par la marine russe a permis de déterminer la résolution des capteurs optroniques de l’AN/AAS-52 et l’analyse de ses performances par différents types de temps et différentes distances. Le système de transmission de données Link-16 a également pu être récupéré et analysé afin de mesurer sa résistance aux contre-mesures électroniques.

Cet appareil volait avec son transpondeur éteint, à l’intérieur de l’extension de l’espace aérien notifié par la Russie au début de sa SVO. Cela suggère qu’il était dans une opération de reconnaissance, voire de désignation d’objectifs pour l’armée ukrainienne.

4.1.2. La technologie n’est pas la panacée

Churchill disait : « *Tout absorbé qu’il soit dans l’élaboration de ses pensées, le commandant doit parfois tenir compte de l’ennemi* »[110].

Malgré l’impressionnante quantité de données fournies à l’Ukraine, le succès n’arrive pas. Il y a plusieurs raisons à cela. La première est que ce flux de données est arrivé à contretemps. Dans un premier temps, la Task Force DRAGON n’était pas encore là pour prévenir la destruction de la « première » armée ukrainienne.

La seconde raison est la conjugaison de deux facteurs largement sous-estimés par les Occidentaux : l'arrivée au compte-goutte des matériels occidentaux et la réactivité du renseignement russe. Lorsque la Task Force DRAGON est en place, la quantité de données fournie aux Ukrainiens ne peut être totalement exploitée par les systèmes de conduite et les systèmes d'armes (comme les M-777, les canons français CAESAR, les HIMARS ou les ATACMS) alors en cours de déploiement.

Parallèlement, le renseignement russe a des équipes de renseignement technique déployées sur le TVD, et est en mesure d'analyser très rapidement les matériels capturés et de les expédier vers la capitale pour des analyses plus approfondies. Puis, sur la base des résultats, ils peuvent reconstituer le fonctionnement des systèmes d'armes et y trouver des contre-mesures.

Ainsi, lorsque les livraisons occidentales atteignent un nombre significatif, les Russes ont déjà trouvé et déployé des contre-mesures. Dès lors, les Ukrainiens n'ont jamais l'occasion de créer une masse critique permettant d'arriver à un succès. Les « fact-checkers » occidentaux y voient de la « propagande russe »[111], mais c'est pourtant exactement ce que Volodymyr Zelensky reproche aux Occidentaux[112].

En avril 2023, les documents américains « fuités » montraient que les Américains avaient des doutes sur les capacités de l'Ukraine à mener la contre-offensive qu'elle déclenchera en juin. Le *Wall Street Journal*, et comme je l'ai dit dans plusieurs de mes ouvrages dès 2022, avoue que les Occidentaux savaient que l'Ukraine n'avait pas les moyens de lancer cette « contre-offensive », mais « *ils espéraient que le courage et l'ingéniosité des Ukrainiens l'emporteraient* »[113].

Une fois de plus, le narratif colporté par nos journalistes et autres « experts » militaires sur nos plateaux de télévision a très largement contribué à la défaite de l'Ukraine.

4.1.3. Le mythe de la transparence du champ de bataille

Le renseignement est souvent évoqué comme l'ultime clé du succès. C'est naturellement vrai, mais à condition que le renseignement soit correctement utilisé. Après trente ans de guerres ininterrompues contre le terrorisme et autres formes d'insurrection, les Occidentaux ont perdu la capacité de conduire le combat de manière opérative. Aujourd'hui, la conduite se fait au niveau tactique, où l'on peut utiliser l'information brute, telle qu'elle est fournie par les drones en temps réel, sans effort analytique. Il s'agit de détruire des cibles et non de battre un adversaire. C'est pourquoi la guerre contre le terrorisme a généré des centaines de milliers de morts, sans affaiblir le terrorisme. Bien au contraire.

Les militaires occidentaux ont formé les Ukrainiens en leur transmettant leurs propres défauts. Or, leur principal défaut est de ne pas utiliser le renseignement comme il le faudrait. Résultat : ils ne comprennent pas le conflit tel qu'il est. C'est d'ailleurs ce dont se plaignent les militaires ukrainiens formés en Europe[114].

Le premier problème est que l'image du théâtre des opérations est imparfaite. La transparence du champ de bataille a certes augmenté, mais elle a des trous énormes, malgré les moyens mis à la disposition de l'Ukraine.

En septembre 2022, les Occidentaux indiquent aux Ukrainiens que la zone de Kharkov est pratiquement vide de troupes. Comme je l'avais montré dans mon ouvrage *Ukraine entre guerre et paix*[115], les densités de troupes observées en juillet montraient que ce secteur n'était pas une priorité pour les Russes. Le renseignement occidental y voit un succès possible pour l'Ukraine et l'incite à y mener une contre-attaque. De son côté, le renseignement russe a détecté des mouvements dans le secteur de Zaporojie, qui suggère que les Ukrainiens regroupent des forces pour mener une offensive sur Kharkov. La décision est donc prise d'abandonner la région avant l'arrivée des Ukrainiens, qui sont accueillis par une forte concentration de feu d'artillerie. La reprise de ce territoire par l'Ukraine sera largement répercutée dans les médias occidentaux, qui resteront très

discrets sur les pertes ukrainiennes disproportionnées, alors que les Russes n'ont pratiquement perdu personne, puisqu'il n'y a pas eu de combat.

En mai 2024, à la suite des incursions de commandos ukrainiens contre Belgorod, la Russie cherche à créer une zone tampon le long de la frontière. L'armée russe attaque dans le secteur de Kharkov sur un front de 60 km avec environ 50 000 hommes, prenant les Ukrainiens par surprise[116]. En d'autres termes, la surveillance exercée par les Occidentaux n'a pas été en mesure de détecter cette offensive.

L'essence du renseignement n'est pas de tout voir, mais de comprendre. Or, non seulement le renseignement occidental ne voit pas tout, mais il n'est pas capable de comprendre les intentions de l'adversaire et d'anticiper l'évolution des combats. C'est pourquoi, paradoxalement, la transparence du champ de bataille et la capacité de réagir presque instantanément à un événement tendent à rapporter l'art de la guerre à une guerre de position ou de tranchées. C'est en partie ce qui explique la relative stagnation de la ligne de front.

En fait, les Occidentaux avancent à reculons. Les Américains aident l'Ukraine, mais ne veulent pas être des protagonistes du conflit et cherchent à éviter de donner aux Russes le prétexte d'une escalade.

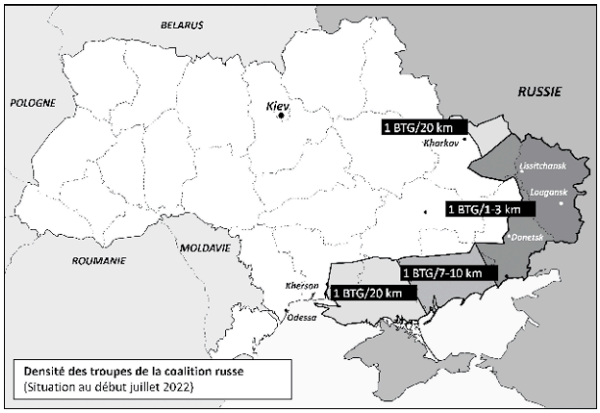


Figure 23 – La densité de Groupements Tactiques Bataillonnaires (BTG) est une indication des efforts principaux russes. Au début juillet 2022, dans les secteurs de Kharkov et de Kherson, la densité est d'un BTG pour 20 km. Dans le secteur à l'ouest de Donetsk, la densité est d'un BTG par 10 km. Mais, dans le secteur de Lissitchansk, la densité est d'un BTG pour 1-3 km de front. En

d'autres termes, les secteurs de Kharkov et de Kherson ne sont pas des zones prioritaires pour la Russie.

Pour utiliser les HIMARS, les Ukrainiens doivent avoir une clé que les Américains peuvent désactiver, ce qui leur permet d'imposer des « lignes rouges » aux Ukrainiens. Mais, avec la situation qui se dégrade pour les Ukrainiens, les lignes rouges établies par la Maison-Blanche tombent également une à une. Les Ukrainiens ont plus d'autonomie pour engager les HIMARS et les ATACMS qui arrivent secrètement au début 2023.

4.1.4. La défaite de Koursk

Au début août 2024, Zelensky cherche à mettre en œuvre son plan de paix en 10 points, qui n'a pas suscité l'enthousiasme attendu lors de la conférence de Bürgenstock en Suisse. En substance, il s'agit de demander la capitulation de la Russie. Or, celle-ci enchaîne les succès et l'armée ukrainienne se réduit.

Comme il l'a confirmé lui-même, Zelensky imagine donc de mener une offensive en territoire russe, afin de le prendre en gage et ainsi avoir un moyen pour forcer la Russie à accepter son plan[117]. Il décide donc d'attaquer en direction de Koursk, un secteur relativement peu défendu. Zelensky considère cette opération comme une priorité. Par conséquent, ce territoire a une importance stratégique pour les Ukrainiens, mais tactique pour les Russes. C'est pourquoi les Russes utilisent cette « poche » comme un « aspirateur » dans lequel Zelensky envoie ses troupes, qui sont détruites dans une grande « poche de feu ».

Au début mars 2025, afin de pousser les Ukrainiens à accepter un processus de négociation avec les Russes, Donald Trump suspend les fournitures d'armes et de renseignement. Apparemment, même la firme américaine Maxar stoppe la livraison d'images satellitaires[118]. Très rapidement, nos médias s'empressent de déclarer que cette interruption serait à l'origine de la déroute ukrainienne à Koursk. C'est inexact. La raison de la défaite ukrainienne est ailleurs.

Dès la fin janvier 2025, Zelensky comprend que le soutien américain est remis en question par Donald Trump. Ce dernier pense que la guerre est dans une impasse et que l'investissement américain y est à fonds perdu. Afin de montrer que l'armée ukrainienne est encore capable de reprendre l'initiative, deux à trois brigades sont prélevées du secteur de Koursk, pour mener de petites offensives dans la région du Donbass. Les Russes décident alors de profiter de cet affaiblissement pour mener une offensive décisive sur Soudja.

Selon le lieutenant-général Valeriy Kondratyuk, prédécesseur de Budanov à la tête du GUR, la suspension décidée par Trump n'est pas critique pour l'Ukraine. L'essentiel du renseignement fourni par les Américains est de l'imagerie satellitaire facilement remplacée par l'imagerie française et le renseignement électronique européen[119]. Le succès russe résulte donc plus d'une réflexion opérative ukrainienne basée sur la communication que sur un manque de renseignement. En filigrane, ce que dit Kondratyuk confirme ce que l'on observe sur le terrain : la quantité de renseignements n'est pas seule garante du succès, encore faut-il être en mesure de l'intégrer dans des décisions et une cohérence opératives. Or, nous savons que cela est le point faible des Ukrainiens.

4.1.5. Les faiblesses d'un renseignement occidental politisé

Dans un monde parfait, où le décideur s'appuie sur l'analyse de ses services, la qualité de la décision donne une idée de la qualité des renseignements sur lesquels elle se fonde. À l'inverse, une mauvaise décision peut signifier, soit que le décideur n'a pas tenu compte de ses services, soit que les services n'ont pas été en mesure de fournir le renseignement adéquat.

Au début 2025, on constate que les décisions prises par les gouvernements occidentaux depuis 2014 n'ont pas vraiment aidé l'Ukraine. Cela signifie plusieurs choses.

Premièrement, notre perception de la Russie, de ses capacités militaires et économiques, ainsi que de la cohésion de sa société était tout simplement

fausse. Elle a conduit nos décideurs à sous-estimer sa résilience, ses capacités dormantes et sa capacité à innover pour gérer la crise. On peut discuter sur le fait que « les sanctions fonctionnent », il n'en demeure pas moins qu'elles n'ont conduit ni l'Ukraine à la victoire ni même à l'affaiblissement de la Russie, et qu'elles ont même porté préjudice aux pays sectionneurs.

Deuxièmement, à la lecture des documents publiés par certains services de renseignement, comme les rapports annuels sur la Sécurité de la Suisse[120], on constate que les services de renseignement ne sont plus utilisés pour donner des éléments de décision, mais pour servir de porte-voix au narratif officiel.

Cette faiblesse s'explique par plusieurs facteurs :

- La politisation croissante des « services », qui résulte en partie du gonflement de leurs structures. Une condition sine qua non de leur capacité analytique est leur capacité à rester intellectuellement « indépendants ». Or, on constate, dans des pays où le sens de la hiérarchie est très développé, l'incapacité d'avoir une analyse impartiale des faits et des événements. Ce phénomène est accompagné d'une politisation exacerbée des structures académiques et des « think tanks » qui semblent incapables de développer une réflexion originale « out-of-the-box ».
- L'influence disproportionnée des services américains et britanniques pour l'analyse de la situation mondiale et des services israéliens sur la question du terrorisme, par exemple. Les premiers ont de très bonnes capacités analytiques, mais qui restent au service de leurs intérêts nationaux, tandis que celles des seconds sont très surévaluées.
- Alors que les services anglo-saxons, et surtout les services allemands ont des méthodes analytiques très élaborées, on observe dans les autres pays d'Europe occidentale une approche moins méthodique qui se reflète dans les décisions politiques.

- Dans les pays d'Europe de l'Est (Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Tchéquie, Roumanie), la culture d'un renseignement centré sur la sécurité – issue de la période communiste – combinée avec une incapacité totale de comprendre les relations avec la Russie autrement que de manière confrontationnelle les a conduits à avoir des services extrêmement faibles en matière d'analyse.

L'incapacité des services de renseignement occidentaux à analyser objectivement et factuellement les situations constitue une vulnérabilité. On le constate avec le lien qui est établi par nos politiciens entre des événements mal identifiés et aux causes incertaines avec la Russie, à qui on prête des volontés guerrières. C'est le cas des cyber-incidents ou du sabotage de NORD STREAM, que nos dirigeants ont assimilé à un acte de guerre[121]. En d'autres termes, l'insuffisance analytique de nos services de renseignement pourrait permettre à une rumeur ou à l'action d'un groupe d'individus de nous conduire vers un conflit majeur.

Le renseignement tactique opératif a également eu sa part dans l'incompréhension du conflit en Ukraine et en Occident. L'appétit des Occidentaux pour faire de chaque faille observée dans les rangs russes une généralité a conduit à une sous-estimation fatale de l'adversaire.

Par exemple, les services occidentaux n'ont pas voulu comprendre que le 24 février 2022, ce n'est pas l'Armée de la Fédération de Russie (AFR) qui a lancé la SVO, mais une coalition composée de l'Armée Populaire de Donetsk (APD), de l'Armée Populaire de Lougansk (APL) et de l'AFR. Or, l'APD et l'APL étaient des armées populaires, composées de conscrits relativement mal équipés avec du matériel obsolète. Ainsi, au lieu de constater que l'offensive était menée par des forces de capacités inégales, on a préféré faire de la désinformation et présenter l'armée russe comme rustique et inefficace. C'est une erreur qui coûtera cher aux Ukrainiens.

De même, en matière de transmissions, l'APD et l'APL utilisaient des talkies-walkies analogiques d'origine commerciale[122] ou des téléphones GSM, dont les communications pouvaient facilement être interceptées[123].

Du fait du narratif occidental inspiré par l'Ukraine, qui efface les républiques du Donbass pour se concentrer sur la Russie, nos « experts » ont assimilé les milices du Donbass à l'AFR. Ils en ont donc tiré la conclusion que cette dernière manquait de matériels modernes et avait une vulnérabilité en matière de guerre électronique (GE)[124]. C'était faux, et le narratif a donc empêché de voir une vulnérabilité au sein de la coalition russe qui aurait pu être exploitée.

À peine intégrées dans l'ARF, en septembre 2022, l'APD et l'APL ont été mises à niveau avec du matériel permettant une intégration dans les structures de conduite de l'AFR. Dès l'automne 2022, les Ukrainiens ont eu beaucoup plus de difficultés à perturber les transmissions russes et les Occidentaux ont dû alors reconnaître la supériorité russe en matière de GE[125]. En décembre, le magazine américain *Forbes* reconnaissait que 90% des drones ukrainiens étaient abattus grâce à la GE[126]. La technologie occidentale fournie à l'Ukraine n'est pas en mesure de juguler les capacités de la guerre électronique russe[127].

Depuis le milieu des années 1990, face à la complexité des problèmes sécuritaires, les services occidentaux ont cherché des réponses dans l'accumulation de données. Or, paradoxalement, ces dernières sont devenues leur faiblesse. Les pseudo-experts de la question l'attribuent à l'incapacité croissante des services à traiter la masse d'informations. C'est inexact. Le problème est exactement inverse : c'est l'incapacité d'avoir une vue d'ensemble des problèmes. En se concentrant sur les « arbres », on ne voit plus la « forêt ».

4.2. Les services secrets ukrainiens

Héritiers des services de l'ex-URSS, les services ukrainiens souffrent des mêmes défauts que ceux des autres pays d'Europe orientale. Ils restent fortement imprégnés d'un esprit de sécurité intérieure au détriment de la dimension stratégique. Durant la Guerre froide, ces pays n'avaient pas réellement de service de renseignement stratégique extérieur. Cette fonction

était assurée par Moscou et partagée au sein de l'URSS et avec les partenaires du Pacte de Varsovie. Ainsi, l'Ukraine et les pays baltes avaient chacun un KGB, composé de leurs propres ressortissants qui assuraient la sécurité intérieure. Comme en Lituanie ou en Estonie, ces KGB locaux se comportaient d'ailleurs de manière souvent plus brutale que leurs homologues russes. Lorsque l'URSS s'est démantelée, ces services ont constitué la base pour la mise sur pied de nouveaux services de renseignement.

En Ukraine, comme dans les autres pays d'Europe de l'Est, des garde-fous ont été mis en place pour éviter que les nouveaux services soient des copies conformes des anciens. Une grande partie du personnel a été changée et des mécanismes juridiques ont été adoptés pour éviter de retomber dans les abus du passé.

Il n'en demeure pas moins que ces pays n'ont pas de tradition en matière de renseignement extérieur stratégique. De plus, la tendance également observée en Occident, depuis le début des années 2000, d'un glissement du renseignement stratégique vers le renseignement de police n'a pas favorisé l'émergence de services de renseignement analytiques performants. Par expérience personnelle, lors d'exercices menés dans le cadre du Partenariat pour la Paix de l'OTAN et de la crise ukrainienne de 2014, j'ai pu constater l'extrême faiblesse du renseignement des pays baltes et de l'Ukraine.

Cela explique en grande partie la manière dont les décideurs ukrainiens comprennent la crise depuis 2014. Les services ukrainiens sont très efficaces dans le domaine tactique, mais ils ont du mal à comprendre leurs adversaires.

Cela explique également la manière dont l'Ukraine mène sa guerre contre la Russie : trop proche du terrain, sans recul et en donnant trop d'importance à la communication.

4.2.1. Le Service de Sécurité de l'Ukraine (SBU)

Comme son nom l'indique, le SBU est responsable de la sécurité intérieure du pays. C'est évidemment l'organe responsable de la lutte contre

la corruption, le terrorisme, la résistance pro-russe, etc. Assez logiquement, le SBU exerce ses responsabilités à l'intérieur des frontières de l'Ukraine d'avant 2014 (donc avec la Crimée et les régions occupées par la Russie). Avec 25 000 à 30 000 employés (officiels) c'est le service le plus important de l'Ukraine. À l'image du KGB, dont il est l'héritier, il est partout et frappe avec efficacité, mais probablement au détriment de ce que l'Occident voit comme des « valeurs »…

En 2015, le SBU a créé la 5e Direction du SBU, une unité clandestine dévolue à l'élimination de citoyens russes ou qui soutiennent la Russie en Ukraine et dans le monde[128]. Selon le magazine britannique *The Economist*, à cette époque, les dirigeants du SBU ont commencé à arrêter et emprisonner les collaborateurs « pro-russes », mais il y en avait trop et il a été décidé de les éliminer. Ainsi, le SBU est responsable de l'élimination d'Ilya Kiva, ancien député socialiste ukrainien, le 6 décembre 2023 à Moscou[129], ou d'Armen Sarkisyan, le 3 février 2025 à Donetsk[130].

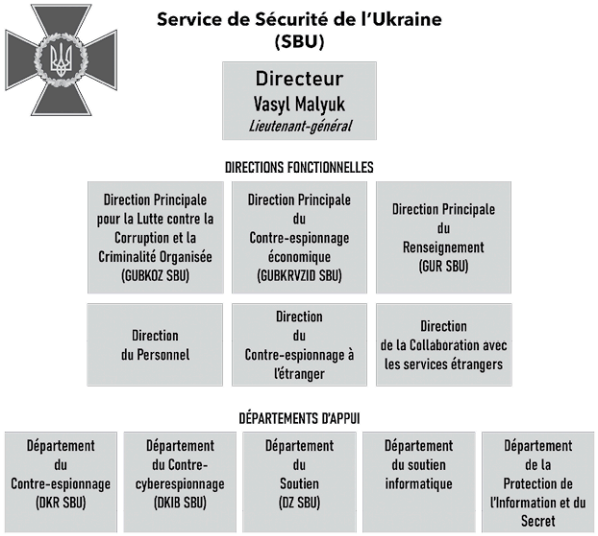


Figure 24 – Le SBU est l'équivalent du FSB en Russie. Il est responsable de la sécurité intérieure. Depuis 2014, il a pris une dimension très opérationnelle en Ukraine.

Parmi les victimes célèbres du SBU, mentionnons Viktor Yushchenko, dont l'empoisonnement à la dioxine est (évidemment) attribué à la Russie, mais que les Ukrainiens eux-mêmes semblent attribuer plutôt au SBU[131].

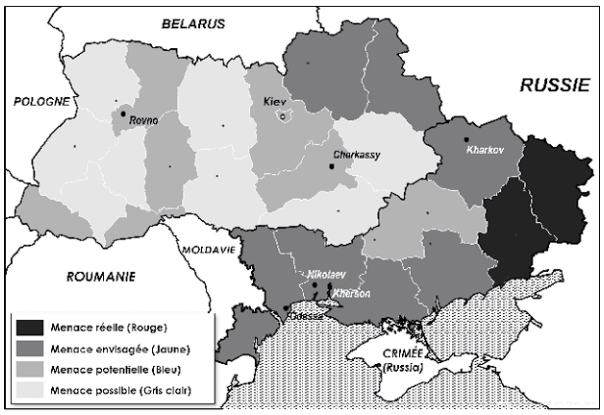


Figure 25 – Évaluation de la menace intérieure en Ukraine par le SBU en 2022. On constate que les zones dont la population est ethniquement « non ukrainienne » sont considérées comme potentiellement menaçantes. [https://greydynamics.com/ukrainian-sbu-protectors-of-the-homeland/]

Depuis 2023, il semble que le SBU souffre de dissensions internes. La mobilisation qui touche toujours plus de couches de la population suscite une colère qui prend une tournure violente – voire terroriste – dans de nombreuses régions du pays. L'unité nationale s'effrite et le SBU n'y échappe pas. Au début 2025, un certain nombre d'officiers du SBU sont arrêtés pour intelligence avec la Russie[132]. Vrai ou pas, ces « purges » entament la confiance de la population.

4.2.2. Le Service de Renseignement Extérieur de l'Ukraine (SZRU)

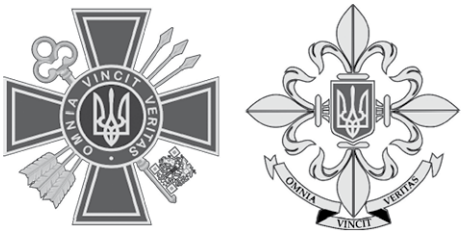


Figure 26 – Emblème officiel du SZRU (à gauche) et insigne de béret (à droite) [https://szru.gov.ua/en]

Le SZRU est probablement le plus petit service de renseignement ukrainien. Le 26 mars 2024, Oleksandr Lytvynenko, son directeur, est nommé au poste de Secrétaire du Conseil National de Sécurité et de

Défense de l'Ukraine, en remplacement d'Alexeï Danilov[133]. Le même jour, le lieutenant-général Oleg Ivashchenko[134] est nommé directeur du SZRU[135]. Les performances de ce dernier sont mal connues, et son rôle dans la situation en Ukraine est modeste.

Son champ d'activité est de nature politique et la conduite de Zelensky, qui s'appuie essentiellement sur son propre jugement contribue à invisibiliser le SZRU. On constate d'ailleurs le même phénomène dans tous les pays occidentaux, où l'analyse des services de renseignement extérieur semble avoir été totalement phagocytée par le narratif imposé pour contrer la Russie.

4.2.3. Le service de Renseignement Militaire (GUR)

Figure 27 – La Direction Principale du Renseignement du ministère de la Défense (GUR ou HUR) est responsable des actions clandestines sur le théâtre ukrainien. À gauche : le logo officiel du GUR. À droite, l'insigne de manche : le trident sur fond noir exprime la dimension cachée de ses activités, comme l'indique son site officiel [https://gur.gov.ua/content/symbols.html].

Avec 5 000 collaborateurs, le GUR n'est pas le service le plus important, mais le plus visible. Depuis août 2020, il est dirigé par Kyrylo Budanov, un ancien membre du service, formé aux États-Unis et ex-membre du « Groupe 13 », une unité amphibie secrète du GUR dévolue aux attaques contre la flotte de la mer Noire, y compris avec des drones navals[136]. La principale fonction du GUR est de fournir les éléments de renseignement pertinents à la conduite militaire. Mais il effectue également des actions clandestines, notamment pour l'élimination d'opposants ou d'acteurs en Ukraine ou à l'étranger, « *sur le modèle du Mossad* » selon Budanov lui-même[137].

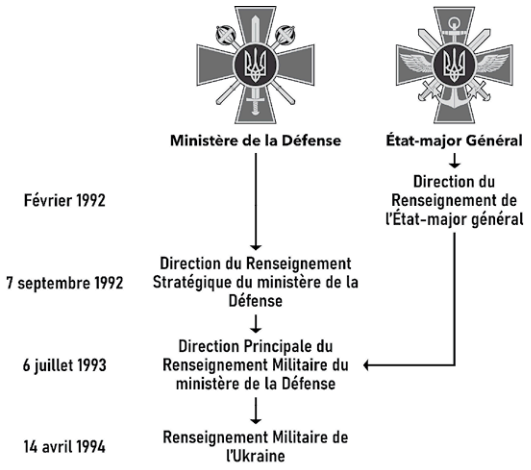


Figure 28 – Historique du GUR. Au début des années 1990, sous l'impulsion des États-Unis, l'Ukraine a consolidé ses moyens de renseignement militaire de niveau stratégique en une structure qui pourrait être comparée à la CIA américaine aujourd'hui. Le résultat est un renseignement à vocation plus politique que militaire. Cela explique que ses opérations clandestines sont conçues davantage pour appuyer le narratif que les opérations militaires conventionnelles.

Figure 29 – Structure sommaire du GUR (2025). Le Département des Opérations Actives est chargé des actions en territoire russe et dans les territoires occupés.

Une des divisions les plus importantes du GUR est le Département des Opérations Actives (Департамент Активних Дій), qui est son « bras long »

pour les actions sur le territoire russe.

Figure 30 – Unités opérationnelles du GUR. Le Groupe 13 est le groupe dont est « originaire » Kyrylo Budanov, l'actuel commandant du GUR. Les autres unités notables sont le Département des Opérations Actives (DOA), spécialisé dans les actions dans la profondeur du territoire russe, ainsi que la très secrète unité TYMUR, qui mène des actions très risquées et le bataillon SHAMAN, qui mène les actions d'élimination en Russie. L'« Unité spéciale KRYLA » mène les actions de drones en Russie ou dans les territoires occupés par la Russie.

Figure 31 – Les unités du GUR chargées des opérations clandestines dans la profondeur du territoire russe, sous la conduite du Département des Opérations Actives (DOA). Toutes les unités représentées ici ne sont pas directement subordonnées au DOA. Le « Groupe 13 » est responsable des actions en mer Noire, y compris les actions avec des drones navals.

Figure 32 – Principales composantes de l'unité TYMUR. Celle-ci est directement subordonnée au commandement du GUR. Elle est mal connue, mais dont certaines composantes se sont rendues célèbres par des opérations plus spectaculaires qu'efficaces. Il en est ainsi des unités BRATSTVO et STUGNA, qui ont mené des raids sur les côtes de la Crimée au début octobre 2023, subissant des pertes disproportionnées par rapport au gain militaire.

Figure 33 – La Légion Internationale du GUR, subordonnée au Département des Opérations Actives. On y voit le régiment bélarusse Kastus Kaliounous, dans lequel avait été blessé Roman Protassevitch, dont l'arrestation à Minsk avait déclenché un tollé mondial en 2021, puis gracié par le président Loukachenko. On observe trois formations d'origine tchétchène, et trois formations de l'extrême-droite russe, parmi lesquelles l'unité volontaire NOMAD, qui a rejoint le GUR le 3 mars 2025.

Le Bataillon SHAMAN est spécialisé dans les éliminations et l'assassinat de commandants et officiels sur le territoire russe[138]. Il a été formellement créé le 23 février 2022, la veille du déclenchement de la SVO, mais il aurait apparemment mené des opérations clandestines en Russie entre 2014 et 2022[139]. Il est composé de combattants triés sur le volet. Certains d'entre eux sont célébrés comme des héros nationaux. C'est le cas de Vitaliy Ihnatenko, dont l'agence ukrainienne Interfax énumère les nombreux faits d'armes[140]. Le média kosovar Telegrafi fait même l'apologie des crimes de guerre dont se vantent les membres du bataillon[141].

Sous le commandement du GUR se trouvent également l'unité d'élite TYMUR et ses différentes composantes, qui font office de « services

spéciaux »[142]. Cette unité est composée de plusieurs nationalités et est également utilisée pour des opérations extérieures.

4.2.3.1. Les forces spéciales ukrainiennes

Les forces spéciales ukrainiennes sont commandées par le brigadier général Oleksandr Serhiyovych Trepak[143]. Elles ont un rôle typiquement militaire et couvrent un large éventail de missions. Le nombre de personnels pour les opérations spéciales n'est pas connu avec précision, mais cette diversité suggère un appareil surdimensionné[144] :

- mesures liées au régime juridique de la loi martiale et de l'état d'urgence ;
- information militaire et opérations psychologiques ;
- protection de la vie des citoyens et des objets appartenant à l'État en dehors de l'Ukraine ;
- participation à la lutte contre le trafic illicite d'armes et de stupéfiants ;
- organisation et maintien de mouvements de résistance ;
- lutte contre le terrorisme et la piraterie ;
- sécurité de la navigation maritime de l'Ukraine ;
- coopération militaire internationale.

La terminologie, les concepts et les principes d'engagement indiquent une très forte implication des structures occidentales (services spéciaux et forces spéciales) dans leur mise sur pied.

Figure 34 – Insignes du commandement des forces spéciales ukrainiennes. À gauche, insigne de béret en métal et à droite insigne de manche. La symbolique du loup-garou est un rappel aux unité

« Werwolf » mises sur pied par la Waffen SS dans cette zone pour mener un combat sur les arrières soviétiques en 1944-1945.

Le symbole du loup-garou est très fortement lié à la notion de résistance contre les Soviétiques à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Cette résistance est alors partagée entre les nationalistes ukrainiens et les nationaux-socialistes qui leur ont accordé leur première indépendance. C'est ce qui explique que l'on retrouve dans ces unités de très forts liens culturels avec le III^{e} Reich.

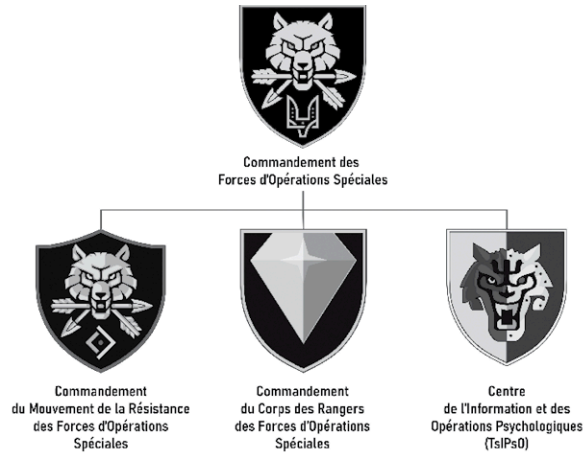


Figure 35 – Structure sommaire du commandement ukrainien des opérations spéciales. On notera qu'il comprend le Centre de l'Information et des Opérations psychologiques, qui travaille en étroite collaboration avec les instances de la communication officielle du gouvernement ukrainien et de l'OTAN, naturellement avec la justification de « lutter contre la désinformation russe ».

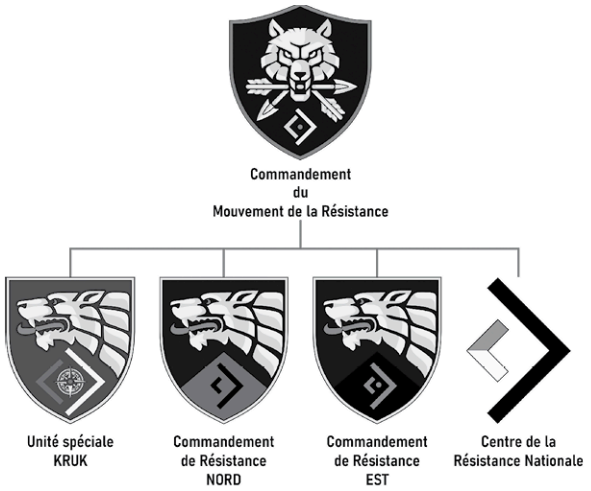


Figure 36 – Structure de la résistance ukrainienne. Elle dépend du commandement des opérations spéciales et comprend principalement des forces spéciales qui opèrent en territoire occupé. L'unité KRUK est une des unités les plus secrètes des forces ukrainiennes. Elle met en œuvre des drones sur les arrières russes. Le Centre de la Résistance nationale est essentiellement une organisation qui gère les initiatives civiles de résistance.

Les actions clandestines contre la Russie prennent deux formes essentielles :

- les actions de résistance contre les forces russes en Ukraine ;
- les actions contre la Russie, ses intérêts et certains de ses ressortissants en Russie et dans le monde.

La conception des opérations spéciales de l'Ukraine tourne autour de la communication. Il en est ainsi des débarquements de petits groupes de forces spéciales sur les côtes de Crimée, à seule fin de faire des « selfies » et montrer qu'ils ont été capables de le faire[145].

Dès juillet 2021, plusieurs institutions sont créées sous l'égide du Commandement des Opérations Spéciales (SSO) : une structure de résistance avec une composante civile et des éléments des forces spéciales ; un corps de « Rangers » et une structure de guerre psychologique. Notons ici que les Rangers ukrainiens ont suivi une formation en France entre le 17 février et le 31 mars 2023 dans le cadre de l'opération PHOENIX STRIKE.

Le travail du TsIPsO cherche à saper la volonté de défense des militaires russes et à les déconnecter de la population. Ici, un exemple de campagne menée par le GUR afin de présenter les militaires russes comme auteurs de crimes de guerre, notamment contre les enfants.

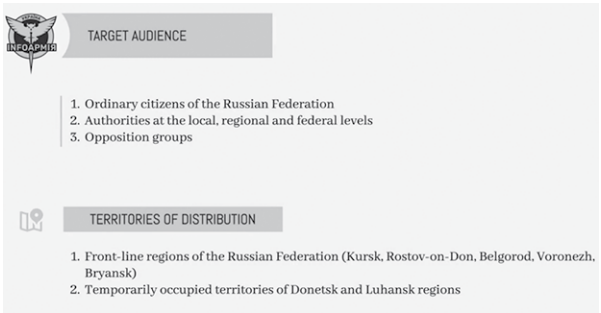


Figure 37 – Présentation du GUR montrant un exemple de campagne pour une opération psychologique dans les régions occupées par la Russie et dans les territoires russes adjacents. [Présentation du GUR ukrainien]

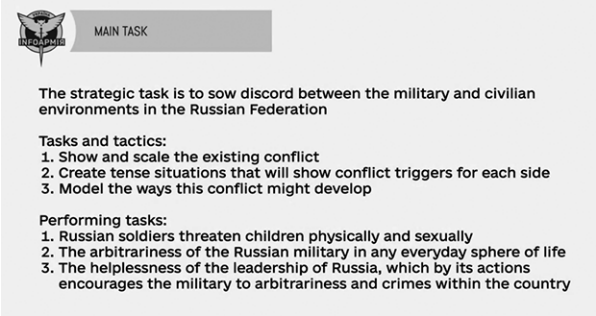


Figure 38 – Présentation du GUR. Exemple de campagne pour déconnecter les militaires russes de la population. Il s'agit de montrer que les soldats russes maltraitent les enfants et que les insuffisances du commandement encouragent les crimes de guerre. [Présentation du GUR ukrainien]

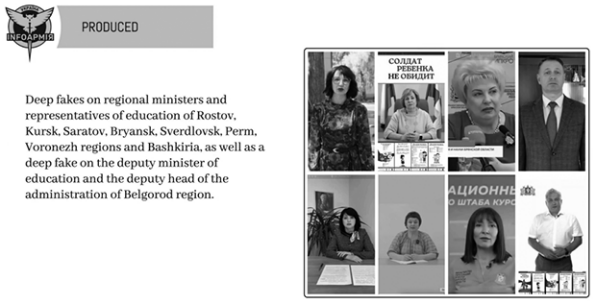


Figure 39 – Présentation du GUR. Exemples de Deep Fakes produits par le GUR dans le cadre d'une opération visant à découpler l'armée russe de la population, en montrant que les soldats russes maltraitent les enfants.

4.2.3.2. Les opérations extérieures

En avril 2023, les documents secrets américains « fuités » montrent que dès décembre 2022, l'Ukraine envisageait d'ouvrir un nouveau front contre la Russie en Syrie. L'idée était de s'associer avec les forces kurdes afin de mener des attaques telles qu'elles imposent à la Russie d'envoyer des renforts en Syrie. Ces attaques seraient menées sous l'égide du GUR de manière secrète, afin de ne pas indiquer l'implication de l'Ukraine. Apparemment, les Américains se sont opposés à ce projet, au moins dans un premier temps[146].

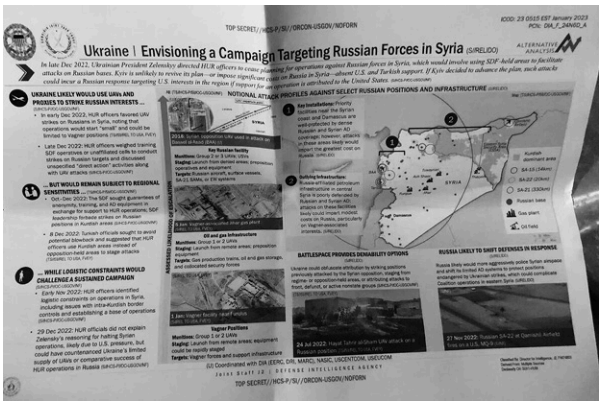


Figure 40 – Document fuité par le réseau DISCORD en avril 2023 et publié par le Washington Post *en avril 2023. Il est classifié TOP SECRET et montre des attaques du Hayat Tahrir al-Sham (qui renversera le gouvernement syrien en décembre 2024) contre les bases russes en Syrie, avec l'aide de l'Ukraine. [Source : https://www.kurdistan24.net/en/story/391274]*

En juin, les premiers rapports sur des actions des commandos du GUR contre les forces russes stationnées en Syrie apparaissent[147]. Apparemment, il s'agit essentiellement d'attaques menées par le groupe KHIMIK, contre des installations russes dans le secteur de Lattaquié au moyen de drones[148]. Selon des informations non-confirmées, il y aurait alors quelque 250 Ukrainiens du GUR en Syrie.

À la fin 2023, alors que l'échec de sa contre-offensive de juin apparaît ouvertement, l'Ukraine décide d'ouvrir un front extérieur et de mener des opérations clandestines contre la présence russe en Afrique du Nord et au Moyen-Orient[149]. Les troupes de l'unité spéciale TYMUR interviennent au Soudan[150] contre les membres de la PMC Wagner[151].

À la fin juillet 2024, des forces spéciales ukrainiennes sont engagées au nord du Mali pour aider le Cadre Stratégique Permanent (CSP), une alliance rebelle soutenue par la France[152], contre les forces armées maliennes[153]. Les Ukrainiens participent aux opérations, notamment avec des drones[154]. Il s'agit alors de combattre les membres de la PMC Wagner, qui ont remplacé les forces françaises pour des missions de sécurité.

En septembre, l'Ukraine déclare vouloir ouvrir un nouveau front en Syrie contre la Russie. Les médias du Moyen-Orient révèlent que le GUR coopère avec les États-Unis pour armer et former le Hayat Tahrir al-Sham

(HTS) – alors considéré comme un mouvement terroriste par les États-Unis et l'Union Européenne – dans le but de renverser Bachar al-Assad[155]. Le GUR sera un des acteurs de l'offensive menée sous l'égide de la Turquie contre le gouvernement syrien[156]. Cela démontre au passage que l'Union Européenne ne rechigne pas à travailler avec des groupes qu'elle a elle-même désignés comme terroristes en septembre 2020.

Comme toujours avec les opérations spéciales ukrainiennes, il en ressort le sentiment que l'objectif est de « faire mal », mais que cela ne contribue pas à l'objectif qui semblerait central : la libération de l'Ukraine. En d'autres termes, l'Ukraine qui est déjà à court de ressources humaines, matérielles et financières, se lance dans des aventures au profit des Occidentaux qui n'améliorent pas sa situation[157].

En fait, ces actions ont même détérioré les relations entre l'Ukraine et les pays africains. Ainsi, en août 2024, malgré que le gouvernement ukrainien ait affirmé ne pas être impliqué, le Mali[158], puis le Niger[159], ont rompu leurs relations diplomatiques avec Kiev. Cette situation confirme l'écart croissant entre l'Ukraine et le reste du monde, que l'on avait noté lors de la réunion de Bürgenstock, en Suisse.

Ces exemples montrent exactement la raison de la défaite ukrainienne : l'absence de cohérence. Absence de cohérence entre le niveau politique et le niveau opérationnel ; absence de cohérence dans la doctrine et absence de cohérence dans le commandement. Ici, une fois de plus, l'influence des Occidentaux, qui cherchent à obtenir de petits succès tactiques sans avoir de stratégie, a été fatale à l'Ukraine.

---

96. https://www.nytimes.com/interactive/2025/03/29/world/europe/us-ukraine-military-war-wiesbaden.html
97. Thomas Newdick, « This Is The Armada Of Spy Planes Tracking Russia's Forces Surrounding Ukraine », The War Zone, 18 février 2022 (https://www.thedrive.com/the-war-zone/44337/these-are-the-planes-keeping-watch-on-russian-forces-around-ukraine).
98. Documents secrets américains.

99. https://defence-blog.com/french-awacs-monitors-black-sea-near-crimea/
100. Warren P. Strobel, « U.S. Has Eased Intelligence-Sharing Rules to Help Ukraine Target Russians », *The Wall Street Journal*, 21 décembre 2022 (https://www.wsj.com/livecoverage/ukraine-zelensky-biden-congress-washington-trip-russia/card/u-s-has-eased-intelligence-sharing-rules-to-help-ukraine-target-russians-6pgEkPNCQRX8z4KBu4V4)
101. Warren P. Strobel & Michael R. Gordon, « Biden Administration Altered Rules for Sharing Intelligence with Ukraine », *The Wall Street Journal*, 8 mars 2022 (https://www.wsj.com/articles/biden-administration-altered-rules-for-sharing-intelligence-with-ukraine-11646744400)
102. https://www.lepoint.fr/monde/ayant-epuise-tout-son-armement-l-ukraine-depend-totalement-des-allies-09-06-2022-2478984_24.php
103. https://investors.palantir.com/news-details/2023/Palantir-and-Ministry-of-Digital-Transformation-of-Ukraine-strike-reconstruction-partnership
104. https://www.businessinsider.com/companies-funded-by-cia-2016-9#palantir-sifts-through-massive-data-sets-to-allow-a-user-to-track-patterns-or-gain-valuable-insight-from-one-software-package-instead-of-looking-into-a-bunch-of-different-databases-11
105. https://time.com/6691662/ai-ukraine-war-palantir/
106. https://www.nytimes.com/2022/11/15/world/europe/ukraine-weapons.html
107. https://www.act.nato.int/article/cwix24-concludes/
108. https://thedefensepost.com/2024/04/18/us-aid-ukraine-investment/
109. https://www.auswaertiges-amt.de/de/newsroom/-/2679468
110. https://www.military-quotes.com/churchill.htm
111. https://www.debunk.org/kremlin-propaganda-takes-aim-at-western-military-aid-for-ukraine
112. https://www.bbc.com/news/world-europe-68923225
113. https://www.wsj.com/articles/ukraines-lack-of-weaponry-and-training-risks-stalemate-in-fight-with-russia-f51ecf9
114. https://www.dw.com/en/eu-training-for-ukraine-forces-doesnt-always-hit-the-mark/a-71749749
115. Jacques Baud, *Ukraine entre guerre et paix*, Max Milo, 2023.
116. https://edition.cnn.com/2024/05/11/europe/ukraine-kharkiv-russia-attack-intl/index.html
117. https://kyivindependent.com/zelensky-on-kursk-incursion/
118. https://tass.com/defense/1923865
119. https://fakti.bg/en/world/954771-kiev-is-getting-deadly-data-american-intelligence-is-still-being-used-by-the-ukrainians
120. https://www.newsd.admin.ch/newsd/message/attachments/72369.pdf
121. Charlotte Lalanne, « Sabotages de Nord Stream : la “guerre hybride” a bel et bien commencé », *L’Express*, 1er octobre 2022 (mis à jour 3 octobre 2022), (https://www.lexpress.fr/monde/europe/sabotages-de-nord-stream-la-guerre-hybride-a-bel-et-bien-commence_2181076.html)
122. https://x.com/mil_in_ua/status/1497961913292001283
123. https://www.npr.org/2022/04/26/1094656395/how-does-ukraine-keep-intercepting-russian-military-communications
124. https://rusi.org/explore-our-research/publications/commentary/russian-comms-ukraine-world-hertz
125. https://asiatimes.com/2022/12/russia-winning-the-electronic-war-in-ukraine/

126. https://www.forbes.com/sites/davidaxe/2022/12/24/russia-electronic-warfare-troops-knocked-out-90-percent-of-ukraines-drones/
127. https://www.washingtonpost.com/world/2024/05/24/russia-jamming-us-weapons-ukraine/
128. https://www.economist.com/europe/2023/09/05/inside-ukraines-assassination-programme
129. https://en.wikipedia.org/wiki/Illia_Kyva
130. https://www.nytimes.com/2025/02/03/world/europe/pro-russia-leader-ukraine-killed-moscow.html
131. http://news.bbc.co.uk/1/hi/health/4041321.stm
132. https://www.francetvinfo.fr/monde/europe/manifestations-en-ukraine/les-services-de-renseignements-ukrainiens-annoncent-l-arrestation-d-un-haut-grade-accuse-de-travailler-pour-la-russie_7070286.html
133. https://mil.in.ua/uk/news/oleksiya-danilova-zvilnyly-z-posady-sekretarya-rnbo/
134. https://mil.in.ua/en/news/zelensky-introduces-the-new-head-of-the-foreign-intelligence-service/
135. https://www.pravda.com.ua/eng/news/2024/03/26/7448227/
136. https://southfront.press/ukrainian-main-intelligence-governorate-presented-group-13-responsible-for-attacks-on-russian-ships/
137. https://newsukraine.rbc.ua/news/budanov-confirmed-enemies-elimination-by-1689339301.html
138. https://www.dniprotoday.com/en/news/an-elite-battalion-of-ukrainian-intelligence-is-liquidating-senior-officers-of-the-russian-federation-553
139. https://www.newsweek.com/ukraine-shaman-battalion-inside-russia-1818847
140. https://en.interfax.com.ua/news/press-conference/1012268.html
141. https://telegrafi.com/en/nje-e-shtene-ne-zonen-e-organit-gjenital-100-e-garantuar-luftetari-forcave-speciale-elitare-shaman-te-ukraines-zbulon-taktikat-qe-perdorin-per-te-neutralizuar-ruset/
142. https://youtu.be/Hmy1MjNlnVQ
143. https://mod.gov.ua/en/about-us/special-operations-forces
144. https://sof.mil.gov.ua/
145. https://suspilne.media/crimea/586683-u-gur-pidtverdili-visadku-desanta-v-okupovanomu-krimu/
146. https://www.washingtonpost.com/national-security/2023/04/20/russia-ukraine-war-syria-attacks/
147. https://www.kyivpost.com/post/33695
148. https://www.kyivpost.com/post/39074
149. https://www.politico.eu/article/ukrainian-hit-squads-sudan-russian-fighters-worldwide/
150. https://www.pravda.com.ua/articles/2024/02/13/7441562/
151. https://www.kyivpost.com/post/23722
152. https://www.barrons.com/news/mali-separatist-groups-form-new-coalition-4c766efd
153. https://www.lemonde.fr/en/le-monde-africa/article/2024/08/02/in-mali-ukraine-s-shadow-behind-rebels-at-war-with-wagner-s-russian-mercenaries_6707255_124.html
154. https://www.lemonde.fr/en/le-monde-africa/article/2024/10/13/ukrainian-drones-provide-support-for-northern-mali-s-rebels_6729231_124.html
155. https://english.iswnews.com/36303/ukraine-tries-to-open-new-front-against-russia-in-syria/
156. https://responsiblestatecraft.org/ukraine-syria/
157. https://www.politico.eu/article/syria-bashar-assad-eu-welcomes-collapse/

158. https://www.dw.com/en/mali-ends-diplomatic-ties-with-ukraine-over-attack-claims/a-69860100
159. https://www.bbc.com/news/articles/cdd7493309eo

5. Le renseignement russe

Pour nos journalistes, les services de renseignement russes sont invariablement liés – voire restent désignés – par les trois lettres : KGB. Pourtant, le KGB a disparu depuis bien longtemps et – contrairement à ce que l'on entend – il n'a pas été remplacé.

Le Comité pour la Sécurité d'État de l'URSS (en cyrillique : Комитет Государственной Безопасности СССР [КГБ СССР]), en phonétique Komitet Gosudarstvennoï Bezopasnosti SSSR, était le service responsable de la sécurité de l'État. Dans la vision soviétique, la sécurité était une notion multidimensionnelle. C'est pourquoi le KGB était responsable à la fois de la sécurité intérieure, la sécurité extérieure et la protection des frontières, y compris les garde-côtes.

Le résultat a été une machinerie tentaculaire, présente dans tous les rouages de la société et pouvant constituer un véritable pouvoir parallèle, qui échappe au contrôle politique. C'est d'ailleurs ce qui s'est en partie passé entre le 19 et le 23 août 1991, avec la tentative de coup d'État contre Mikhaïl Gorbatchev. En réalité, seul le sommet de la hiérarchie a été impliqué. Mais cet événement montre le besoin de subdiviser le KGB en plusieurs entités spécialisées de sorte à en faciliter le contrôle politique.

À ce problème structurel s'ajoutent assez rapidement des problèmes fonctionnels mis en évidence par la gestion de la guerre de Tchétchénie (1994-1996 et 1999-2009). Il en résulte une période de turbulences qui s'étend de 1991 à 2005, durant laquelle les services seront structurés puis restructurés, pour atteindre leur forme actuelle.

Aujourd'hui, les services de renseignement russes ont été significativement « amincis ». Ils restent naturellement à la dimension d'un

pays immense, mais ils sont beaucoup moins pléthoriques et bureaucratiques que leurs prédécesseurs communistes. Comme le constate avec raison Vladimir Poutine en évaluant ses services :

> *On est meilleur que les États-Unis parce qu'on n'a pas les mêmes moyens qu'eux*[160].

Le conflit en Ukraine montre que le renseignement russe est remarquablement bien structuré et très efficace. Comme tous les autres services de renseignement, l'espionnage et autres activités romanesques ont changé de nature. D'ailleurs, même si les Occidentaux disposent de renseignements d'origine technique plus riche, on constate qu'ils ont plus de peine que les Russes à comprendre les situations.

Alors que durant la Guerre froide, les Soviétiques manquaient de certaines technologies critiques, la situation s'est totalement inversée. Aujourd'hui, les Russes (et les Chinois) disposent de technologies que les Occidentaux n'ont pas dans le domaine militaire. C'est l'Occident, qui dépend de l'espionnage.

Dans le cadre du conflit en Ukraine, les services impliqués sont :

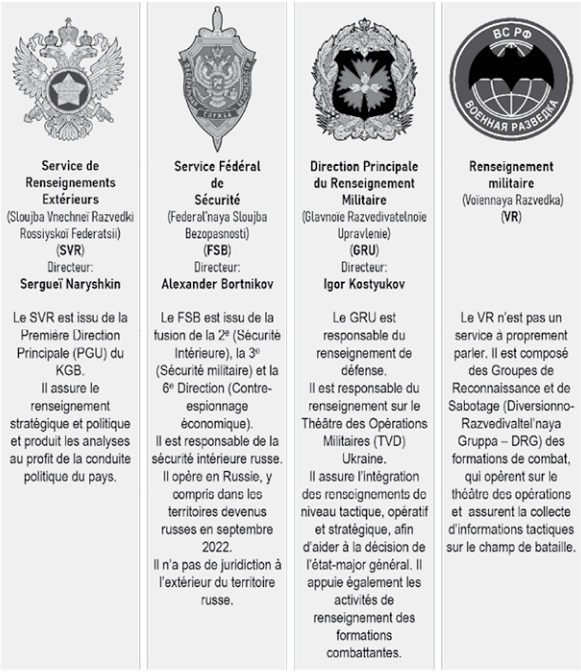


Figure 41 – Services de renseignement russes et leur fonction générale.

Il est difficile d'évaluer le travail des services de renseignement russes sur la seule base du travail de nos journalistes concernant le conflit ukrainien. Mais une fois que l'on a écarté le bruit de fond – c'est-à-dire à peu près 90% de ce que nous servent nos médias – on peut commencer à avoir une perception plus claire.

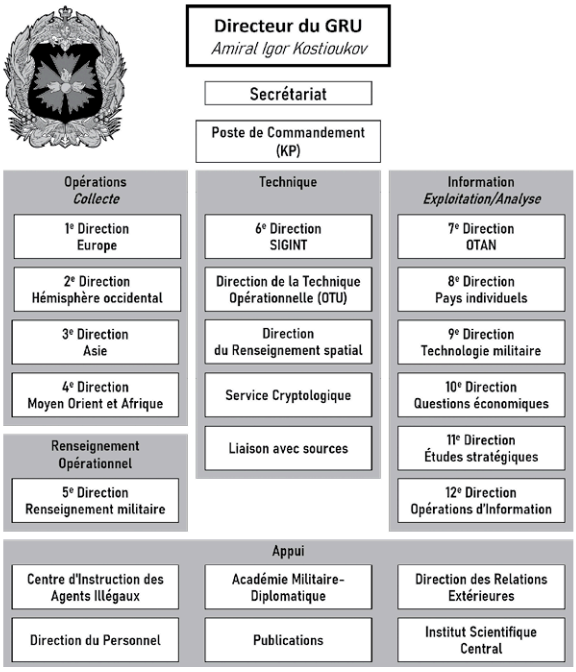


Figure 42 – Structure du GRU russe (2020). Les structures de collecte entretiennent des réseaux d'information dans leurs zones respectives. Les structures de renseignement technique opèrent essentiellement en appui de formations militaires déployées sur le terrain. Le secteur de l'information assure les activités analytiques. La 5e Direction assure l'appui direct en renseignement des unités de combat.

5.1. Le renseignement sur le TVD Ukraine

La conduite russe des opérations intègre étroitement le renseignement dans la prise de décision avec le concept « ROK/RUK » :

- Le « Complexe Reconnaissance-Feu » (*Разведывательно-огневой комплекс – Razvedivatel'no-Ognevoï Kompleks - ROK*) qui intègre les systèmes de combat au niveau tactique (artillerie de 122 et

152 mm, lance-fusées multiples et les mortiers)[161]. Ce mécanisme implique les Groupes de Reconnaissance et de Sabotage (DRG).

- Le « *Complexe Reconnaissance-Frappe* » (*Разведывательно-ударный комплекс – Razvedivatel'no-Udarnyy Kompleks - RUK*), qui est la déclinaison interarmes du concept pour le niveau opératif. Il inclut les systèmes de missiles de théâtre (par exemple, hypersoniques), les moyens d'artillerie de gros calibre, les hélicoptères de combat, l'aviation et les moyens de guerre électronique[162]. Au niveau du renseignement, il implique les DRG et les forces du Commandement des Opérations spéciales (SSO.

Le recueil de l'information, sa transformation en renseignement et son intégration dans la décision impliquent un processus qui doit être extrêmement rapide, sans sacrifier la qualité de la décision.

Sur la base des expériences acquises sur le TVD Syrie, l'armée russe a mis en place une structure centralisée qui permet de conduire l'ensemble de ses forces, y compris les forces nucléaires. Nommé *Centre National de Conduite de la Défense* (*Национальный центр управления обороной – НЦУО*) (NTsUO), elle rassemble en un seul point l'ensemble des éléments permettant la gestion des opérations[163]. C'est notamment de ce NTsUO que sont émis les bulletins d'information sur le conflit en Ukraine.

La conduite russe s'articule autour de plusieurs réseaux intégrés :

- un réseau de conduite opérative-stratégique et opérative des Forces armées russes, l'AKATSIYA-M, qui est une sorte d'Internet militaire, mis en place en 2005 déjà et qui est une plateforme d'information dans laquelle viennent se connecter les réseaux de conduite opérative-tactique et tactique unifiés ;
- des réseaux de conduite opérative-tactique et tactique unifiés (ESU TZ) pour l'engagement opérationnel des troupes. Ce sont les systèmes SOZVEZDIYE-M2 (pour les troupes terrestres) et ANDROMEDA-D (pour les troupes aéroportées) ;

- des ESU TZ pour les forces aériennes et les forces de défense aérienne.

Tous ces systèmes ont été engagés sur le TVD Syrie en 2015 et ont fait l'objet d'améliorations par la suite. Ils intègrent les moyens de reconnaissance, de décision et de feu/frappe de façon à raccourcir les délais de réponse.

Ces systèmes ont leur prolongement au niveau tactique le plus bas sous la forme d'un petit terminal de poche, qui est la vraie nouveauté sur le TVD Ukraine : le *Système de Renseignement, de Contrôle et de Communication* (*комплекс разведки, управления и связи*) (KRUS) STRELETS.

Le KRUS STRELETS permet la conduite au combat, les communications vocales, la transmission de données (coordonnées, identification et désignation d'objectifs) et la navigation dans le terrain. Il est interopérable avec tous les systèmes nationaux de reconnaissance, de surveillance, de désignation d'objectifs, de radar, de télémètre, d'inclinomètre et de drones. C'est un des éléments centraux du ROK/RUK sur le terrain ukrainien.

Il est intéressant de noter que ces systèmes étaient en cours d'introduction dans les forces russes lorsque la SVO a été lancée. Ce qui explique qu'en 2022, le renseignement russe n'avait pas encore les mêmes moyens que les Occidentaux sur le théâtre des opérations (TVD). Des appareils de reconnaissance électroniques comme le Beriev A-100 (équivalent de l'E-3 AWACS américain) ou le Tupolev TU-214R du GRU (équivalent des RC-135 dans l'OTAN) étaient encore en développement.

Ce qui indique que, d'une manière ou d'une autre, les Russes n'étaient pas totalement prêts pour leur intervention et qu'ils ont été contraints d'intervenir en février 2022.

5.2. Le renseignement technique

L'adaptation des techniques et des tactiques a toujours été un aspect essentiel de l'art de la guerre. En Ukraine, la cadence imposée par les fournitures d'armes occidentales et l'usage de drones commerciaux,

souvent fabriqués ou adaptés localement, ont poussé le renseignement technique russe.

Les Occidentaux ont saisi l'occasion du conflit pour faire de l'Ukraine un laboratoire de concepts qui n'avaient pas encore pu être testés en « grandeur réelle ». C'est pourquoi ils ont déployé de petites quantités de leurs équipements les plus modernes afin de les expérimenter. C'est en partie la raison pour laquelle les Européens souhaitent entretenir ce conflit : mieux diriger les 800 milliards d'euros prévus pour le projet « Rearm Europe ».

Les Russes ne semblent pas avoir déployé toute la palette des armes dont ils disposent, notamment dans le segment de la haute technologie. Il semble qu'ils privilégient les solutions adaptées aux systèmes d'armes présents, plutôt que dévoiler des systèmes plus performants. En d'autres termes, à l'inverse des Occidentaux, ils ont privilégié des solutions basées sur le renseignement technique.

Le GRU est responsable du renseignement issu de l'étude des matériels militaires étrangers (TECHINT). Les nouveaux matériels apparus du côté ukrainien sont rapidement récupérés (ou achetés à des militaires ukrainiens) et analysés. Le TECHINT russe (comme l'ukrainien) est extrêmement performant, pas seulement pour étudier les armes adverses, mais également pour déployer rapidement des systèmes de contre-mesures.

L'appui massif fourni à l'Ukraine en matière de renseignement dès mai 2022 est exploité avec l'arrivée des HIMARS. Ces derniers constituent un problème, car leur trajectoire est non balistique et donc difficilement prévisible. Mais à la mi-juillet 2022, le renseignement militaire russe parvient à acquérir clandestinement un de ces systèmes, qui est rapidement disséqué afin de découvrir le secret de ses algorithmes. Cela permet aux Russes de développer des outils de guerre électronique qui s'attaquent au système de guidage du missile et le rendent inoffensif. Ainsi, dès la fin 2022, les HIMARS ne constituent plus une menace sérieuse.

Cet incident éveille la méfiance des Américains envers le régime ukrainien. Alors qu'ils avaient prévu de lui fournir quatre drones MQ-1C Gray Eagle, ils font marche arrière en juin 2022. La raison invoquée ? Le

risque de fuite de technologie[164]. Ils craignent que des membres de l'*establishment* ukrainien n'en vendent un exemplaire aux Russes.

En mai 2024, un rapport ukrainien confidentiel révèle que les Russes parviennent à neutraliser leurs armes de haute technologie occidentale : les obus intelligents de 155 mm M982 Excalibur[165], les bombes guidées GBU-39 Ground-Launched Small Diameter Bomb (GLSDB)[166] et BLU-109/Mk-84 Joint Direct Attack Munitions-Extended Range (JDAM-ER)[167] et naturellement les M142 High Mobility Artillery Rocket System (HIMARS)[168]. Progressivement, d'ailleurs, les Occidentaux ne livreront plus ces armes à l'Ukraine : non seulement ils ont dévoilé leur technologie à la Russie, mais ils lui ont montré ses points faibles.

En juillet 2024, la Russie annonce qu'elle analyse le système de guidage d'un missile ATACMS récupéré intact. En faisant de l'ingénierie inverse, elle a pu détecter les vulnérabilités du système et mettre au point les contre-mesures électroniques adéquates[169]. De même, le magazine militaire américain *Defense Post* constate que le HIMARS est devenu inefficace en raison des contre-mesures électroniques russes[170].

Les Ukrainiens reçoivent du renseignement satellitaire occidental. La Russie aurait des moyens techniques d'aveugler des satellites jusqu'à une distance de 1 500 km[171], et qui sont en phase de production[172]. Il s'agit notamment de son système KALINA, basé à proximité de la ville de Zelenchukskaya[173]. Toutefois, elle ne veut pas s'attaquer directement aux satellites américains. Pas encore. En revanche, elle a déclaré que les satellites commerciaux pourraient être des cibles légitimes (par exemple, les satellites de la firme Maxar ou Space X)[174]. Ella a fait la même déclaration[175] après l'annonce que l'OTAN s'engageait dans un programme de coopération entre les secteurs militaire et commercial pour l'acquisition de renseignement satellitaire à travers son initiative *Alliance Persistent Surveillance from Space* (APSS)[176].

5.3. La guerre électronique

5.3.1. Le Combat Radio-électronique

La guerre électronique est un sujet à la fois vaste et très technique, dont une étude détaillée sortirait du cadre de cet ouvrage. Elle fait néanmoins partie de cette guerre invisible qui est menée par l'Ukraine, la Russie et les pays occidentaux. Ses champs d'action se sont étendus de manière exponentielle avec l'informatisation de la société. Ainsi, en particulier dans un pays aussi vaste que l'Ukraine, les transmissions militaires utilisent des systèmes satellitaires et fortement informatisés, semblables aux réseaux GSM que l'on connaît dans le domaine civil.

Désignée « Combat Radio-électronique » (*радиоэлектронная борьба*) (REB) en Russie et en Ukraine, c'est un domaine où le renseignement prend une dimension opérationnelle active. Il ne s'agit pas seulement de protéger l'intégrité des structures de conduite à tous les échelons (mesures passives), mais également de limiter les capacités adverses en matière de reconnaissance et d'attaques électroniques (mesures actives).

Elle est menée par les troupes de transmission et les organes de renseignement électronique du GRU. Son rôle est de localiser les forces adverses et de reconstituer leur « ordre de bataille électronique » (EOB) afin de déterminer la structure réelle des forces, puis en déduire les capacités opérationnelles. Il s'agit également d'empêcher l'adversaire de localiser les forces russes et de guider leurs armes. Cela comprend la gestion du signal des moyens de géolocalisation (GPS, Glonass, Galileo, etc.) afin d'empêcher des missiles (comme le TAURUS allemand), d'atteindre des objectifs dans la profondeur du territoire russe.

Le REB est un domaine où la Russie excelle et où elle a probablement une plus grande avance que les Occidentaux. C'est également un domaine où les succès sont silencieux, comme le reconnaît la BBC[177] :

> *La Russie ne se contente pas de surclasser les forces ukrainiennes en nombre et en armement, elle possède également une grande expérience en matière de guerre électronique. La Russie a bloqué et brouillé les systèmes de communication militaire de l'Ukraine.*

Le 25 mai 2023, le ministère de la Défense britannique rapporte que selon la firme *Geollect*, depuis le 14 mai 2023, les Russes ont piraté le système d'identification automatique (AIS) afin de faire croire que les navires commerciaux se déplacent en créant l'impression d'un symbole « Z » de 65 km de long sur la mer Noire[178], visible sur les logiciels de repérage *open source*[179] !

Au début de son intervention, en février 2022, la Russie a pu neutraliser l'ensemble des moyens de transmission militaire ukrainiens. C'est en grande partie pour cette raison que la conduite ukrainienne n'a pas été en mesure de mener un combat au niveau opératif. On observe que la rapide pénétration des défenses ukrainiennes par la Russie ne s'est pas accompagnée de combats comme on en verra plus tard à Bakhmout ou à Avdiivka.

Un des efforts principaux de la GE est la lutte contre les drones. Dans *The Economist*, un responsable ukrainien déclare[180] :

> *Les Russes sont très, très bons dans ce qu'ils font […] Ils font de la magie noire en matière de guerre électromagnétique. Ils peuvent brouiller les fréquences, tromper le système GPS, envoyer un drone à la mauvaise altitude de sorte qu'il tombe simplement du ciel.*

Figure 43 – Le système 1L269 KRASUKHA-2 est un système destiné à brouiller les systèmes d'alerte lointaine comme les AWACS E-3 SENTRY utilisés par l'OTAN jusqu'à une distance de 250 km. Il peut également brouiller les systèmes de missiles guidés par radar. C'est pourquoi il est également utilisé pour la protection de sites de lancement de missiles du type ISKANDER, par exemple. Il transmet au missile attaquant de fausses données qui l'écartent de sa trajectoire.

En août 2023, l'armée ukrainienne est surprise dans le secteur de Kupiansk[181], malgré les E-8 J-STARS et RQ-4 GLOBAL HAWK américains qui assurent une surveillance permanente de la région depuis la frontière ukrainienne et la mer Noire. La raison pour laquelle les préparatifs de cette attaque n'ont pas été détectés est que les Russes sont en mesure de se rendre « invisibles », grâce à la guerre électronique, qui aveugle les radars occidentaux. Ce sont les systèmes de la famille KRASUKHA déployés en Crimée qui permettent aux Russes d'opérer comme derrière un « écran électronique ».

Figure 44 – Le système 1RL257 KRASUKHA-4 est un système de brouillage pour les radars embarqués du type J-STARS américains qui sont utilisés pour suivre les mouvements ennemis au sol. De tels systèmes sont utilisés notamment en Crimée pour détourner les attaques ukrainiennes guidées par les systèmes de conduite américains.

5.3.2. La guerre contre les satellites

Dès le début de la SVO, les structures de conduite ukrainiennes ont été fortement dégradées par les frappes russes. L'Ukraine a dû se rabattre sur le réseau Starlink grâce à environ 20 000 terminaux, financés par les gouvernements américain, britannique et polonais. Mis en œuvre par la firme SpaceX d'Elon Musk, le système *Starlink* permet la transmission de données grâce à un réseau de satellites. Il est rapidement devenu instrumental pour la transmission de données opérationnelles, y compris le pilotage de drones ou la désignation de buts. Il est ainsi devenu un des objectifs prioritaires de la guerre électronique russe. L'exploitation de ce réseau en Ukraine coûte environ 400 millions USD par an.

Starlink est ainsi rapidement devenu un des objectifs prioritaires de la guerre électronique russe. Dans un premier temps, SpaceX a réussi à prévenir le brouillage de ses satellites[182], mais dès octobre 2022, des pannes massives de *Starlink* ont des conséquences « catastrophiques » sur les transmissions opérationnelles ukrainiennes[183]. Selon le général Valeriy Zaloujny, chef des forces ukrainiennes, les Russes détruiraient 500 terminaux *Starlink* par mois[184]. Cela contraint les postes de commandement à échanger les données de tir à la voix par le réseau téléphonique satellitaire *Iridium* et ralentit les temps de réaction de l'artillerie qui est alors plus vulnérable aux tirs de contre-batterie.

L'utilisation de réseaux satellitaires civils à des fins militaires pourrait conduire la Russie à considérer les satellites comme des cibles légitimes[185]. De fait, la Russie dispose de systèmes permettant la neutralisation, voire la destruction des satellites d'observation occidentaux. Comme pour beaucoup de technologies dont ils disposent, il semble que les Russes préfèrent les garder en réserve dans le cas d'une confrontation contre les forces de l'OTAN et/ou des États-Unis afin alors de bénéficier d'un effet de surprise.

5.4. L'espionnage

Entre février et mai 2022, 426 diplomates russes ont été expulsés de pays occidentaux sous l'accusation d'espionnage[186]. En réalité, aucun n'a été coupable d'espionnage de manière avérée. Il s'agit d'expulsions à caractère politique, camouflées sous le terme d' « espionnage ». Tous les pays utilisent le personnel diplomatique pour couvrir des activités clandestines ou d'espionnage. Les Russes n'échappent sans doute pas à la règle et il est fort probable que des « espions » se soient trouvés parmi les personnels expulsés.

Mais il faut garder les pieds sur terre. Nous ne savons pas qui se cache derrière les identités des personnels accrédités dans nos pays et les fantasmes prennent souvent le pas sur la réalité. Selon le Service de Renseignement de la Confédération (SRC), la Suisse serait devenue le

centre de gravité de l'espionnage russe et « *attire les services de renseignement du monde entier* ». Le raisonnement est que les campagnes d'expulsion de diplomates accusés d'espionnage en Europe auraient fait de la Suisse une sorte de refuge et une sorte de nouvelle base pour l'espionnage russe[187]. Assez curieusement, le service de sécurité norvégien a exactement le même raisonnement pour justifier sa chasse aux espions[188]. Selon le SRC, au moins un tiers des membres du personnel diplomatique et consulaire russe en Suisse serait membre des services de renseignement[189].

En réalité, personne ne connaît ces chiffres et le SRC reprend les estimations que l'on avait déjà lors de la Guerre froide. Dans les années 1970-1980, Genève était le lieu des négociations de désarmement nucléaire et conventionnel, et donc l'épicentre d'une intense activité diplomatique et de renseignement. Cette situation a radicalement changé avec la fin de la Guerre froide. Par ailleurs, la nature des activités de renseignement s'est fondamentalement modifiée. Non seulement l'URSS était impliquée de près ou de loin dans toute une gamme d'activités clandestines et de subversion dans les pays en voie de développement, mais en l'absence d'Internet et des réseaux sociaux, l'envoi d'espions était à peu près la seule manière de savoir ce qui se préparait dans chaque camp.

L'apparition des avions-espions à très haute altitude puis, peu après, des satellites de reconnaissance permettait d'observer les mouvements de troupes et de navires, l'extension et le développement de l'industrie militaire, ainsi que d'éventuels préparatifs d'invasion. L'espionnage, tel qu'il est représenté par le cinéma et la littérature, s'est progressivement effacé.

Si, durant la Guerre froide, les pays de l'Est étaient intéressés à connaître la nature et l'état de la recherche en Occident, c'est la situation inverse que l'on observe désormais. La Chine est aujourd'hui le moteur de la recherche scientifique et du développement des nouvelles technologies. Les sanctions contre la Russie l'ont rapprochée de la Chine. Le conflit en Ukraine a montré que la technologie occidentale a plusieurs années de retard sur celle de la Russie et de la Chine, qui aujourd'hui travaillent ensemble.

Depuis 2010, la Chine a complètement décimé les réseaux d'espionnage de la CIA sur son territoire[190]. Depuis, celle-ci tente de reconstituer ses réseaux, sans succès[191]. Le même phénomène est observable en Russie[192]. En fait, c'est l'Occident qui a perdu la main : les technologies du futur en matière de semi-conducteurs, d'engins hypersoniques, de matériaux nouveaux et nucléaire sont en Eurasie. Les expulsions menées en Occident n'ont probablement affecté que de manière marginale les capacités en renseignement de la Russie.

---

160. « Conversations avec monsieur Poutine 2-4 », *France 3*, (31'15'') (https://youtu.be/zgrlI7VYrgE?t=5202)
161. https://bigenc.ru/c/razvedyvatel-no-ognevoi-kompleks-ba42cf
162. https://bigenc.ru/c/razvedyvatel-no-udarnyi-kompleks-f2079c
163. https://sneg5.com/obshchestvo/armiya/centr-upravleniya-oboronoy-rf.html
164. Inder Singh Bisht, « Pentagon Postpones Armed MQ-1C Drone Sale to Ukraine », *The Defense Post*, 21 juin 2022 (https://www.thedefensepost.com/2022/06/21/pentagon-postpones-mq1c-drone-ukraine/)
165. https://www.businessinsider.com/us-gave-up-sending-ukraine-100k-excalibur-shells-hit-targets-2024-5
166. https://www.businessinsider.com/new-us-bomb-may-have-been-pulled-from-ukraine-vulnerable-to-jamming-2024-7
167. https://css.washingtonpost.com/world/2024/05/24/russia-jamming-us-weapons-ukraine/
168. https://www.telegraph.co.uk/world-news/2024/05/24/himars-ineffective-as-russia-jams-skies-new-tech-us-weapons/
169. https://www.reuters.com/world/europe/russia-is-studying-an-intact-us-atacms-missile-guidance-system-says-ria-2024-07-01/
170. https://thedefensepost.com/2024/05/22/ukraine-war-flaws-weapons/
171. Chay Quinn, « Russia successfully tests new laser weapon that can "blind" satellites and destroy drones from three miles away », *Daily Mail*, 18 mai 2022 (https://www.dailymail.co.uk/news/article-10829603/Russia-successfully-tests-new-laser-weapon-blind-satellites-destroy-drones.html)
172. Iain Boyd, « Russia is reportedly building a satellite-blinding laser — an expert explains the tech », *Astronomy*, 1er août 2022 (https://astronomy.com/news/2022/08/russians-is-reportedly-building-a-satellite-blinding-laser--an-expert-explains-the-tech)
173. Bart Hendrickx, « Kalina: a Russian ground-based laser to dazzle imaging satellites », *The Space Review*, 5 juillet 2022 (https://www.thespacereview.com/article/4416/1)
174. « Russia Says U.S. Satellites Assisting Ukraine Are "Legitimate" Targets », *The Moscow Times*, 27 octobre 2022 (https://www.themoscowtimes.com/2022/10/27/russia-says-us-satellites-assisting-ukraine-are-legitimate-targets-a79208)

175. « Russia issues space warning », RT, 12 avril 2023 (https://www.rt.com/russia/571585-quasi-civilian-satellites-nato/)
176. « NATO's approach to space », nato.int, 12 avril 2023 (https://www.nato.int/cps/en/natohq/topics_175419.htm)
177. https://www.bbc.com/news/world-europe-62090791
178. https://www.tradewindsnews.com/technology/ship-ais-data-spoofed-to-draw-pro-war-russian-z-symbol-in-black-sea/2-1-1456329
179. https://twitter.com/DefenceHQ/status/1661607073803640833
180. « Ukraine is betting on drones to strike deep into Russia », *The Economist*, 20 mars 2023 (https://www.economist.com/europe/2023/03/20/ukraine-is-betting-on-drones-to-strike-deep-into-russia)
181. Dan Sabbagh, « "I couldn't take it any more": holdouts quit Kupiansk after renewed Russian shelling », *The Guardian*, 29 août 2023 (https://www.theguardian.com/world/2023/aug/29/holdouts-quit-kupiansk-after-renewed-russian-shelling-ukraine)
182. Michael Kan, « Pentagon Impressed by Starlink's Fast Signal-Jamming Workaround in Ukraine », *PC Magazine*, 21 avril 2022 (https://www.pcmag.com/news/pentagon-impressed-by-starlinks-fast-signal-jamming-workaround-in-ukraine)
183. Elizabeth Howell, « Elon Musk says Russia is ramping up cyberattacks on SpaceX's Starlink systems in Ukraine », *Space*, 14 octobre 2022 (https://www.space.com/starlink-russian-cyberattacks-ramp-up-efforts-elon-musk)
184. Xander Landen, « Starlink Outages Put "Dent" in Ukrainian Counteroffensive Against Putin », *Newsweek*, 8 octobre 2022 (https://www.newsweek.com/starlink-outages-put-dent-ukrainian-counteroffensive-against-putin-1750116)
185. « Russia Says U.S. Satellites Assisting Ukraine Are "Legitimate" Targets », *The Moscow Tmes*, 27 octobre 2022 (https://www.themoscowtimes.com/2022/10/27/russia-says-us-satellites-assisting-ukraine-are-legitimate-targets-a79208)
186. https://en.wikipedia.org/wiki/Diplomatic_expulsions_during_the_Russo-Ukrainian_War
187. https://www.newsd.admin.ch/newsd/message/attachments/90133.pdf
188. https://www.pst.no/alle-artikler/artikler/ntv-2024/
189. https://backend.vbs.admin.ch/fileservice/sdweb-docs-prod-vbsch-files/files/2024/01/15/fd88586e-fbad-4c6b-9573-fc26e0dff849.pdf
190. https://www.nytimes.com/2017/05/20/world/asia/china-cia-spies-espionage.html
191. https://www.washingtontimes.com/news/2023/jul/20/cia-rebuilding-spy-networks-china-decade-after-los/
192. https://www.bloomberg.com/opinion/articles/2023-04-30/cia-and-nsa-spies-are-losing-their-edge-to-china-and-russia

6. Guerre clandestine ukrainienne

6.1. La stratégie ukrainienne

En 2022, les Ukrainiens voient qu'ils ne peuvent pas résister à l'armée russe. C'est la raison pour laquelle Zelensky cherche à négocier le 25 février[193], puis à la mi-mars[194]. Dès la mi-2022, fort des promesses occidentales d'une aide pour « *aussi longtemps qu'il le faudra* », Zelensky abandonne les négociations d'Istanbul et rêve d'une reconquête avec une armée d'un million d'hommes équipée à l'Occidentale[195] et soutenue par un vaste mouvement partisan sur les arrières russes[196].

Zelensky ne parviendra jamais à réunir son million de combattants et le mouvement partisan ne prendra jamais un vrai essor. Il lancera sa contre-offensive en juin 2023, qui échoue lamentablement. Au début 2024, il apparaît clairement que les matériels fournis par l'Occident ne conduiront pas à la victoire. Volodymyr Zelensky change de stratégie et met tous ses efforts sur la promotion de son plan pour la victoire en 10 points, qu'il a présenté pour la première fois le 15 novembre 2022 au G20.

Mais ce « plan » n'est en fait qu'une déclaration de capitulation par la Russie. Or, la Russie n'est pas en train de perdre et, par conséquent, on ne voit pas très bien comment Zelensky pourrait faire pression sur Vladimir Poutine pour qu'il l'accepte. Un succès (à défaut de victoire) dans la contre-offensive aurait peut-être fait l'affaire, mais avec son échec, il faut trouver autre chose.

C'est pourquoi Volodymyr Zelensky envisage de porter le conflit sur le territoire russe. L'administration Biden y est opposée. Comme nous l'avons vu, les Américains n'ont pas voulu autoriser l'usage de leurs missiles au-delà des « ops box » définies pour le secteur de Kharkov.

Cela explique, par exemple, que l'offensive sur Koursk a été lancée par les Ukrainiens sans l'aval de Washington, et une ligne rouge a ainsi été franchie[197]. Comme l'explique le *New York Times*[198] :

> *Pour les Américains, le déroulement de l'incursion constitue un important abus de confiance. Les Ukrainiens ne s'étaient pas contentés de les tenir dans l'ignorance ; ils avaient secrètement franchi une ligne de démarcation convenue d'un commun accord, en faisant pénétrer du matériel fourni par la coalition dans le territoire russe englobé par l'ops box, en violation des règles établies lors de sa création.*

Il y a apparemment eu une forme de « *gentleman's agreement* » tacite entre Américains et Russes en ce qui concerne les actions contre la Crimée. Celle-ci est bien considérée par les Russes comme une partie de leur territoire, mais il semble que la Russie ait montré une plus grande tolérance aux actions ukrainiennes. Les Américains l'ont compris puisqu'à l'été 2024, comme alternative aux frappes contre le territoire russe lui-même, ils ont convaincu les Ukrainiens de frapper la Crimée avec des ATACMS pour forcer les Russes à redéployer leurs moyens militaires en Russie. C'est l'opération LUNAR HAIL, menée en juillet-août 2024[199].

6.2. Opérations clandestines armées

Dès le début de l'opération militaire spéciale russe, les Ukrainiens doivent démontrer qu'ils disposent encore de ressources « clandestines » qui leur permettent de poursuivre le combat, malgré la claire supériorité conventionnelle de la Russie. S'engage alors une guerre non-conventionnelle sur deux axes : la résistance populaire et les opérations militaires spéciales.

La guerre clandestine ukrainienne est menée par le SBU et le GUR. Dans les territoires occupés par la Russie, le GUR semble avoir la responsabilité des opérations et coordonne les actions de la résistance populaire et celles des forces spéciales. Dans les autres territoires (Russie et Europe), la

répartition des tâches entre le GUR et le SBU est peu claire et semble plus opportuniste que stratégique.

6.2.1. Résistance à l'occupation russe

Dans l'émission *C dans l'air* du 25 janvier 2022, Pascal Boniface affirme que la Russie ferait face à une forte résistance et perdrait une telle guerre[200]. C'est évidemment ce que propage Washington[201], mais c'est de la désinformation à deux niveaux.

Premièrement, du 3 au 11 décembre 2021, le Kyiv International Institute of Sociology (KIIS) a mené une enquête sur la volonté de résistance des Ukrainiens face à une invasion russe[202]. Il en ressort que seuls 50,2% des Ukrainiens résisteraient d'une manière ou d'une autre, parmi lesquels seuls 33,3% (soit 16,6% de la population) seraient prêts à prendre les armes, et qui se trouvent majoritairement dans la tranche d'âge 50-59 ans. Les moins intéressés à prendre les armes sont les 18-29 ans, la force vive des armées. Ce sondage sera confirmé plus tard par un second mené par le KIIS en février 2022, qui montrera que la volonté de défense a encore diminué, dans l'est du pays. Mais, comme on pouvait s'y attendre, elle a augmenté dans l'ouest, le centre et, plus modestement, dans le sud du pays (oblasts d'Odessa, Nikolaïev, Kherson et Zaporojie). Dans la réalité, on constatera que la résistance dans les zones occupées par la Russie a été éphémère et très modeste en intensité.

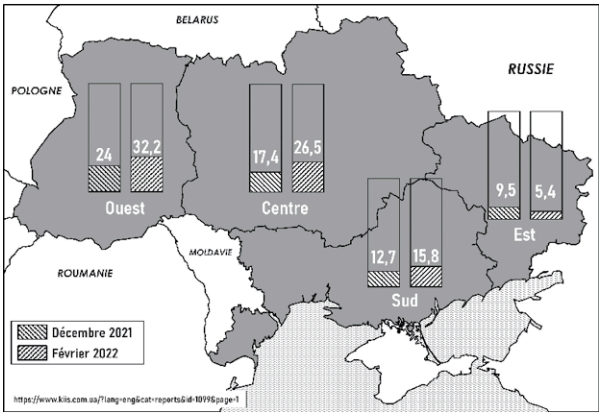


Figure 45 – Volonté de résistance armée en Ukraine. Les sondages effectués et publiés par le KIIS montrent qu'une minorité de la population ukrainienne était prête à prendre les armes contre les Russes en cas d'invasion. On constate que plus on va au sud et à l'est, plus la volonté de résistance diminue. Dans l'est, elle a même diminué entre décembre 2021 et février 2022. [https://www.kiis.com.ua/?lang=eng&cat=reports&id=1099&page=1]

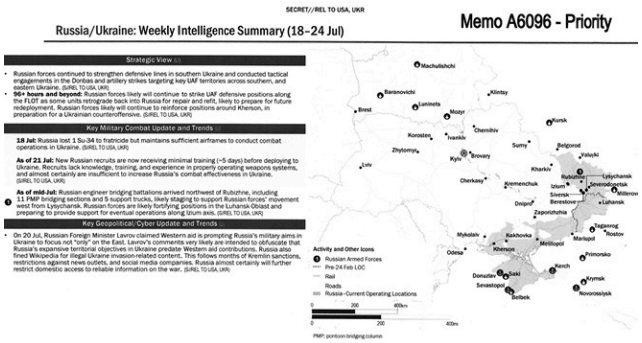
Deuxièmement, l'estimation des capacités d'une résistance en Ukraine découle de l'idée que la Russie cherche à s'emparer de l'Ukraine (pour reconstituer l'Union Soviétique, l'Empire tsariste ou par simple hubris, selon l'humeur de nos « experts »). En réalité, comme le dit Vladimir Poutine dans son allocution du 24 février 2022, il s'agit de combattre la menace sur les populations russes de l'Ukraine. Autrement dit, la Russie n'a pas l'intention d'aller combattre les ultranationalistes de la partie occidentale du pays.

Le 24 mars 2021, Volodymyr Zelensky promulgue un décret en vue de la reconquête de la Crimée et du Donbass. C'est à partir de ce moment que les forces armées ukrainiennes commencent à se concentrer autour du Donbass. L'objectif de cette opération est de pousser la Russie à intervenir sur le sol ukrainien, comme elle l'avait fait en Géorgie en 2008, pour protéger la population russe d'Ossétie du Sud. À ce stade, l'Ukraine et les Occidentaux pensent que la Russie est faible et que son intervention pourra justifier des sanctions massives qui mettront le pays à genoux, comme l'avait expliqué Olekseï Arestovitch, alors conseiller personnel de Zelensky. C'est en prévision de cette intervention russe que, le 16 juillet 2021, le gouvernement ukrainien adopte la loi n° 5557 sur « Les principes fondamentaux de la Résistance nationale[203] », entrée en vigueur le 1er janvier 2022.

Cela indique que les Ukrainiens savaient que l'intervention russe n'interviendrait pas en 2021, et qu'elle serait déclenchée par le début des opérations ukrainiennes contre le Donbass, qui est alors fixé au 16 février 2022.

En février 2022, le gouvernement ukrainien institue le Commandement de la Résistance, qui a pour fonction de coordonner les actions de la résistance

dans les territoires occupés par la Russie[204].


SECRET//REL TO USA, UKR

Russia/Ukraine: Weekly Intelligence Summary (18–24 Jul)

Memo A6096 - Priority

Strategic View

- Russian forces continued to strengthen defensive lines in southern Ukraine and conducted tactical engagements in the Donbas and artillery strikes targeting key UAF territories across southern, and eastern Ukraine. (SIREL TO USA, UKR)
- **96+ hours and beyond:** Russian forces likely will continue to strike UAF defensive positions along the FLOT as some units retrograde back into Russia for repair and refit, likely to prepare for future redeployment. Russian forces likely will continue to reinforce positions around Kherson, in preparation for a Ukrainian counteroffensive. (SIREL TO USA, UKR)

Key Military Combat Update and Trends

18 Jul: Russia lost 1 Su-34 to fratricide but maintains sufficient airframes to conduct combat operations in Ukraine. (SIREL TO USA, UKR)

As of 21 Jul: New Russian recruits are now receiving minimal training (~5 days) before deploying to Ukraine. Recruits lack knowledge, training, and experience in properly operating weapons systems, and almost certainly are insufficient to increase Russia's combat effectiveness in Ukraine. (SIREL TO USA, UKR)

As of mid-Jul: Russian engineer bridging battalions arrived northwest of Rubizhne, including 11 PMP bridging sections and 5 support trucks, likely staging to support Russian forces' movement west from Lysychansk. Russian forces are likely fortifying positions in the Luhansk Oblast and preparing to provide support for eventual operations along Izium axis. (SIREL TO USA, UKR)

Key Geopolitical/Cyber Update and Trends

- On 20 Jul, Russian Foreign Minister Lavrov claimed Western aid is prompting Russia's military aims in Ukraine to focus not "only" on the East. Lavrov's comments very likely are intended to obfuscate that Russia's expansive territorial objectives in Ukraine predate Western aid contributions. Russia also fined Wikipedia for illegal Ukraine invasion-related content. This follows months of Kremlin sanctions, restrictions against news outlets, and social media companies. Russia almost certainly will further restrict domestic access to reliable information on the war. (SIREL TO USA, UKR)

Activity and Other Icons

1 Russian Armed Forces

Pre-24 Feb LOC

Rail

Roads

Russia–Current Operating Locations

PMP: pontoon-bridging column

Figure 46 – Dans ce compte rendu hebdomadaire SECRET fourni par la Task Force DRAGON à l'Ukraine, on constate qu'en juillet 2022, il y avait encore des poches de résistance au nord-est de Melitopol. On parle alors d'actions de partisans, mais quelques semaines plus tard, on ne les évoque plus.

À ce stade, en Ukraine même, contrairement à ce que prétendent nos médias, la population n'est pas à l'unisson avec les autorités de Kiev. Le 26 février 2022, Gonzalo Lira, un journaliste américain vivant à Kharkov, raconte le conflit sur sa chaîne YouTube. Deux jours déjà après le déclenchement de la SVO, il témoigne du recrutement forcé de jeunes Ukrainiens pour aller combattre les Russes[205] ! Finalement, Gonzalo Lira sera capturé par le SBU, torturé et décédera en captivité le 14 janvier 2024, avec la totale complicité des médias occidentaux.

Cela dit, les services ukrainiens cherchent toujours à recruter des agents dans les zones occupées. Toutefois, ces cas semblent limités aux oblasts de Kherson (en octobre 2023[206] ou en mai 2024[207]) et de Zaporijia et être en régression.

Un indicateur du niveau d'engagement pour une résistance est donné par le statut des armes fournies à la population ukrainienne dès le début de l'offensive russe pour se défendre contre l'occupation russe. Apparemment, elles ont une fâcheuse tendance à disparaître. Nos médias tendent à minimiser l'importance de ces disparitions. En juillet 2024, RFI déclare que le « *rapport d'une ONG suisse contredit la thèse du Kremlin selon laquelle l'aide militaire de ses alliés à l'Ukraine aurait été dérobée par des groupes*

criminels. Les auteurs du communiqué n'ont trouvé aucune preuve de détournement d'armes livrées par les Occidentaux depuis 2022 ». Le média français ajoute que la majeure partie des armes sont volées dans le secteur russe[208].

Mais ce n'est pas ce que nous dit le site ukrainien Opendatabot. Au début septembre 2024, le site ne dénombrait pas moins de 270 945 armes « volées » ou « perdues » en Ukraine depuis le 24 février 2022. En faisant abstraction du fait qu'environ 25-30% des oblasts de Kherson, Zaporojie et Donetsk sont encore sous contrôle ukrainien, 54% des armes ont disparu dans les zones contrôlées par Kiev[209]. Ce qui tend à infirmer le mythe d'une ferme volonté de défense en Ukraine. La manière dont les Ukrainiens ont traité les Russes en Ukraine explique en grande partie pourquoi les forces russes n'ont pas rencontré de forte résistance dans l'est du pays. Cela serait probablement très différent dans la partie occidentale, même si là, les minorités roumaines et hongroises se joindraient probablement aux Russes contre les Ukrainiens pour les mêmes raisons.

Figure 47 – Structures pour la formation de la résistance populaire en Ukraine. Comme on le constate, son centre de gravité est situé vers la partie occidentale du pays.

En revanche, les armes disparues en Ukraine pourraient fort bien alimenter la criminalité européenne. En octobre 2022 déjà, le superintendent Christer Ahlgren de la Keskusrikospoliisi (KRP), le service de sécurité finlandais, confirme que certaines armes livrées à l'Ukraine ont trouvé le chemin de la Suède, du Danemark et des Pays-Bas pour alimenter des bandes criminelles[210].

Figure 48 – Manuel de Résistance Civile dans les Territoires Occupés *publié en mars 2022. C'est essentiellement un manuel pour la résistance non armée au niveau de la population ukrainienne. [https://tsn.ua/ato/yak-chiniti-sprotiv-okupantam-korisni-instrukciyi-vid-specpriznachenciv-2023729.html]*

Figure 49 – Dans son reportage du 7 février 2025, Euronews nous montre des habitants de Pokrovsk qui refusent de quitter la ville alors que les troupes russes sont encore à quelques kilomètres. Comme le déclare cet habitant, une grande partie de la population du sud et de l'est de l'Ukraine se considère comme russe. C'est la raison pour laquelle la résistance populaire n'a jamais vraiment joué un grand rôle dans le conflit.[https://fr.euronews.com/video/2025/02/07/pokrovsk-les-derniers-recalcitrants-refusent-de-quitter-la-ville-fantome-assiegee-par-les-]

Figure 50 – Groupes de résistance contre l'occupation russe. L'unité « Vengeance » a été créée par le GUR. L'armée des Partisans de Berdiansk a été active au début de l'opération russe, mais semble ne plus l'être.

Dès mars 2022, l'Ukraine a créé le Centre de la Résistance Nationale.

La stratégie ukrainienne est alors de placer la ZNPP au centre d'une bataille qui obligerait la communauté internationale à intervenir d'une manière ou d'une autre. C'est pourquoi, le 1er septembre 2022, le jour où une mission de l'Agence Internationale pour l'Energie Atomique (AIEA) vient l'inspecter, l'Ukraine lance une attaque de commandos contre la centrale, retardant le déploiement des experts. Elle tentera plusieurs attaques en septembre-octobre 2022, toutes infructueuses, qui mobilisent 600 hommes et des dizaines de barges pour franchir le Dniepr. Ces attaques se solderont par des dizaines, voire des centaines, de morts et nos médias n'y verront que de la désinformation russe. La RTS suisse suggérera même que la Russie cherche à utiliser la centrale pour « *faire un chantage au nucléaire* »[211] !

Ces « attaques » ne seront confirmées que six mois plus tard par le *Times* de Londres[212], puis en octobre 2023 par Kyrylo Budanov, chef du renseignement militaire ukrainien, qui avouera dans la presse ukrainienne avoir mené trois attaques sur la centrale[213]. En réalité, il s'agit d'une stratégie ukrainienne pour provoquer une intervention de l'OTAN, comme je l'avais déjà indiqué à l'époque. Les éléments concrets démontrant la responsabilité ukrainienne étaient connus, mais nos médias ont – une fois de plus – préféré développer des théories conspirationnistes afin de préserver leur narratif.

6.2.2. La lutte contre la collaboration

Fortement pilotée par les services de renseignement britanniques, la guerre de l'ombre menée par l'Ukraine n'est pas sans rappeler celle menée par le SOE en France, durant la Seconde Guerre mondiale avec toutefois quelques différences fondamentales.

Premièrement, c'est une guerre menée contre une occupation. Un peu comme la Résistance en France, elle ne fait pas réellement la différence entre civils et militaires : tous sont considérés comme des occupants ou des collaborateurs. C'est donc une véritable guerre qui est envisagée avec des attentats à la bombe, des assassinats et des enlèvements[214].

Deuxièmement, son action ne se limite pas au théâtre des opérations ukrainien, mais s'étend à l'ensemble de la planète. Depuis le 24 février 2022, 45 citoyens russes ont été assassinés dans le monde. Nous savons que c'est le travail des services spéciaux ukrainiens[215], comme l'a avoué Kyrylo Budanov, chef du Renseignement militaire ukrainien (GUR) en mai 2023[216] :

> *Tout ce que je dirai, c'est que nous avons assassiné des Russes et que nous continuerons à le faire partout dans le monde jusqu'à la victoire complète de l'Ukraine.*

Troisièmement, les cibles ne se limitent pas aux Russes, mais sont également des opposants politiques ukrainiens, naturellement qualifiés de « collaborateurs ». En octobre 2023, le *Washington Post* confirme ce que l'on savait déjà : les services ukrainiens assassinent des opposants ou des citoyens russes à travers le monde[217]. La presse ukrainienne le relève[218], mais pas celle de Suisse et de Belgique : il faut protéger le narratif. En France, les médias comme LCI en font même l'apologie[219]. Rappelons ici qu'il n'y a pas de « bon » ou de « mauvais » terrorisme. Il y a le terrorisme. À partir du moment où on justifie cette méthode quelque part, on la justifie partout. Voilà pour l'intégrité de LCI, la RTBF et bien d'autres.

Tout cela est en parfaite adéquation avec les « valeurs » défendues par nos pays et l'Union Européenne, qui n'ont jamais élevé la moindre protestation !

De même, aucun média occidental n'a condamné le site *Mirotvorets*, sorte de pilori numérique qui désigne ceux qui sont considérés comme des traîtres à la vindicte populaire. La pratique est punissable dans de nombreux pays[220], mais pas en Ukraine[221]. En octobre 2019, l'ONU et quelques pays européens ont demandé la fermeture du site[222], mais celle-ci a été refusée par la Rada[223]. De même, à Kherson, juste après l'arrivée des troupes ukrainiennes en octobre 2022, une liste des « *traîtres* » et des « *collaborateurs* » a été mise en ligne[224]. Elle contient les noms des journalistes, enseignants, fonctionnaires et autres, accusés d'avoir aidé la Russie.

Mais au-delà de cette dimension morale qui manque à nos journalistes depuis bien longtemps, il y a une question plus importante. Quels sont les objectifs d'une telle « stratégie », qui n'a aucun impact sur le déroulement des opérations ?

6.2.3. Guerre contre l'opposition ukrainienne

Dans un pays en guerre, ce qui semble évident en temps de paix peut avoir des conséquences dramatiques. Il en est certainement ainsi des libertés d'expression et de presse ainsi que des oppositions politiques. On peut dès lors assez bien concevoir qu'elles soient l'objet de certaines restrictions. C'est d'ailleurs le principe de ce que l'on appelle la loi martiale. En Ukraine, les médias d'opposition ont été interdits en 2021[225], l'Église orthodoxe russe canonique a été interdite en 2024[226], les partis d'opposition ont été interdits en 2022, et les livres en russe ont été retirés des bibliothèques publiques en 2022[227].

Le problème commence lorsque cette situation débouche sur l'emploi d'escadrons de la mort. Cette guerre intérieure contre l'opposition est un domaine largement ignoré de nos médias afin de protéger leur narratif.

C’est la partie visible de l’iceberg. La partie immergée est clandestine et plus dérangeante pour nos politiques.

L’assassinat politique devient non seulement routinier, mais accepté en Occident. Plusieurs parlementaires sont morts dans des circonstances encore peu claires[228] et naturellement les journalistes sont devenus des cibles privilégiées. Vyacheslav Veremiy (19 février 2014), Oles Bouzina (16 avril 2015) ou Pavel Cheremet (20 juillet 2016), tous défenseurs de l’identité russe en Ukraine ont été assassinés et/ou victimes d’attentats[229]. Naturellement, ces assassinats sont attribués à la Russie. Il en est ainsi de Pavel Cheremet, pour qui l’Assemblée parlementaire du Conseil de l’Europe voit la main de la Russie et du Bélarus[230]. Pourtant, l’enquête menée par le journal *Ukraïnskaya Pravda* tend à montrer la responsabilité du SBU[231].

Dès juillet-août 2022, on observe en Ukraine une campagne d’épuration (lire : élimination) menée par le service de sécurité (SBU) dans les territoires occupés par la coalition russophone. Il s’agit d’une campagne terroriste qui vise des personnalités et des fonctionnaires ukrainiens pro-russes. Elle arrive à la suite d’importants changements à la tête du SBU[232], à Kiev[233] et dans les régions, notamment à Lvov, à Ternopol[234] depuis juillet. Il s’agit alors d’éliminer les Ukrainiens russophones accusés de soutenir la Russie.

Le 25 février 2022, les Russes progressent de manière spectaculaire, détruisant en un jour l’essentiel des capacités militaires critiques de l’Ukraine. Comprenant que les choses ne se déroulent pas comme prévu et tournent au désavantage de l’Ukraine, Volodymyr Zelensky appelle à des négociations[235]. Il contacte Igniazio Cassis, ministre suisse des Affaires étrangères, afin d’organiser une médiation et une conférence de paix[236]. C’est le point de départ d’un premier cycle de négociations à Gomel, à la frontière du Bélarus le 27 février.

Mais l’Union Européenne ne l’entend pas de cette oreille et refuse qu’il y ait un processus de négociation. Elle intervient auprès de Zelensky et lui

offre un premier paquet d'armes de 450 millions d'euros pour l'inciter l'Ukraine à poursuivre le combat[237].

C'est à ce moment que des politiciens occidentaux fanatiques et sans foi ni loi interviennent pour radicaliser une situation que Zelensky voulait calmer et qui aurait pu préserver des dizaines de milliers de vies humaines. Il en est ainsi du ministre luxembourgeois des Affaires étrangères, Jean Asselborn (2 mars 2022)[238], et du sénateur républicain Lindsay Graham (4 mars 2022)[239], qui appellent au meurtre de Vladimir Poutine. Quelques jours plus tard, une tentative est menée par les services spéciaux ukrainiens, comme l'avouera Kyrylo Budanov, directeur du GUR en mai[240].

Rapidement diffusés dans les médias, ces appels au meurtre ne sont pas de vains mots, mais l'expression d'une politique nauséabonde qui nie le droit international et légitime les crimes les plus odieux. Dans l'atmosphère très polarisée du moment, où l'on rend la Russie responsable de tous les maux de la planète, ils constituent un blanc-seing pour une campagne d'élimination menée par les services ukrainiens, désormais convaincus – à juste titre – de leur impunité.

S'engage alors une « chasse aux sorcières » en Ukraine, qui vise ceux qui soutiennent le processus de négociation ou ceux qui cherchent à dialoguer avec les troupes russes[241] :

- le 2 mars 2022, Vlodymyr Struk, maire de Kreminna, près de Severodonetsk, est éliminé par le SBU après avoir établi des contacts avec les Russes[242]. La presse anglo-saxonne en parle[243], mais aucun journaliste francophone ne condamne ;
- le 5 mars, Denis Kireyev, membre du GUR et négociateur ukrainien à Gomel, est assassiné par le service secret ukrainien (SBU), car jugé trop favorable à la Russie et comme traître[244], comme le dévoilera plus tard Kyrylo Budanov, directeur du GUR[245] ;
- le 7 mars, c'est Yuriy Prilipko, maire de Gostomel, qui est assassiné après avoir voulu négocier une évacuation de civils avec les Russes[246] ;

- le 10 mars, Dmitry Demyanenko, ex-chef adjoint de la Direction principale du SBU pour Kiev et sa région, lui aussi trop favorable à un accord avec la Russie, est assassiné dans sa voiture[247] ;
- le 27 mars 2022, Oleksandr Rzhavskyy, ancien député de la Verkhovna Rada, connu comme étant proche des milieux russes en Ukraine, est retrouvé mort à Boutcha[248].

Figure 51 – Exécution de Dmitry Demyanenko le 10 mars 2022, à 17 heures, dans le district de Darnitsky à Kiev. [https://x.com/SprinterObserve/status/1502044550495412228]

Un mois plus tard, le même scénario se reproduit. Volodymyr Zelensky fait une proposition à la Russie, qui comprend la neutralité de l'Ukraine, l'interdiction d'armes nucléaires sur son territoire, la résolution non-violente de la situation de la Crimée et de Sébastopol, l'identification des régions de Donetsk et de Lougansk comme des « zones séparées », le renoncement à une adhésion à l'OTAN et au déploiement de bases et de contingents militaires étrangers sur son territoire[249]. Les Russes sont prêts à la discuter et on s'attend à une résolution de la crise[250]. Mais Boris Johnson et l'Union Européenne interviennent pour que Zelensky se retire de la négociation. Zelensky échange la paix pour son pays contre une aide occidentale « pour aussi longtemps qu'il le faudra ». Les Occidentaux sont devenus le principal obstacle à la paix[251].

6.2.4. Le terrorisme contre la population russe

Dès 2023, l'Ukraine envisage de s'attaquer au territoire russe lui-même. Les Américains y sont opposés, car ils sont fortement impliqués dans la conduite des opérations en Ukraine et ne veulent pas l'escalade du conflit vers la confrontation nucléaire. La journaliste russe Darya Dugina est éliminée le 21 août 2022 (à la satisfaction des journalistes de la chaîne française LCI[252]). Les Américains soupçonneront très vite les services de sécurité ukrainiens[253]. On retrouve le même phénomène huit mois plus tard, avec l'assassinat du journaliste blogueur Vladlen Tatarsky, le 1er avril 2023 à Saint-Pétersbourg.

Parallèlement, l'Ukraine engage des drones contre Moscou et certaines villes de Russie, comme à Belgorod (à proximité de la frontière). Ces attaques ciblent des civils, comme le constate le *New York Times*[254] :

> *Bien que l'objectif de l'Ukraine en zone urbaine semble, jusqu'à présent, davantage être d'instiller la peur que de provoquer des effusions de sang ou des destructions à grande échelle, les images de plusieurs attaques contre des dépôts pétroliers montrent des structures en flammes, ce qui indique des dommages significatifs.*

« Instiller la peur » est bien un synonyme de « terroriser ». Les drones s'inscrivent donc dans la continuité des attentats contre Darya Douguina et Tatarsky ainsi que l'élimination de nombreuses personnalités russes dans le monde. Ce n'est rien d'autre que du terrorisme international, qu'aucun pays occidental n'a condamné : on le condamne lorsqu'il vient du Moyen-Orient, mais on le tolère lorsque nous le pratiquons !

Selon *Newsweek*, ces attaques contre la population civile auraient trois objectifs[255] :

- rappeler à la population russe qu'elle est en guerre ;
- montrer que « *la capacité d'adaptation et l'ingéniosité augmentent d'une manière que les Russes ne peuvent pas espérer égaler, tout en réduisant au minimum le risque de pertes civiles* » ;

- montrer que le gouvernement russe est incapable de protéger sa population.

De même, selon Keir Giles, expert de Chatham House à Londres[256] :

L'Ukraine a constaté que l'opinion et l'attitude de la population russe à l'égard de la guerre constituent l'un des domaines clés qu'elle doit cibler pour mettre fin à la guerre.

L'objectif est donc de toucher l'opinion publique russe, afin qu'elle agisse sur le gouvernement pour faire cesser l'intervention en Ukraine.

A priori, on pourrait dire qu'il n'y a pas de différence à larguer une bombe sur Kiev ou sur Moscou. Pourtant, il y a en a une : Kiev est située dans un théâtre d'opérations, alors que Moscou ne l'est pas. Même en admettant que l'Ukraine ait défini l'ensemble du territoire russe comme théâtre d'opérations, on ne voit pas exactement comment ces actions auraient un impact sur la conduite de ses propres opérations. En d'autres termes, l'Ukraine ne cherche pas à améliorer l'efficacité opérationnelle de ses troupes, mais a une démarche purement politique : en frappant la population civile à répétition, elle cherche à déstabiliser le système politique. C'est la définition du terrorisme.

Depuis la seconde moitié de 2023, la conduite ukrainienne est dans un dilemme : elle refuse de reprendre les négociations qu'elle a interrompues avec la Russie en 2022, mais elle doit montrer qu'elle garde l'initiative sans avoir les moyens de le faire à travers des opérations militaires conventionnelles.

En septembre 2023, lors d'une interview à CNN, Volodymyr Zelensky déclare[257] :

Et si le peuple russe est en danger, s'il n'a pas une vie confortable, s'il vit sans énergie, comme notre peuple, il comprendra le prix de la guerre et n'en sera pas satisfait. Et il commencera à exercer une influence sur

lui, sur Poutine. C'est pourquoi j'ai dit qu'il fallait rendre l'Ukraine forte et vous verrez qu'il s'assiéra et négociera.

Une déclaration qui mérite d'être comparée à la logique de l'État Islamique, expliquée dans la vidéo d'allégeance et de revendication avant son attentat de Khamzat Azimov, en mai 2018[258] :

[…] C'est vous qui avez commencé à bombarder l'État Islamique, là je m'adresse à la France et à ses citoyens, c'est vous qui avez commencé à tuer les musulmans, et après quand on vous donne une réponse, quand on riposte, vous pleurez. Si vous voulez que cela s'arrête, faites pression sur votre gouvernement ! Je ne suis pas le premier à vous le dire. D'autres frères avant moi avant d'agir, qui sont sur place là-bas, vous l'ont déjà dit, mais vous avez refusé d'écouter […]

Il y a une logique. L'Ukraine se trouve dans la même situation stratégique que l'EI : n'étant pas en mesure d'apporter une réponse opérationnelle directe, elle utilise une stratégie indirecte, qui consiste à pousser la population civile à se retourner contre les décisions du gouvernement russe[259]. En fait, c'est une autre manière de réaliser ce que les sanctions occidentales n'ont pas réussi à faire. Comme le constate le magazine américain *Newsweek*, l'Ukraine a suivi l'exemple de l'État Islamique[260] en Syrie.

En décembre 2023, alors que la « contre-offensive » ukrainienne apparaît définitivement comme ayant été un échec, le général Mark A. Milley, alors chef de l'état-major interarmées des États-Unis, déclare[261] :

Aucun Russe ne devrait pouvoir s'endormir sans se demander s'il va se faire égorger au milieu de la nuit.

La remarque n'est pas seulement prémonitoire : c'est un plan. L'échec de la contre-offensive montre aux Ukrainiens (et aux Occidentaux) qu'ils ne peuvent envisager une victoire de manière conventionnelle. Volodymyr Zelensky déclare que les Russes doivent désormais « sentir la guerre »[262]. À

partir de ce moment, les attentats terroristes contre la Russie se multiplient, avec l'approbation des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne et de la France.

En avril 2024, lors de réunions avec des politiciens américains, les services de renseignement ukrainiens ont reconnu que l'Ukraine ne pouvait pas gagner une guerre conventionnelle contre la Russie et qu'il fallait passer à une stratégie de « guerre asymétrique » sur le territoire russe[263]. Une « stratégie asymétrique », dans le jargon politico-militaire occidental, signifie passer à une stratégie basée sur le terrorisme.

Le 17 décembre 2024, l'attentat à la bombe à Moscou, contre le lieutenant-général Igor Kirillov revendiqué par le SBU ukrainien, n'a été condamné par aucun pays occidental[264]. Le 25 avril 2025, un attentat à la bombe similaire a tué le lieutenant-général Yaroslav Moskalik, adjoint du directeur des Opérations de l'État-major général russe.

Or, cela ne semble pas alarmer les dirigeants occidentaux, qui acceptent donc l'emploi du terrorisme contre les populations civiles d'autres pays. Joe Biden, Anthony Blinken, Ursula von der Leyen, Emmanuel Macron, Ignacio Cassis, Annalena Baerbock, Olaf Scholz, Josep Borrell, Kaja Kallas et bien d'autres sont clairement des dirigeants qui soutiennent le terrorisme…

Aucun de nos journalistes ou politiciens occidentaux n'a condamné ces méthodes ! Bien au contraire. Nos médias officiels en ont fait l'apologie. Ni plus ni moins. Or, il n'y a pas de bon ou de mauvais terrorisme. Quelles qu'en soient les raisons, le terrorisme est… du terrorisme. C'est une méthode, et c'est l'usage de cette méthode que nous devons combattre. Le terrorisme islamiste et le terrorisme ukrainien ont en commun la raison (une intervention étrangère), la méthode et l'objectif (pousser la population à se retourner contre ses autorités). La combattre lorsqu'elle est utilisée contre nous, mais la tolérer – pour ne pas dire l'encourager – lorsqu'elle est utilisée contre d'autres est inacceptable.

Nous sommes dans cette situation paradoxale que condamner les crimes d'Israël, reconnus comme crimes contre de guerre et contre l'humanité par

les Nations Unies, est considéré comme du terrorisme en Suisse[265], alors que les actes effectivement terroristes de l'Ukraine ne sont pas même condamnés politiquement.

En inventant des complots islamistes, *nos* journalistes, payés par le service public, inspirent les terroristes d'extrême-droite, comme Anders Breivik (auteur de la tuerie d'Utoya, le 22 juillet 2011)[266]. Aujourd'hui, ils font l'apologie du terrorisme ukrainien… Il y a une logique.

6.2.4.1. L'attentat de Krasnogorsk (22 mars 2024)

Le 22 mars 2024, l'attentat au centre commercial KROKUS de Krasnogorsk est présenté comme un attentat de l'État Islamique – Province du Khorasan (EI-PK). Un groupe d'attaquants fait irruption dans une salle de concert du KROKUS City Hall et mitraille les familles présentes, laissant 137 morts, avant de prendre la fuite en direction de l'Ukraine.

Figure 52 – Texte de la revendication de l'attaque de Krasnogorsk. Sans entrer dans les détails afin de ne pas faciliter le travail de futurs apprentis sorciers, le texte n'a ni le format ni la formulation des revendications habituelles et sa construction reflète la perception occidentale du terrorisme. Il s'agit selon toute vraisemblance d'un faux destiné à écarter les soupçons des vrais auteurs de l'attentat[267].

Le texte de la revendication est :

> *Une source de sécurité pour l'agence de presse Amaq : les combattants de l'État islamique ont attaqué un grand rassemblement de chrétiens dans la ville de Krasnogorsk, à la périphérie de la capitale russe Moscou, tuant et blessant des centaines de personnes et causant d'importants dommages au lieu avant de se replier vers leurs bases en toute sécurité.*

Il n'y a aucune mention de la raison pour laquelle l'attaque a été menée. Or, l'EI a *toujours* donné une raison claire à ses attaques, car elles visent

toujours une action concrète du pays-cible. Il est essentiel de comprendre que l'EI n'a *jamais* mené des attentats sans raison, par simple haine de l'Occident, pour le simple « plaisir » d'éliminer des « chrétiens » ou même par vengeance.

Tous les attentats de l'EI avaient :

- un objectif opératif : pousser la population (française, allemande, suédoise, etc.) à exiger de son gouvernement le retrait de ses forces armées du Moyen-Orient ;
- un objectif stratégique : le retrait des forces occidentales du Moyen-Orient.

C'est pourquoi, d'une part, l'EI donne toujours des explications claires sur ses motifs et, d'autre part, ses attaques sont répétitives, jusqu'à ce que le résultat recherché soit obtenu[268].

En France, par exemple, ce qui a provoqué la vague d'attentats de 2015-2017 était la participation de militaires français aux frappes en Irak, décidée par François Hollande en septembre 2014, puis en Syrie. Le gouvernement français d'alors (Hollande/Valls) *savait* que cette participation pouvait déclencher des actes terroristes en France.

Les explications des motifs et des objectifs des attaques terroristes (et assumées comme telles par l'EI) ont été systématiquement censurées par un gouvernement qui cherchait à se protéger. C'est pourquoi Manuel Valls a déclaré qu'« *expliquer, c'est excuser* » [269] et a propagé l'idée que la France avait été frappée « *pour ce qu'elle est et non pour ce qu'elle fait* »[270]. Cette perception que les islamistes frappent sans raison a été renforcée par la définition d'actes communautaristes (les affaires Mohammed Merah, Samuel Paty ou Dominique Bernard) en actes terroristes. Les mêmes acteurs utiliseront exactement la même démarche pour justifier la réponse israélienne contre la population civile de Gaza dès octobre 2023, malgré les accusations de crime de guerre et de plausible génocide. Voilà la valeur de nos journalistes, politiciens et magistrats.

La raison pour laquelle le terrorisme s'est développé et se perpétue dans nos pays est que ceux qui sont chargés de le combattre (et de le punir) n'ont jamais cherché à en comprendre les mécanismes. À aucun moment, les politiciens français n'ont remis en question la pertinence du soutien militaire apporté aux États-Unis en Irak, ni même cherché des actions alternatives à la force brute contre des populations civiles. Dès lors, la lutte contre le terrorisme a généré du terrorisme au lieu de l'éliminer. En clair, les services responsables du contre-terrorisme et la magistrature font partie du problème.

L'attaque de Krasnogorsk en est l'illustration. Pratiquement, aucune de ses caractéristiques ne correspond à la pratique des terroristes de l'EI. Le mode de recrutement, ses motivations, sa communication et même son implication ne collent pas avec ce que les experts connaissent de l'EI. Strictement aucun élément ne permet de dire qu'il a été conçu par un ou des islamistes. Il a toutes les caractéristiques d'un attentat sous faux drapeau, qui cherche à imiter un attentat djihadiste. C'est exactement pourquoi cela alimentera le conspirationnisme, comme *Le Figaro* qui suggère que l'attentat aurait pu être commis par les « *services spéciaux russes* » eux-mêmes, tout en soulignant qu'il n'y *« a pas d'indication à ce stade* » d'une implication ukrainienne[271].

Le site de désinformation EURACTIV déclare que l'accusation de la Russie contre l'Ukraine est une falsification, car les islamistes ont revendiqué l'attentat[272]. Mais EURACTIV, ne conteste pas le *Centre de Lutte contre la Désinformation* (TsPD) ukrainien lorsqu'il déclare le 23 mars qu'il s'agit d'une opération des services russes[273], afin de justifier une prochaine mobilisation générale[274].

De manière assez ironique, Marie Mendras, professeure à Sciences Po Paris, interrogée par la RTS suisse, après avoir tenté de démontrer que l'attentat était le fait de l'État Islamique, déclare que beaucoup de Russes *« se sentent en insécurité et [qu'ils] comprennent que la décision de Poutine d'aller agresser l'Ukraine il y a deux ans les a mis eux tous en Russie en insécurité*. »[275]. Autrement dit, elle fait elle-même le lien de cause

à effet avec l'Ukraine. Mais elle n'explique pas pourquoi des islamistes venus du Pakistan auraient fait le trajet jusqu'à Moscou pour risquer leur vie pour l'Ukraine.

En réalité :

- ce que l'on appelle la « revendication » de l'État islamique ne correspond pas au format de ses revendications, et même le média ukrainien RBC estime qu'il s'agit d'un faux[276] ;
- la « revendication » évoque l'État islamique de la Province du Khorasan, qui n'est pas une branche de l'État islamique, contrairement à ce que l'on pourrait penser, mais qui est une branche apparue de manière spontanée aux confins de l'Afghanistan et du Pakistan, formée par des éléments radicaux du Tehrik-e Taliban Pakistan (TTP). Ces éléments n'ont jamais combattu les Russes et leurs griefs à l'égard de la Russie sont inexistants ;
- sans entrer dans les détails, les documents produits avant l'attaque, avec des moyens significatifs, démontrent que les terroristes n'étaient pas des musulmans pratiquants, ni même familiers avec des notions de base de l'islam.

Sur d'autres éléments que nous ne mentionnerons pas ici, on constate que l'attentat de Krasnogorsk n'est en fait qu'une mauvaise « copie », dont les défauts ne s'expliquent que par la manière dont nos services de renseignement comprennent le terrorisme. En clair, il n'a été qu'une imitation probablement créée par un ou des services de renseignements occidentaux. Ses caractéristiques suggèrent qu'il a été conçu par quelqu'un qui voit le terrorisme « à l'Occidentale » comme une fatalité.

La RTS suisse accuse la Russie d'avoir ignoré les avertissements américains[277]. En réalité, l'ambassade américaine de Moscou avait déjà annoncé un attentat terroriste à Moscou le 20 février 2022, mais rien ne s'est passé. Le ministère des Affaires étrangères russe a alors protesté contre ces avertissements lancés sans raison[278]. Puis, l'ambassade américaine a

lancé un autre avertissement le 7 mars 2024, valable pour 48 heures, pour une attaque « imminente »[279]. Finalement, l'attentat s'est déroulé deux semaines plus tard.

La RTS suisse affiche le même conspirationnisme que ceux qui attribuent les attentats du 11 septembre 2001 à la CIA ou à d'autres. En réalité, l'avertissement émis par les Américains était beaucoup trop vague pour permettre d'agir[280].

Le ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgu, suggère que la France aurait participé à l'attentat[281]. Cette accusation est difficilement vérifiable, mais on peut aisément supposer que si des services français avaient été impliqués, compte tenu de la manière dont ils comprennent le terrorisme djihadiste, on constaterait exactement les mêmes erreurs que celles observées à Krasnogorsk.

Toutefois, si le drapeau n'est pas clair, il est parfaitement crédible d'y voir une implication occidentale. Cette crédibilité est encore renforcée par l'énergie déployée en Occident pour faire accréditer la responsabilité des islamistes. La fuite des terroristes en voiture en direction de l'Ukraine et leur interception dans l'oblast de Briansk tendent à confirmer une opération impliquant l'Ukraine et des structures criminelles en Russie[282].

6.2.4.2. Les attaques de missiles dans la profondeur de la Russie

Le but de l'administration Biden n'était pas de détruire la Russie militairement, ce qui était manifestement hors de la portée de l'Ukraine, mais de la déstabiliser et l'isoler politiquement. Il s'agissait donc de la maintenir dans le conflit suffisamment longtemps pour qu'elle s'épuise, tout en évitant une escalade qui aurait pu impliquer directement l'OTAN, et par conséquent les États-Unis. Le souci de l'administration Biden était donc d'éviter une escalade, notamment en interdisant les frappes ukrainiennes sur le territoire russe.

Le 10 mai 2024, la Russie lance une offensive dans le secteur de Kharkov afin de sécuriser sa frontière et éviter les incursions de commandos sur son territoire. Biden abandonne alors sa « ligne rouge » et charge les généraux

Cavoli, commandant de l'US European Command, et Aguto, commandant du *Security Assistance Group–Ukraine*, de créer une « ops box » (boîte opérationnelle), une zone sur le sol russe dans laquelle les Ukrainiens pourraient tirer avec des armes fournies par les États-Unis et où Wiesbaden pourrait soutenir leurs frappes.

Au mois de mai 2024, après l'offensive russe sur Kharkov, les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne ont donné leur accord pour l'emploi de leurs armes contre des objectifs situés sur le territoire russe[283]. Il s'agissait alors de donner à l'armée ukrainienne la capacité de frapper des postes de commandement, des positions d'artillerie ou des dépôts de munitions sur les arrières russes[284]. Bien qu'aucune distance n'ait été officiellement annoncée, il était généralement admis que cette autorisation concernait une zone (« ops box ») de 50 à 60 km le long de la frontière et excluait des frappes sur des villes comme Moscou.

Il faut rappeler que selon l'International Institute for Strategic Studies (IISS) la probablement majeure partie des ATACMS fournis à l'Ukraine sont des M39 Block 1 de 1997, dont la portée maximale est de 165 km[285]. En général, pour protéger le lanceur, ces missiles sont engagés à une distance de la ligne de front égale aux deux tiers de leur portée. En d'autres termes, les lanceurs sont à environ 100-120 km de la ligne de front et la profondeur des frappes est donc de 40-65 km. C'est ce que l'on a observé jusqu'à aujourd'hui, à l'exception de la frappe sur Briansk.

Avec la situation qui se dégrade, Zelensky a demandé à ses alliés occidentaux l'autorisation d'utiliser ses armes encore plus profondément (300 km pour les ATACMS américains et 500-550 km pour les STORM SHADOW/SCALP britanniques et français). L'Ukraine pourrait ainsi menacer des villes russes jusqu'à Moscou environ. Cette capacité de frapper dans la profondeur opérative/stratégique de la Russie faisait parte de son « plan pour la victoire ».

Zelensky voulait en discuter avec Washington en septembre 2024 en marge de l'Assemblée Générale de l'ONU. Mais Biden a repoussé cette discussion à la réunion du Groupe de Ramstein, alors prévue pour la mi-

octobre. En octobre, Biden a ajourné la réunion de Ramstein, sans que la demande de Kiev soit discutée. Malgré les demandes répétées de Zelensky et du Premier ministre britannique Keir Starmer, Joe Biden a continué de refuser d'autoriser l'emploi des ATACMS dans la profondeur du territoire russe.

Pourtant, depuis le 17 novembre 2024, la presse occidentale (et de nombreux commentateurs « géopolitiques ») prétend que Biden a décidé d'autoriser l'engagement de missiles à longue portée contre la Russie. Le 19 novembre, un tir de missiles ATACMS non loin de Briansk à 120 km de profondeur semble confirmer ce changement.

En fait, un article du *New York Times* paru le 27 décembre montre qu'il n'y a pas eu deux décisions (en mai, puis en novembre 2024), mais une seule en mai. Comment cela peut-il s'expliquer ?

Il semble que l'Ukraine ait tenté d'attirer les États-Unis dans une situation de « fait accompli », afin de forcer Biden à prendre une décision. Les États-Unis sont un peu prisonniers de Zelensky. Avouer que l'Ukraine est un acteur imprévisible qui « désobéit » pourrait dissuader les autres pays occidentaux de continuer à l'aider. C'est pourquoi les Américains ont décidé de jouer avec cette incertitude. Mais c'est un jeu dangereux, car l'Ukraine est dans une situation qui la pousse à multiplier les actes désespérés. L'attaque sur Briansk n'est qu'un exemple qui illustre que l'Ukraine est prête à franchir les lignes rouges de Washington. On l'a déjà vu auparavant avec les attaques contre des radars d'alerte lointaine russes VORONEJ (22 mai), des raffineries de pétrole russes (juin) et contre Koursk (6 août)[286].

Par ailleurs, en septembre 2024, Zelensky avait déclaré à Donald Trump que l'Ukraine était prête à produire ses propres armes nucléaires si elle n'était pas admise dans l'OTAN. Une déclaration qui n'est probablement pas simplement une fantaisie si l'on considère que l'Ukraine a également entrepris de produire des missiles HRIM-2 (GROM-2) qui pourraient atteindre Moscou.

L'attaque sur Briansk du 19 novembre 2024 a été la plus profonde menée contre le territoire russe avec des missiles occidentaux. C'est la raison pour laquelle, le 21 novembre, Vladimir Poutine a décidé d'utiliser le missile hypersonique ORESHNIK, notamment sur l'usine de Youjmash à Dniepropetrovsk, qui participe à la production du missile HRIM-2. C'est donc un message à l'Ukraine, mais aussi aux Américains, afin qu'ils reprennent le contrôle de Zelensky.

Les décisions occidentales ne sont clairement pas destinées à avoir un impact opérationnel et à renforcer la position de l'Ukraine. Ainsi, en avril 2025, le chancelier allemand, Friedrich Merz, propose de livrer des missiles de croisière TAURUS à l'Ukraine, ce que son prédécesseur Olaf Scholz avait refusé de faire. L'idée de Merz est de frapper le pont de Kertch afin « *de placer enfin l'Ukraine stratégiquement […] en avance sur la situation* » [287]. Ce pont est devenu l'obsession des dirigeants occidentaux. Pourtant, un an plus tôt, le directeur du SBU avait déclaré que le pont n'était plus utilisé par les Russes à des fins militaires[288]. Merz cherche donc à frapper les populations civiles : lui et son parti ont déjà créé du terrorisme en Allemagne, maintenant, ils l'exportent !

6.2.4.3. Campagne terroriste contre des navires civils

Depuis la fin 2024, on observe une série d'attaques contre des navires de marine marchande liés au transport de produits pétroliers dans les mers européennes. Selon la Lloyd's, ces attaques suivent un schéma d'attaques délibérées[289] :

- le 24 décembre 2024, l'*Ursa Major*, un cargo appartenant à la compagnie Oboronlogistika, spécialisée dans le transport de matériel de construction et affiliée au ministère russe de la Défense, coule après l'explosion de trois engins explosifs sous la ligne de flottaison la veille[290] ;
- fin janvier 2025, le pétrolier *Seacharm*, appartenant à la compagnie grecque Thenamaris, est endommagé par une explosion sous sa

ligne de flottaison dans le port turc de Ceyhan ;

- le 9 février, le *Koala*, un pétrolier appartenant à la compagnie Suezmax fait l'objet d'explosions dans le port d'Ust-Luga[291] ;
- le 15 février 2025, dans le port de Savone, en Italie, deux explosions endommagent le pétrolier *Seajewel*, appartenant à la compagnie grecque Thenamaris[292]. Le parquet de Savone a ouvert une enquête pour acte de terrorisme[293] ;
- le 19 février 2025, le navire-citerne *Grace Ferrum* est secoué par des explosions au large de la Libye[294].

Les auteurs de ces attaques ne sont pas connus, mais les soupçons se portent sur l'Ukraine, qui a les motifs, et le Royaume-Uni, qui a les ressources. Elles visent les navires russes dits de sa « flotte fantôme ». Ce terme très romanesque ne cache pourtant rien de clandestin ni d'illégal. En fait, ce que l'on appelle « flotte fantôme » est l'ensemble des navires utilisés par la Russie et qui ne sont pas assurés par des compagnies occidentales (comme la Lloyd's). Les Européens n'ont pas placé de sanctions contre les exportations de céréales ou d'engrais russes. En revanche, ils interdisent aux compagnies d'assurance européennes d'assurer ces transports. Les navires qui transportent des produits dérivés du pétrole présentent évidemment des risques de causer des marées noires ou des catastrophes du même genre, ce qui limite le nombre de compagnies d'assurance capables de traiter de tels risques. Les Russes ont donc dû trouver des mécanismes d'assurance alternatifs qui contournent le monopole historique des Britanniques dans ce domaine. Il s'agit d'assurances garanties par le gouvernement russe.

6.2.4.4. L'exploitation des rivalités communautaires

L'annexion de la Crimée par la Russie en 2014 a été rejetée par les pays occidentaux et reste le principal motif avoué du durcissement des relations entre l'Occident et la Russie. Les éditoriaux fustigeant la politique expansionniste du président Poutine se sont multipliés, mais le plus souvent

en occultant une partie de la question, en insistant sur l'illégitimité de l'héritage russe en Crimée, le sort des Tatars et leur déportation sous le régime soviétique. Comme souvent, on crée des réalités factices à partir de réalités tronquées et d'omissions volontaires. En effet, bien peu ont relevé que l'Ukraine avait, durant les vingt ans précédents, bafoué les droits de la Crimée, et personne en Europe ne s'en était préoccupé.

Arrivés au XIIIe siècle avec les Mongols, les Tatars règnent dans la péninsule jusqu'au XVe siècle, lorsque l'Empire ottoman crée le khanat de Crimée. Sa principale activité économique est le trafic d'esclaves au profit du monde musulman. Au XVIIIe siècle, à l'issue de la guerre russo-turque, la Crimée est cédée à la Russie, qui abolit l'esclavage et encourage le retour des populations qui avaient fui la péninsule afin d'y échapper.

Aujourd'hui, le sort de la communauté tatare est fréquemment utilisé pour stigmatiser le rôle de la Russie. En 2016, le Grand Prix de l'Eurovision est accordé à l'Ukrainienne Jamala qui chante la déportation des Tatars, par les Soviétiques en 1944. Le site Geopolis explique qu'« *une minorité de Tatars aurait apparemment collaboré avec les nazis* »[295]. Le mot « apparemment » tend à suggérer qu'il pourrait s'agir d'une fausse information : on minimise le rôle de la collaboration des Tatars avec les nazis[296].

Comme nous l'avons vu avec le rapport de la CIA de 1957, « les quelque 300 000 Tatars occupant les montagnes de Crimée et certains districts des steppes du nord ont fourni une aide importante aux forces allemandes, tuant entre 70 000 et 120 000 Russes, y compris des prisonniers de guerre ». Ainsi, contrairement à ce que racontent les médias français, les multiples dizaines de milliers de Tatars volontaires formaient sept grandes unités de la Waffen SS[297]. En 1944, après les avoir encerclés en Crimée, Staline a voulu les éloigner du front en les déportant vers l'est. Après une première réhabilitation approuvée le 5 septembre 1967[298], ils ne seront autorisés à retourner en Crimée qu'au début des années 1980.

En 1954, Nikita Khrouchtchev (qui était ukrainien) attribue la Crimée à l'Ukraine. Ce transfert au sein de l'URSS n'est alors ratifié ni par le

Parlement (Soviet Suprême) de Russie, ni par celui de l'Ukraine, ni par celui de l'URSS.

Le 20 janvier 1991, bien avant l'indépendance de l'Ukraine, alors que l'on sent venir la fin de l'URSS, les Criméens sont invités à choisir par référendum de rester avec Kiev ou de revenir à la situation d'avant 1954 et d'être administrés par Moscou. Ils décident à 93,6 %[299] d'être rattachés à Moscou, et la Crimée devient la *République socialiste soviétique autonome de Crimée* (RSSA Crimée). C'est le premier référendum d'autonomie en URSS. Deux mois plus tard, le 17 mars, Moscou organise un référendum pour le maintien de l'Union, qui sera accepté par l'Ukraine, validant ainsi le nouveau statut de la Crimée.

Le 26 février 1991, sur décision de son parlement, la RSSA de Crimée devient la République de Crimée, et l'indépendance est proclamée le 5 mai 1992[300]. Les tensions avec Kiev s'accroissent et aboutissent à un coup de force qui renverse le gouvernement de Crimée et l'abolition de la Constitution de la Crimée par les forces spéciales de Kiev.

Le 24 août, la Rada de Kiev adopte un décret en vue de l'indépendance de l'Ukraine, qui est entérinée par référendum le 1er décembre 1991. La participation des Criméens est alors faible, car pour eux le problème est déjà réglé : la Crimée est autonome.

Après les émeutes et la brutale répression des habitants du sud de l'Ukraine, qui voulaient maintenir leurs droits contre les décisions du nouveau gouvernement non élu du pays, les autorités de Crimée organisent un référendum le 16 mars 2014 pour demander leur rattachement à la Fédération de Russie et revenir à la situation de 1992.

Dès 2014, les Occidentaux tentent d'attiser les tensions entre communautés, afin de provoquer une sécession de la Crimée. Des institutions comme la NED et USAID financent des groupes comme le Crimean Tatar Resource Center (CTRC), qui soutient les actions politiques de la population tatare en Crimée. Le rapport d'activité du CTRC pour 2022 montre que 66% de son financement vient des structures de Georges Soros,

18% de l'USAID, 2% de l'OTAN, et que seulement… 0,86€ vient de sa communauté[301] !

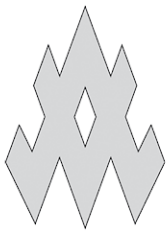


Figure 53 – Le groupe de combat ATESH est un produit du GUR. Il mène des actions dans les secteurs de Kherson et Zaporojie, mais également dans les régions de Moscou et d'Ekaterinbourg.

Le groupe ATESH (« FEU »)[302] a été formé en septembre 2022 par le Service de Renseignement Militaire (GUR) en s'appuyant sur des nationalistes tatars. Le groupe mène des actions de reconnaissance et des attentats dans les régions de Moscou, de Rostov-sur-le-Don ou Ekaterinbourg[303] et fournit des informations au GUR[304].

L'étendue de sa zone opérationnelle montre qu'il ne s'agit pas d'un mouvement de résistance s'appuyant sur les populations locales dans les zones occupées par la Russie. Il s'agit plutôt d'un groupe de saboteurs au service des services secrets ukrainiens et – apparemment – américains, pour mener des actions terroristes contre des objectifs civils dans les grandes villes de Russie.

Selon le *Kyiv Post*, ATESH aurait infiltré les forces russes, notamment en profitant des campagnes de recrutement dans les zones russes[305]. Rien cependant ne permet de confirmer ces informations.

6.2.4.5. Engagement des mouvements d'extrême-droite russes

L'incapacité à lancer sa contre-offensive promise dès l'été 2022 a poussé le commandement ukrainien à mener des raids en territoire russe, qui auraient fait 13 morts civils[306]. Le plus important de ces raids a été mené le 22 mai 2023 contre des villages, situés à proximité de la frontière ukrainienne dans l'oblast de Belgorod. Son objectif était double : montrer que la population russe était mal protégée par son gouvernement[307] et, plus

vraisemblablement – comme l'affirme le gouvernement russe – créer un sentiment de victoire après la chute de Bakhmout[308].

Nos médias ont clairement évité de donner des détails sur la nature des attaquants, pourtant issus de la mouvance ultranationaliste et néo-nazie et leurs idéologies nauséabondes. Comme le fait la *RTS* suisse, il s'agit de légitimer une action d'extrémistes qui cherchent à « *mettre fin à la dictature du Kremlin* »[309].

Avec les yeux d'un Suisse, on peut probablement discuter la démocratie russe, comme celle de la France d'ailleurs. Mais il est surprenant que dans cette démarche, on soutienne une opposition à Vladimir Poutine, que l'on reconnait être liée à l'extrême-droite néo-nazie[310] !

En effet, ce que nos médias omettent de mentionner est que les raids ont été menés par plusieurs groupes de la droite radicale russe : la *Légion « Liberté de la Russie »* (LLR) (ou *Légion Russie Libre*), le *Corps Volontaire Russe* (CVR) et le bataillon SIBIR. Le CVR est une organisation de tendance néo-nazie, dont le chef, Denis Kapoustine (nom de guerre : Denis Nikitine) est considéré comme néo-nazi par l'*Anti-Defamation League* (ADL)[311]. La LLR est également une organisation d'extrême-droite, mais dont le profil apparaît moins marqué[312]. Ces groupes sont subordonnés au GUR, qui utilise de nombreux autres groupes d'extrême-droite européens, reconnaissables à leur symbolique celtique ou germanique, ainsi que des groupes islamistes.

Dans un premier temps, le gouvernement ukrainien a rejeté toute responsabilité dans ces attaques, prétendant qu'il s'agissait d'actions menées par des opposants russes situés en Ukraine[313]. En réalité, ces unités font partie de la Légion Internationale du GUR, qui les utilise pour ce type d'actions sur le territoire russe.

Un commandant du CVR a déclaré le 24 mai qu'ils n'avaient pas reçu d'aide du gouvernement ukrainien « *à l'exception de renseignements, de carburant, de nourriture et de médicaments* ». Selon un porte-parole du renseignement militaire ukrainien (GUR), ces groupes auraient mené ces opérations « *de manière indépendante, en fonction de leurs propres*

objectifs et plans »[314]. Toutefois, ces déclarations sont contredites par le fait que la LLR affirme être officiellement reconnue par l'armée ukrainienne et combattre « *sous la conduite du commandement ukrainien* ». Par ailleurs, les images de l'incident montrent que les combattants sont équipés d'armes et de véhicules américains et ukrainiens.

Le *Journal Européen de Droit International (EIJL)* juge l'action de ces groupes, visant à renverser le pouvoir en Russie, illégale en soi, mais justifiable dans le cadre du droit à l'auto-défense de l'Ukraine[315]. Ce que l'EIJL n'analyse pas est la stratégie utilisée. Car si les actions elles-mêmes n'étaient manifestement pas de nature à renverser le pouvoir à Moscou, elles avaient pour but de mettre la population sous pression et de la pousser à se rebeller contre son gouvernement. Cette stratégie est exactement la même que celle de l'État Islamique pour ses attentats en France en 2015 et 2016[316]. On constate donc que nos juristes font l'apologie du terrorisme dès lors qu'il ne nous touche pas. Le terrorisme est une méthode qui doit être proscrite en *toutes circonstances*, même si certains gouvernements la pratiquent de manière routinière, comme la France, les États-Unis, la Grande-Bretagne et Israël.

Ces attaques ont permis à nos médias d'avancer un narratif sur la « perméabilité » de la frontière et l'incapacité du gouvernement russe à protéger sa propre population. Mais cette affirmation doit être nuancée. La frontière entre les deux pays est longue d'environ 2 300 km et la Russie n'a pas choisi de la sécuriser comme le mur d'Hadrien de l'Empire romain, ou même le Rideau de fer, avec une barrière physique continue. Il y a tout le long de la frontière, à intervalles réguliers, des forces d'intervention rapides de la Garde Nationale (Rosgvard), qui peuvent agir contre des incursions de ce type. C'est ce qui s'est passé et l'incursion ukrainienne a été rapidement maîtrisée après avoir pénétré de quelques centaines de mètres en territoire russe[317]. Toutefois, les tirs de roquettes d'artillerie et de drones ont touché plus profondément le territoire russe, donnant l'illusion d'une action en profondeur, mais ce n'était pas le cas.

Il semblerait que l'objectif des Ukrainiens ait été le site « Belgorod-22 » réputé contenir des armes nucléaires. En réalité, ce dépôt a été vidé de ses armes nucléaires il y a quelques années déjà et cela pose la question des capacités du renseignement ukrainien[318].

Si les Occidentaux sont partagés sur la nature des objectifs de la Russie en Ukraine, ils le sont beaucoup moins quant à leurs propres objectifs : affaiblir la Russie et éliminer Vladimir Poutine.

L'animosité occidentale contre Vladimir Poutine remonte à son discours du 10 février 2007 à Munich. Jusque-là, les relations entre l'Occident et le dirigeant russe sont « plutôt cordiales » avec l'Occident, pour « *brutalement changer de ton* » avec ce discours, que Benoît Vitkine, correspondant du *Monde* à Moscou, qualifie de « *discours hostile contre le monde unipolaire, et donc contre les États-Unis* »[319].

Après la Guerre froide, l'effritement de la Russie, grâce à des oligarques peu scrupuleux satisfait l'Occident, qui la voit ramenée au niveau d'une puissance de troisième rang. Ces oligarques sont à la tête de puissantes mafias qui agissent directement sur la politique intérieure russe.

En mars 2000, l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine change radicalement la situation. Les oligarques enrichis illégalement sont pourchassés et leurs fortunes confisquées[320]. Six d'entre eux sont juifs (Boris Berezovski, Vladimir Gusinsky, Alexander Smolensky, Mikhail Khodorkovski, Mikhail Friedman ou Valery Malkin)[321], ce qui alimentera le narratif sur le caractère antisémite de cette chasse. La plupart d'entre eux trouvent refuge en Israël et surtout en Grande-Bretagne (peu regardante sur l'origine des fortunes qui viennent alimenter sa place financière) d'où ils continuent à influencer la politique intérieure russe en finançant l'opposition[322]. Ils ont fait de Vladimir Poutine leur ennemi juré et on les retrouve dans presque toutes les initiatives et projets visant à influencer l'opinion occidentale concernant la Russie.

La particularité de la gouvernance occidentale actuelle est la personnalisation extrême dans la gestion des conflits. Même durant la Guerre froide, l'animosité n'était pas dirigée contre des personnes, mais

contre des idéologies. La présence disproportionnée de personnes comme Vladimir Poutine dans le discours occidental illustre un changement profond dans nos sociétés. Les appels au meurtre lancés par des politiciens occidentaux comme celui du Luxembourgeois Jean Asselborn s'inscrivent dans cet abrutissement général. Il est dès lors peu surprenant que Kyrylo Budanov, directeur du Renseignement Militaire (GUR), avoue avoir tenté à plusieurs reprises de l'assassiner[323].

Il est difficile de vérifier les déclarations de Maria Zakharova, porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, selon lesquelles ces tentatives auraient été financées par les États-Unis[324]. En revanche, il est clair que le SBU et le GUR ont été formés dès 2015 par la CIA américaine pour constituer des équipes de tueurs, capables de mener des opérations clandestines en Russie et dans d'autres pays européens[325].

6.2.5. Tentative de capture de matériels

Il est très vite apparu que la Russie avait sur l'Ukraine et les Occidentaux une avance considérable en matière de guerre électronique.

En novembre 2024, le FSB russe a déjoué une opération du GUR visant à capturer un hélicoptère de guerre électronique du type Mi-8MTPR-1. Il s'agit d'un appareil équipé du système RYCHAG-EV, un système sophistiqué permettant de neutraliser les systèmes de défense aérienne ukrainiens et ainsi de protéger des engins volants ou des formations au sol. Il capte le signal des radars de détection et de conduite de tir des missiles Air-Air, Sol-Air et Air-Sol, et émet un puissant signal qui les éloigne[326]. Ce système est récent et sa technologie reste encore un mystère pour les Occidentaux.

L'opération consistait à recruter un pilote russe sur le réseau Telegram. Le GUR lui avait offert 700 000 dollars et la nationalité tchèque. La famille du pilote devait quitter la Russie en passant par la Turquie, la Moldavie, la Pologne et la Lettonie avant le vol. Puis, le pilote russe devait empoisonner le reste de l'équipage afin de détourner l'hélicoptère vers le territoire ukrainien. Si le poison ne fonctionnait pas, il devait les tuer autrement. La

manière de procéder à l'empoisonnement a été envoyée au pilote russe par un messager.

6.3. La guerre de l'influence

6.3.1. Le narratif – clé de la stratégie ukrainienne

Aucun autre conflit dans l'Histoire n'a autant été qualifié d'« injustifié et non provoqué » que celui de l'Ukraine. Pourtant, nos interventions en Afghanistan, en Irak ou en Libye n'avaient aucune justification, au point qu'il a fallu mentir pour les expliquer[327]. Cette insistance tend à suggérer que l'intervention russe était probablement à la fois justifiée et provoquée[328]. Vladimir Poutine aurait-il pu prendre une autre décision en février 2022 ? Peut-être. Mais deux choses sont certaines : ses raisons étaient perçues comme vitales et malgré les nombreux appels de la Russie, les pays occidentaux n'ont jamais réagi. En fait, la justification donnée par les Russes, à savoir la menace sur les populations russes du Donbass, n'a jamais été contestée. Les Occidentaux ont simplement essayé de la remplacer par leur propre narratif. Il s'agissait de donner une autre rationalité au conflit (comme reconstruire l'Empire tsariste ou l'URSS, qui n'ont *jamais* été évoqués par les dirigeants russes).

Il en résulte que jamais dans l'Histoire, la guerre de l'information n'a probablement joué un rôle plus grand dans un conflit interétatique. Les schémas d'information observés en Ukraine suivent le même modèle que ce que l'on a pu observer dès octobre 2023 en Palestine. Leur particularité est leur rôle exclusif et déterminant dans le processus de décision occidental. Dans les deux cas, l'effondrement progressif du narratif qui constituait la clé de voûte de la stratégie occidentale devient le moteur de la défaite. Ainsi, ceux qui condamnaient d'emblée toutes les voix dissonantes et les qualifiaient de « poutinolâtres » et autres néologismes puérils ont poussé l'Ukraine dans une impasse.

Comme nous le verrons, la guerre de l'information est au centre de la stratégie de Kiev pour maintenir l'intérêt et le soutien des pays occidentaux.

Elle est évidemment présente dans nos médias, mais également sur le champ de bataille où la tactique est influencée par la communication. On l'a vu lors des batailles de Bakhmout, de Krinky ou de Soudja, où l'importance de démontrer une volonté de résistance a primé sur l'efficacité opérationnelle. Depuis 2014, le soutien occidental à l'Ukraine ne se fonde pas sur la réalité du terrain, mais sur l'image qu'en donnent nos médias.

C'est pourquoi la guerre de l'information est au cœur des activités clandestines occidentales contre la Russie. Elle a deux fonctions :

- mettre en valeur les actions héroïques des forces ukrainiennes ;
- montrer la faiblesse de la Russie et son incapacité à obtenir des succès.

L'objectif de cette stratégie est double : a) maintenir l'intérêt de l'opinion publique pour le soutien à l'Ukraine quel qu'en soit le coût et b) isoler la Russie sur la scène internationale.

Cette approche est assez traditionnelle en soi. La particularité est que du côté ukrainien, le narratif est devenu un but en soi. Ainsi, on observe des actions très audacieuses des forces spéciales ukrainiennes, qui n'ont rigoureusement aucun impact sur les opérations. Il en est ainsi de la « bataille » pour l'île aux Serpents en juin-août 2022 ou de l'action du 4 octobre 2023 sur les côtes de Crimée par des groupes de l'unité TYMUR du GUR à l'aide de jet skis, qui n'avait pour objectif que de débarquer, déployer un drapeau ukrainien, faire des selfies et repartir[329].

Il en est de même pour l'opération spéciale de Krinky, en 2023, qui visait à effectuer un débarquement sur la côte est du Dniepr afin de percer sur les arrières des défenses russes. Conçue et conduite par des militaires britanniques, elle devait rappeler le débarquement de 1944 en Normandie[330]. Durant des semaines, des commandos des Royal Marines britanniques ont formé les unités ukrainiennes aux techniques de débarquement[331]. Après de multiples tentatives infructueuses de débarquement, l'opération s'est soldée par un échec cuisant pour l'Ukraine et a causé la mort de milliers de ses

soldats. La presse occidentale est restée très silencieuse sur cet échec, mais pas la presse ukrainienne. En juillet 2024, le *Kyiv Independent* déclare[332] :

> *L'objectif principal était de démontrer au moins un certain succès à l'opinion publique et de rassurer les partenaires occidentaux.*

Ces exemples illustrent la philosophie des opérations spéciales ukrainiennes, qui ont pour objectif de montrer des capacités offensives et d'encourager ainsi le soutien occidental. Mais aujourd'hui, leurs échecs ont un impact sur la population ukrainienne et alimentent la résistance (y compris armée) contre le régime de Kiev.

Quant à la faiblesse de la Russie, elle est démentie chaque jour. Cela ne signifie pas qu'elle ne subit pas de pertes, mais que cela ne remet pas en question sa supériorité. La communication occidentale cherche à suggérer une forme d'équilibre entre les deux belligérants, afin de donner un espoir au soutien accordé aux Ukrainiens. Clairement, cette image est fausse et quel que soit le modèle, la Russie s'achemine vers une victoire. C'est pourquoi le narratif occidental a dû s'accompagner d'une censure qui interdit d'aller vérifier sur les médias russes ce que les nôtres racontent.

L'objectif des Occidentaux n'est pas la victoire de l'Ukraine, mais la défaite de la Russie et son isolation sur la scène internationale. C'est pourquoi le narratif cherche à mettre à profit des situations ou de événements dont l'existence ou l'origine est très difficile à démontrer (comme les cyber-attaques ou les attaques sous-marines) pour les attribuer à la Russie en leur donnant un cadre d'apparence rationnelle : la guerre hybride.

Depuis 2014, le narratif occidental se concentre sur quelques points, mal connus du grand public et évacués par les « prétendus historiens », afin de créer un environnement informationnel dans lequel les nuances de gris ont totalement disparu. Les trois éléments du narratif occidental qui déterminent la politique à l'égard de la Russie sont :

- La négation du référendum d'autonomie de la Crimée du 20 janvier 1991[333]. C'est le point de départ d'un bras de fer avec l'Ukraine et qui se terminera par l'annexion de facto de la Crimée par l'Ukraine en 1995.
- Le mémorandum de Budapest de 1994, qui garantissait l'intégrité territoriale de l'Ukraine contre la restitution des armes nucléaires stationnées sur son territoire, aurait été violé par les Russes. En réalité il n'était qu'une déclaration d'intention et n'était pas juridiquement contraignant[334]. En revanche, le Traité d'amitié signé avec la Russie le 31 mai 1997, qui garantissait aux Russes ethniques « *la protection de l'originalité ethnique, culturelle, linguistique et religieuse des minorités nationales sur leur territoire* [335]» en échange de l'intégrité territoriale de l'Ukraine, était juridiquement contraignant. Mais c'est l'Ukraine qui l'a résilié…
- L'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2014. Il s'agit ici de suggérer que la Russie n'a pas respecté les Accords de Minsk, qui prévoyaient le retrait des forces des signataires. Les accords concernaient les autorités de Kiev et des ORDLO (certaines zones des oblasts de Donetsk et de Lougansk), mais l'Ukraine et les Occidentaux affirmaient que la Russie était également concernée car elle aurait eu des forces déployées dans ces régions. Ce qui était faux. Le 29 janvier 2015, le général Viktor Moujenko, chef de l'état-major général ukrainien, reconnaît qu'il n'y a pas de troupes russes sur le sol ukrainien et que seuls des combattants individuels russes ont été observés[336]. En octobre 2015, Vasyl Hrytsak, chef du SBU ukrainien confirmait qu'il n'y avait pas de troupes russes en Ukraine et que le service de sécurité n'avait dénombré que 56 combattants russes depuis 2014[337].

Pour étayer le narratif, les conspirationnistes de tous poils s'en donnent à cœur joie. Les plus imaginatifs sont le journaliste Philippe Souaille et le politicien suisse Claude Ruey, fervents soutiens des « ultranationalistes »

ukrainiens, qui inventent littéralement sur Facebook l'existence d'un « double » de Hrytsak, portant le même nom (mais pas le même prénom) :

> *Il y a en effet deux Vasyl Hrytsak impliqués dans le renseignement ukrainien. Vasyl Mikhaïlovich Hrytsak est un double qui a fui en Russie en 2015 et c'est lui qui a parlé des 56 troufions russes. Vasyl Sergeïvich Hrytsak est l'actuel chef du SBU, nommé par Zelensky. Sergeïvich pense comme tout le monde qu'il y a eu plusieurs milliers de soldats russes au Donbass dans les deux années de vraie guerre, par bataillons entiers et que d'ailleurs, plusieurs centaines y sont morts.*

Philippe Souaille et Claude Ruey sont des menteurs : il n'y a jamais eu de chef du SBU du nom de Vasyl Mikhaïlovich Hrytsak et Vasyl Sergeïvich Hrytsak a été nommé en juin 2015, bien avant l'arrivée de Zelensky et a quitté son poste le 20 mai 2019, jour de son élection[338] ; et le chef actuel (en 2022) du SBU est Ivan Bakanov. En un seul mensonge, on réunit la plaie de notre société : des politiciens voyous et des journalistes affabulateurs !

En fait, le narratif se construit dès 2014. En mai 2024, le lieutenant-colonel Ralph Bosshard de l'armée suisse, membre de la mission d'observation de l'OSCE dans le Donbass en 2014-2018, révèle que les rapports d'observation qui constataient les violations commises par Kiev étaient modifiés par celle-ci et à Vienne avant leur publication. Les observateurs sur place constataient des écarts importants entre ce qu'ils avaient rapporté et ce qui était publié[339]. Cette altération des rapports d'observation m'a été confirmée par un autre lieutenant-colonel, que j'avais connu à l'OTAN avant qu'il soit engagé comme observateur de l'OSCE en 2022 dans le Donbass.

En 2014, la Suisse assurait la présidence de l'OSCE, et n'avait probablement pas envie d'entrer en conflit avec l'administration Obama. Je peux témoigner que certaines informations n'ont délibérément pas été exploitées, afin de ne pas « froisser » l'allié américain.

Tout porte à croire que les accusations portées par le gouvernement russe[340] suggérant le manque d'intégrité de certains membres de l'OSCE, y compris des diplomates en place, et la transmission d'informations confidentielles (notamment sur la localisation d'unités de la DNR et de la LNR, à la partie ukrainienne), sont fondées.

Au début 2025, le narratif occidental entre en collision avec la réalité du terrain. L'épopée victorieuse de Koursk s'achève en désastre, même si on accuse Vladimir Poutine de mentir[341]. La situation sur le reste du front n'est guère plus brillante et les Russes, qui ne devaient plus avoir de chars depuis 2023[342], qui devaient démonter les lave-linges pour avoir des semi-conducteurs[343], sont les maîtres du champ de bataille.

Le public commence à comprendre, c'est pourquoi il faut relancer la « machine » et inventer un nouveau narratif : la Russie ne gagne pas en Ukraine, mais elle menace l'Europe d'invasion.

Le 5 mars 2025, Emmanuel Macron fait une allocution télévisée qui est une pièce d'anthologie de la désinformation et de la manipulation d'une opinion publique. Il s'agit de mobiliser les Français contre le processus de négociation engagé par Donald Trump. Il sait le public français crédule de nature et qu'il peut raconter n'importe quoi sans être contredit. C'est exactement ce qui se passe. Il déclare[344] :

> *La Russie a déjà fait du conflit ukrainien un conflit mondial. Elle a mobilisé sur notre continent des soldats nord-coréens et des équipements iraniens, tout en aidant ces pays à s'armer davantage.*

C'est en partie faux. Le rôle des militaires nord-coréens est resté très mineur, sur le territoire russe uniquement. (voir 6.3.1.2 ci-dessous)

> *La Russie du président Poutine viole nos frontières pour assassiner des opposants,*

C'est faux. Les assassinats d'une cinquantaine de personnalités russes en Europe ces trois dernières années ont été le fait des services secrets

ukrainiens (SBU et GUR) avec la complaisance de nos pays. (6.3.1.3 ci-dessous)

[La Russie] manipule les élections en Roumanie et en Moldavie.

C'est faux. En Roumanie les élections ont été faussées par un parti roumain pro-UE (voir 6.3.1.4 ci-dessous)

Elle organise des attaques numériques contre nos hôpitaux, pour en bloquer le fonctionnement.

C'est faux. EUROPOL a publié un rapport sur cette question (voir 6.3.1.5 ci-dessous)

La Russie tente de manipuler nos opinions, avec des mensonges diffusés sur les réseaux sociaux.

C'est faux. Tout d'abord, il faudrait circonscrire cette manipulation, car nos journalistes et nos politiciens tendent à attribuer au gouvernement russe chaque élucubration de « tiktokeurs ». En réalité, la seule opération de « désinformation » russe qui a été « documentée » (appelée DOPPELGAENGER) montre que la Russie est, d'une part, très défensive et, d'autre part, qu'elle ne fait que mettre l'accent sur des aspects de la réalité[345]. En fait, la stratégie russe en la matière s'apparente plus à un « contre-narratif » qu'à de la désinformation. (voir 6.3.1.6 ci-dessous)

Cette agressivité ne semble pas connaître de frontières : et la Russie dans le même temps continue de se réarmer, dépensant plus de 40% de son budget à cette fin.

C'est faux. (voir 6.3.1.7 ci-dessous)

On a en quelques minutes un résumé du narratif occidental à propos de la Russie.

Les accusations de Macron seront reprises par de nombreux médias. Le 25 mars 2025, la RBTF belge nous gratifie d'un article qui est un florilège de

conspirationnisme[346]. S'inspirant d'un dossier produit par le très néo-conservateur *Center for Strategic and International Studies* (CSIS), qui lui-même s'inspire de l'URSS des années 1980 (!), il aligne des « attaques russes » qui ont déjà été largement « débunkées » par les médias traditionnels eux-mêmes. La RTBF nous donne ici un exemple de conspirationnisme, mais également – en tant que service public – de désinformation de la population et d'incitation à la haine.

Le 13 avril 2025, deux missiles ISKANDER-M frappent au centre de la ville de Soumy, en Ukraine. Reuters déclare que « *Moscou affirme avoir frappé un rassemblement d'officiers ukrainiens* »[347]. Mais la RTS suisse n'évoque rien de tel et affirme que « *la Russie a frappé le centre-ville avec des missiles balistiques. Juste au moment où il y avait beaucoup de gens dans la rue* ». Le média d'État suisse suggère que la Russie a délibérément ciblé la population civile « *un jour où les gens vont à l'église : le dimanche des Rameaux* »[348]. Il n'évoque aucune victime militaire, mais uniquement des victimes civiles.

Pourtant, selon l'*Ukraïnskaya Pravda* du 15 avril, le commandant de la 27e brigade de missiles d'artillerie a été tué lors de la frappe[349], et le gouvernement ukrainien a limogé le gouverneur de l'oblast de Soumy, pour avoir organisé un rassemblement de soldats de la 117e brigade pour une cérémonie de remise de prix dans le centre de Soumy le 13 avril[350]. Il semble donc que la RTS, conformément à une pratique déjà observée à de nombreuses reprises, fait de la désinformation en contredisant même les médias ukrainiens ! Selon le mouvement de résistance Nikolaïev Underground, qui a des agents sur place, l'immeuble touché par les missiles n'était pas utilisé par des civils et les forces présentes comprenaient des membres du GUR et des officiers étrangers.

À l'inverse, lorsque le GUR doute que Vladimir Poutine soit en vie et déclare qu'il a un double qui assure les affaires courantes[351], personne en Occident ne s'en étonne…

6.3.1.1. La « dénazification »

L'objectif de « dénazification » annoncé par Vladimir Poutine dans son allocution du 24 février 2022[352] a suscité une vive réaction dans les pays occidentaux, car ils y voient une potentielle délégitimation du soutien qu'ils apportent à l'Ukraine. C'est pourquoi ils l'associent à de la désinformation[353].

Pourtant, l'importance des éléments extrémistes et ultra-nationalistes radicaux dans la politique ukrainienne est bien réelle. Les Occidentaux ont donc dû développer une stratégie de communication qui a suivi trois axes.

Le premier est le blanchiment des groupes ultranationalistes en argumentant qu'ils ne représentent que 2% de la représentation parlementaire[354]. Mais l'argument est fallacieux, car le problème n'est pas leur influence au Parlement, mais dans la rue. Volodymyr Zelensky a été élu en mai 2019 avec le mandat de rétablir des relations normales avec la Russie. Mais à peine élu, il a été ouvertement menacé de mort dans les médias par Dmitri Yarosh, chef des milices du Secteur Droit[355]. Non seulement il n'a jamais commencé cette politique de rapprochement, mais il a déclaré qu'il n'avait jamais eu *l'intention* de mettre en œuvre les accords de Minsk[356].

Le deuxième axe est de prétendre que Vladimir Poutine qualifie le gouvernement ukrainien de « nazi », ce qui serait impossible puisque Zelensky est juif, et que donc l'objectif de « dénazification » n'a aucun sens. L'argument est fallacieux, car la lecture du verbatim des discours de Poutine montre qu'il utilise systématiquement le terme « néo-nazi » et non « nazi », lorsqu'il qualifie les forces qui détiennent le pouvoir à Kiev. Alors que « nazi » qualifie une idéologie politique, « néo-nazi » désigne bien davantage un comportement social.

Le troisième axe est d'affirmer que l'accusation russe n'a pas de sens puisque les forces ukrainiennes ont été « dénazifiées ». De fait, à la fin 2014, l'Ukraine a procédé à une « dénazification ». Mais ce terme porte à confusion, car il ne s'agissait pas de lutter contre une idéologie ou des comportements, mais de leur interdire d'être à proximité immédiate de la ligne de front avec les rebelles russes. En effet, leur brutalité a suscité la

réprobation de certaines organisations des droits de l'Homme et a poussé les autorités ukrainiennes à définir des zones opérationnelles distinctes entre forces armées et paramilitaires. C'est ce que l'Ukraine a appelé « dénazification ». Mais ces formations de volontaires ont conservé la même idéologie et continuent à être une menace pour les autorités ukrainiennes, comme le constatait France 24 en octobre 2024[357].

La « dénazification » annoncée par Vladimir Poutine le 24 février 2022 vise à s'attaquer à ceux qui ont commis des crimes contre les populations russes d'Ukraine depuis 2014.

6.3.1.2. Les militaires nord-coréens

En août 2024, Volodymyr Zelensky a besoin d'un succès. La perspective d'une négociation avec la Russie se fait plus insistante et il n'a pas vraiment de cartes en main. Il espère pouvoir atteindre la centrale nucléaire de Koursk et ainsi avoir un territoire qui puisse être utilisé dans un échange avec la Russie[358].

Informés des préparatifs de cette attaque par les groupes de partisans opérant dans la région de Nikolaïev et par le GRU, les Russes déploient rapidement des éléments de la 810e brigade d'infanterie de Marine pour protéger la centrale nucléaire de Kourtchatov et le Détachement Spécial de Réaction Rapide AKHMAT tchétchène AKHMAT dans le secteur de Koursk. Ces deux formations sont à environ 50km de la frontière, mais la sécurité du secteur est assurée par les formations de la Garde Nationale (*Rosgvardia*) renforcée par des formations spéciales du FSB.

Cette offensive a donc pour Zelensky une importance stratégique. Les Russes constatent rapidement qu'il a envoyé ses meilleures troupes, retirées du secteur du Donbass, bien que la ligne de front commence à s'y effondrer. Ils vont pouvoir utiliser ce petit territoire comme une « poche de feu » (*огневой мешок*), sorte de nasse, dans laquelle ils pourront détruire les forces ukrainiennes. C'est ce qui se passera. Zelensky donne l'ordre de tenir à tout prix[359] et la poche de Koursk devient une sorte d'aspirateur pour les

troupes ukrainiennes qui subissent des pertes considérables. En novembre, les Ukrainiens avaient déjà perdu 40% du territoire conquis en août[360].

C'est à ce moment que la Corée du Nord fait opportunément son apparition sur le TVD Ukraine. Nos médias rapportent que plus de 10 000 Nord-Coréens seraient ainsi engagés sur le front, et notamment dans la région de Koursk. À noter que selon la BBC l'information vient de Séoul et de Kiev[361], et que le Pentagone – à qui on attribue la capacité de surveiller l'ensemble de la zone des opérations – n'est pas en mesure de la corroborer[362] ! D'ailleurs, le *New York Times* avoue[363] :

> *Ni l'Ukraine ni la Corée du Sud n'ont présenté de preuves de la présence de troupes nord-coréennes. Le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, a déclaré mercredi que l'alliance ne disposait pas d'informations concrètes sur cette possibilité.*

Au début 2025, les militaires nord-coréens deviennent un élément central du narratif occidental pour démontrer que la Russie « internationalise » le conflit, justifiant ainsi les projets français et britanniques de déployer des troupes en Ukraine.

Mais la réalité est plus prosaïque. Après la ratification du traité de partenariat stratégique entre la Russie et la Corée du Nord, cette dernière a demandé s'il était possible d'envoyer des troupes sur le théâtre ukrainien. Si l'on en juge par les témoignages et les rapports de la Defense Intelligence Agency (DIA), il semblerait que cet engagement ait eu pour objectif d'offrir une expérience de combat réel à des membres des forces spéciales nord-coréennes[364]. Il s'agissait de les familiariser avec la conduite au combat dans un environnement technologique moderne, d'acquérir une expérience en matière de drones et mieux connaître les équipements occidentaux. Autant de domaines difficiles d'accès aux militaires nord-coréens en raison des sanctions contre leur pays.

Il semble que leur engagement au combat ait été très progressif et très limité. Selon la DIA, ils n'auraient pas été intégrés dans la chaîne de

commandement russe. Les témoignages de militaires ukrainiens font état de troupes très disciplinées et très loin d'être utilisées comme de la « chair à canon »[365] comme le prétendent nos médias, à l'instar de la RTS suisse[366].

Finalement, à la fin janvier 2025, l'Ukraine annonce que la Corée du Nord a retiré ses troupes en raison des trop fortes pertes[367]. Mais, en février, Zelensky cherche à obtenir des garanties de sécurité de la part des Européens ou pour entrer dans l'OTAN. Il annonce donc que les Nord-Coréens sont de retour à Koursk[368].

Le 26 avril 2025, lors d'une visio-conférence, Valery Gherassimov, chef de l'état-Major Général russe, a vanté les qualités des militaires nord-coréens à Vladimir Poutine[369].

Ces militaires nord-coréens ont fait l'objet d'une désinformation considérable en Occident. Présentés comme « *une escalade majeure* »[370] du conflit, afin d'alimenter le narratif d'une Russie qui cherchait à combler des pertes énormes et à internationaliser le conflit.

En fait, ils ont effectivement été déployés sur le TVD Ukraine, mais cela n'était pas à cause des pertes de la Russie ni à sa demande. Cette présence a été très limitée dans le temps et dans l'espace, au point qu'un militaire ukrainien constatait en décembre 2024 : « *Il est très difficile de trouver un Coréen dans la sombre forêt de Koursk […] Surtout s'il n'y en a pas* »[371].

6.3.1.3. L'élimination de personnalités russes

En octobre 2022, 45 citoyens russes avaient déjà été assassinés dans le monde depuis le début de l'opération russe[372]. En mai 2023, Kyrylo Budanov, chef du renseignement militaire ukrainien (GUR) a lui-même avoué que c'était le travail des services spéciaux ukrainiens[373] :

> *Tout ce que je dirai, c'est que nous avons assassiné des Russes et que nous continuerons à le faire partout dans le monde jusqu'à la victoire complète de l'Ukraine.*

Ces assassinats sont soutenus par les pays occidentaux, dont le discours banalise le crime politique. Nos journalistes, pourtant si attachés aux « valeurs » occidentales, ne réagissent pas. Il est vrai qu'ils ne se sont pas beaucoup plus émus des massacres commis par Israël en Palestine… Les races supérieures ont droit de vie et de mort sur les races inférieures !

Ces événements ne sont que la partie émergée de l'iceberg. Les services ukrainiens mènent des exécutions contre leurs opposants – considérés comme des collaborateurs de la Russie – en Ukraine et ailleurs dans le monde. Le lieutenant-général Vasyl Malyuk, Chef du SBU, avoue que de telles opérations sont pratiquées régulièrement[374]. On dit généralement que la majorité des assassinats est menée par le SBU, tandis qu'une petite partie est menée par le GUR, mais celui-ci s'en vante plus volontiers.

Selon Kyrylo Budanov, le GUR aurait tenté à plusieurs reprises d'assassiner Vladimir Poutine, mais sans succès[375].

Aucun de ces attentats n'a été condamné par un média, journaliste ou politicien occidental. Cela pose la question de ce que nous appelons « valeurs », car pour eux, il y a un « bon » terrorisme (celui qui touche les Russes ou les Iraniens) et un « mauvais » terrorisme (celui qui nous touche). Nous sommes entrés dans une époque où la vie des « sous-hommes » que sont les Russes ou les Arabes n'a plus aucune valeur. Les Lindsey Graham et autres Jean Asselborn, dépourvus de toute valeur, témoignent de la profonde corruption morale de notre monde politique, qui salit par ses abjections les citoyens qu'il est censé représenter.

6.3.1.4. L'ingérence dans les élections

À la fin 2024, le succès inattendu du candidat Calin Georgescu, au premier tour de l'élection présidentielle, provoque la décision de la Cour suprême de Roumanie d'annuler l'élection, apparemment à la demande de l'UE. De fait, le 9 janvier 2025, Thierry Breton, ancien commissaire européen, déclare que l'UE est prête à faire annuler des élections en Allemagne s'il y a des soupçons d'ingérence étrangère, et déclare qu'« on l'a fait en Roumanie »[376].

Il y a donc eu une ingérence de l'UE. Pourtant, le 5 mars 2025, le président français a accusé la Russie d'ingérence dans cette élection.

Or, apparemment, le gouvernement roumain a mené une enquête, qui a conduit en janvier 2025, à la publication de plusieurs documents produits par les services de renseignement :

- Rapport du 4 décembre 2024 de la Direction Principale de la Sécurité Intérieure du ministère de l'Intérieur (DGPI)[377].
- Rapport du 4 décembre 2024 du service de renseignement extérieur (SIE)[378].
- Rapport du 4 décembre 2024 du service de sécurité de la Roumanie (SRI)(partie 1[379] et partie 2[380]).
- Rapport du 2 décembre 2024 du Service Spécial des Télécommunications, qui assure le renseignement d'origine électromagnétique, (STS)[381].

Ces services n'ont pas détecté de signes d'ingérence russe. En revanche, ils ont constaté que les manipulations sur TikTok et l'Internet sont dues au parti rival de Calin Georgescu, le PNL[382]… pro-européen, qui avait cherché à le discréditer à travers une campagne menée par l'agence de relations publiques[383] Kensington Communication[384] !

Quant à la Moldavie, lors des élections d'octobre et novembre 2024, le parti pro-européen de Maia Sandu a évoqué des manipulations de la Russie, sans toutefois en apporter la preuve. L'apport massif de voix de la diaspora en faveur de Sandu, la disparité manifeste du nombre des locaux de vote par rapport au nombre d'électeurs expatriés, qui était, par exemple, de 1 à 10 entre la Russie et la France, et le fait que Maia Sandu a remporté l'élection tendraient plutôt à indiquer que la Russie n'est pas intervenue dans le vote.

Donc, pas de Vladimir Poutine : Macron a menti.

En novembre 2024, le Centre d'Excellence pour la Communication Stratégique de l'OTAN (COE StratCom) basé à Riga (Lettonie) publie un document intitulé *Opérations d'influence de la Russie dans la région*

nordique et balte[385]. Ironiquement, concernant l'influence de la Russie dans les élections au Danemark, les auteurs confessent la pertinence d'un tweet de l'ambassade russe à l'époque, qui déclarait[386] :

> *Étant donné qu'il n'y a pas de différence entre la russophobie du gouvernement et celle de l'opposition, l'ingérence dans les élections n'a pas de sens.*

6.3.1.5. Les cyber-attaques contre les hôpitaux français

Depuis 2022, les attaques informatiques sont invariablement attribuées à la Russie, sans aucune base. Il en est ainsi d'Emmanuel Macron, qui accuse la Russie lors de son allocution du 5 mars 2025, de s'être attaquée aux hôpitaux français afin de demander des rançons.

Le 21 août 2022, Europe 1 déclare que l'hôpital de Corbeil-Essonnes subit une cyber-attaque d'un « groupe russe » afin d'obtenir une rançon[387]. Le 4 décembre, BFM TV annonce que c'est au tour de l'hôpital André Mignot, dans les Yvelines d'être attaqué par le groupe LOCKBIT, composé soi-disant de « Russes ou pro-Russes »[388]. En avril 2024, France Info désigne le « groupe russe » LOCKBIT comme responsable de l'attaque contre l'hôpital Simone Veil, à Cannes[389]. L'accusation est basée sur l'hypothèse que le logiciel LOCKBIT serait russe et que « *l'on croit* » que son concepteur serait Dimitry Khorochev, un citoyen russe[390]. Pourtant au début juin 2024, ce sont des hackers ukrainiens, qui sont arrêtés en Ukraine[391]. Ils avaient également opéré aux Pays-Bas[392]. EUROPOL annonce que des arrestations ont été menées en Pologne et en Ukraine dans le cadre d'une opération multinationale de grande envergure sous le nom de code CRONOS[393].

Il est très probable que des criminels russes (ou ukrainiens) mènent de telles attaques afin d'extorquer des rançons à des entreprises, des institutions ou des collectivités locales. Mais strictement, rien n'indique que des États (russe ou ukrainien) soient impliqués. Cela n'empêche pas

Emmanuel Macron de développer une théorie de la conspiration en accusant directement la Russie[394].

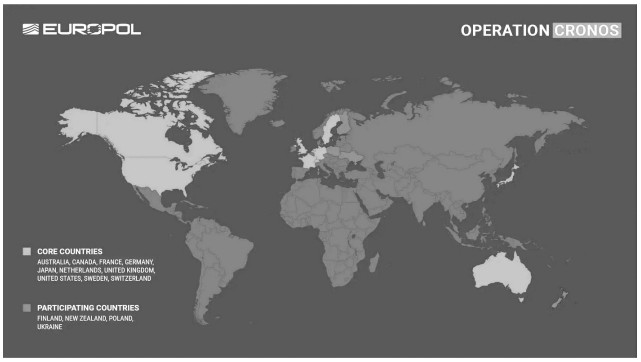


Figure 54 – La carte de l'opération CRONOS publiée par EUROPOL montre les pays où les réseaux criminels ont été identifiés et ceux qui ont participé à l'action. On constate que la Russie n'est pas impliquée et donc, que les accusations répétées par Emmanuel Macron le 5 mars 2025 sont fallacieuses[395]. [https://www.europol.europa.eu/media-press/newsroom/news/law-enforcement-disrupt-worlds-biggest-ransomware-operation]

Nos services sont le plus souvent incapables de déterminer qui est à l'origine de l'attaque. Les schémas d'attaque portent en eux-mêmes des signatures qui permettent une identification grossière et très approximative. Il y a donc une exploitation éhontée de ce que l'on ne sait pas pour ajouter des accusations contre la Russie et les Russes : les médias évoqués ici sont des médias voyous qui tentent de nous pousser vers un conflit qui pourrait devenir mondial.

6.3.1.6. Les tentatives de manipulation de l'opinion par la Russie

Selon l'US Cyber Command, les thèmes de désinformation russe les plus souvent évoqués dans les médias occidentaux sont[396] :

- les sanctions contre la Russie sont inefficaces et leurs effets se répercutent sur les Européens ;
- le massacre de Boutcha n'a pas été perpétré par la Russie ;
- l'Ukraine perd sur le terrain et est minée par la corruption.

Comme on le constate, ces thèmes sont essentiellement de nature défensive et s'ils relèvent de la propagande, il est difficile d'y voir de la désinformation :

- Bien que nos médias répètent à l'envi que les « sanctions sont efficaces », l'Union Européenne en multiplie les paquets, tandis que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international confirment trimestre après trimestre la consolidation de l'économie russe et une croissance supérieure à celle des pays de l'UE.
- Quant au massacre de Boutcha et aux autres assassinats, les accusations contre la Russie sont peut-être justifiées. Mais le refus systématique des Occidentaux d'établir des commissions d'enquête internationales et impartiales les décrédibilise. Dans les cas où les accusations peuvent être vérifiées, on constate qu'elles sont sans fondement.
- Le fait que l'Ukraine perde sur le terrain peut difficilement être assimilé à de la désinformation,. Quant à la corruption, les Pandora Papers l'avaient démontrée[397], et les médias américains (pourtant favorables à l'Ukraine) continuent à la voir comme un problème majeur pour rejoindre l'Union Européenne[398].

Le meilleur moyen de contrer ce que l'on appelle « désinformation » est probablement de prendre des décisions plus intelligentes, de mener des enquêtes qui incluent toutes les parties afin d'être crédibles…

6.3.1.7. L'augmentation du budget de la Défense

Macron gonfle les chiffres pour grossir la menace. Tout d'abord, en règle générale on mesure les dépenses par rapport au PIB. Cela donne un chiffre plus bas (actuellement pour la Russie il serait d'environ 6,5%), mais place l'effort de défense dans le contexte plus global des capacités économiques du pays.

La mesure en pourcentage du budget ne fait qu'illustrer les priorités politiques du gouvernement une année donnée. Selon Reuters, la part du budget de la Russie dévolue à la Défense est de 32%[399] et non de 40%, ce qui est d'ailleurs confirmé par le renseignement britannique.

Quoi qu'il en soit, la part du budget national dévolue à la Défense est élevée, mais cela s'explique par le fait que depuis 2022 (sans tenir compte des fournitures d'armes antérieures), les Occidentaux alimentent l'Ukraine en armes, forçant la Russie à s'armer davantage. Les Occidentaux sont donc à l'origine de la montée en puissance de la Russie. Les pompiers pyromanes.

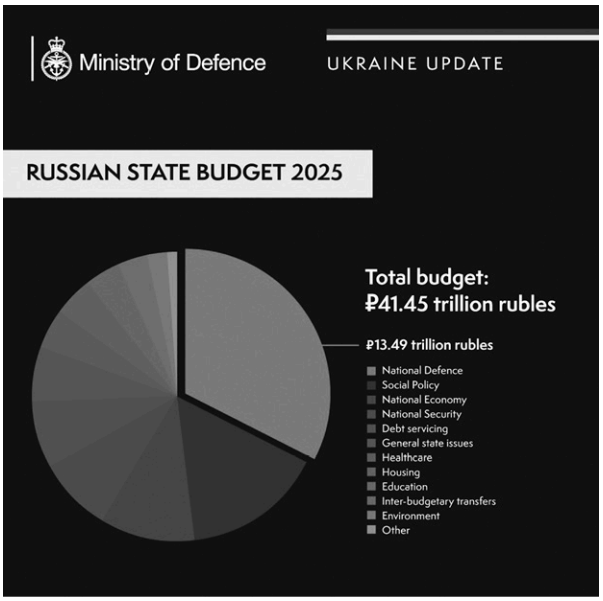


Figure 55 – Le budget de la Défense russe pour 2025 selon le renseignement militaire britannique est de 32,5% et non de 40% comme le prétend Emmanuel Macron. [Source : https://euromaidanpress.com/2024/10/09/uk-intel-russia-proposes-25-defense-budget-increase-social-cuts-in-2025/]

6.3.2. Les structures d'influence

6.3.2.1. Les structures occidentales

La communication occidentale sur le conflit ukrainien est extrêmement complexe. Elle utilise des institutions qui ont un statut international, comme

le Centre d'Excellence de l'OTAN basé à Riga (Lettonie), pour la Communication stratégique (COE StratCom).

Le COE StratCom a été créé en janvier 2014 dans le sillage de l'Euromaïdan[400]. Le 1er juillet 2014, un protocole d'accord entre l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, la Lituanie, la Lettonie, la Pologne et le Royaume-Uni a fait du centre une organisation internationale. Il a été accrédité comme Centre d'Excellence de l'OTAN au 1er septembre 2014 par le Conseil de l'Atlantique Nord, avec l'objectif avoué d'appuyer l'Ukraine[401]. Aujourd'hui, c'est l'un des centres qui coordonnent la désinformation et la propagande sur le conflit ukrainien. En 2016, il a publié un document qui cherche à montrer une parenté entre la stratégie de communication de l'État islamique et celle du gouvernement russe[402] !

Elle s'appuie sur des institutions privées, largement soutenues par des pays comme les États-Unis, la Grande-Bretagne, le Canada, la France et l'Allemagne. C'est le cas des organes de presse comme Voice of America (VOA) ou Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL) du gouvernement américain et de l'Integrity Initiative, affiliée au gouvernement britannique. D'autres organisations privées, comme Oryx ou Calibre Obscura, soutenues financièrement par des institutions comme l'USAID, la NED et certains pays, apportent un éclairage basé sur des sources ouvertes (OSINT).

Pour la petite histoire RFE/RL, créée durant la Seconde Guerre mondiale comme média de propagande, a été financée par la CIA jusqu'en 1971, mais elle est restée un organe de propagande. Par la suite, la CIA a tenté à plusieurs reprises d'en reprendre le contrôle[403]. Quant à VOA, la station était tellement associée à de la propagande qu'il lui était interdit d'émettre aux États-Unis, jusqu'en 2013[404] !

6.3.2.2. Le renseignement comme instrument de communication

Une particularité de la guerre de l'influence moderne est la mise à profit de la voix des services de renseignement pour crédibiliser un message qui est notoirement faux. C'est ce que constate sir Jeremy Fleming, directeur du *Government Communication Headquarters* (GCHQ), le service de

renseignement électronique du Royaume-Uni[405], qui observe depuis une vingtaine d'années en Occident la tendance à employer les services de renseignement pour crédibiliser le message des autorités envers le public même si ce sont des mensonges. Il en est ainsi du Rapport Annuel de 2024 du Service Général de Renseignement et Sécurité (SGRS)[406] et de la Sûreté de l'état (VSSE)[407] belges, du Rapport annuel sur la Sécurité de la Suisse du SRC[408] ou des rapports VIGINUM en France[409].

Figure 56 – Mise à jour quotidienne des services de renseignement britanniques. Depuis le début de l'intervention russe, les Britanniques ont systématiquement alimenté les médias de fausses informations. Ici concernant le nombre de troupes nord-coréennes dans le secteur de Koursk, qui semble très exagéré et ne correspond pas aux observations faites par les militaires ukrainiens eux-mêmes.

Alors que les « services » ont pour fonction d'éclairer le processus de décision, on les utilise aujourd'hui comme des organes de communication, destinés à conforter le discours politique. Il est important de rappeler qu'au-delà de la simple protection d'informations et de certaines sources, la confidentialité des renseignements fournis au décideur a pour fonction de laisser ce dernier libre face à l'information et ainsi de le libérer des pressions extérieures.

Dès lors que le renseignement est rendu public, il limite considérablement la liberté de décision du décideur, particulièrement dans les situations

délicates.

6.3.2.3. Les structures ukrainiennes

Mars 2021 est le mois charnière du conflit russo-ukrainien. La décision la plus importante est le décret du 24 mars 2021 de Volodymyr Zelensky pour la reconquête de la Crimée et du sud du pays. C'est à partir de cette date que les forces ukrainiennes montent en puissance le long de la frontière du Donbass et de la Crimée.

Le même mois, afin d'appuyer les opérations militaires, deux instances sont créées pour encadrer la communication :

- Le Centre International de Lutte contre la Désinformation (CILD), créé sur décision du Conseil National de Sécurité et de Défense (CNSD) et intégré à sa Salle de situation[410]. Il est dirigé par Polina Lysenko[411].
- Le Centre pour la Communication Stratégique et la Sécurité de l'Information (CCSSI) sous l'égide du ministère de la Culture et de la Politique d'Information[412]. Il est dirigé par Lyubov Tsybulska jusqu'en septembre 2022, puis par Ihor Solovey.

Lors du lancement des deux centres, Oleksandr Tkachenko, ministre de la Culture et de la Politique de l'information, explique que les centres fonctionneront avec « *le CNSD, Ukrinform, et les centres internationaux dans les pays baltes, en République tchèque, en Finlande et à Bruxelles* »[413]. En clair, ils opèreront avec :

- Ukrinform, l'agence de presse officielle ukrainienne.
- Le Centre d'excellence européen pour la Lutte contre les Menaces Hybrides (Hybrid CoE), basé en Finlande et qui travaille pour l'UE et l'OTAN[414].
- Le Centre d'excellence de l'OTAN pour la Communication Stratégique (COE StratCom), basé à Riga[415].

- Le Centre contre le Terrorisme et les Menaces Hybrides, basé en République Tchèque[416].
- L'EU Intelligence and Situation Centre (EU-INTCEN)[417]

En Ukraine, la guerre de l'information est menée par le CCSSI[418]. Officiellement établi pour lutter contre la « désinformation russe », il s'agit d'un organe qui coordonne la communication du gouvernement ukrainien. C'est lui qui détermine la discipline de langage et les messages du gouvernement et de ce qui est transmis aux médias internationaux. Il est lié au GUR par un mémorandum afin de lutter contre la « désinformation » russe[419].

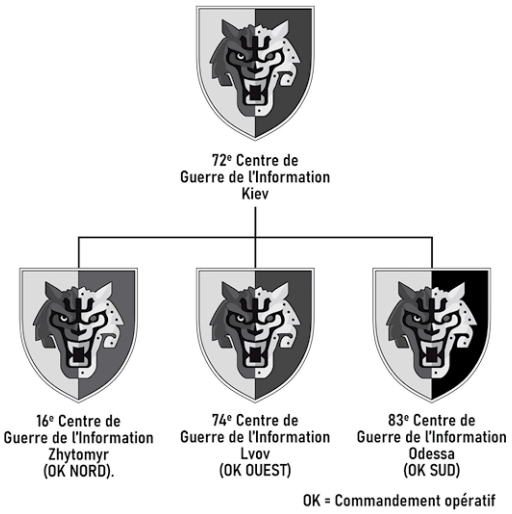
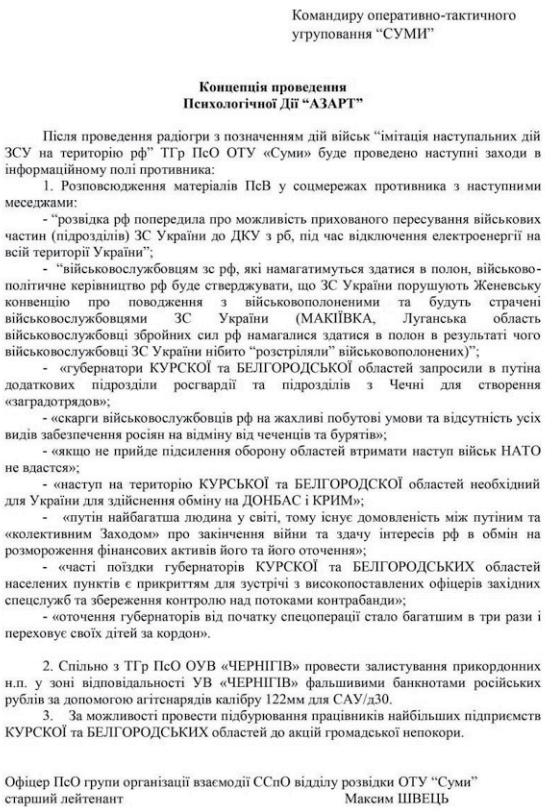


Figure 57 – Organisation des Centres d'Information subordonnés aux commandements opératifs (OK) régionaux.



Командиру оперативно-тактичного
угруповання "СУМИ"

Концепція проведення
Психологічної Дії "АЗАРТ"

Після проведення радіогри з позначенням дій військ "імітація наступальних дій ЗСУ на територію рф" ТГр ПсО ОТУ «Суми» буде проведено наступні заходи в інформаційному полі противника:

1. Розповсюдження матеріалів ПсВ у соцмережах противника з наступними меседжами:

- "розвідка рф попередила про можливість прихованого пересування військових частин (підрозділів) ЗС України до ДКУ з рб, під час відключення електроенергії на всій території України";
- "військовослужбовцям зс рф, які намагатимуться здатися в полон, військово-політичне керівництво рф буде стверджувати, що ЗС України порушують Женевську конвенцію про поводження з військовополоненими та будуть страчені військовослужбовцями ЗС України (МАКІЇВКА, Луганська область військовослужбовці збройних сил рф намагалися здатися в полон в результаті чого військовослужбовці ЗС України нібито "розстріляли" військовополонених)";
- «губернатори КУРСКОЇ та БЕЛГОРОДСЬКОЇ областей запросили в путіна додаткових підрозділи росгвардії та підрозділів з Чечні для створення «заградотрядов»;
- «скарги військовослужбовців рф на жахливі побутові умови та відсутність усіх видів забезпечення росіян на відміну від чеченців та бурятів»;
- «якщо не прийде підсилення оборону областей втримати наступ військ НАТО не вдастся»;
- «наступ на територію КУРСЬКОЇ та БЕЛГОРОДСКОЇ областей необхідний для України для здійснення обміну на ДОНБАС і КРИМ»;
- «путін найбагатша людина у світі, тому існує домовленість між путіним та «колективним Заходом» про закінчення війни та здачу інтересів рф в обмін на розмороження фінансових активів його та його оточення»;
- «часті поїздки губернаторів КУРСКОЇ та БЕЛГОРОДСЬКИХ областей населених пунктів є прикриттям для зустрічі з високопоставлених офіцерів західних спецслужб та збереження контролю над потоками контрабанди»;
- «оточення губернаторів від початку спецоперації стало багатшим в три рази і переховує своїх дітей за кордон».

2. Спільно з ТГр ПсО ОУВ «ЧЕРНІГІВ» провести залистування прикордонних н.п. у зоні відповідальності УВ «ЧЕРНІГІВ» фальшивими банкнотами російських рублів за допомогою агітснарядів калібру 122мм для САУ/д30.

3. За можливості провести підбурювання працівників найбільших підприємств КУРСКОЇ та БЕЛГОРОДСЬКИХ областей до акцій громадської непокори.

Офіцер ПсО групи організації взаємодії ССпО відділу розвідки ОТУ "Суми"
старший лейтенант Максим ШВЕЦЬ

Figure 58 – Document de la cellule de guerre psychologique du Groupement Tactique-Opératif «SUMY», qui énonce les fausses rumeurs à propager.

Les institutions qui coopèrent avec les organes de communication ukrainiens sont en fait des organismes qui créent le narratif en appui de la stratégie ukrainienne. Pour l'Ukraine, qui est engagée dans une guerre d'attrition avec la Russie, le soutien international est indispensable. Or, ce soutien dépend du narratif. Si la situation réelle des forces ukrainiennes avait été connue du grand public dès mars 2022, l'opinion publique n'aurait probablement pas permis que l'on entretienne le conflit.

C'est pourquoi il a fallu générer et maintenir un narratif faisant croire à l'effondrement prochain de la Russie et de ses forces armées. Pour ce faire, les messages composés par les structures de communication stratégiques ont été relayés dans nos médias à travers un réseau très largement financé par les États-Unis.

Au niveau opérationnel, les forces ukrainiennes ont un organe de guerre psychologique, qui cherche à soutenir le moral des troupes et à tenter

d'affaiblir la volonté de combattre des Russes. L'organe responsable de ces actions est le Centre de l'Information et des Opérations Psychologiques (TsIPsO).

Le TsIPsO (Unité Militaire A4398) est articulé en quatre centres répartis sur le territoire ukrainien. Selon certaines estimations, il emploierait 600 personnes régulières et utiliserait des auxiliaires civils.

6.3.2.4. National Endowment for Democracy (NED)

Il est important de comprendre qu'à la différence des autres pays occidentaux, les États-Unis (comme la Grande-Bretagne) ont une vision très extensive des opérations clandestines, qui font partie de leur politique étrangère. Celles-ci sont menées dans tout le spectre de leurs institutions.

Ainsi, souvent évoquée dans nos médias comme une partie de la CIA, la NED n'est pas une composante de la CIA et n'agit pas pour la CIA. En fait, au début des années 1980, alors que l'administration Reagan relance les activités clandestines en Amérique latine et en Afghanistan, la CIA est « encombrée » avec des activités qui ne requièrent pas d'être totalement clandestines. Ainsi, selon le *New York Times*[420], la *National Endowment for Democracy* (NED) a été créée en 1983[421], afin de permettre à la CIA, de se concentrer sur son cœur de compétence : l'action clandestine.

Depuis, financée par le Congrès, la NED est devenue l'instrument privilégié des États-Unis pour soutenir l'opposition « non systémique » de leurs adversaires. En Russie, pour la seule année 2021, la NED a soutenu pas moins de 109 activités politiques et d'influence pour un montant total de 14 millions de dollars[422]…

Pour répondre à ce problème qui n'a fait que s'accentuer depuis le début des années 2000, la Russie a adopté en 2012 une loi semblable à celle qui est en vigueur aux États-Unis depuis 1938. Elle oblige les organisations politiques et les médias nationaux financés par des États étrangers ou des organisations financées par des États étrangers, désignés comme « agents étrangers », de s'enregistrer et d'indiquer leurs sources de revenus.

6.3.2.5. L'Integrity Initiative

Créée au lendemain de la crise ukrainienne de 2014, l'*Integrity Initiative* (II) britannique n'a été révélée au public qu'à la fin 2018 par un piratage des *Anonymous*[423]. On a alors naturellement accusé les services de renseignement russes de mener une campagne de désinformation contre l'OTAN. Cela n'est pas impossible, mais rien ne le démontre à ce stade, car les documents dévoilés – y compris les listes de noms des agents et correspondants de l'II à l'étranger – apparaissent authentiques. En novembre 2018, le gouvernement britannique a d'ailleurs confirmé qu'il finançait cette initiative[424].

Selon le journaliste d'investigation Matt Kennard, le Royaume-Uni aurait dépensé environ 96 millions d'euros entre 2017 et 2021 en « contre-information » dans 20 pays[425].

L'II a été créée sous l'égide du ministère des Affaires étrangères britannique (FCO), qui est également responsable du *Secret Intelligence Service* (MI-6) et du *Government Communications Headquarters* (GCHQ) en charge de la cyber-guerre, qui sont associés à cette initiative. Elle est financée par le ministère de la Défense et l'armée britanniques, le ministère de la Défense lituanien et l'OTAN, et vise à « *combattre la désinformation russe en Europe* ». L'II utilise la BBC et l'agence Reuters pour promouvoir un discours « officiel ». Elle inclut des réseaux de marketing informatique et des officines de renseignement privées comme *Bellingcat*, et s'appuie sur des « pôles » (clusters) nationaux, composés de correspondants dans chaque pays participant.

Techniquement, les individus employés par un gouvernement mais travaillant parallèlement en sous-main au profit d'un autre, dans le cadre d'une activité d'influence, correspondent à la définition « *d'agents d'influence* »[426]. C'est une situation où des employés d'administrations nationales peuvent avoir des conflits d'intérêts avec les décisions politiques de leur employeur. Cela contribue à ce que certains appellent « l'État profond », qui peut générer des dynamiques différentes de celles voulues par les autorités élues. Cela peut conduire à des situations comparables à

celle de la France envers l'Allemagne, lorsque Clément Beaune, secrétaire d'État chargé des Affaires européennes, se prononce publiquement pour l'abandon du projet NORD STREAM 2[427] à cause de l'affaire Navalny, obligeant Yves Le Drian, puis Emmanuel Macron, à préciser que la France considère les deux affaires comme distinctes[428].

L'II est essentiellement une structure d'influence, qui a peu de points communs avec le « fact-checking ». Tel qu'il est décrit dans son « *guide* », son rôle est essentiellement de décrédibiliser les réponses de la Russie aux attaques dont elle fait l'objet, qui n'ont jamais été démontrées, restent inexpliquées ou seulement partiellement décrites (affaire Skripal, catastrophe du MH-17 en Ukraine, « annexion » de la Crimée, cyber-attaques…)[429]. En juin 2018, lors d'une réunion organisée par le FCO pour mobiliser des soutiens aux opérations d'influence, l'objectif de l'opération est clairement énoncé : « *Le programme a pour but d'affaiblir l'influence de la Russie sur ses voisins* »[430], sans mentionner une seule fois l'État de droit ou les droits de l'Homme.

L'II a des « pôles » dans presque tous les pays européens. Le pôle français est l'un des plus importants et des plus actifs. Une recherche sur Internet avec l'IA en mars 2025, pour « *Integrity Initiative France* » nous donne à ce moment-là[431] :

> *L'Integrity Initiative est une opération des services de renseignement qui dispose d'un pôle en France. Ce pôle a été mis au jour par des fuites en 2019, révélant ses activités et ses membres. Françoise Thom est une dirigeante du pôle français, qui comprend plusieurs autres membres tels que Justin Vaïsse, Thomas Bertin et Caroline Gondaud, entre autres.*
>
> *Tristan Mendès France fait partie du groupe français et travaille actuellement à la mise en place d'une censure de l'internet par le biais de son projet Stop hate money. François Gouyette, ambassadeur de France en Libye lors du changement de régime en 2011, est également membre du groupe français. Natalie Nougayrède, journaliste britannique, a été*

révélée comme travaillant pour l'Integrity Initiative et ses reportages sont réputés pour les sujets importants pour l'État profond britannique.

L'Integrity Initiative vise à diffuser de la désinformation, en particulier contre la Russie, et a créé des « cellules anti-russes » dans plusieurs pays, dont la France. L'initiative a été lancée en 2015 par l'Institute of Statecraft, une organisation caritative fondée par des employés des services de renseignement britanniques, et est financée par diverses organisations, dont le ministère britannique des affaires étrangères et du Commonwealth, l'OTAN et le département d'État américain.

Ce type de structure est une menace pour l'État de droit, car le problème n'est pas tant de répondre à l'information venant de Russie, que l'esprit et l'éthique que nous y mettons. Ainsi, l'II est un outil dont l'usage peut assez rapidement dériver, par exemple lorsqu'il s'agit de mener une campagne contre le parti travailliste en Grande-Bretagne[432]. Si des officines comme *Conspiracy Watch* en France font l'objet de polémiques, c'est moins en raison de leur lutte contre le complotisme, que d'un manque de rigueur intellectuelle et d'éthique dans la manière de le faire.

Les « pôles » étrangers sont l'aspect le plus inquiétant de l'II. Leurs membres appartiennent à des institutions officielles ou réputées indépendantes. Ainsi, en France, les responsables britanniques ont pris les premiers contacts avec des fonctionnaires de l'administration au début 2016. Après une réunion à Paris en mai, ils notent[433] :

Les Français sont très nationalistes, anti-américains. Il y a aussi de l'admiration pour la force brute (« le complexe Napoléon »). En conséquence, il y existe une nette tendance à admirer Poutine, associée à un sentiment historique de proximité avec la Russie qui les fait sympathiser avec la Russie.

L'Integrity Initiative en France

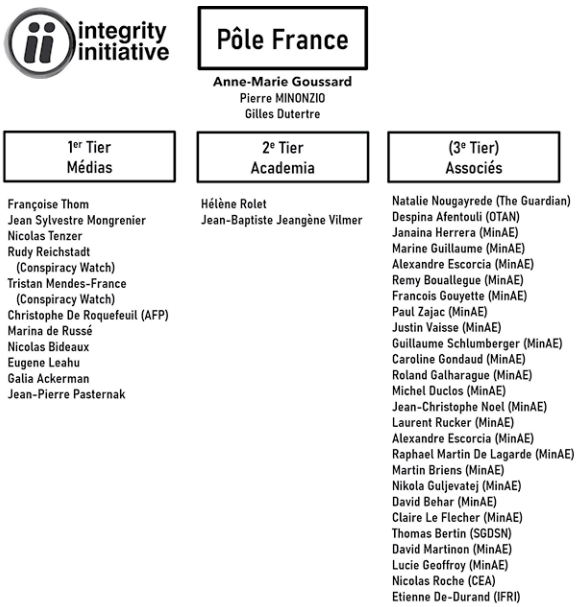


Figure 59 – Pôle français de l'Integrity Initiative financé par le gouvernement britannique entre 2016 et 2018. On y trouve des acteurs controversés des médias français, comme Nicolas Tenzer ou Conspiracy Watch. De manière plus inquiétante, on y trouve des fonctionnaires de l'État français ou de l'OTAN, qui sont clairement dans un conflit d'intérêts. Les listes des pôles (clusters) de l'II en Europe ont été dévoilées par les Anonymous en 2018. Elles ont immédiatement été qualifiées de « propagande russe », sans toutefois le démontrer. Rien ne permet de dire que ce serait le cas. [https://wikispooks.com/wiki/Document:Integrity_France]

Il en résultera la création, « *indépendamment du gouvernement* », du pôle français du projet. Dans quelle mesure les listes de noms révélées en 2018 sont-elles complètes et encore correctes ? Cela est incertain, mais elles questionnent sur l'intégrité des institutions qui informent ou renseignent nos politiciens. On y trouve des journalistes, des fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères, du *Secrétariat général de la Défense et de la Sécurité nationale* (SGDSN), Rudy Reichstadt et plusieurs collaborateurs de *Conspiracy Watch*[434], Françoise Thom (qui dénonce les médias payés par l'étranger (!) et adversaire d'un dialogue diplomatique avec la Russie[435]) ou Galia Ackerman, qui intervient régulièrement sur *France 5* à propos de la Russie. Dans le pôle belge (2019), il y a des fonctionnaires de l'OTAN et de l'Union Européenne, ainsi que des chercheurs de l'*Université libre de Bruxelles*. En 2019, dans le pôle suisse, on trouve des personnes payées par

le ministère de la Défense suisse. Dans le pôle britannique, sans surprise, on trouve *Bellingcat* et Vladimir Achourkov, proche collaborateur de Navalny.

6.3.2.6. Bellingcat

Fondé par Elliot Higgins – ex-employé d'une manufacture de lingerie féminine – Bellingcat est spécialisé dans l'analyse de conflits à partir de l'exploitation de sources ouvertes. Il est fréquemment mandaté par des gouvernements pour étayer ou légitimer des positions officielles. Mais ses méthodes de travail n'ont pas toute la rigueur qu'on lui prête. Nous le savons par la description donnée par Bellingcat lui-même de son travail.

Ainsi, le 26 septembre 2018, Bellingcat affirme que, Ruslan Boshirov, un des acteurs soupçonnés dans l'affaire Skripal, serait en fait le colonel Anatoly Tchepiga du service de renseignement militaire russe (GRU). Dans son *20 heures* du 27 septembre, *TF1* annonce que le site britannique a « *formellement identifié* » Tchepiga, qui aurait servi dans les spetsnaz (les troupes d'élite russes) et aurait été décoré en 2004 pour ses actions en Afghanistan.

Bellingcat est arrivé à cette conclusion par une succession d'approximations : on n'a pas cherché à savoir qui était Boshirov, mais on a cherché un individu dont le profil pouvait correspondre à celui d'un « agent empoisonneur ». Ainsi, Bellingcat a commencé par établir le profil type d'un officier de renseignement militaire russe, puis a cherché un personnage qui puisse y correspondre. Pour y arriver, on a choisi une unité militaire dans laquelle on pensait qu'un tel agent aurait pu être formé, puis on a cherché dans les médias (articles de presse, documents d'archives et autres) des mentions concernant des individus correspondant au profil défini à l'avance, ce qui a conduit à Tchepiga[436]. Bellingcat précise tout de même que sa recherche a donné plusieurs candidats possibles et que l'identité de Tchepiga n'est pas certaine, TF1 a donc menti en affirmant qu'il y avait une identification formelle.

Dans une enquête (policière ou autre), on part des faits pour arriver au coupable ou à une conclusion. Dans la démarche de *Bellingcat* (également

utilisée par des officines associées comme *Conspiracy Watch*), on définit d'abord les paramètres de la conclusion ou le profil du coupable, et on cherche les faits qui pourraient correspondre. En d'autres termes, au lieu de partir des faits pour aller vers la conclusion, on part de la conclusion pour choisir les faits qui l'étayent. Ainsi, la démarche utilisée par Bellingcat, Conspiracy Watch ou d'autres est une forme de conspirationnisme institutionnalisé.

Bellingcat a été impliqué dans l'enquête sur la destruction de l'avion MH-17 de la Malaysian Airline en juillet 2014 en Ukraine, et c'est sa méthodologie qui a été utilisée pour décréter la responsabilité de la Russie. Par exemple, le juge néerlandais Hendrik Steenhuis a accepté des « preuves » présentées par l'Ukraine, dont la chaîne de traçabilité était invérifiable, et a réfuté les preuves apportées par la Russie sans même les regarder[437]. La procédure est digne d'une république bananière et le juge Hendrik Steenhuis est une honte pour la magistrature, privant les victimes d'un vrai procès avec de vraies enquêtes.

Alors que *Bellingcat* est devenu la référence des conspirationnistes d'extrême-droite, de Conspiracy Watch et de nombreux médias occidentaux, un document interne de l'*Integrity Initiative* britannique de juin 2018 sur la lutte contre la désinformation russe le juge de la manière suivante :

> *Bellingcat a été quelque peu discrédité, à la fois en répandant lui-même de la désinformation et en étant prêt à produire des rapports pour quiconque est prêt à payer.*[438]

Le problème est qu'à force de voir de la désinformation dans tout ce qui pourrait paraître favorable ou positif pour la Russie, des médias comme la RTS, LCI ou BFM TV ainsi que des officines comme Conspiracy Watch, qui travaillent hors des principes de la Charte de Munich, finissent par faire eux-mêmes de la désinformation. Comme le dit un document de l'Integrity Initiative britannique de juin 2018[439] :

Un autre obstacle à la lutte contre la désinformation est le fait que certains récits soutenus par le Kremlin sont factuellement vrais […]. Répondre à des vérités qui dérangent, par opposition à la propagande pure, est naturellement plus problématique.

Ce qui explique que la stratégie de ces médias est de mener des attaques personnelles contre les voix discordantes, afin de conforter leur propre discours.

6.3.2.7. Oryx

Oryx est une plateforme de renseignement ouvert (OSINT) participative sur les pertes matérielles de l'Ukraine et de la Russie. Elle a été créée spécialement pour ce conflit aux Pays-Bas au début de l'opération russe sous le titre « Attaque contre l'Europe » ![440].

Le problème des plateformes de ce type est qu'elles ont été créées dans le but avoué de « montrer » que la Russie ne peut gagner contre l'Ukraine et l'Occident. Ainsi, Oryx est devenu la principale source d'information de nos médias avec la communication officielle ukrainienne[441]. Mais assez rapidement, les limites du système apparaissent. En 2022, les armées russe et ukrainienne ont encore beaucoup d'équipements semblables. Il est donc relativement facile de faire passer un char ukrainien pour un char russe. Certaines images sont clairement « photoshopées » et souvent, le même équipement est présenté sous des angles différents augmentant le nombre d'engins détruits, etc.

Mais dès 2023, avec la « contre-offensive » ukrainienne menée avec des équipements occidentaux, la situation d'Oryx change. Tout d'abord, il est devenu évident que l'Ukraine a perdu tous les équipements qu'elle avait en mars 2022 et que sa contre-offensive est basée sur du matériel occidental. Ensuite, les manipulations qui avaient été possibles jusqu'alors, en raison de la similitude des équipements russes et ukrainiens, ne sont plus envisageables, et la vérité apparaît en plein jour. C'est pour cette raison que

le site cesse ses activités de suivi du champ de bataille au début octobre 2023 !...

Dans l'anciennement prestigieux journal suisse *Neue Zürcher Zeitung (NZZ)*, Marcus Keupp, expert militaire de l'École Polytechnique de Zurich, prédit la fin du conflit en octobre 2023 par la défaite de la Russie. Sur la base des chiffres donnés par nos médias, il calcule le taux d'attrition de ses blindés et conclut qu'en octobre, elle n'en aura tout simplement plus[442] ! En Belgique, *La Libre* fait le même calcul exclusivement basé sur de la désinformation[443]. Nos experts ont littéralement poussé l'Ukraine vers la défaite.

Le problème de cette désinformation est qu'elle a créé un faux sentiment de confiance en Ukraine et en Occident. Les militaires américains ont anticipé ce problème dès novembre 2022 et encouragé les Ukrainiens à entamer un dialogue avec la Russie. En Europe, les journalistes et les politiciens ont créé une réalité virtuelle qui leur sert de grille de lecture pour le conflit. C'est la confrontation de la réalité et du narratif qui créera les problèmes avec l'administration Trump, en février-mars 2025.

6.3.2.8. Les organes de fact-checking

Donald Trump n'est fondamentalement pas si différent de ceux qui l'ont précédé, en ce qui concerne la place des États-Unis dans le monde, mais il s'en distingue, car il a subi les narratifs fallacieux et la désinformation lors de son premier mandat. C'est pourquoi lors de son second mandat, il chasse impitoyablement tous ceux qui se sont vendus pour manipuler l'opinion.

En février 2025, il apparaît que l'agence américaine d'aide humanitaire (USAID) finançait certains de nos médias, et 9 médias ukrainiens sur 10 (90%), comme le reconnaît même l'Institut de Mass Media (IMI) de Kiev[444].

Afin d'assurer l'intégrité du narratif, les officines de *fact-checking* européennes bénéficient de financement des gouvernements américains, britanniques, de l'UE, de l'OTAN ou d'autres instances officielles. Des

officines comme Bellingcat ou Conspiracy Watch n'ont aucune indépendance, comme nous l'avons vu plus haut.

L'une des officines les plus connues est *StopFake.org*, créée en 2014 et basée en Ukraine. Elle est largement utilisée par des médias comme *Libération* en France. L'examen de son travail montre que l'objectif n'est pas d'établir la vérité, mais de ramener le narratif dans la ligne prévue.

Concernant le financement des médias ukrainiens par l'USAID, la page web de *StopFake* montre une page du média russe Vedomosti et titre « *Manipulation : 90% des médias ukrainiens étaient totalement dépendants de l'USAID* »[445]. On s'aperçoit que le média russe a rapporté fidèlement les faits, mais le *fact-checker* leur a donné un biais qu'il attribue à Vedomosti.

Lorsque Emmanuel Macron fait son discours du 5 mars 2025, il se fonde exclusivement sur des narratifs qui ne correspondent pas à la réalité ou à l'état de nos connaissances. Les conditionnels deviennent des indicatifs et les « peut-être » deviennent des certitudes. C'est pourquoi son discours n'est rien qu'un tissu de mensonges ou de faits invérifiés, qu'il utilise comme prétexte à une rhétorique guerrière.

En 2025, en particulier avec l'échec ukrainien à Koursk, les mensonges occidentaux entrent en collision avec la réalité du terrain. On s'aperçoit que tout ce qui avait été dit sur la Russie et sa capacité à s'imposer sur le champ de bataille s'effondre. Mais, comme un enfant pris en flagrant délit de mensonge, au lieu de revenir à la réalité, on s'enfonce encore plus. C'est exactement ce qui se passe en mars-avril 2025 où, tout à coup, malgré son inefficacité, l'inaptitude de ses cadres et son matériel déficient, la Russie devient la principale menace de l'Europe, au point de dépasser toutes les autres et de mobiliser 800 milliards d'euros pour le projet « Rearm Europe ».

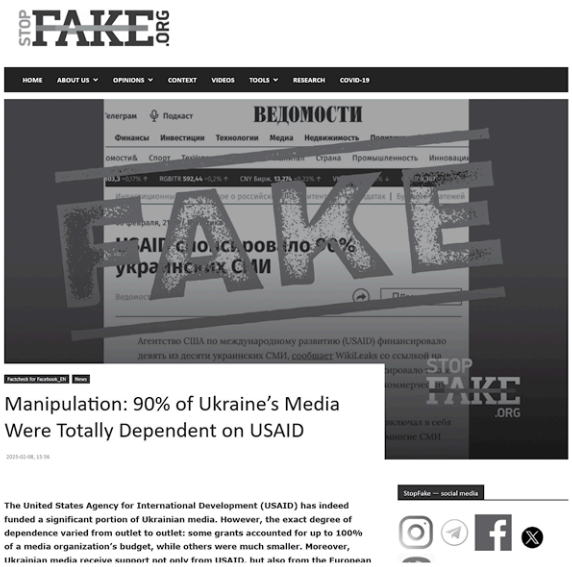
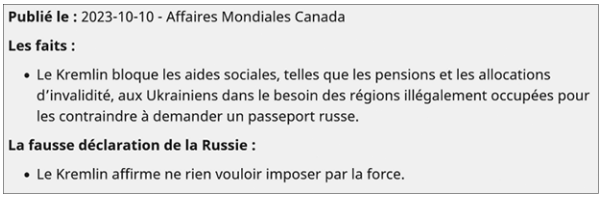


Figure 60 – StopFake travaille exactement comme les fact-checkers *de* Libération *ou d'autres : il s'agit de modifier légèrement l'affirmation initiale pour ensuite déclarer qu'elle est fausse. Pratiquement toutes les informations qui passent par les* fact-checkers *deviennent des* fake news *que l'on peut utiliser contre la Russie (ou d'autres pays-cibles)*

Figure 61 – StopFake attribue fallacieusement la déclaration du média russe selon laquelle 90% des médias ukrainiens dépendraient totalement de l'aide américaine. Mais le média russe ne faisait que dire que 90% des médias recevaient des fonds de l'USAID, il ne dit pas qu'ils « dépendaient totalement » de ce financement. C'est donc StopFake qui fait de la désinformation.

Un exemple est donné par le site du gouvernement canadien dédié à la lutte contre la désinformation russe[446]. Il liste environ 120 déclarations de la Russie et les « faits » censés les infirmer. En réalité, l'examen de chacune de ces déclarations montre une désinformation éhontée du gouvernement canadien avec des faits qui sont faux et qui ne sont pas en adéquation avec les déclarations de la Russie. Le gouvernement canadien montre ici un

exemple de conspirationnisme et de désinformation dignes des années 1930-1940, vénérées par les parlementaires canadiens !



Publié le : 2023-10-10 - Affaires Mondiales Canada

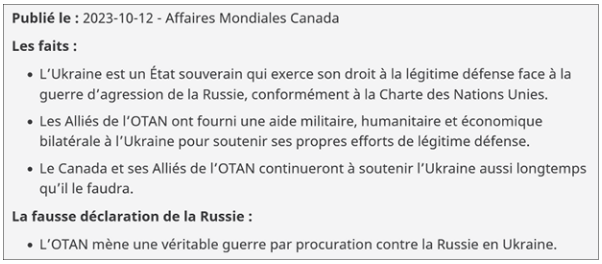
Les faits :

- Le Kremlin bloque les aides sociales, telles que les pensions et les allocations d'invalidité, aux Ukrainiens dans le besoin des régions illégalement occupées pour les contraindre à demander un passeport russe.

La fausse déclaration de la Russie :

- Le Kremlin affirme ne rien vouloir imposer par la force.

Figure 62 – La question des avantages sociaux et des passeports russes pour les habitants du Donbass. Tout d'abord, il faut remarquer que les faits et la déclaration attribuée à la Russie sont un sophisme. En réalité, les faits avancés par le gouvernement canadien sont tout simplement faux. En réalité, c'est le gouvernement ukrainien, afin de pousser les habitants du Donbass à se rebeller contre leurs autorités, qui a supprimé toutes les allocations et pensions de ses citoyens[447]. C'est la Russie qui a décidé d'accorder la nationalité russe aux habitants du Donbass afin qu'ils puissent bénéficier de prestations sociales par Moscou[448]. Le gouvernement canadien fait donc de la désinformation pour ensuite accuser la Russie.



Publié le : 2023-10-12 - Affaires Mondiales Canada

Les faits :

- L'Ukraine est un État souverain qui exerce son droit à la légitime défense face à la guerre d'agression de la Russie, conformément à la Charte des Nations Unies.
- Les Alliés de l'OTAN ont fourni une aide militaire, humanitaire et économique bilatérale à l'Ukraine pour soutenir ses propres efforts de légitime défense.
- Le Canada et ses Alliés de l'OTAN continueront à soutenir l'Ukraine aussi longtemps qu'il le faudra.

La fausse déclaration de la Russie :

- L'OTAN mène une véritable guerre par procuration contre la Russie en Ukraine.

Figure 63 – Autre exemple du gouvernement canadien. On note que les faits mentionnés n'ont pas de lien avec la déclaration de la Russie. Ensuite, le 5 mars 2025, Marco Rubio, secrétaire d'État américain a lui-même dit textuellement que le conflit en Ukraine « est une guerre par procuration entre des puissances nucléaires – les États-Unis, qui aident l'Ukraine, et la Russie – qui doit prendre fin ».

6.3.3. L'effet pervers du « narratif »

Le problème d'une stratégie basée sur un narratif est qu'on risque d'en devenir prisonnier. Par exemple, en janvier 2025, le SVR annonce que certains pays européens voient Zelensky comme un obstacle à une solution du conflit et pourraient tenter de le discréditer afin de l'écarter du pouvoir[449]. Il est difficile de savoir quelles sont les bases de cette analyse, mais, comme on l'a constaté à la fin février-mars 2025, Zelensky est devenu embarrassant pour l'administration Trump et les pays qui voient que la seule issue du conflit est la destruction de l'Ukraine. Le problème est que le

message des Russes a été relayé en Occident comme de la désinformation : on a tiré sur le messager sans même tenter de comprendre le message. Résultat : l'Europe a été dépourvue de stratégie ou de plan pour proposer une alternative à Donald Trump.

Un autre exemple est l'accord concernant la mer Noire. En juin 2022, on accuse la Russie de faire un blocus de l'Ukraine et d'empêcher les navires de sortir du port d'Odessa. Le 27 juin, le média d'État suisse RTS écrit que « *les navires de transport sont bloqués au port depuis février à cause des mines marines et des navires de guerre russes au large* »[450].

En réalité, les exportations d'engrais et de céréales ne sont pas empêchées par la Russie, mais par les sanctions européennes et… l'Ukraine. Le port d'Odessa n'est pas bloqué par la Russie, qui a laissé ouverts des couloirs d'accès pour l'approvisionnement de la ville. Ce sont les Ukrainiens qui, craignant un débarquement à Odessa, ont eux-mêmes miné la côte avec de vieilles mines à orin. Ces mines, mal posées ont tendance à dériver, mettant en danger l'ensemble de la navigation maritime[451]. En mars 2022 déjà, la marine turque a dû désamorcer des mines parvenues jusqu'au Bosphore[452]. D'ailleurs, à la mi-juin 2022, David Arakhamia, proche conseiller de Zelensky, déclare que les militaires ukrainiens « *s'opposent fermement à l'idée de déminer les ports ukrainiens de la mer Noire en échange de l'autorisation d'exporter des céréales par la Russie* »[453]. Selon le *Washington Post*, les allégations sur un blocus russe semblent n'avoir eu pour seul objectif que de justifier une éventuelle intervention occidentale en mer Noire[454].

Néanmoins, un accord est alors conclu : les Russes s'engagent à garantir la libre circulation des céréales en échange d'une inspection des navires et de la levée des sanctions sur les exportations de céréales ainsi que de la réintégration des banques traitant les paiements des exportations russes dans le système SWIFT. Les Russes tiendront leurs engagements, mais pas l'UE qui n'inspectera pas les navires, afin de laisser passer les armes, et refusera la levée des sanctions sur les moyens de paiement et les restrictions pour le

transport, affectant ainsi le commerce des céréales de la Russie. C'est ce qui provoque le retrait de cette dernière de l'accord en juillet 2023.

En mars 2025, les Américains proposent de réactiver l'Initiative de la mer Noire. Les États-Unis[455] et la Russie[456] publient un communiqué consacrant l'accord. La Russie obtient la levée des sanctions sur ses exportations, et la réintégration de la *Rosselkhozbank* et les autres banques traitant les céréales et les engrais dans le système SWIFT, ainsi que l'inspection des navires ukrainiens.

Paradoxalement, alors que l'accord était destiné à favoriser l'Ukraine, celle-ci n'obtient *de facto* rien, puisque l'accord ne change rien pour elle. Conçu autour du narratif que la Russie constituait une menace pour la navigation commerciale, l'accord devait offrir un bénéfice aux Ukrainiens, mais comme les Russes n'ont jamais tenté de bloquer la navigation civile, les Ukrainiens ont aujourd'hui fait une concession aux Russes qui était inutile… Le piège du faux narratif, ou l'arroseur arrosé !

Le narratif occidental n'est pas destiné à aider l'Ukraine, mais à desservir la Russie. Lorsqu'on déclare que la Russie a perdu une bataille ou tant de milliers d'hommes, cela ne change pas la réalité du terrain ni ne donne un avantage à l'Ukraine : cela sert simplement à faire apparaitre la Russie plus faible qu'elle n'est.

Il y a 2 500 ans, le stratège chinois Sun Tzu disait : « Lorsque tu es fort, parais faible ! » D'une certaine manière, le narratif occidental a contribué à fausser la perception des Occidentaux sur la Russie.

6.3.4. Les éléments du narratif occidental

6.3.4.1. La guerre hybride

L'expression « guerre hybride » est utilisée aujourd'hui pour désigner une guerre qui serait menée par la Russie contre l'Occident. Son caractère « informe » a permis de créer un narratif qui échappe à la rationalité. Il est ainsi convenu de dire que « *Poutine mène une guerre hybride contre l'Occident* »[457]. Mais on est incapable de la définir. Même l'OTAN, qui

utilise ce terme à profusion pour accuser la Russie, se pose la question de son existence[458].

Le concept de guerre hybride tel qu'il est compris en Occident est une sorte de fourre-tout, dans lequel on met pêle-mêle toutes les actions que l'on attribue à la Russie, sans se soucier des objectifs qu'elle pourrait poursuivre. On y trouve la cyber-guerre, le terrorisme, la guerre clandestine, la guerre conventionnelle et, naturellement, la guerre de l'information. Il s'agit le plus souvent d'alimenter un narratif conspirationniste qui a pour seul objectif de justifier une politique à l'égard de la Russie.

Par exemple, en mars 2025, le quotidien belge *La Libre*, qui a fait du conspirationnisme antirusse une spécialité, n'hésite pas à suggérer que la Russie aurait « *orchestré un incendie criminel dans un IKEA européen* » car « *les couleurs du magasin sont identiques à celles du drapeau ukrainien* » ! …et ceci en dépit du fait que les autorités lituaniennes ont arrêté les auteurs qui sont… ukrainiens[459] ! Voilà pour le journalisme belge…

L'idée d'une guerre hybride russe s'est popularisée en 2014 après un article de Mark Galeotti, spécialiste britannique de la Russie. Il y commente un article écrit en 2013 par Valery Gherassimov, chef de l'État-major général russe, intitulé « *La valeur de la science dans la prospective* »[460]. Dans cet article, Gherassimov analyse l'évolution récente des conflits (notamment au Moyen et Proche-Orient) et en tire des leçons sur la manière de les intégrer dans une réflexion militaire. C'est plus une approche méthodologique qu'une description de la manière dont la Russie aurait intégré ces leçons dans sa doctrine. Mais Galeotti y voit alors le concept russe de la guerre hybride[461], qu'il baptise « *Doctrine Gherassimov* ».

En 2014, les médias occidentaux cherchent à imposer l'idée que la révolution de Maïdan est démocratique. Il s'agit notamment de cacher qu'une grande partie des Ukrainiens sont opposés à ce coup qui a porté une camarilla d'extrême-droite au pouvoir, dont les premières actions ont été de séparer la population ukrainienne de la population russe. Il faut donc donner une nouvelle cohérence aux événements.

L'article de Galeotti arrive à point pour donner aux médias occidentaux, comme *Le Temps*[462] ou *La Croix*[463], une « logique » qui permet de condamner l'action de la Russie. Marc Nexon, dans le magazine *Le Point,* va même plus loin en affirmant que la doctrine est « *validée par Vladimir Poutine* » lui-même[464]. C'est un menteur.

En réalité, la Russie n'a ni théorisé ni invoqué ce concept. C'est une pure invention de Mark Galeotti qu'il avouera très honnêtement en mars 2018, en s'excusant dans le magazine américain *Foreign Policy* [465]:

> *J'ai été le premier à écrire sur la tristement célèbre stratégie militaire de la Russie en matière de haute technologie. Un petit problème : elle n'existe pas.*

Il explique que l'analyse des révolutions arabes par Gherassimov…

> *[…] n'était pas une « doctrine », au sens où l'entendent les Russes, pour de futures aventures à l'étranger : Gherassimov essayait de trouver un moyen de combattre, et non de promouvoir, de tels soulèvements chez eux.*

Il met en garde :

> *Partout, on trouve des universitaires, des experts et des décideurs politiques qui parlent de la menace que la « doctrine Gherassimov » – du nom du chef de l'état-major général russe – fait peser sur l'Occident. Il s'agit d'une nouvelle façon de faire la guerre, d'une « théorie élargie de la guerre moderne », voire d'une « vision de la guerre totale ».*
>
> *Mais il y a un petit problème. Elle n'existe pas. Et plus nous prétendons qu'elle existe, plus nous nous méprenons sur le défi – réel, mais différent – que pose la Russie.*

Mark Galeotti reconnaît ainsi le danger à asseoir des stratégies sur des menaces imaginaires. De fait, à force de voir la Russie dans chaque incident, nous ne sommes prêts pour rien.

Nous faisons avec la Russie exactement la même erreur qu'avec le terrorisme djihadiste : nous attribuons à l'adversaire une doctrine construite à partir de nos propres perceptions, en assemblant des « faits » avec notre logique. Il en résulte que nous ne parvenons pas à entrer dans la logique *réelle* de l'adversaire et nous lui laissons l'initiative. C'est pour cette raison que les Occidentaux sont tenus en échec sur tous leurs théâtres d'opérations, que les Israéliens ne parviennent pas à maîtriser le terrorisme depuis plus de soixante ans, et que la France craint le retour des djihadistes malgré la « défaite » de l'État islamique. On ne peut pas vaincre un adversaire que l'on ne veut pas connaître…

L'ironie du narratif occidental est qu'il est en grande partie la cause de la défaite ukrainienne. Emmanuel Macron[466], Nathalie Loiseau[467], Jens Stoltenberg[468], Mark Rutte[469], Jean Asselborn[470], Ursula von der Leyen[471], et tous les pseudo-experts militaires en stratégie et en géopolitique, qui écument nos plateaux de télévision, élaborent des analyses et des stratégies sur des concepts qui n'existent pas… Ils ont ainsi poussé l'Ukraine dans une guerre, dont personne ne comprend les tenants et les aboutissants. Cela explique en partie la raison pour laquelle les Européens et les Ukrainiens n'ont jamais réussi à « caler » une stratégie en mesure de contrer la Russie.

Avec des amis comme ça, il vaut mieux avoir des ennemis !

Nos journalistes – aidés par des « experts » peu scrupuleux – sont partagés entre le besoin d'accuser la Russie de quelque chose et le fait de ne pas savoir de quoi. Résultat : nous sommes à la fois dans le champ du conspirationnisme et de celui de la désinformation.

Le 3 novembre 2022, une émission de TV5 Monde consacrée à la « guerre hybride » russe est présentée avec Christine Dugoin-Clément, analyste (?) auprès de CAP Europe[472]. Outre la mauvaise foi, cette émission est un cas d'école de conspirationnisme. De plus, elle démontre comment des « experts » peu scrupuleux abandonnent toute déontologie scientifique et utilisent leurs titres universitaires au service d'un narratif officiel et de théories conspirationnistes.

- TV5 Monde et Christine Dugoin-Clément affirment : l'immigration clandestine venue du Bélarus et de l'exclave de Kaliningrad est décrite par la Pologne comme de la « guerre hybride ».
    - En réalité : aucun fait ne corrobore cette accusation, qui n'est basée que sur la « *crainte* » du gouvernement polonais, après que les autorités russes ont ouvert l'accès de l'aéroport de Kaliningrad à des compagnies aériennes internationales[473]. De plus, on ne voit pas vraiment pourquoi la Russie enverrait des immigrants par avion à Kaliningrad pour venir « envahir la Pologne ». En fait, quelques centaines de migrants illégaux en provenance du Bélarus et de Russie se sont présentés à la frontière de la Pologne et de la Finlande. Ces deux pays y ont vu la manifestation d'une « guerre hybride » et en ont fait le prétexte pour construire des barrières physiques le long de leurs frontières[474], et ainsi contourner l'opposition de l'UE[475]. Par comparaison, le nombre de migrants illégaux qui franchissent la Manche en direction de la Grande-Bretagne oscille entre 30 000 et 50 000 par an[476]. La France mène-t-elle une guerre hybride contre les Britanniques ?
- TV5 Monde et Christine Dugoin-Clément affirment : les attentats contre les gazoduc NORD STREAM 1 et 2 sont considérés comme faisant partie de la guerre hybride menée par Moscou « *au fur et à mesure que les troupes russes sont en difficulté* ».
    - En réalité : au moment de l'émission, on n'en sait rien. Au lieu d'un doute raisonnable, nos intervenants affabulent. Après un article du célèbre journaliste américain Seymour Hersh, qui pointait du doigt les États-Unis en février 2023[477], la version officielle est que ces attentats auraient été perpétrés par l'Ukraine[478].
- TV5 Monde et Christine Dugoin-Clément affirment : l'interruption du trafic ferroviaire au nord de l'Allemagne est due au

sectionnement de câbles de données à Berlin-Karow et à Herne, en Rhénanie-du-Nord-Westphalie.
    - En réalité : les Russes n'ont rien à voir ici : il s'agit d'un vol de câbles en cuivre par des bandes organisées[479].
- TV5 Monde et Christine Dugoin-Clément affirment : la rupture de câbles à fibre optique reliant les îles Shetland à la Grande-Bretagne, où « *la main du Kremlin est dans tous les esprits* », fait partie d'un plan.
    - En réalité : au moment de l'émission, on sait déjà que la « *main du Kremlin* » est en réalité un dégât assez fréquent[480]. En l'occurrence, il a été causé accidentellement par des chalutiers[481] et non par un sabotage[482].
- TV5 Monde et Christine Dugoin-Clément affirment : un jeune Russe a été arrêté en Norvège pour espionnage, après avoir utilisé des drones.
    - En réalité : c'est un pur mensonge, car il n'a été ni suspecté ni inculpé d'espionnage. Il a été arrêté pour avoir fait des photographies de paysages avec un drone et ignorait qu'il enfreignait une nouvelle loi norvégienne adoptée au début 2022, qui interdit « aux citoyens russes » d'utiliser des drones en Norvège[483]. Ce que TV5 Monde montre ici est simplement l'ineptie de lois qui visent des individus pour ce qu'ils sont et non pour ce qu'ils font. L'héritage de Vidkun Quisling est encore très vivant dans la politique norvégienne !

Entre mensonges et conspirationnisme, en une seule émission, TV5 et notre « experte » n'ont fait que souligner l'incapacité de nos médias d'État à informer de manière impartiale, honnête et fiable…

Mais TV5 Monde n'a pas le monopole de la mauvaise information. Le 1er février 2025, dans le cadre de la menace représentée par la Russie, Euronews fait une interview de James Appathurai, assistant du secrétaire-général de l'OTAN pour l'innovation, la guerre hybride et les

cybermenaces[484]. Il évoque les ruptures de câbles dans la Baltique, mais également toute une série d'incidents où il n'y a aucun indice d'une implication du gouvernement russe ou qui ont déjà été « débunkés » par la presse à ce stade[485].

J'ai connu James Appathurai lorsque je travaillais à l'OTAN. Peu avant la fin de mon mandat, j'ai écrit un rapport interne déclarant que les pays du « Dialogue Méditerranéen » (l'Algérie, l'Égypte, Israël, la Jordanie, la Mauritanie, le Maroc et la Tunisie) ne seraient pas prêts à recevoir des installations de l'OTAN sur leur territoire. Cela m'a valu une discussion orageuse avec Appathurai qui, non sans condescendance, m'a dit que ce n'était pas un Suisse qui allait infléchir la politique de l'OTAN. Pourtant, quelques mois plus tard, comme je l'avais annoncé, la Tunisie a refusé l'installation d'un centre opérationnel de l'OTAN sur son territoire[486]. On a ici l'illustration d'un imbécile, à l'ego surdimensionné, incapable de comprendre la situation et donc de trouver des stratégies alternatives. C'est exactement ce que l'on observe aujourd'hui en Europe sur la question ukrainienne.

6.3.4.2. L'unité 29155

En Occident, les agents russes sont vus comme des hommes-orchestres, qui maitrisent toutes les disciplines. Il en est ainsi de l'unité 29155 du GRU, décrite comme sorte de « couteau suisse » des services russes. Elle serait capable d'engager des armes chimiques, pratiquer l'espionnage dans les organisations internationales, mener des assassinats et des cyber-opérations pour influencer des élections un peu partout dans le monde. Bref, ce qui nécessite des milliers d'employés et des milliards de dollars en Occident est effectué par une petite équipe russe de 15 personnes, capable de se déplacer à travers le continent européen sans jamais être inquiétée.

Son existence avait été « révélée » en octobre 2019 par le *New York Times*, qui lui attribuait la responsabilité de mener la « guerre hybride » en Europe. Ses agents seraient impliqués dans l'affaire Skripal[487], et la tentative d'attentat contre le président du Monténégro en 2017[488]. Elle serait

dirigée par le major général Andreï Averyanov, et aurait été à la manœuvre pour éliminer Evgueni Prigogine, le 23 août 2023[489]. Elle aurait aussi (eu) une base en Haute-Savoie, pas très loin du « nid d'espions » de Genève. Le quotidien *Le Temps* y voit une nouvelle menace pour la Suisse[490].

Selon la RTS suisse[491] :

> *Les agents russes ont notamment effectué des opérations de cyber-espionnage contre le laboratoire de haute sécurité de Spiez (BE). Selon le journal* Le Monde*, des espions russes basés entre Genève et Annecy ont aussi effectué des actions de sabotage et même des tentatives d'assassinats en Angleterre et en Europe de l'Est. Cette année encore, un "faux" diplomate russe en poste à Berne a été stoppé alors qu'il cherchait à se procurer des munitions de précision et des équipements de laboratoire susceptibles de fabriquer des armes chimiques ou biologiques.*

Nos journalistes lui attribuent l'explosion du dépôt de munitions de Vrbětice (Tchéquie), le 16 octobre 2014[492]. Il se trouve qu'à cette époque, j'étais responsable de la *lutte contre la prolifération des armes légères* et de la *sécurité physique des dépôts d'armes et de munitions* (PSSM) à l'OTAN. L'accident de Vrbětice avait alors été rapporté à l'OTAN et clairement identifié comme un problème technique lié à un défaut de maintenance, et strictement rien n'indiquait une action de sabotage. D'ailleurs, Miloš Zeman, président de la République tchèque constate, que durant 7 ans, personne n'a évoqué la responsabilité d'agents russes dans cet incident et que le rapport des services secrets tchèques (BIS) « *indique qu'il n'y a aucune preuve ou aucun témoignage de la présence de deux agents russes sur le site* »[493].

Cette unité « *très secrète* » est bien connue sur Internet[494] : il s'agit du *161*e *Centre de formation du Renseignement,* connu depuis les années 1960[495] comme un centre de perfectionnement tactique notamment sur les armes légères étrangères[496]. Le nombre « 29155 » est en fait un numéro d'acheminement postal. Chaque entité militaire russe (état-major ou troupe)

reçoit un numéro unique qui sert d'adresse postale. Utilisé par les forces allemandes durant la Seconde Guerre mondiale, ce système permettait l'acheminement de courrier pour des unités en déplacement, sans dévoiler leur emplacement géographique. Ce système est également utilisé dans les forces ukrainiennes.

Le problème ici n'est pas seulement que nos journalistes soient en mal de conspirationnisme pour vendre leur travail, mais que les politiciens y croient.

Le 16 décembre 2024, l'Union Européenne a adopté des sanctions contre l'unité 29155, qu'elle décrit comme suit[497] :

> *[,,,] une unité secrète au sein de l'agence de renseignement militaire russe (GRU), connue pour son implication dans des assassinats à l'étranger et des activités de déstabilisation en Europe, telles que des attentats à la bombe et des cyberattaques, ainsi que pour la participation de certains de ses personnels militaires à des activités en Ukraine, en Europe occidentale et en Afrique.*

Cela ne montre pas seulement l'incroyable incompétence des parlementaires européens (la chose est déjà bien connue), mais également celle des services officiels. L'Union Européenne dispose de l'EU Intelligence and Situation Centre (EU INTCEN), qui est un organe de renseignement responsable de fournir « *des analyses approfondies* » aux décideurs de l'UE[498]. Sont-ils réellement aussi mauvais ou sont-ils simplement issus des pays baltes ?

6.3.4.3. Les sabotages en mer Baltique

En 1981, un sous-marin soviétique S-363 de la classe « Whisky » s'échoue sur des rochers, non loin de la base navale de Karlskrona[499]. La Suède s'amusera durant quelques semaines de ce « *Whisky on the rocks* », et développe une véritable paranoïa. Les services suédois affirment que les Soviétiques s'infiltrent dans leurs eaux pour mener des opérations

clandestines. À la même époque, Viktor Rezun, officier du GRU et alors en poste à l'OMS, passe à l'Ouest à Genève et dévoile aux services de renseignements suisses, puis occidentaux les secrets des forces spéciales soviétiques (spetsnaz) : il n'en faut pas plus stimuler l'imagination. Les Suédois alertent la communauté internationale du renseignement, et la chasse aux sous-marins soviétiques est lancée dans la mer Baltique.

Les services de renseignement suédois semblent cultiver une tradition de médiocrité. Ils détectent alors des traces sur les fonds marins, qu'ils attribuent à des sous-marins capables d'évoluer au moyen de chenilles… dont on n'a jamais pu identifier le type. Quant aux sons captés par les senseurs des services de renseignement suédois, il s'avérera qu'ils proviennent… de flatulences de harengs[500] !

Il en résultera cependant la mise en place avec les États-Unis de l'Integrated Undersea Surveillance System (IUSS). Il s'agit d'un réseau de senseurs destinés à repérer les mouvements des sous-marins soviétiques dans les approches de la Baltique (BALTAP). Il regroupe alors les riverains occidentaux de la mer Baltique[501]. C'est ce système qui aurait dû fonctionner lors des attentats contre les gazoducs NORD STREAM 1 et 2 en septembre 2022…. Mais qui n'a apparemment pas fonctionné, puisqu'aucun des pays membres de ce réseau de surveillance n'a été en mesure de détecter une opération que l'on pensait être russe ! Indépendamment du fait que les Occidentaux se détruisent entre alliés, les structures qui devraient assurer la sécurité européenne ne fonctionnent pas !

La particularité du narratif occidental est qu'il n'est jamais soutenu par des faits. Que cela soit pour NORD STREAM ou les événements de Boutcha et bien d'autres, les Occidentaux accusent la Russie, mais refusent systématiquement ses demandes répétées de mettre sur pied des commissions d'enquête internationales et impartiales. En 1943, l'Allemagne nazie avait mis sur pied une telle commission pour enquêter sur le massacre de 20 000 officiers polonais à Katyn[502]. Sa neutralité pouvait être discutée, mais elle comprenait des personnalités neutres

comme le professeur suisse François Naville ou le professeur finlandais Arno Saxén.

Aujourd'hui, concernant le conflit en Ukraine, non seulement il n'y a plus de pays pouvant raisonnablement prétendre être neutres, y compris la Suisse[503], mais de telles enquêtes pourraient révéler que nos gouvernements font de la désinformation comme méthode de gouvernance. D'une manière générale, on constate que dès lors que l'on empêche le déroulement d'une enquête, c'est que notre narratif est mensonger, et cela s'applique à tous les événements historiques.

6.3.4.3.1. Les câbles sous-marins

Depuis quarante ans, les pays nordiques, Finlande et Suède en tête, agitent avec la même hystérie la menace russe dans la Baltique. À cette frénésie s'ajoutent aujourd'hui les pays baltes.

Le 26 janvier 2025, la Suède arraisonne un navire bulgare, le *VEZHEN*, pour *« sabotage aggravé »* contre un câble sous-marin sur la base d'accusations du Centre de radio et de télévision de Lettonie (LVRTC). Le procureur suédois Mats Ljungqvist avait accusé le navire bulgare d'être à l'origine de la dégradation *volontaire* du câble. En fait, l'enquête menée par la Suède montre qu'il s'agissait d'un accident dû aux mauvaises conditions météorologiques[504]. Ljungqvist a dû faire marche arrière et relâcher le navire et son équipage[505].

Le 31 janvier 2025, le navire russe *SILVER DANIA* est soupçonné d'avoir mené des opérations de sabotage contre des câbles sous-marins et est arraisonné par les autorités norvégiennes. Le journal *Ouest-France* ne manque pas de préciser que « *tout l'équipage est russe* »[506]. Le navire sera libéré le 2 février, après que les Norvégiens ont constaté qu'il n'avait aucun lien avec la rupture des câbles en question et que les accusations étaient fallacieuses[507].

Évidemment, nos médias ne mentionnent pas qu'à la même période, des câbles russes de ROSTELECOM sont également endommagés en mer Baltique[508].

En février 2023, après l'incident du « ballon-espion » chinois au-dessus de l'Amérique du Nord, l'Ukraine[509], la Roumanie[510] et la Moldavie[511] ont elles aussi annoncé la présence de ballons au-dessus de leurs territoires. Ces pays, qui cherchent désespérément à marquer leur appartenance au monde occidental, s'abaissent à raconter n'importe quoi pour montrer qu'ils font face aux mêmes menaces.

À la fin 2024, on observe exactement le même scénario avec les câbles de la Baltique. Boris Pistorius, ministre allemand de la Défense, y voit des « signes clairs » de sabotage[512] et déclare que personne ne croit à des accidents[513]. Loin d'avoir été refroidis par la désinformation et leur sottise après le sabotage de NORD STREAM, nos plumitifs réagissent exactement de la même manière à propos de la situation en mer Baltique.

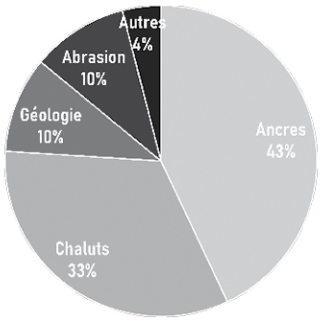


Figure 64 – Comme on le constate, les causes de dommages sont multiples. Les actions clandestines, qui pourraient se trouver dans 4% des cas, sont pourtant généralement vues comme la principale cause. En fait, l'effet « loupe » de nos médias accentue la perception de dommages volontaires. [https://www.researchgate.net/figure/Underwater-cable-threats-by-category-comparison-of-cable-faults-from-2007-to-2018-17_fig3_338907828]

Mais deux mois plus tard, le *Washington Post* confirmera qu'il s'agit bien d'accidents[514]. La question ici est : « Sur quelles bases décident nos politiciens ? » À cette question, qui se pose depuis le début de l'offensive russe en février 2022, il y a deux réponses possibles : soit les services de renseignement occidentaux sont nuls, soit nos politiciens ne les écoutent pas. Une troisième possibilité étant naturellement une combinaison des deux, à savoir que nos politiciens sont tellement imbus d'eux-mêmes qu'ils

n'écoutent plus nos services de renseignement, car ils sont mauvais. C'est malheureusement la bonne explication…

6.3.4.3.2. Les gazoducs NORD STREAM 1 et 2

La question du sabotage des gazoducs NORD STREAM 1 et 2, et des différentes théories à ce sujet, a déjà été longuement traitée dans mon ouvrage « Ukraine entre Guerre et Paix » je n'y reviens donc pas.

Mais il est intéressant de se pencher sur ses conséquences dans les relations internes à l'OTAN et à l'UE. Car au lendemain des explosions, un consensus s'établit en Occident pour condamner un acte de sabotage[515], que nos médias qualifient très rapidement d'« *acte terroriste* »[516] ou d'« *acte de guerre* »[517].

Tant qu'on croit aux déclarations conspirationnistes du général français Michel Yakovleff sur la chaîne de télévision française LCI[518], le journaliste Anthony Bellanger, sur France 5[519], le journaliste Nicolas Poincaré sur RMC[520], Lia Pescatore dans la *NZZ*[521], Giacomo Luciani, professeur à l'*Institut de Hautes Études Internationales et du Développement* (IHIED) surt la RTS[522] ou la « chercheuse » Christine Dugoin-Clément sur TV5 Monde[523], la vie est assez simple : il y a un ennemi (la Russie) qui sabote nos infrastructures critiques et donc nous pouvons lui appliquer des sanctions[524].

Aujourd'hui, nous savons que tous ces gens, qui qualifient volontiers les autres de conspirationnistes, nous ont menti et que la Russie peut être sortie de l'équation. Car dès décembre 2022, le *Washington Post* estimait que la Russie n'était probablement pas la responsable[525]. Le 7 mars 2023, le *New York Times* (NYT)[526] et le journal allemand *Die Zeit*[527] évoquaient la responsabilité d'un « *groupe pro-ukrainien* » sur la base de sources différentes. La Russie a été opportunément remplacée par l'Ukraine (sans réelles preuves)[528].

Il n'en demeure pas moins que le 13 octobre 2022, alors que la Russie propose à la Turquie la création d'un « *hub énergétique* », une tentative de sabotage contre le gazoduc TurkStream est interceptée[529]… Le 1er mars

2025, une nouvelle tentative est menée par l'Ukraine[530]. Ces attaques déclenchent la colère de la Hongrie, qui y voit une attaque contre sa souveraineté[531]. L'objectif de ces attaques n'est pas très clair, car on voit bien que les capacités de la Russie ne sont pas liées à TurkStream. Par ailleurs, 22% des importations de gaz en Europe viennent de Russie, ce qui en fait son deuxième plus grand fournisseur après les États-Unis, selon les chiffres mêmes de l'UE[532].

Le sabotage a donc très probablement été mené par un allié de l'OTAN. Il est donc cocasse d'observer que le 11 janvier 2023, l'OTAN et l'UE ont décidé de mettre sur pied une structure destinée à améliorer les mesures de protection contre les infrastructures critiques[533]. En d'autres termes, l'OTAN se protège d'elle-même ! Ce ne serait pas la première fois, puisqu'en 2021 déjà avaient été dévoilées les activités d'espionnage du Danemark contre ses alliés européens pour le compte des États-Unis[534], montrant que ceux-ci se méfient de leurs propres alliés.

6.3.4.4. Terrorisme

Les tentatives de l'Ukraine de faire désigner la Russie comme État terroriste auprès de la Cour Internationale de Justice (CIJ) en 2023-2024 ont échoué. Mais la rhétorique subsiste, avec l'aide de journalistes peu scrupuleux.

Le 19 février 2025, alors que des négociations de paix s'amorcent entre Russes et Américains, le média belge Sudinfo, déclare que la Russie prépare des attentats-suicides en Europe[535] :

> *Une nouvelle unité des services de renseignement russes a d'ailleurs été mise en place pour déstabiliser l'Europe. Elle commettrait des assassinats, infiltrerait des entreprises occidentales et recruterait et entraînerait des agents étrangers. Comme pour la guerre en Ukraine, les infrastructures énergétiques et militaires sont en première ligne, sans surprise dans les pays qui affichent un fort soutien à l'Ukraine : France, Allemagne, Royaume-Uni et Pologne.*

Du conspirationnisme à l'état pur. Non seulement cette « feuille de chou » n'apporte aucun indice pouvant confirmer ne serait-ce que le début de l'accusation, mais personne ne pose la question : « À quelle fin ? » La Russie est clairement sur le chemin de la victoire (quelle qu'en soit la définition) et on ne voit pas vraiment quel pourrait être l'objectif des Russes de se lancer dans de telles actions. C'est du journalisme poubelle.

Figure 65 – La qualité de nos médias s'est profondément détériorée depuis 2014. Des journalistes sans expérience, sans culture, guidés par leur seule idéologie antidémocratique ont tenté de façonner l'opinion publique contre la Russie. Ce faisant, ils ont détourné l'attention du public sur les réels problèmes de l'Ukraine et ont contribué de manière déterminante à sa chute. [https://www.sudinfo.be/id956479/article/2025-02-19/les-services-de-securite-mettent-en-garde-contre-une-possible-vague-dattentats]

6.3.4.5. La cyber-guerre

En théorie, la cyber-guerre a la particularité de conférer une invisibilité presque parfaite à un protagoniste. Elle constitue un outil privilégié pour mener des actions dites « sous fausse bannière » afin d'en faire porter la responsabilité à l'adversaire. C'est cette difficulté d'attribution qui fait la dangerosité de la cyber-guerre. Nos services sont généralement bien équipés et formés pour détecter, voire (parfois) les prévenir. Mais la réelle faiblesse du système est l'incapacité à identifier avec certitude la source de l'attaque. Or à la différence de la guerre physique, qui nécessite une présence, une formation et des équipements lourds, la cyber-guerre peut être menée depuis n'importe où, et avec des moyens (relativement) rudimentaires.

En mars 2017, WikiLeaks a publié plusieurs milliers de documents de la CIA sous le nom de « VAULT 7 ». Parmi ceux-ci, des outils informatiques, comme MARBLE FRAMEWORK[536], ont été développés pour mener des cyber-opérations en faisant croire qu'elles proviennent de certains pays. Ces outils émulent des traces d'attaques dans plusieurs langues (notamment le chinois, le russe, le coréen, l'arabe et le farsi[537]), permettant ainsi de mener des opérations sous « fausse bannière »[538]. Il est établi que ces outils ont été utilisés avant leur publication en 2015 et 2016, et très probablement ensuite également[539]. Ces outils sont maintenant relativement bien connus et permettent à n'importe qui de mener des cyber-attaques en incriminant la Russie ou une autre pays.

Dès 2014, l'invention de la notion de « guerre hybride » a alimenté les légendes urbaines sur la cyber-guerre menée par la Russie contre l'Occident, laissant supposer que les cyber-opérations auraient un rôle central dans la stratégie russe, au détriment des opérations conventionnelles en cas de guerre[540].

En décembre 2016, la firme de sécurité informatique américaine *CrowdStrike* affirme que l'entité de hackers FANCY BEAR (prétendument associée au GRU russe) aurait pénétré le réseau de conduite de tir d'artillerie ukrainien pour y implanter des maliciels, causant ainsi des pertes importantes[541]. L'information est un peu « grosse », mais certains médias traditionnels européens la relaient tout de même, comme la Radio-Télévision Suisse[542] ou le journal *Libération*[543]. L'information se révèlera fausse[544], mais ces médias conspirationnistes ne la corrigeront pas.

En décembre 2016, les États-Unis accusent la Russie d'avoir provoqué une panne d'électricité dans le Vermont. Le *Washington Post* révèle que les « experts » du département de la Sécurité intérieure (DHS) associent cette attaque à l'entité GRIZZLY STEPPE, qui serait liée au FSB russe[545]. Finalement, il s'est avéré que la panne d'électricité venait d'un *laptop*, déconnecté du réseau de la compagnie d'électricité, infecté par un maliciel qui n'a pas été implanté par des Russes[546]. Quant à l'entité GRIZZLY STEPPE, les données publiées par le NCCIC permettent de déterminer

qu'elle serait… ukrainienne[547] ! Alors que le *Washington Post* corrige discrètement son erreur, les médias conspirationnistes comme *Europe 1*, la *RTBF* ou *RTL*[548] ont relayé l'accusation sans aucune vérification et n'ont jamais annoncé de correction.

Ces incidents ouvriront la porte aux accusations liées au Russiagate, destiné à rendre illégitime l'élection de Donald Trump en 2016.

La cyber-guerre est généralement considérée comme étant la guerre du XXIe siècle. Dès 2021, nos « experts » nous prédisaient une cyber-guerre russe contre l'Ukraine, qui devait neutraliser son économie et la détruire au point qu'une intervention militaire ne serait pas nécessaire.

Mais le narratif demeure.

Le 15 février 2022, le média américain Politico parle d'une cyber-attaque de « déni de service » contre des grandes banques et institutions ukrainiennes[549]. Le lendemain, sur France 5, Alain Bauer, criminologue (et sans expertise sur ces questions), l'explique par une stratégie complexe de « petites touches » par laquelle Vladimir Poutine chercherait à faire la guerre sans faire la guerre. Il s'agirait d'un message pour indiquer que la guerre se ferait à la fois sur le terrain et dans le cyberespace[550].

Difficile de ne pas y voir une affabulation, dont notre « expert » est coutumier. Le même jour, Reuters constate[551] :

> *Cloudflare, une importante firme de sécurité spécialisée sur le déni de service, basée à San Francisco, a déclaré n'avoir vu aucune preuve d'une « grande activité de déni de service » en Ukraine contre ses centres de données ou ses clients là-bas.*

Tatyana Bolton, directrice politique de l'équipe « *Cybersécurité et menaces émergentes* » du *R Street Institute*, déclare qu'« il *n'y a pas d'indication directe que des entités russes sont responsables* »[552]. De même, Tatiana Kastouéva-Jean, chercheuse et directrice du Centre Russie à l'IFRI, donne l'exemple de Colonial Pipeline, un oléoduc qui avait fait l'objet d'une cyber-attaque au Texas avec demande de rançon en mai 2021.

Pourtant, le 10 mai 2021, Joe Biden avait déclaré : « *Il n'y a aucune preuve que le gouvernement russe était impliqué dans l'attaque au rançongiciel de Colonial Pipeline* » [553]. De son côté, le FBI a attribué cette attaque à « *DarkSide, un groupe de hackers criminels basé en Europe de l'Est* »[554].

Nos journalistes et soi-disant experts-criminologues ont donc construit une réalité fictive sur laquelle nous construisons notre politique étrangère. C'est littéralement du conspirationnisme. De quoi s'interroger sur leur intégrité morale et professionnelle…

En fait, la cyber-guerre en relation avec le conflit en Ukraine a commencé juste avant l'intervention russe du 24 février 2022, mais du côté ukrainien et non pas russe. Des chercheurs de l'université d'Adélaïde (Australie)[555] ont découvert que durant les premières semaines de l'intervention, 80 % des tweets concernant la guerre venaient de « bots », des faux comptes générés dans le cadre d'une campagne de propagande clandestine. Ils constatent également que 90,2 % des 5 millions de tweets (réels et de bots) étudiés proviennent de comptes pro-ukrainiens, alors que seuls 7 % de comptes pro-russes.

Dès le début de l'opération russe, le 24 février, le hashtag #IStandWithUkraine a été utilisé dans 38 000 tweets par heure, avec un pic à 50 000 tweets par heure au troisième jour de la guerre. Ce n'est qu'au bout d'une semaine que les tweets « pro-russes » ont commencé à se manifester au rythme de quelques centaines par heure[556]. Alors que les cyber-opérations ukrainiennes apparaissent comme avoir été préparées de longue date, celles de la Russie « *que nous avons vues ne sont pas préparées de longue date et semblent plutôt désordonnées* », selon le Dr Lennart Maschmeyer du *Center for Security Studies* de l'école polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ)[557].

L'intensité des cyberactivités ukrainiennes dans les minutes qui ont suivi le déclenchement de la SVO suggère l'existence d'une machinerie soigneusement préparée à l'avance. Ceci tend à confirmer l'idée d'une provocation par l'Ukraine afin de pousser la Russie à intervenir, puis de provoquer son effondrement par des sanctions massives. Par la suite, on

constate une diminution des activités de ces *bots*, probablement en raison des frappes russes. Les chercheurs australiens constatent également que l'activité des *bots* russes n'a jamais atteint le niveau des *bots* ukrainiens.

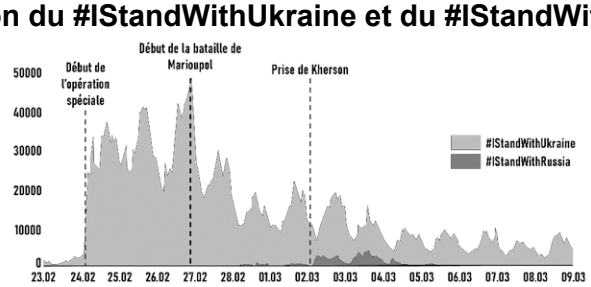


Figure 66 – Activité par heure des bots sur Twitter par heure, durant la première semaine de l'offensive russe. On constate que le #IStandWithUkraine se déclenche immédiatement le 24 février avec plus de 30 000 occurrences par heure. Les bots pro-russes n'interviennent que très tardivement au bout de quelques jours avec seulement quelques centaines d'occurrences par heure. [D'après le rapport de l'école de Mathématiques de l'université d'Adélaïde (https ://arxiv.org/abs/2208.07038)]

En mai 2023, une étude du *Center for Security Studies* (CSS) de l'École Polytechnique Fédérale de Zürich, intitulée *Adieu la cyberguerre : L'Ukraine à l'épreuve de la réalité*, démontre que la cyber-guerre n'a joué qu'un rôle mineur dans le conflit ukrainien[558] :

> *Nous prétendons que les experts qui pensent que la cyberguerre est une réalité continuent à sous-estimer les limites pratiques des cyberattaques (également appelées opérations à effets cyber) et, par conséquent, à surestimer leur portée stratégique - malgré de nombreuses preuves empiriques montrant que les cyberattaques ne sont pas très efficaces pour mener des actions coercitives et destructrices.*

Le CSS conclut :

> *Dans l'ensemble, rien ne démontre que les opérations parrainées par la Russie ou, même, l'ensemble des opérations liées à ce conflit (y compris celles des diverses « armées » d'hacktivistes qui ont vu le jour) ont eu une incidence mesurable sur le déroulement du conflit, ont procuré des avantages tactiques observables – tels que le sabotage d'équipements*

militaires ou la perturbation des communications ennemies au combat – ou ont généré un avantage stratégique.

Les constatations de l'université d'Adélaïde et de l'EPFZ sont d'ailleurs corroborées par le CyberPeace Institute, qui démontre très clairement que l'Ukraine a commencé cette cyber-guerre bien avant la Russie, car elle devait appuyer son offensive militaire contre le Donbass[559]. C'est pour « préempter » cette attaque que la Russie a lancé sa SVO.

Le vrai problème de la guerre dans le cyberespace est que nous sommes incapables de déterminer avec certitude l'origine des attaques. Les firmes soi-disant spécialisées en cybersécurité sont dans l'incapacité matérielle de le faire et leurs avis sur nos médias viennent presque exclusivement de sources tierces. En clair, ces firmes ou institutions officielles font le plus souvent partie du problème.

Sous le couvert de l'expertise technique, nos gouvernements font de la désinformation afin de promouvoir l'image d'une Russie agressive, qui cherchera à envahir l'Occident après l'Ukraine.

Les rapports des services de renseignement sur la menace et les risques illustrent la faiblesse de leurs capacités analytiques et un comportement conspirationniste. Il s'agit de prendre des informations, de les relier dans une logique que l'on a déterminée soi-même pour atteindre un objectif que l'on suppose.

Le rapport produit par le service de vigilance et protection contre les ingérences numériques étrangères (VIGINUM) du Secrétariat Général de la Défense et de la Sécurité Nationale (SGDSN) en France, est un exemple du genre. Le SGDSN et VIGINUM sont essentiellement des organes politiques au service du Premier ministre, et même s'ils se donnent l'apparence de services de renseignement, ils ne travaillent manifestement pas avec la même rigueur. VIGINUM a publié plusieurs rapports sur la guerre de l'information depuis 2022 : sur les opérations d'information russes[560], sur les menaces liées aux Jeux olympiques de 2024[561] ou la campagne dite MATRIOCHKA[562].

Ces rapports sont très largement basés sur des allégations et des informations non vérifiées et attribuées à la Russie. Il en est ainsi d'une vidéo censée provenir du Hamas palestinien, qui menace la France à la veille des Jeux Olympiques. Tout le monde s'accorde pour dire qu'il s'agit d'une « fake » grossière. Mais VIGINUM décrète qu'elle est d'origine russe en se référant au Microsoft's Threat Analysis Center (MTAC), alors que celui-ci n'affirme rien de tel[563].

Le problème est que l'on ne parvient jamais à identifier des objectifs possibles à cette soi-disant « désinformation ». « Créer la discorde » ou « saper la démocratie » sont les motifs les plus souvent évoqués, mais le lien entre les actes et les objectifs sont loin d'être évidents. Ne crée-t-on pas nous-mêmes plus de motifs de discorde que les Russes pourraient le faire en publiant des photos de « faux graffitis » ?

Un problème que l'on retrouve auprès de tous ceux qui cherchent à promouvoir un narratif contre la Russie et qui sont incapables d'attribuer une priorisation dans l'importance des événements. Tout a la même importance. On ne fait pas de différence entre la fausse nouvelle diffusée par des blogueurs adolescents en mal de gloriole et les services secrets russes : tout est systématiquement attribué à l'État russe, pour ne pas dire à Vladimir Poutine lui-même. Sans compter le fait que l'attribution de telle ou telle cyber-action à la Russie s'effectue simplement sur la base de comportements qui nous semblent identiques, et non sur une identification positive de leurs auteurs. Il en résulte une image de la situation qui est considérablement plus dramatique qu'elle ne l'est en réalité. C'est de la manipulation pure et simple, destinée à maintenir un soutien populaire aux politiques erratiques de nos gouvernements.

En réalité, la Russie ne semble pas vraiment croire à l'impact de la cyber-guerre dans le monde réel. D'ailleurs, dans les cas où les accusations portées contre les Russes ont pu être vérifiées, elles se sont pratiquement toutes révélées fausses.

Finalement, on constate que la cyber-guerre ne semble jouer qu'un rôle modeste en Ukraine. Il y a un très grand nombre d'actions sur les réseaux

informatiques, mais elles sont menées par des acteurs non-étatiques, des groupes d'individus ou des individus isolés, qui participent de part et d'autre à la guerre à leur manière. Plus spectaculaires qu'efficaces, ces actions ne semblent pas affecter le déroulement des combats. Elles jouent essentiellement un rôle pour l'influence. Avec le concours complaisant des médias qui reprennent sans les vérifier les informations provenant de Kiev, les actions dans le cyberespace ont contribué à rendre acceptables les sanctions et à mobiliser l'opinion publique occidentale en faveur d'une guerre contre la Russie.

Ces constatations montrent que la guerre reste – malheureusement – un phénomène essentiellement concret, fait de sang, de sueur et de larmes. Cela illustre le fait que la menace d'une « guerre hybride » (dont personne ne connaît le contenu) reste un concept si abstrait qu'il en reste obscur, pour ne pas dire inexistant.

Naturellement, seule la Russie effectue de telles attaques. Pourtant, le 1er mars 2025, Pete Hegseth, le nouveau secrétaire à la Défense, ordonne au Pentagone de cesser ses cyber-opérations offensives contre la Russie[564].

---

193. Arthur Rutishauser, « Schweiz will Friedenskonferenz in Genf organisieren », *Tages Anzeiger*, 26 février 2022 (https://www.tagesanzeiger.ch/schweiz-will-friedenskonferenz-in-genf-organisieren-129475547083)

194. https://www.ft.com/content/7b341e46-d375-4817-be67-802b7fa77ef1

195. « Ukraine attacks Russian-held Kherson, plans counterattack », aljazeerah, 12 July 2022 (https://www.aljazeera.com/news/2022/7/12/ukraine-strikes-russian-held-kherson-as-kyiv-plans-counterattack)

196. https://christianbaghai.medium.com/the-role-of-partisans-in-the-ukrainian-counter-offensive-a-perspective-a21eb29aea3a

197. https://www.afr.com/world/europe/an-aggressive-ukraine-has-crossed-washington-s-red-line-20240827-p5k5ki

198. https://www.nytimes.com/interactive/2025/03/29/world/europe/us-ukraine-military-war-wiesbaden.html

199. https://www.nytimes.com/interactive/2025/03/29/world/europe/us-ukraine-military-war-wiesbaden.html

200. Pascal Boniface dans l'émission *C dans l'air* du 25 janvier 2022 (« Ukraine : la surenchère russe… ou américaine ? #cdanslair 25.01.2022 », France 5/YouTube, 26 janvier

2022 [56’46’’]).
201. Amy Mackinnon & Jack Detsch, « Ukraine Ready to Fight to “Last Drop” », *Foreign Policy*, 8 décembre 2021.
202. « Will Ukrainians resist Russian intervention: results of a telephone survey conducted on December 3-11, 2021 », kiis.com.ua, décembre 2021.
203. https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/1702-20#Text
204. https://sprotyv.mod.gov.ua/
205. https://www.youtube.com/watch?v=GL0Lie7_PRI
206. https://vz.ru/news/2023/10/11/1234423.html
207. https://vz.ru/news/2024/5/6/1266735.html
208. https://www.rfi.fr/fr/europe/20240714-ukraine-les-armes-occidentales-ne-sont-pas-d%C3%A9tourn%C3%A9es-selon-un-rapport
209. https://opendatabot.ua/en/analytics/weapon-wanted-2024
210. « NBI suspects arms sent to Ukraine might be in criminal hands », Yle News, 30 octobre 2022 (modifié le 31 octobre 2022) (https://yle.fi/news/3-12670239).
211. https://www.rts.ch/info/monde/13300261-la-centrale-nucleaire-de-zaporijjia-cristallise-les-inquietudes-internationales.html
212. Maxim Tucker, « Ukraine’s secret attempt to retake the Zaporizhzhia nuclear plant », *The Times*, 7 avril 2023 (https://www.thetimes.co.uk/article/ukrainian-zaporizhzhia-nuclear-power-plant-russia-putin-war-2023-fx82xz3xz)
213. https://www.rts.ch/info/monde/13300261-la-centrale-nucleaire-de-zaporijjia-cristallise-les-inquietudes-internationales.html
214. https://www.independent.co.uk/news/world/europe/ukraine-war-russia-spy-assassination-b2519543.html
215. https://www.nytimes.com/2022/10/05/us/politics/ukraine-russia-dugina-assassination.html
216. https://global.espreso.tv/budanov-says-he-does-not-consider-killing-russian-citizens-to-be-terrorism
217. Greg Miller et Isabelle Khurshudyan, « Ukrainian spies with deep ties to CIA wage shadow war against Russia », *The Washington Post*, 23 octobre 2023 (https://www.washingtonpost.com/world/2023/10/23/ukraine-cia-shadow-war-russia/).
218. Martin Fornusek, « SBU says “comments after victory” following media report linking it to assassinations inside Russia », *Kyiv Independent*, 24 octobre 2023 (https://kyivindependent.com/sbu-says-no-comment-on-media-report-linking-it-to-assassinations-of-high-profile-russians/).
219. « La stratégie d’assassinats ciblés des renseignements ukrainiens », LCI, 25 octobre 2023 (https://youtu.be/otxFFsp5kyk).
220. https://www.mirror.co.uk/news/world-news/dark-website-lists-russian-spies-26051893
221. https://www.refworld.org/docid/58ec89ad13.html
222. « В ООН настаивают на закрытии сайта «Миротворец» » (« L’ONU insiste sur la fermeture du site “Peacemaker” »), zn.ua, 16 octobre 2019 (https://zn.ua/UKRAINE/v-oon-nastaivayut-na-zakrytii-sayta-mirotvorec-332863_.html) ; Tetiana Popova, « Benjamin Moreau, deputy head of UN Human Rights Monitoring Mission to Ukraine », Diplomat, 16 février 2019 (http://diplomat.media/en/2019/02/16/benjamin-moreau-deputy-head-of-un-human-rights-monitoring-mission-to-ukraine/) ; « UN demands to close down “Mirotvorets” calling for persecution of UOC », *Union of Orthodox Journalists*, 17 octobre 2019 (https://spzh.news/en/news/65761-v-oon-potrebovali-zakryty-mirotvorec-prizyvavshij-k-

gonenijam-na-upc).
223. « Разумков ответил на призыв ООН закрыть сайт “Миротворец” » (« Razumkov a répondu à l’appel de l’ONU pour fermer le site “Peacemaker” »), zn.ua, 17 octobre 2019 (https://zn.ua/UKRAINE/razumkov-otvetil-na-prizyv-oon-zakryt-sayt-mirotvorec-332952_.html).
224. Il s’agit de la page Telegram : https://t.me/s/Kherson_kolaborant
225. https://europeanjournalists.org/blog/2021/08/26/ukraine-president-bans-opposition-media-strana-ua-and-sanctions-editor-in-chief/
226. https://www.rferl.org/a/ukraine-russia-orthodox-religion-ban/33091200.html
227. https://www.lemonde.fr/en/m-le-mag/article/2024/03/10/no-more-pushkin-dostoyevsky-or-tolstoy-ukrainian-libraries-clean-out-shelves_6603661_117.html
228. https://kyivindependent.com/explainer-how-ukraines-political-opposition-has-responded-to-more-than-2-years-of-full-scale-invasion-and-martial-law/
229. https://www.i24news.tv/fr/actu/international/europe/120526-160720-plusieurs-journalistes-assassines-en-ukraine-ces-dernieres-annees
230. https://pace.coe.int/fr/files/32828/html
231. https://www.pravda.com.ua/news/2020/02/2/7239162/
232. https://www.republicworld.com/world-news/russia-ukraine-crisis/zelensky-dismisses-dy-head-of-security-service-of-ukraine-and-replaces-several-officials-articleshow.html
233. https://www.kyivpost.com/ukraine-politics/zelensky-replaces-leadership-of-sbus-dept-of-information-and-analytical-support-decrees.html
234. https://en.interfax.com.ua/news/general/852306.html
235 Olga Rudenko, « Ukraine ready to negotiate with Russia », *The Kyiv Independent*, 25 février 2022 (https://kyivindependent.com/national/ukraine-ready-to-negotiate-with-russia/).
236. Arthur Rutishauser, « Schweiz will Friedenskonferenz in Genf organisieren », *Tages Anzeiger*, 26 février 2022 (https://www.tagesanzeiger.ch/schweiz-will-friedenskonferenz-in-genf-organisieren-129475547083)
237. Maïa de La Baume & Jacopo Barigazzi, « EU agrees to give €500M in arms, aid to Ukrainian military in “watershed’ move” », Politico, 27 février 2022 (https://www.politico.eu/article/eu-ukraine-russia-funding-weapons-budget-military-aid/).
238. https://lequotidien.lu/politique-societe/jean-asselborn-eliminer-physiquement-vladimir-poutine/
239. https://thehill.com/homenews/senate/596843-graham-calls-for-somebody-in-russia-to-take-putin-out/
240. https://www.pravda.com.ua/eng/news/2022/05/23/7347987/
241. https://meduza.io/feature/2022/08/30/na-okkupirovannyh-territoriyah-ukrainy-ubivayut-chinovnikov-pereshedshih-na-storonu-rossii
242. https://lb.ua/society/2022/03/02/507732_luganshchini_znayshli_zastrelenim.html
243. Kaya Terry, « Pro-Russian mayor of city in eastern Ukraine who welcomed Putin’s invasion is found shot dead in the street after being kidnapped from his home », *The Daily Mail*, 3 mars 2022 (https://www.dailymail.co.uk/news/article-10571663/Pro-Russian-mayor-city-eastern-Ukraine-shot-dead-kidnapped-home.html).
244. https://www.timesofisrael.com/ukraine-reports-claim-negotiator-shot-for-treason-officials-say-he-died-in-intel-op/
245. Vlasta Lazur, « « Денис Кірєєв – співробітник ГУР, якого вбили в автівці СБУ, а тіло викинули на вулицю ». Інтерв’ю з Кирилом Будановим », Radio Svoboda, 22 janvier 2023 (https://www.radiosvoboda.org/a/вбивство-кірєєва/32233661.html).

246. https://t.me/koturi/2192
247. https://www.youtube.com/watch?v=ZWHpVnrwfLY
248. https://en.wikipedia.org/wiki/Oleksandr_Rzhavskyy
249. Max Seddon, Roman Olearchyk, Arash Massoudi & Neri Zilber, « Ukraine and Russia explore neutrality plan in peace talks », *Financial Times*, 16 mars 2022 (https://www.ft.com/content/7b341e46-d375-4817-be67-802b7fa77ef1)
250. « Russia, Ukraine "close to agreement" in negotiations, says Turkey », Al Jazeera, 20 mars 2022 (https://www.aljazeera.com/news/2022/3/20/turkey-says-russia-ukraine-close-to-agreement); « After rejecting ultimatum, Zelensky insists "meeting" with Putin needed to end war », The Times of Israel, 21 mars 2022 (https://www.timesofisrael.com/liveblog-march-21-2022/).
251. https://www.pravda.com.ua/eng/news/2022/05/5/7344206/
252. https://youtu.be/DmPg8f-WmRE
253. Julian E. Barnes, Adam Goldman, Adam Entous et Michael Schwirtz, « U.S. Believes Ukrainians Were Behind an Assassination in Russia », *The New York Times*, 5 octobre 2022 (https://www.nytimes.com/2022/10/05/us/politics/ukraine-russia-dugina-assassination.html).
254. Christiaan Triebert, Haley Willis, Yelyzaveta Kovtun & Alexander Cardia, « Ukraine's Other Counteroffensive: Drone Attacks on Russian Soil », *The New York Times*, 31 juillet 2023 (https://thegrayzone.com/2023/07/28/ukraines-baby-factories-profits-war/)
255. https://www.newsweek.com/russia-moscow-drone-strikes-ukraine-beaver-1816990
256. Rob Picheta, « Ukrainian drone strikes are bringing the war home to Russia. What does it mean for the conflict? », *CNN*, 5 août 2023 (https://edition.cnn.com/2023/08/05/europe/russia-ukraine-drone-attacks-analysis-explainer-intl/index.html)
257. https://transcripts.cnn.com/show/fzgps/date/2024-09-15/segment/01
258. Extrait verbatim de la vidéo d'allégeance et revendication de Khamzat Azimov, *Agence de presse Amaq*, 13 mai 2018
259. Sheikh Hamd bin Hamoud Al-Tameemy, "Rulings on Lone Jihad – Targeting Civilians", section 1, part 2, *Inspire*, nº 17, été 2017, p. 23.
260. Isabel van Brugen, « How Ukraine Followed the ISIS Playbook », *Newsweek*, 31 mai 2023 (https://www.newsweek.com/what-ukraine-russia-war-learned-isis-surveillance-drones-strikes-videos-1803199)
261. https://www.washingtonpost.com/world/2023/12/04/ukraine-counteroffensive-us-planning-russia-war/
262. https://www.france24.com/en/europe/20240809-russia-must-feel-the-war-zelensky-says-as-fighting-continues-on-russian-territory
263. https://thehill.com/opinion/international/5060257-zelensky-ukraine-corruption-waste/
264. https://www.bbc.com/news/articles/cm2ek388yxzo
265. https://www.jpost.com/diaspora/article-839230
266. Mattias Gardell, « Crusader Dreams: Oslo 22/7, Islamophobia, and the Quest for a Monocultural Europe », *Terrorism and Political Violence*, 26:129–155, 2014.
267. https://x.com/clashreport/status/1771289264623427868
268. Pour plus de détails sur la manière dont sont conçus les attentats terroristes djihadistes, voir : Jacques Baud, *Vaincre le terrorisme djihadiste*, Maxi Milo, 2023
269. https://www.info.gouv.fr/actualite/la-france-parce-qu-elle-a-derriere-elle-tout-un-peuple-ne-se-soumet-pas-ne-renonce-pas-ne-cede-pas-3290
270. *Ibid*.
271. https://www.lefigaro.fr/international/russie-une-fusillade-eclate-dans-une-salle-de-

concert-a-moscou-20240322
272. https://www.euractiv.com/section/global-europe/opinion/the-brief-the-crocus-falsification/
273. https://www.ukrinform.ua/rubric-world/3843796-terakt-u-krokus-siti-holi-moze-buli-operacieu-rosijskih-specsluzb-cpd.html
274. https://t.me/CenterCounteringDisinformation/9718
275. https://www.rts.ch/play/tv/-/video/-?urn=urn:rts:video:14796287
276. https://newsukraine.rbc.ua/news/isis-message-about-attack-on-crocus-city-1711150080.html
277. https://www.rts.ch/info/monde/2024/article/comment-l-attentat-de-moscou-et-les-accusations-contre-l-ukraine-revelent-les-failles-securitaires-russes-28448966.html
278. https://mid.ru/en/foreign_policy/news/1799810/
279. https://ru.usembassy.gov/security-alert-avoid-large-gatherings-over-the-next-48-hours/
280. https://www.interfax.ru/russia/953641
281. https://news.liga.net/politics/news/shoygu-zayavil-o-vozmozhnoy-prichastnosti-frantsii-k-teraktu-v-krokuse-makron-otreagiroval
282. https://www.cnn.com/2024/03/23/europe/moscow-concert-hall-attack-intl/index.html
283. https://www.wsj.com/world/europe/u-s-allows-ukraine-to-strike-inside-russia-with-american-weapons-72a3f8a1
284. https://kyivindependent.com/blinken-up-to-ukraine-if-it-decides-to-use-us-weapons-to-strike-inside-russia/
285. https://www.iiss.org/online-analysis/missile-dialogue-initiative/2023/10/ukraine-targets-russian-airfields-with-us-supplied-atacms-missile/
286. https://www.ft.com/content/0da7d91d-6836-4fad-a636-740de2381ee6
287. https://www.euronews.com/my-europe/2025/04/14/germany-is-open-to-sending-taurus-missiles-to-ukraine-says-merz
288. https://kyivindependent.com/sbu-head-russia-stops-weapons-supplies-via-crimean-bridge-after-repeated-strikes/
289. https://www.lloydslist.com/LL1152637/Seajewel-incident-looks-like-pattern-of-deliberate-action-underwriters-warn
290. https://www.theguardian.com/world/2024/dec/25/russian-cargo-ship--ursa-major-owner-sinking-mediterranean-terrorism
291. https://www.qcintel.com/article/explosion-damages-russian-oil-products-tanker-at-ust-luga-port-35870.html
292. https://www.bairdmaritime.com/security/incidents/piracy/italy-opens-terrorism-probe-into-tanker-blasts
293. https://united24media.com/latest-news/explosions-occur-on-three-tankers-in-mediterranean-sea-previously-docked-in-russian-ports-6055
294. https://maritime-executive.com/article/authorities-explore-if-tankers-in-the-russian-oil-trade-are-being-targeted
295. Jacques Deveaux, « Qui sont les Tatars chantés par Jamala, la chanteuse vainqueur de l'Eurovision ? », Geopolis, 15 mai 2016 (https://www.francetvinfo.fr/monde/russie/qui-sont-les-tatars-chantes-par-jamala-la-chanteuse-vainqueur-de-leurovision_3063393.html)
296. Olivier Tallès, « Les Tatars de Crimée sous la pression de Moscou », *La Croix*, 13 septembre 2017.
297. Les volontaires tatars formaient sept milices et unités rattachées à la Waffen-SS : SS-Waffengruppe Idel-Ural, Waffen-Gebirgs-Brigade der SS (Tatar Nr. 1), 30. Waffen-Grenadier-

Division der SS (russische Nr. 2), Wolgatatarische Legion, Tataren-Gebirgsjäger-Regiment der SS, Waffen-Gruppe Krim, Schutzmannschaft Battalion. En tout, on peut estimer que 40 000-60 000 Tatars ont combattu avec les forces allemandes.

298. https://soviethistory.msu.edu/1968-2/exiled-peoples-return/exiled-peoples-return-texts/rehabilitation-of-the-tatars/

299. NDA : avec une participation de 81,3 % de la population.

300. https://webarchive.archive.unhcr.org/20230521204858/https://www.refworld.org/docid/469f38ec2.html

301. https://ctrcenter.org/wp-content/uploads/2024/04/report_ctrc_compressed.pdf

302. https://t.me/s/atesh_ua

303. https://cepa.org/article/behind-the-lines-inside-the-resistance-sabotaging-putins-plans-for-ukraine/

304. Jessica Parker, « Ukraine war: Atesh, the group spying on Russians in occupied Crimea », BBC News, 6 janvier 2024 (https://www.bbc.com/news/world-europe-67659275)

305. « Atesh Partisans Deploy Agents Within Russian Armed Forces », *Kyiv Post*, 25 octobre 2024 (https://www.kyivpost.com/post/41073)

306. https://en.wikipedia.org/wiki/2023_Belgorod_Oblast_incursions

307. « Cross-border incursions from Ukraine take a stab at Russian defences », Euractiv.com/Reuters, 24 mai 2023 (https://www.euractiv.com/section/global-europe/news/cross-border-incursions-from-ukraine-take-a-stab-at-russian-defences/)

308. « Russian “clean up” operation after raid on Belgorod from Ukraine », Al Jazeera, 23 mai 2023 (https://www.aljazeera.com/news/2023/5/23/ukraine-says-russian-armed-groups-behind-border-raid-on-russia)

309. https://www.rts.ch/info/monde/14042636-des-combattants-font-une-incursion-armee-en-russie-et-frappent-plusieurs-villages.html

310. « Quand des opposants russes à Poutine prennent les armes en Ukraine », *Le Point*/AFP, 31 octobre 2023 (https://www.lepoint.fr/monde/quand-des-opposants-russes-a-poutine-prennent-les-armes-en-ukraine-31-10-2023-2541503_24.php)

311. https://extremismterms.adl.org/glossary/denis-kapustin

312. https://www.nbcnews.com/news/world/belgorod-raid-russian-volunteer-corps-freedom-russia-legion-rcna86168

313. Yuliya Talmazan, « Who are the anti-Putin groups behind the dramatic raid into Russia? », NBC News, 26 mai 2023 (https://www.nbcnews.com/news/world/belgorod-raid-russian-volunteer-corps-freedom-russia-legion-rcna86168)

314. https://en.interfax.com.ua/news/general/912407.html

315. Stefan Talmon, « Ukraine’s Involvement in Cross-Border Raids by Russian Paramilitary Groups: Illegal Use of Force and Intervention or Lawful Self-Defence? », *European Journal of International Law*, 29 mai 2023 (https://www.ejiltalk.org/ukraines-involvement-in-cross-border-raids-by-russian-paramilitary-groups-illegal-use-of-force-and-intervention-or-lawful-self-defence/)

316. Vidéo *La France à genoux*, *État islamique*, 21 novembre 2015.

317. Stefan Talmon, « Russian “clean up” operation after raid on Belgorod from Ukraine », Al Jazeera, 23 mai 2023 (https://www.aljazeera.com/news/2023/5/23/ukraine-says-russian-armed-groups-behind-border-raid-on-russia)

318. Nick Mordowanec, « Russia Removes Nuclear Munitions From Belgorod Amid Conflict: Ukraine », *Newsweek*, 22 mai 2023 (https://www.newsweek.com/russia-removes-nuclear-munitions-belgorod-amid-conflict-ukraine-1801940)

319. Caroline Roux dans l'émission *C dans l'air* du 17 octobre 2021 (« Poutine, maître du jeu #cdanslair 17.10.2021 », France 5/YouTube, 18 octobre 2021) (1h33'30'')
320. Camille Grange, « Poutine, ou la chasse à l'oligarque », *Le Journal International*, 7 mai 2013.
321. Luke Harding, « The richer they come… », *The Guardian*, 2 juillet 2007.
322. Sabine Siebold, Anton Zverev, Catherine Belton & Andrew Osborn, « Special Report: In Germany's Black Forest, Putin critic Navalny gathered strength and resolve », Reuters, 25 février 2021
323. https://www.pravda.com.ua/eng/news/2024/07/13/7465507/
324. https://news.antiwar.com/2024/07/14/ukraines-military-intelligence-says-there-have-been-attempts-to-assassinate-putin/
325. https://www.washingtonpost.com/world/2023/10/23/ukraine-cia-shadow-war-russia/
326. https://www.twz.com/this-is-russias-electronic-warfare-helicopter-jamming-in-ukraine
327. Voir mon ouvrage *Gouverner par les Fake News*, Max Milo, 2020.
328. Voir mon ouvrage *Ukraine entre guerre et paix*, Max Milo, 2023.
329. « Ukraine war latest: Kyiv says special forces conduct operation in occupied Crimea », *The Kyiv Independent*, 4 octobre 2023 (https://kyivindependent.com/ukraine-war-latest-kyiv-says-special-forces-conducted-operation-in-occupied-crimea/)
330. https://www.pravda.com.ua/eng/articles/2024/11/18/7484985/
331. https://www.thetimes.com/world/russia-ukraine-war/article/this-is-like-gallipoli-inside-ukraines-hardest-battle-yet-xtps39qzs
332. https://kyivindependent.com/with-krynky-lost-what-did-the-perilous-operation-accomplish/
333. Article « Référendum de 1991 en Crimée », Wikipédia (consulté le 27 novembre 2021)
334. https://www.promoteukraine.org/german-ambassador-almost-impossible-to-get-real-guarantees-under-budapest-memorandum/
335. https://treaties.un.org/doc/Treaties/2014/10/20141002%2012-58%20PM/Other%20Documents/COR-Reg-52240-Sr-65114.pdf
336. « No Russian Troops in Ukraine says Kiev General », YouTube, 1er février 2015.
337. « SBU says 56 Russians in military actions against Ukraine since conflict began », Interfax-Ukraine/*Kiyv Post*, 10 octobre 2015 (https://www.kyivpost.com/article/content/war-against-ukraine/sbu-registers-involvement-of-56-russian-in-military-actions-against-ukraine-since-military-conflict-in-eastern-ukraien-unfolded-399718.html); « Only 56 Russians Fought in Ukraine- says Ukraine's State Security (SBU) », YouTube, 7 février 2016.
338. https://en.wikipedia.org/wiki/Vasyl_Hrytsak
339. https://regnum.ru/news/3890625
340. https://regnum.ru/news/3578241
341. https://www.cnn.com/2025/03/15/europe/zelensky-putin-kursk-encircle-russia-ukraine-intl/index.html
342. Thomas Zaugg & Benedict Neff, « Deswegen sage ich: Russland wird den Krieg im Oktober verloren haben », *NZZ*, 27 mars 2023 (https://www.nzz.ch/feuilleton/marcus-keupp-deswegen-sage-ich-russland-wird-den-krieg-im-oktober-verloren-haben-ld.1731488?reduced=true&mktcval=Twitter&mktcid=smsh)
343. https://youtu.be/7bh1ZX0H0E4?t=491
344. https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2025/03/05/adresse-aux-francais-6
345. https://www.cybercom.mil/Media/News/Article/3895345/russian-disinformation-campaign-doppelgnger-unmasked-a-web-of-deception/

346. https://www.rtbf.be/article/sabotage-et-attaques-russes-des-agents-jetables-et-de-nouvelles-armes-au-service-du-kremlin-revele-un-rapport-11523066
347. https://www.jpost.com/breaking-news/article-850084
348. https://www.rts.ch/info/dossiers/2022/guerre-en-ukraine/2025/article/frappe-russe-a-soumy-au-moins-21-morts-dont-des-enfants-en-ukraine-28853489.html
349. https://www.pravda.com.ua/eng/news/2025/04/14/7507507/
350. https://www.pravda.com.ua/eng/news/2025/04/15/7507659/
351. https://ukranews.com/ua/interview/3020-predstavnyk-gur-andrij-yusov-pro-rosijskyh-polonenyh-zavdannya-spetspidrozdilu-shaman-robotu
352. http://en.kremlin.ru/events/president/news/67843
353. https://www.cybercom.mil/Media/News/Article/3895345/russian-disinformation-campaign-doppelgnger-unmasked-a-web-of-deception/
354. https://www.rts.ch/play/tv/-/video/-?urn=urn:rts:video:13004217
355. Лилия Рагуцкая, « Ярош: если Зеленский предаст Украину — потеряет не должность, а жизнь », *Obozrevatel*, 27 mai 2019, (https://incident.obozrevatel.com/crime/dmitrij-yarosh-esli-zelenskij-predast-ukrainu-poteryaet-ne-dolzhnost-a-zhizn.htm)
356. https://english.almayadeen.net/news/politics/zelensky-admits-he-never-intended-to-implement-minsk-agreeme
357. https://www.france24.com/en/europe/20241011-should-zelensky-s-government-be-afraid-of-far-right-groups
358. https://www.france24.com/en/europe/20250211-ukraine-prepared-to-swap-territory-with-russia-in-peace-negotiations-zelensky-says
359. https://www.bbc.com/news/articles/cn4x9gz4ylwo
360. https://www.france24.com/en/europe/20241123-ukraine-loses-more-than-40-of-territory-it-seized-in-russia-s-kursk-region
361. https://www.bbc.com/news/articles/cm2796pdm1lo
362. https://www.defense.gov/News/News-Stories/Article/Article/3955757/pentagon-says-10k-north-korean-troops-in-kursk-oblast/
363. https://www.nytimes.com/2024/10/16/world/asia/north-korea-ukraine-russia.html#
364. https://www.nytimes.com/2024/12/23/us/politics/russia-ukraine-north-korea.html
365. https://www.politico.eu/article/north-koreans-skilled-fighters-rather-kill-themselves-then-get-captured-ukrainian-soldiers-say/
366. https://www.rts.ch/info/dossiers/2022/guerre-en-ukraine/2024/minute-par-minute/28737278.html
367. https://www.theguardian.com/world/2025/feb/07/russia-withdraws-north-korea-troops-kursk-deaths-ukraine-war
368. https://www.bbc.com/news/articles/cednp7q41l2o
369. https://x.com/East_Calling/status/1916119427717661167
370. https://actu.fr/monde/utilises-comme-chair-a-canon-pousses-au-suicide-ce-que-l-on-sait-des-nord-coreens-envoyes-en-ukraine_62116003.html
371. https://www.bbc.com/news/articles/cn4x9gz4ylwo
372. https://www.nytimes.com/2022/10/05/us/politics/ukraine-russia-dugina-assassination.html
373. https://global.espreso.tv/budanov-says-he-does-not-consider-killing-russian-citizens-to-be-terrorism
374. https://www.independent.co.uk/news/world/europe/ukraine-war-russia-spy-assassination-

b2519543.html
375. https://www.pravda.com.ua/eng/news/2024/07/13/7465507/
376. https://rmc.bfmtv.com/actualites/international/on-l-a-fait-en-roumanie-thierry-breton-reagit-aux-ingerences-de-musk-en-allemagne-avec-l-afd_AN-202501090232.html
377. http://www.presidency.ro/files/userfiles/Documente%20CSAT/Document%20CSAT%20MAI.pdf
378. https://www.presidency.ro/files/userfiles/Documente%20CSAT/Document%20CSAT%20SIE.pdf
379. https://www.presidency.ro/files/userfiles/Documente%20CSAT/Document%20CSAT%20SRI%20I.pdf
380. https://www.presidency.ro/files/userfiles/Documente%20CSAT/Document%20CSAT%20SRI%20II.pdf
381. https://www.presidency.ro/files/userfiles/Documente%20CSAT/Document%20CSAT%20STS.pdf
382. https://www.politico.eu/article/investigation-ties-romanian-liberals-tiktok-campaign-pro-russia-candidate-calin-georgescu/
383. https://romania.europalibera.org/a/plangere-penala-pentru-deturnarea-unei-campanii-in-favoarea-lui-calin-georgescu/33248864.html
384. https://snoop.ro/anaf-a-descoperit-ca-pnl-a-platit-o-campanie-care-l-a-promovat-masiv-pe-calin-georgescu-pe-tiktok/
385. https://stratcomcoe.org/publications/russias-information-influence-operations-in-the-nordic-baltic-region/314/
386. https://x.com/RusEmbDK/status/1021688735677734912
387. https://www.europe1.fr/societe/le-groupe-russe-lockbit-revendique-la-cyberattaque-de-lhopital-de-corbeil-essonnes-4133838
388. https://www.bfmtv.com/tech/cybersecurite/lockbit-killnet-ces-pirates-pro-russes-qui-s-en-prennent-aux-mairies-et-administrations-francaises_AV-202211220459.html
389. https://www.francetvinfo.fr/internet/securite-sur-internet/cyberattaques/cyberattaque-l-hopital-simone-veil-de-cannes-victime-d-un-groupe-russophone_6523487.html
390. https://www.theregister.com/2024/06/13/conti_lockbit_ukraine_arrest/
391. https://therecord.media/ukraine-suspected-lockbit-conti-affiliate
392. https://www.darkreading.com/cyberattacks-data-breaches/lockbit-and-conti-ransomware-hacker-busted-in-ukraine
393. https://www.europol.europa.eu/media-press/newsroom/news/law-enforcement-disrupt-worlds-biggest-ransomware-operation
394. https://www.tf1info.fr/politique/en-direct-soutien-a-l-ukraine-suivez-l-interview-exclusif-d-emmanuel-macron-au-jt-de-20h-de-tf1-2289419.html
395. https://www.francetvinfo.fr/politique/emmanuel-macron/face-a-la-menace-russe-rester-spectateur-serait-une-folie-ce-qu-il-faut-retenir-de-l-allocution-d-emmanuel-macron-consacree-a-la-guerre-en-ukraine_7112118.html
396. https://www.cybercom.mil/Media/News/Article/3895345/russian-disinformation-campaign-doppelgnger-unmasked-a-web-of-deception/
397. https://www.occrp.org/en/project/the-pandora-papers/pandora-papers-reveal-offshore-holdings-of-ukrainian-president-and-his-inner-circle
398. https://foreignpolicy.com/2024/07/29/ukraine-is-still-too-corrupt-to-join-the-west/
399. https://www.reuters.com/world/europe/russia-hikes-national-defence-spending-by-23-2025-2024-09-30/

400. www.stratcomcoe.org/
401. « Latvia shares NATO STRATCOM experience with Ukraine », LSM.lv, 27 octobre 2015 (https://eng.lsm.lv/article/society/society/latvia-shares-nato-stratcom-experience-with-ukraine.a152152/)
402. *The Kremlin and DAESH Information Activities*, NATO Strategic Communications Centre of Excellence, Riga, octobre 2016.
403. https://www.cia.gov/readingroom/docs/DOC_0000238882.pdf
404. https://en.wikipedia.org/wiki/Voice_of_America
405. Evie Coffey, « GCHQ head says Ukraine conflict marked "sea-change" in release of intelligence », *Gloucestershire Live*, 29 décembre 2022 (https://www.gloucestershirelive.co.uk/news/uk-world-news/gchq-head-says-ukraine-conflict-7976536)
406. https://www.sgrs.be/wp-content/uploads/20250402_RA24.pdf
407. https://www.vsse.be/sites/default/files/vsse_intelligence_report_2024_fr.pdf
408. https://www.newsd.admin.ch/newsd/message/attachments/72369.pdf
409. Voir chapitre « La cyber-guerre russe ».
410. https://detector.media/infospace/article/185723/2021-03-11-rnbo-stvoryla-mizhnarodnyy-tsentr-protydii-dezinformatsii/
411. https://www.president.gov.ua/documents/1372021-38365
412. https://detector.media/community/article/186118/2021-03-19-lyubov-tsybulska-ocholyt-tsentr-strategichnykh-komunikatsiy-ta-informbezpeky-dopovneno/
413. https://detector.media/infospace/article/186524/2021-03-31-napryamy-ta-pryntsypy-roboty-tsentru-strategichnykh-komunikatsiy-ta-informatsiynoi-bezpeky-prezentatsiya/
414. https://www.hybridcoe.fi/
415. https://stratcomcoe.org/
416. https://mv.gov.cz/chh/clanek/centrum-proti-terorismu-a-hybridnim-hrozbam.aspx
417. https://op.europa.eu/en/web/who-is-who/organization/-/organization/EEAS_INTCEN/
418. https://spravdi.gov.ua/
419. https://spravdi.gov.ua/budanov-golovne-upravlinnya-rozvidky-pidpysalo-memorandum-z-czentrom-strategichnyh-komunikaczij/
420. David K. Shipler, « Missionaries For Democracy: U.S. Aid For Global Pluralism », *The New York Times*, 1er juin 1986.
421. https://www.ned.org/about/history/
422. https://www.ned.org/region/eurasia/russia-2021/
423. telegra.ph/OP-HMG-Trojan-Horse-Part-4-Undermining-Russia-I-02-04
424. *Foreign and Commonwealth Office: Integrity Initiative, Question for Foreign and Commonwealth Office*, UIN 196177, 27 novembre 2018.
425. Matt Kennard, « UK spends over £80m on media in 20 countries around Russia », *Declassified UK*, 8 février 2022
426. fr.wikipedia.org/wiki/Agent_d'influence
427. « Affaire Navalny : la France favorable à l'abandon du projet de gazoduc Nord Stream 2, selon le secrétaire d'État chargé des Affaires européennes », franceinfo.fr, 1er février 2021.
428. « La France n'interviendra pas auprès de l'Allemagne sur Nord Stream 2, dit Le Drian », Reuters, 3 février 2021.
429. Document « The Integrity Initiative Guide to Countering Russian Disinformation » (https://www.pdf-archive.com/2018/11/02/untitled-pdf-document-1/)
430. *Supplier Event, Support for Independent Media in Eastern Partnership Countries,*

Support for Independent Media in the Baltic States, Foreign & Commonwealth Office, Londres, 26 juin 2018.

431. https://search.brave.com/search?q=integrity+initiative+france&summary=1&conversation=90629f43b9b28cebd5ed6b

432. Chris York, « How A Murky Row Over Russia, Jeremy Corbyn And A "Psyops Campaign" Went Mainstream », huffingtonpost.co.uk, 2 février 2019 ; Mark McLaughlin, « Hacker-hit research group the Integrity Initiative is sorry for Jeremy Corbyn tweets », *The Times*, 6 avril 2019.

433. CND Paris & Brussels 2-4 mai 2016 (https://www.pdf-archive.com/2018/12/13/cnd-paris--bxl-may-2016-v2/).

434. Benoît Bréville, « Chasseur de "conspis" », *Le Monde diplomatique*, avril-mai 2018 ; Brice Perrier, « Conspiracy Watch de Rudy Reichstadt : les contradictions de l'anti-complotiste professionnel », *Marianne*, 23 novembre 2019 ; Laurent Dauré, « Quand les "complotologues" de Franceinfo font l'impasse sur la principale théorie du complot de l'ère Trump », Acrimed, 10 mars 2021.

435. Isabelle Mandraud, « Françoise Thom, la procureure de Poutine », *Le Monde*, 21 octobre 2019.

436. Bellingcat Investigation Team, « Skripal Suspect Boshirov Identified as GRU Colonel Anatoliy Chepiga », *Bellingcat*, 26 septembre 2018

437. https://johnhelmer.net/mh17-trial-dutch-judge-hendrik-steenhuis-discredits-himself-and-the-trial-with-first-mention-in-court-of-inadmissible-autopsy-evidence-proving-nonethless-no-russian-buk-missile/

438. *Upskilling to Upscale: Unleashing the Capacity of Civil Society to Counter Disinformation*, Final Report, juin 2018, p. 72.

439. *Upskilling to Upscale: Unleashing the Capacity of Civil Society to Counter Disinformation*, Final Report, juin 2018, p. 55 (paragraphe 5.3).(https://www.pdf-archive.com/2019/03/22/untitled-pdf-document-1/)

440. « Attack On Europe: Documenting Russian Equipment Losses During The 2022 Russian Invasion Of Ukraine », *Oryx*, 24 février 2022 (https://www.oryxspioenkop.com/2022/02/attack-on-europe-documenting-equipment.html)

441. https://www.rts.ch/info/monde/13492719-en-ukraine-de-plus-en-plus-dhelicopteres-russes-sont-abattus.html

442. Thomas Zaugg & Benedict Neff, « Deswegen sage ich: Russland wird den Krieg im Oktober verloren haben », *NZZ*, 27 mars 2023 (https://www.nzz.ch/feuilleton/marcus-keupp-deswegen-sage-ich-russland-wird-den-krieg-im-oktober-verloren-haben-ld.1731488?reduced=true&mktcval=Twitter&mktcid=smsh)

443. « Guerre en Ukraine: "L'armée de Poutine sera vaincue au plus tard en octobre" », *La Libre*, 4 avril 2023 (https://www.lalibre.be/international/europe/guerre-ukraine-russie/2023/04/04/guerre-en-ukraine-larmee-de-poutine-sera-vaincue-au-plus-tard-en-octobre-B252W43RBBGDPB5YSCBUNFDY7Y/)

444. https://imi.org.ua/en/news/oksana-romaniuk-90-of-ukrainian-media-survived-thanks-to-grants-i66314

445. https://www.stopfake.org/en/manipulation-90-of-ukraine-s-media-were-totally-dependent-on-usaid/

446. https://www.international.gc.ca/world-monde/issues_development-enjeux_developpement/response_conflict-reponse_conflits/crisis-crises/ukraine-fact-fait.aspx?lang=fra

447. https://www.hrw.org/news/2018/08/31/ukraine-ensure-all-pensioners-have-access-benefits
448. https://digitallibrary.un.org/record/3803488/files/A_73_868--S_2019_375-EN.pdf?ln=fr
449. https://www.newsweek.com/russia-nato-plot-get-rid-zelensky-war-2025292
450. https://www.rts.ch/info/monde/13202280-un-missile-russe-touche-un-centre-commercial-du-centre-de-lukraine-faisant-craindre-un-lourd-bilan.html
451. Hilmi Hacaloglu, Umut Colak & Ezel Sahinkaya, « Amid Russia-Ukraine War, Turkey Worries About Floating Mines in Black Sea », Voice of America News, 8 avril 2022 (https://www.voanews.com/a/amid-russia-ukraine-war-turkey-worries-about-floating-mines-in-black-sea/6521222.html)
452. Yoruk Isik & Azra Ceylan, « Turkey defuses mine after Russia warns of strays from Ukraine ports », Reuters, 26 mars 2022 (https://www.reuters.com/world/middle-east/turkey-finds-mine-like-object-floating-off-black-sea-2022-03-26/)
453. Dave Lawler, « Ukraine suffering up to 1,000 casualties per day in Donbas, official says », Axios, 15 juin 2022 (https://www.axios.com/2022/06/15/ukraine-1000-casualties-day-donbas-arakhamia)
454. Karoun Demirjian, Alex Horton & Stefano Pitrelli, « Russia's grain blockade may require U.S. intervention, general suggests », *The Washington Post*, 26 mai 2022 (https://www.washingtonpost.com/national-security/2022/05/26/russia-ukraine-grain-blockade/)
455. https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/2025/03/outcomes-of-the-united-states-and-russia-expert-groups-on-the-black-sea/
456. http://www.kremlin.ru/events/president/news/76526
457. « La guerre hybride de Poutine contre l'Occident », www.lecho.be, 14 juillet 2016.
458. Damien Van Puyvelde, « La guerre hybride existe-t-elle vraiment ? », www.nato.int, 7 mai 2015.
459. https://www.lalibre.be/international/europe/2025/03/18/la-russie-a-t-elle-orchestre-un-incendie-criminel-dans-un-ikea-europeen-les-couleurs-du-magasin-sont-identiques-a-celles-du-drapeau-ukrainien-TSG3H46L55DYJADJMBV4IGISEI/
460. Валерий Герасимов, « Ценность науки в предвидении », *Военнопромышленный курьер*, 26 février 2013 (Gherassimov Valery, « La valeur de la science dans la prospective », *Courier Militaro-Industriel*, 26 février 2013)
461. Mark Galeotti, « The "Gerasimov Doctrine" and Russian Non-Linear War », In Moscow's Shadows (blog), 6 juillet 2014.
462. Frédéric KOLLER, « Désinformation, l'offensive russe », *Le Temps*, 27 décembre 2016.
463. Olivier TALLÈS, « Bruxelles s'alarme de la désinformation russe », *La Croix*, 4 mai 2017.
464. Marc Nexon, « Gherassimov, le général russe qui mène la guerre de l'information », Le Point.fr, 2 mars 2017.
465. Mark Galeotti, « I'm Sorry for Creating the "Gerasimov Doctrine" », *Foreign Policy*, 5 mars 2018.
466. https://www.ifri.org/fr/presse-contenus-repris-sur-le-site/la-france-cible-privilegiee-de-la-guerre-hybride-du-kremlin
467. https://www.lepoint.fr/politique/ingerence-desinformation-cyberattaques-ce-qu-est-une-guerre-hybride-19-11-2022-2498355_20.php
468. https://www.rtbf.be/article/face-a-la-guerre-hybride-l-otan-et-l-ue-veulent-davantage-cooperer-8980868
469. https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/01/08/a-partir-de-quand-la-guerre-hybride-

devient-elle-la-guerre-tout-court_6487401_3232.html
470. https://mae.gouvernement.lu/en/actualites.gouvernement2024+en+actualites+toutes_actualites+communiques+2023+03-mars+21-bausch-asselborn-conseil.html
471. https://apnews.com/article/european-commission-von-der-leyen-balkans-kosovo-russia-04edfec4d473d88620793c5b9f9d6ed3
472. https://information.tv5monde.com/international/guerres-hybrides-ces-conflits-qui-exploitent-tout-le-spectre-du-possible-1413348
473. Claudia Ciobanu, « Fearing New Hybrid War Front, Poland to Build Wall on Kaliningrad Border », Reporting Democracy, 2 novembre 2022 (https://balkaninsight.com/2022/11/02/fearing-new-hybrid-war-front-poland-to-build-wall-on-kaliningrad-border/)
474. https://www.rtbf.be/article/la-finlande-prolonge-la-fermeture-de-sa-frontiere-avec-la-russie-11354194
475. https://www.infomigrants.net/en/post/35990/eu-refuses-to-fund-border-walls-against-migrants-entering-from-belarus
476. https://www.lemonde.fr/international/article/2024/01/27/depuis-le-brexit-l-immigration-au-plus-haut-au-royaume-uni_6213401_3210.html
477. Seymour Hersh, « How America Took Out the Nord Stream Pipeline », Substack, 8 février 2023 (https://seymourhersh.substack.com/p/how-america-took-out-the-nord-stream)
478. Shane Harris & Souad Mekhennet, « U.S. had intelligence of detailed Ukrainian plan to attack Nord Stream pipeline », *The Washington Post*, 6 juin 2023 (https://www.washingtonpost.com/national-security/2023/06/06/nord-stream-pipeline-explosion-ukraine-russia/)
479. « Keine Sabotage, sondern Gier », Tagesschau.de, 27 juillet 2023 (https://www.tagesschau.de/investigativ/bahn-ausfall-sabotage-kabel-diebstahl-100.html)
480. Olivia Solon & Mark Bergen, « Fishing Boats Can't Stop Running Over Undersea Internet Cables », Bloomberg, 24 avril 2023 (https://www.bloomberg.com/news/articles/2023-04-24/fishing-boats-keep-running-over-ocean-internet-cables#xj4y7vzkg)
481. Derrick Bryson Taylor & Christine Chung, « Shetland Cut Off From the World After Undersea Cable Breaks », *The New York Times*, 20 octobre 2022 (mis à jour 21 octobre 2022) (https://www.nytimes.com/2022/10/20/world/europe/shetland-scotland-outage.html)
482. https://therecord.media/fishing-vessel-not-sabotage-to-blame-for-shetland-island-submarine-cable-cut
483. « Russian man jailed for 90 days in Norway for illegally flying drone », Euronews/AP/AFP, 23 novembre 2022 (mis à jour 28 novembre 2022) (https://www.euronews.com/2022/11/23/russian-man-jailed-for-90-days-in-norway-for-illegally-flying-drone)
484. https://www.nato.int/cps/en/natohq/who_is_who_50158.htm?selectedLocale=en
485. https://fr.euronews.com/2025/02/01/la-norvege-libere-un-navire-a-equipage-russe-apres-une-enquete-sur-des-dommages-causes-au-
486. https://www.iiss.org/online-analysis/online-analysis/2018/04/tunisia-reluctant-partnership-nato/
487. https://en.wikipedia.org/wiki/GRU_Unit_29155
488. Michael Schwirtz, « Top Secret Russian Unit Seeks to Destabilize Europe, Security Officials Say », *The New York Times*, 8 octobre 2019.
489. https://nv.ua/world/countries/prigozhin-ubit-k-likvidacii-glavarya-vagnera-mozhet-byt-prichasten-general-gru-andrey-averyanov-50349107.html

490. Frédéric Koller, « Ces espions russes qui aiment la Suisse », *Le Temps*, 7 décembre 2019.
491. https://www.rts.ch/info/suisse/2024/article/la-mission-diplomatique-russe-augmente-le-nombre-de-ses-antennes-a-geneve-pour-espionner-28694017.html
492. https://nv.ua/world/countries/prigozhin-ubit-k-likvidacii-glavarya-vagnera-mozhet-byt-prichasten-general-gru-andrey-averyanov-50349107.html
493. Petr Musil, « Zeman: Nemůžeme nechat cizí agenty páchat u nás terorismus. BIS ale zatím nemá důkazy », Prima News *(cnn.iprima.cz)*, 25 avril 2021
494. https://twitter.com/leonidragozin/status/1181849700300972032
495. https://shieldandsword.mozohin.ru/mi/gru4992/school/161center.htm
496. Алексей Никольский, « «Элитная часть ГРУ » из статьи NY Times оказалась курсами для разведчиков », *Ведомости*, 9 octobre 2019, www.vedomosti.ru/politics/articles/2019/10/09/813253-elitnaya-chast-ny-dlya)
497. https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2024/12/16/russian-hybrid-threats-eu-agrees-first-listings-in-response-to-destabilising-activities-against-the-eu-its-member-states-and-partners/
498. https://www.statewatch.org/media/documents/news/2016/may/eu-intcen-factsheet.pdf
499. Joris Nieuwint, « Whiskey On The Rocks – When Sweden Woke Up To Find a Russian Submarine Stuck On a Rock », warhistoryonline.com, 5 août 2015.
500. « How herring farts almost lead to a diplomatic crisis: Magnus Wahlberg at TEDxGöteborg », *TEDx Talks*, 2 novembre 2012.
501. https://mondediplo.com/2024/11/10nordstream
502. https://en.wikipedia.org/wiki/Katyn_Commission
503. https://www.rts.ch/play/tv/redirect/detail/13567586?startTime=547
504. https://www.politico.eu/article/sweden-baltic-sea-cable-cut-not-sabotage/
505. https://www.dw.com/en/sweden-baltic-sea-cable-damage-not-sabotage-ship-released/a-71495750
506. https://lemarin.ouest-france.fr/defense/tout-lequipage-est-russe-un-navire-arraisonne-en-norvege-apres-le-sabotage-presume-dun-cable-f198c014-dfd9-11ef-b40c-22cc31255954
507. https://www.bairdmaritime.com/security/incidents/norway-releases-silver-dania-after-no-link-to-baltic-sea-cable-damage-was-found
508. https://lenta.ru/news/2025/02/08/obryv/
509. « Ukraine Says It Shot Down Russian Balloons Over Kyiv », RFE/RL's Russian Service, 15 février 2023 (https://www.rferl.org/a/ukraine-russia-balloons-shot-down/32272994.html)
510. Alessandra Scotto di Santolo, « MiGs scrambled over Romania as air force detects 'aerial surveillance' balloon », *Daily Express*, 14 février 2023 (https://www.express.co.uk/news/world/1734640/migs-scrambled-romania-aerial-surveillance-balloon)
511. Thomas Newdick, « Balloon-Like Object Closed Down Moldova's Airspace Next To Ukraine Today », *The Warzone*, 14 février 2023 (https://www.thedrive.com/the-war-zone/balloon-like-object-closed-down-moldovas-airspace-next-to-ukraine-today)
512. https://www.handelsblatt.com/politik/international/boris-pistorius-muessen-von-sabotage-ausgehen/100089440.html
513. https://www.zeit.de/politik/ausland/2024-11/ostsee-kabel-sabotage-bundesverteidigungsminister-boris-pistorius
514. https://www.washingtonpost.com/world/2025/01/19/russia-baltic-undersea-cables-accidents-sabotage/
515. « Nord Stream leaks: Sabotage to blame, says EU », BBC News, 28 septembre 2022

(https://www.bbc.com/news/world-europe-63057966)
516. « Nord Stream : explosions, “actes délibérés”… Ce que l’on sait des fuites des gazoducs en mer Baltique », TF1, 28 septembre 2022 (https://www.tf1info.fr/international/guerre-ukraine-russie-gazoducs-nord-stream-explosions-sabotages-ce-que-l-on-sait-sur-les-fuites-spectaculaires-en-mer-baltique-2233630.html)
517. Charlotte Lalanne, « Sabotages de Nord Stream : la «guerre hybride» a bel et bien commencé », *L’Express*, 1er octobre 2022 (mis à jour 3 octobre 2022), (https://www.lexpress.fr/monde/europe/sabotages-de-nord-stream-la-guerre-hybride-a-bel-et-bien-commence_2181076.html)
518. https://youtu.be/EMD47FFBvTs
519. https://youtu.be/K-WzRgrzlLU?t=88
520. https://youtu.be/hu1J6aA7c-w
521. Lia Pescatore, « Nord-Stream-Lecks: kaum Fakten, dafür umso wildere Spekulationen », *NZZ*, 18 octobre 2022 (https://www.nzz.ch/amp/wirtschaft/nord-stream-lecks-kaum-fakten-dafuer-umso-wildere-spekulationen-ld.1706600)
522. https://www.rts.ch/play/tv/redirect/detail/13423556?startTime=176
523. https://information.tv5monde.com/international/guerres-hybrides-ces-conflits-qui-exploitent-tout-le-spectre-du-possible-1413348
524. https://www.foxbusiness.com/markets/eu-hits-russia-news-sanctions-issues-price-cap-oil-nord-stream-sabotage
525. Shane Harris, John Hudson, Missy Ryan & Michael Birnbaum, « No conclusive evidence Russia is behind Nord Stream attack », *The Washington Post*, 21 décembre 2022 (https://www.washingtonpost.com/national-security/2022/12/21/russia-nord-stream-explosions/)
526. Adam Entous, Julian E. Barnes & Adam Goldman, « Intelligence Suggests Pro-Ukrainian Group Sabotaged Pipelines, U.S. Officials Say », *The New York Times*, 7 mars 2023 (https://archive.ph/4Qmxx)
527. Holger Stark, « Nord-Stream-Ermittlungen: Spuren führen in die Ukraine », *Die Zeit*, 7 mars 2023 (https://archive.ph/QWVjd)
528. https://www.spiegel.de/politik/deutschland/nord-stream-wie-ein-ukrainisches-geheimkommando-pipelines-sprengte-a-7aceb6f8-060f-4d29-9ddd-582dfdaf4ac6
529. https://www.aa.com.tr/en/politics/several-arrested-after-attempt-to-blow-up-turkstream-pipeline-russia/2710880
530. https://www.reuters.com/world/europe/russia-says-repelled-ukrainian-drone-attack-turkstream-pipeline-compressor-2025-03-01/
531. https://en.mehrnews.com/news/229129/Hungary-slams-Ukrainian-attack-on-TurkStream
532. https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=EU_trade_with_Russia_-_latest_developments
533. « L’OTAN et l’UE mettent en place une équipe spéciale pour la résilience et la protection des infrastructures critiques », nato.int, 11 janvier 2023 (mis à jour 12 janvier 2023); (https://www.nato.int/cps/en/natohq/news_210611.htm?selectedLocale=fr)
534. « How Denmark became the NSA’s listening post in Europe », France24, 1er juin 2021 (https://www.france24.com/en/technology/20210601-how-denmark-became-the-nsa-s-listening-post-in-europe)
535. https://www.sudinfo.be/id956479/article/2025-02-19/les-services-de-securite-mettent-en-garde-contre-une-possible-vague-dattentats
536. WikiLeaks.org/ciav7p1/cms/page_14588467.html

537. Stephanie Dube Dwilson, “WikiLeaks Vault 7 Part 3 Reveals CIA Tool Might Mask Hacks as Russian, Chinese, Arabic”, Heavy.com, 31 mars 2017.
538. Jacques Cheminat, « Marble Framework : le double jeu perfide des hackers de la CIA », silicon.fr, 31 mars 2017.
539. Catalin Cimpanu, “WikiLeaks Dumps Source Code of CIA Tool Called Marble”, Bleeping Computer, 1er avril 2017.
540. https://www.dw.com/en/russias-hybrid-war-against-ukraine/a-60829873
541. *Use of FANCY BEAR android malware in tracking of Ukrainian field artillery units*, CrowdStrike, 22 décembre 2016.
542. « Les hackers russes du Parti démocrate ont visé l’armée ukrainienne », rts.ch, 22 décembre 2016 (https://www.rts.ch/info/sciences-tech/8260955-les-hackers-russes-du-parti-democrate-ont-vise-larmee-ukrainienne.html) (accédée le 14 février 2025)
543. Amaelle Guiton, « Les Russes donnent des sueurs froides sur le front numérique », liberation.fr, 30 décembre 2016.
544. L’ancien rapport a été publié le 22 décembre 2016 et le rapport corrigé, le 23 mars 2017 (Oleksiy Kuzmenko & Pete Cobus, « Cyber Firm Rewrites Part of Disputed Russian Hacking Report », Voice of America *[VOA]*, 24 mars 2017)
545. Juliet Eilperin & Adam Entous, « Russian hackers penetrated U.S. electricity grid through a utility in Vermont, U.S. officials say », *The Washington Post*, 30 décembre 2016 ; *GRIZZLY STEPPE – Russian Malicious Cyber Activity*, National Cybersecurity and Communications Integration Center/FBI, 29 décembre 2016 (Ref : JAR-16-20296A)
546. Glenn Greenwald, « Russia Hysteria Infects WashPost Again : False Story About Hacking U.S. Electric Grid », *The Intercept*, 31 décembre 2016 ; Kalev Leetaru, « “Fake News” And How The Washington Post Rewrote Its Story On Russian Hacking Of The Power Grid », *Forbes*, 1er janvier 2017.
547. Petri Krohn, « Did a Ukrainian University Student Create Grizzly Steppe ? », Off-Guardian, 9 janvier 2017.
548. « États-Unis : des pirates russes ont pénétré le réseau électrique », AFP/Europe1.fr, 31 décembre 2016 ; « Des pirates russes ont pénétré le réseau électrique américain », *Belga/RTBF.be*, 31 décembre 2016 ; « Des pirates russes ont pénétré le réseau électrique américain », Belga/RTL.be, 31 décembre 2016.
549. Maggie Miller, « Ukrainian Ministry of Defense websites hit by cyberattack », politico.com, 15 février 2022.
550. Alain Bauer, dans l’émission *C dans l’air* du 16 février 2022 (« Ukraine : mais à quoi joue Poutine ? #cdanslair 16.02.2022 », France 5/YouTube, 18 février 2022) (16’45’’)
551. « Ukraine defence ministry website, banks, knocked offline », Reuters, 15 février 2022.
552. Mark Pomerleau, « Experts urge caution in assessing Ukraine cyberattacks », C4ISR.net, 16 février 2022 (https://www.c4isrnet.com/cyber/2022/02/16/experts-urge-caution-in-assessing-ukraine-cyberattacks/)
553. Lauren Egan, « Biden says no evidence Russian government was involved in pipeline hack », NBC News, 10 mai 2021.
554. Sara Morrison, « How a major oil pipeline got held for ransom », Vox, 8 juin 2021.
555. Bridget Smart, Joshua Watt, Sara Benedetti, Lewis Mitchell & Matthew Roughan, « #IStandWithPutin versus #IStandWithUkraine: The interaction of bots and humans in discussion of the Russia/Ukraine war », The University of Adelaide, 15 août 2022 (mis à jour 20 août 2022) (https://arxiv.org/abs/2208.07038)
556. Peter Cronau, « Massive Anti-Russian “Bot Army” Exposed by Australian Researchers »,

Declassified Australia, 3 novembre 2022 (https://declassifiedaus.org/2022/11/03/strongmassive-anti-russian-bot-army-exposed-by-australian-researchers-strong/)

557. Dan Milmo , « Russia unleashed data-wiper malware on Ukraine, say cyber experts », *The Guardian*, 24 février 2022 (https://www.theguardian.com/world/2022/feb/24/russia-unleashed-data-wiper-virus-on-ukraine-say-cyber-experts)

558. Lennart Maschmeyer & Myriam Dunn Cavelty, « Goodbye Cyberwar: Ukraine as Reality Check », *ETH Zurich – Center for Security Studies*, mai 2023 (https://css.ethz.ch/content/dam/ethz/special-interest/gess/cis/center-for-securities-studies/pdfs/PP10-3_2022-EN.pdf)

559. https://cyberconflicts.cyberpeaceinstitute.org/threats

560. https://www.sgdsn.gouv.fr/publications/guerre-en-ukraine-trois-annees-doperations-informationnelles-russes

561. https://www.sgdsn.gouv.fr/publications/synthese-de-la-menace-informationnelle-ayant-vise-les-jeux-olympiques-et-paralympiques

562. https://www.sgdsn.gouv.fr/publications/matriochka-une-campagne-prorusse-ciblant-les-medias-et-la-communaute-des-fact-checkers

563. https://www.nbcnews.com/tech/misinformation/fake-video-threat-olympic-games-russia-rcna163186

564. https://www.nytimes.com/2025/03/02/us/politics/hegseth-cyber-russia-trump-putin.html

7. Guerre clandestine russe

7.1. La guerre de l'information russe

En novembre 2022, dans le cadre de son émission Geopolitis, le journaliste Jean-Philippe Schaller de la RTS suisse nous propose un épisode intitulé « Désinformation – Arme de guerre ». À part une théorie de la conspiration sur des « réseaux de Poutine », dont il n'apporte aucune preuve, le controversé journaliste n'a pas trouvé de meilleur exemple que l'opération INFEKTION du KGB, datant de… 1985 pour nous convaincre que la Russie nous désinforme[565] ! Cette opération visait à faire croire que les États-Unis avaient créé le virus du SIDA[566], et a été reconnue par les Soviétiques eux-mêmes en août 1987[567].

Après deux ans sur YouTube, 38 000 vues et des commentaires exclusivement négatifs, Jean-Philippe Schaller illustre l'écart qu'il y a entre les journalistes et le public. Ironiquement, il a mis en évidence que même durant la Guerre froide les exemples de désinformation soviétique (ou russe) sont rares. Il prouve également que la désinformation qui affecte le conflit ukrainien n'est pas celle des Russes…

En fait, l'Union Soviétique privilégiait déjà la *propagande* (littéralement : « ce qui mérite d'être diffusé ») à la désinformation (qui est la fausse information). La propagande mettait en évidence des points positifs du communisme et pointait du doigt les défauts de l'adversaire, c'est-à-dire l'Occident. Par exemple, durant la Guerre froide, le journal est-allemand *Neues Deutschland*, était littéralement une liste quotidienne des accidents, catastrophes ou problèmes sociaux de l'Occident. Les informations n'étaient pas fausses, mais présentaient une image si caricaturale de l'Occident qu'elles perdaient toute crédibilité.

Aujourd'hui, l'information russe reste plus centrée sur la propagande que sur la désinformation. Comme on peut s'y attendre dans un pays que l'Occident cherche à affaiblir[568], elle cherche à montrer que l'Occident ment. Il s'agit donc essentiellement de mettre en évidence la désinformation occidentale.

C'est d'ailleurs ce que démontre (sans le vouloir) l'étude de l'US Cyber Command sur les thèmes de la « désinformation » russe, que nous avons évoqués plus haut dans l'analyse des allégations d'Emmanuel Macron. Il en est ainsi de l'enquête sur l'opération DOPPELGÄNGER par l'EU DisinfoLab[569], qui considère comme désinformation le fait que la Russie nie sa participation au massacre de Boutcha. Or, tant qu'une commission d'enquête internationale, neutre et impartiale n'en aura pas déterminé les circonstances, la Russie de fait pas de désinformation[570]. Nous sommes simplement dans la situation de deux allégations qui s'opposent. Le problème est que ce sont les Occidentaux qui ont refusé de mettre sur pied une telle commission et ont même accepté l'élimination de certains témoins. C'est donc l'EU DisinfoLab qui fait de la désinformation.

En Russie, la guerre de l'information est menée par le Centre d'Information et de Communication Militaire Externe (TsZVIK) du GRU (Unité militaire 54777). Contrairement à ce que suggèrent nos médias, elle ne s'occupe pas des « faux graffitis » ou du genre de Brigitte Macron, mais de questions plus opérationnelles.

Alors que l'Occident désinforme sur la Russie, la Russie se contente de mettre en évidence les points où elle a raison. En Occident, les dirigeants politiques comme Ursula von der Leyen (avec les semi-conducteurs récupérés dans des lave-linges ou une économie russe « en lambeaux »), Emmanuel Macron ou Jean-Noël Barrot font de la désinformation de manière vérifiable et documentée, les instances officielles russes sont beaucoup plus mesurées.

Les allégations concernant la Russie sont mesurablement fausses, alors que la communication russe (plus proche de la propagande) est mesurablement juste. Dans le domaine de la communication, la Russie

apparaît plus faible que l'Ukraine, c'est probablement vrai à court terme ; mais à moyen et long terme, la Russie est gagnante. En 2025, le narratif occidental commence à s'effriter avec des conséquences dramatiques pour l'Ukraine.

Les médias occidentaux n'ont aucune vergogne de présenter des informations qui sont ostensiblement invraisemblables, comme l'allégation selon laquelle Poutine prendrait des « bains de sang de bois de cerf » selon la *Voix du Nord*[571], et même des « bains de chevreuil » (nos journalistes lisent-ils ce qu'ils écrivent ?) selon le très controversé média suisse Heidi News[572].

Les informations diffusées par les médias russes, comme RT ou Spoutnik se concentrent – assez logiquement – sur les éléments qui jouent en défaveur de l'Ukraine. Mais, on peut constater que les informations données sont très souvent justes, à la différence de l'information officielle ukrainienne qui se révèle très souvent fausse. En termes techniques, la Russie tend à privilégier la propagande, alors que l'Ukraine utilise la désinformation.

Le narratif occidental présente la communication russe comme de la « désinformation », c'est-à-dire comme de fausses informations. De cette manière, on rend impossible la lecture des événements tels qu'ils sont présentés par les médias russes.

La communication russe joue moins sur les émotions et davantage sur les faits. Si l'on examine les informations diffusées par les organes de communication officiels ukrainiens et celles des organes russes, on constate que les Russes ont systématiquement communiqué des informations correctes. D'une manière générale, les Ukrainiens sont prêts à falsifier la vérité pour maintenir leur image, alors que les Russes auraient plutôt tendance à cacher ce qui ne les sert pas. Alors que les informations de l'Ukraine sont très souvent fausses, celles des Russes auraient plutôt tendance à être incomplètes.

En 2025, les limites de cette vision apparaissent : après des années de communication sur la victoire de l'Ukraine et la défaite russe, la réalité

surprend les Européens et les Ukrainiens, qui n'ont aucun plan pour l'affronter.

Les Occidentaux sont devenus prisonniers de leur narratif et ne sont plus en mesure d'apporter à l'Ukraine le soutien adéquat. Mis en face de cette réalité, les Européens se sont trouvés totalement désarmés lors de la conférence de Munich en février 2025[573]. Même pour des questions apparemment plus simples, les Européens ont été incapables d'élaborer des stratégies.

Par exemple, le 3 février 2025, le SVR russe déclare que les pays de l'OTAN s'apprêteraient à déclencher une campagne de dénigrement contre Volodymyr Zelensky, afin de le lâcher en vue du processus de paix avec la Russie que l'administration Trump veut lancer[574]. Comme on pouvait le prévoir, EUvsDISINFO, l'organe de propagande du Service Européen pour l'Action Extérieure (SEAE) parle immédiatement de « désinformation », dont le but serait « *de créer un sentiment de puissance russe avant d'éventuelles négociations de paix avec l'Ukraine, en promouvant l'idée que les négociations pour résoudre la crise actuelle auront lieu tôt ou tard, mais pas avec Zelenskyy lui-même* » [575]. L'information est pratiquement ignorée des médias traditionnels et donc des organes politiques nationaux et de l'UE.

Mais le 17 février, Moscou annonce la tenue d'un premier dialogue préliminaire entre Russes et Américains à Riyad (Arabie Saoudite), pour jeter les bases d'un processus de paix. Ni les Européens ni Volodymyr Zelensky ne sont invités. Les Européens sont sous le choc. Dans l'urgence, Emmanuel Macron organise une réunion à Paris avec quelques pays sélectionnés pour le même jour. Mal préparée et sans objectif clair, cette réunion n'aura aucun résultat tangible.

Les Européens revendiquent une participation au processus initié par l'administration Trump. Macron convie donc une seconde réunion pour le 19 février avec plus de participants. De son côté, Volodymyr Zelensky est furieux. Un drone ukrainien frappe un terminal pétrolier du Caspian Pipeline Consortium (CPC), associé à la compagnie américaine Chevron[576].

S'en suit un échange d'attaques verbales entre Trump et Zelensky, par conférence de presse interposée. *The Economist* déclare que « *L'équipe de Trump veut se débarrasser de Zelensky* »[577].

Les services de renseignement russes avaient donc raison, et les services occidentaux n'ont pas été en mesure a) de faire la distinction entre la désinformation et un scénario plausible et b) d'informer leurs décideurs afin qu'ils adaptent leur stratégie par rapport aux États-Unis en vue de la situation de mi-février 2025.

Cet exemple illustre le fait qu'à force de voir de la désinformation dans tout ce qui pourrait paraître favorable à la Russie ou négatif pour l'Ukraine, nos mécanismes de décision dysfonctionnent. Des médias, dont les standards de qualité sont notoirement médiocres, et qui ont systématiquement relayé des mensonges durant la crise ukrainienne, comme la RTS, LCI ou BFM TV ainsi que les officines qui leur servent de cerbères, comme Conspiracy Watch, finissent par faire eux-mêmes de la désinformation.

Comme le dit un document de l'*Integrity Initiative* britannique de juin 2018[578] :

> *Un autre obstacle à la lutte contre la désinformation est le fait que certains récits soutenus par le Kremlin sont factuellement vrais […]. Répondre à des vérités qui dérangent, par opposition à la propagande pure, est naturellement plus problématique.*

C'est ce qui explique que nos médias en sont réduits à mener des attaques personnelles, à interdire de parole les voix discordantes et à pratiquer la censure, comme dans le Land de Bade-Wurtemberg, où le *Service de Protection de la Constitution* (Landesamt für Verfassungsschutz) a réhabilité les bonnes vieilles méthodes de la Gestapo[579] pour mettre des livres et publications à l'index[580].

7.2. L'action clandestine

Notre lecture des opérations clandestines russes relève plus de notre culture romanesque que de la réalité concrète. Au milieu des années 1980, lorsque Viktor Rezun (plus connu sous son nom de plume, Viktor Suvorov), transfuge du GRU soviétique a dévoilé les détails sur les « spetsnaz » soviétiques, le monde occidental est entré en ébullition et l'imagination des militaires s'est débridée.

On entendait les mêmes inepties qu'aujourd'hui à propos de l'unité 29155 : des super-combattants, parlant toutes les langues, capables de s'infiltrer en Occident en utilisant les ballets du Bolchoï ou des équipes sportives comme couverture…

Contrairement à ce que suggèrent nos médias [581], les Russes ne mènent pas d'actions clandestines sans raison et leur approche est beaucoup plus prosaïque que celles des Occidentaux. Dans la conception russe, les opérations spéciales sont menées en appui des opérations militaires. À l'inverse comme nous l'avons vu, en Ukraine, les opérations spéciales ont une vocation plus politique.

Au début mars 2022, Zelensky affirme que la Russie a envoyé une équipe de tueurs pour le supprimer[582]. Naturellement, rigoureusement aucune preuve n'est avancée pour étayer l'accusation, mais tous les médias occidentaux la relaient sans sourciller. En fait, les Russes n'ont strictement rien à gagner à son élimination, car depuis le 25 février, Zelensky veut une solution négociée, acceptée par les Russes. Par ailleurs, l'ancien Premier ministre israélien Naftali Bennett, qui était à Moscou le 5 mars 2022, a révélé en 2024 que Vladimir Poutine lui avait donné l'assurance qu'il ne cherchait pas à tuer Zelensky[583].

En revanche, l'UE et les forces ultranationalistes au sein de l'appareil de l'État tentent d'empêcher toute forme de négociation. C'est d'ailleurs le même discours que l'on entend dans nos médias. C'est pourquoi il est vraisemblable que Zelensky ait été menacé au début mars, mais très probablement pas par les Russes… par les Ukrainiens eux-mêmes !

Contrairement à ce que nos médias racontent (mais les croit-on encore ?) et à ce que font les Ukrainiens et les Occidentaux, dont la France[584], les

Russes ne pratiquent pas l'assassinat contre des dirigeants politiques ou militaires. Pas par humanité, mais parce qu'ils ont de bons services de renseignement. À la guerre, celui qui est capable de comprendre son adversaire au point de pouvoir anticiper ses décisions a toutes les chances d'être victorieux. Lorsqu'on élimine un dirigeant adverse, on court le risque que son successeur soit meilleur ou plus agressif. De plus, on perd tout ce que l'on sait sur ses réseaux de connaissances, ses habitudes, ses défauts, son caractère, sa manière de réagir aux problèmes. Or, tous ces éléments permettent aux services de renseignement d'anticiper.

La combinaison d'une image falsifiée de la Russie, de ses objectifs et de sa manière de mener la guerre, d'un côté, et d'un Volodymyr Zelensky qui est parfaitement prévisible, de l'autre, explique en grande partie le succès de la Russie. Comme je l'ai déjà indiqué dans des ouvrages précédents, la manière dont les médias occidentaux représentent la réalité a littéralement condamné l'Ukraine.

Les Russes n'ont pas besoin d'opérations spéciales spectaculaires. Cela explique que, contrairement aux Ukrainiens, les Russes font très peu de publicité autour de leurs actions clandestines. L'évocation de l'opération POTOK, où 600-800 militaires russes se sont infiltrés dans Soudja en mars 2025 en utilisant le gazoduc BRATSVO (que Zelensky avait fermé en janvier 2025) est une exception assez rare dans ce conflit. Ce type d'infiltration se trouvait dans les manuels soviétiques, puis russes il y a un demi-siècle et plusieurs opérations analogues ont été menées par les forces spéciales russes, notamment à Avdiivka. Mais comme personne n'en a parlé, cela a favorisé la surprise à Soudja. Comme le dit un proverbe de la CIA, « *le secret de nos succès est le secret de nos succès* ».

C'est pourquoi les cyber-opérations, visant à « nous diviser » (parce qu'on ne leur trouve pas d'autre objectif cohérent) ou à « saper nos démocraties » (qui sont apparemment vulnérables à la demande de rançon d'une équipe de hackers… ukrainiens) appartiennent plus à la désinformation occidentale qu'à la stratégie russe. Cela ne signifie pas que des citoyens russes ne prennent pas des « cyber-initiatives », mais en en attribuant

systématiquement la paternité au gouvernement, il devient impossible de comprendre la stratégie russe. En clair, notre désinformation systématique finit par nous aveugler, comme elle a aveuglé l'Ukraine.

Si l'on examine les lignes de fracture dans la communauté occidentale, on constate qu'elles sont causées par nos sanctions qui affectent durement certaines économies (notamment des pays sans accès à la mer, comme la Slovaquie et la Hongrie), par l'incapacité de voir le conflit se résoudre diplomatiquement (France, Grande-Bretagne et Allemagne) ou par la volonté de déployer des troupes en Ukraine (la France est le seul pays de l'UE à le vouloir). Il n'y a donc pas besoin de désinformation russe : l'incompétence de nos dirigeants suffit amplement !... (À moins que nos dirigeants travaillent pour la Russie…)

Parallèlement aux opérations conventionnelles, il semble que de très puissants mouvements de résistance opèrent dans les territoires contrôlés par Kiev au sud et à l'est du pays (Odessa, Nikolaïev, Zaporojie, Dniepropetrovsk, Kharkov, Soumy, Tchernigov). Peu d'informations filtrent sur eux car ils dérangent le narratif occidental, mais ils sont connus, comme le « *Kherson Russe* » (*Русский Херсон*), apparu en avril 2023. Dans les oblasts de Kherson, Zaporojie et Soumy, on observe des éliminations de mercenaires étrangers, de membres de milices paramilitaires néo-nazies, etc. Selon des informations non confirmées, ces éliminations s'élèveraient à l'équivalent d'un bataillon. Des actions de sabotage visent également les lignes logistiques ukrainiennes. Des plastiquages détruisent des dépôts de munitions et d'installations militaires ukrainiennes.

7.3. Les forces spéciales russes

Dans les forces armées russes, les « forces spéciales » ou *spetsnaz* (*войска специального назначения*) sont l'équivalent des US Navy SEALs américains : des troupes destinées à des opérations à haut risque en territoire ennemi, souvent pour des actions de reconnaissance opérative en profondeur.

En 2016, les forces spéciales russes ont été profondément restructurées. Un commandement des Opérations Spéciales (SSO) a été créé, qui dépend de l'état-Major Général et des services spéciaux ont été attribués au GRU. Malgré les nombreuses allégations que l'on trouve dans nos médias (qui ne sont rien d'autre que la même information qui tourne) et contrairement aux services spéciaux occidentaux les forces du GRU ont une vocation militaire.

Aujourd'hui, les spetsnaz partagent la fonction de reconnaissance en profondeur avec des drones et avec les mouvements de résistance russes ou pro-russes en territoire ukrainien.

L'Opération POTOK (« COURANT ») est caractéristique du type d'action pratiquée par les forces spéciales russes. Elle consistait à infiltrer l'équivalent d'un bataillon sur les arrières ukrainiens dans la petite ville de Soudja, dans l'oblast de Koursk. Elle a été menée par le Détachement Spécial de Réaction Rapide tchétchène AKHMAT, des éléments de la 11e brigade d'assaut amphibie indépendante et du 30e régiment de la 72e division de fusiliers motorisés.

Dans la foulée des incidents liés à « Wagner », les commentateurs et autres « experts » se sont suivis dans les médias, associant les forces tchétchènes à des structures semi-privées. C'est là aussi une méconnaissance du système russe. Les forces tchétchènes engagées en Ukraine, sous le commandement de Ramzan Kadyrov, ne sont pas une structure privée.

En dépit de la médiatisation de son chef, le contingent tchétchène est une formation de la Garde Nationale de la République Tchétchène, il est donc sous l'autorité du ministère russe de la Défense. Appelés communément « Kadyrovites », les Tchétchènes ne sont pas équipés pour mener des actions militaires en combat ouvert. Ils sont mieux adaptés au combat en zone urbaine et pour la sécurisation des arrières. Par exemple, ce sont des Tchétchènes qui sont allés sécuriser le secteur de Belgorod après les incursions de combattants d'extrême-droite du *Mouvement Russie Libre*, qui mènent des actions terroristes au profit de l'Ukraine. Leur composante

de forces spéciales est le Détachement Spécial de Réaction Rapide AKHMAT.

À noter que les forces armées utilisent également des unités tchétchènes, mais qui sont des mercenaires.

7.4. L'engagement des forces spéciales russes

Les Soviétiques ont été pionniers dans l'établissement de forces spéciales en 1918-1919 et de leur emploi dans la guerre contre les Basmatchis en Asie centrale au début des années 1920[585].

La notion d'opération spéciale est très différente d'un pays à l'autre. En février 2022, alors que la Russie lance son Opération Militaire Spéciale (Spetsyal'naya Voïennaya Operatsya – SVO), l'ethnocentrisme occidental y a vu une manière de minimiser la notion de « guerre ». Le fait est que dans la terminologie occidentale, « opération spéciale » tend à indiquer une opération de petite envergure, par opposition aux opérations « normales », de grande envergure, auxquelles les Occidentaux sont habitués.

Pour les Russes le caractère « spécial » n'est pas un indicateur de taille, mais montre qu'il s'agit d'une opération qui ne s'inscrit pas dans le courant normal des choses. Par ailleurs, la notion d'« opération » place l'action dans un cadre hiérarchique très précis. Selon l'encyclopédie militaire russe :

- Opérations spéciales de troupes (forces) – ensemble des actions spéciales de troupes (forces) coordonnées en termes d'objectifs, de tâches, de lieu et de temps, menées selon un plan et une conception uniques en vue d'atteindre certains objectifs.
- Actions spéciales de troupes (forces) – activités menées par des forces spécialement désignées, organisées, entraînées et équipées, appliquant des méthodes et des moyens d'opérations de combat qui ne sont pas caractéristiques des forces conventionnelles (reconnaissance et sabotage, actions subversives, contre-terroristes, de contre-sabotage, de contre-espionnage, de guérilla, de contre-guérilla et autres).

La structure de conduite des opérations spéciales russes a été modifiée significativement depuis le début des années 2000, notamment par l'intégration des leçons de la guerre d'Afghanistan, de la guerre en Syrie et de la situation en Ukraine. Durant la Guerre froide, les forces spéciales étaient subordonnées aux commandements des Théâtres d'Opérations Militaires (TVD), des Fronts et des Armées.

Un premier pas vers la centralisation du commandement a été fait en 2009, avec la création de la Direction des Opérations Spéciales (USO) directement subordonnée au chef de l'état-Major Général. En 2012, l'USO est devenue un commandement à part entière, le SSO. Les brigades de forces spéciales jusqu'alors réparties dans les districts militaires deviennent subordonnées au SSO.

L'étude des sept brigades que comptent les forces terrestres russes et leurs opérations dépasserait très largement le cadre de cet ouvrage. Nous nous limiterons à mentionner deux unités particulièrement remarquables. Toutes deux sont issues des centres de formation des forces spéciales et elles constituent un peu l'équivalent de la « Delta Force » aux États-Unis. Il s'agit de l'unité KUBINKA-2 et l'unité SENEJ. La première est subordonnée au SSO, tandis que la seconde dépend du GRU.

Le 28 juillet 2024, sur la base d'informations transmises par la résistance en Ukraine, un groupe de spetsnaz s'est infiltré dans la région de Sumy, afin d'identifier les troupes qui se préparaient à attaquer dans le secteur de Koursk et de comprendre leur plan.

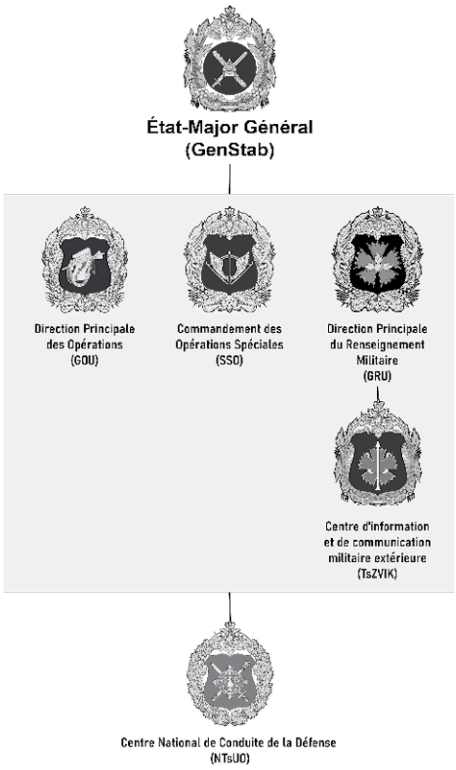


Figure 67 – Structure générale de commandement des forces russes. Le concept de commandement unique (NTsUO) garantit une intégration optimale des forces spéciales dans les concepts opérationnels et une cohérence pour l'atteinte des objectifs.

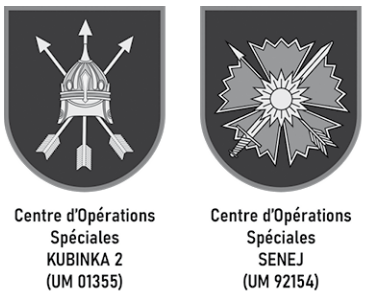


Figure 68 – Les unités des centres de formation des forces spéciales Kubinka-2 et Senej sont les plus expérimentées et sont réservées pour les engagements les plus exigeants.

L'offensive ukrainienne commence quinze jours plus tard, le 6 août. À ce stade, les Russes ont déjà redéployé la 810e brigade d'infanterie de marine dans le secteur de la centrale nucléaire de Kourchatov, et le Détachement Spécial de Réaction Rapide AKHMAT, devant Koursk.

Ces forces sont à 50-60 km de la frontière. L'objectif est de laisser les Ukrainiens entrer dans une poche flanquée par les forces de la garde nationale, dont la mission est d'empêcher les forces ukrainiennes de se déployer. Assez rapidement, le GRU comprend que le territoire de Koursk a une importance stratégique pour Zelensky, mais une valeur tactique pour la Russie. Grâce à la propagande occidentale, ce petit territoire deviendra un véritable « aspirateur » qui drainera les meilleures forces ukrainiennes du Donbass. Conforté par un narratif occidental qui a vu dans ce territoire une équivalence avec les territoires occupés par la Russie, Zelensky a cherché à tenir ce territoire à tout prix, sacrifiant ainsi des ressources considérables.

7.5. La résistance civile russe contre Kiev

La Russie est intervenue pour protéger les populations russes d'Ukraine. Il en résulte que la résistance organisée par la Russie dans les oblasts qu'elle n'occupe pas, est effectuée de sorte à éviter les actions de représailles ukrainiennes contre les civils. On voit donc se développer deux formes de résistance : une résistance citoyenne, essentiellement basée sur la désobéissance civile et une résistance armée effectuée par d'anciens militaires, probablement appuyés par des forces spéciales.

La doctrine de la résistance citoyenne préconisée par la Russie est décrite dans une petite publication qui circule en Ukraine et qui a été largement commentée dès juillet 2022 par le GUR[586].

L'action des civils peut être relativement simple, comme la mise en place d'un traceur GPS magnétique sous des véhicules militaires, ainsi qu'on l'a vu dans la région de Kirovograd, au centre du pays[587].

Les premiers conseils donnés aux lecteurs de ce manuel sont centrés sur « La sécurité avant tout ». L'objectif de la SVO est de protéger la population russe d'Ukraine. Assez logiquement, il s'agit d'éviter la brutale répression des années 2014-2016. Ainsi, la brochure recommande, à celui qui est interrogé par les forces de sécurité, de déclarer qu'il soutient les institutions ukrainiennes.

Figure 69 – Manuel à l'intention des citoyens ukrainiens sur l'organisation de la résistance au gouvernement fantoche de Kiev*, diffusé par la Russie durant la première moitié de 2022 à la population ukrainienne (voir annexe 1).*

7.6. La résistance armée russe contre Kiev

L'idée de créer des réseaux de résistance russe en territoire ukrainien est souvent évoquée dans les médias russes et n'est pas totalement sans fondement. Même si l'expérience du mouvement partisan lors de la Grande Guerre patriotique (22 juin 1941 – 9 mai 1945) reste très vivace, elle ne s'est pas traduite par une stratégie affirmée en Ukraine. Les raisons en sont multiples.

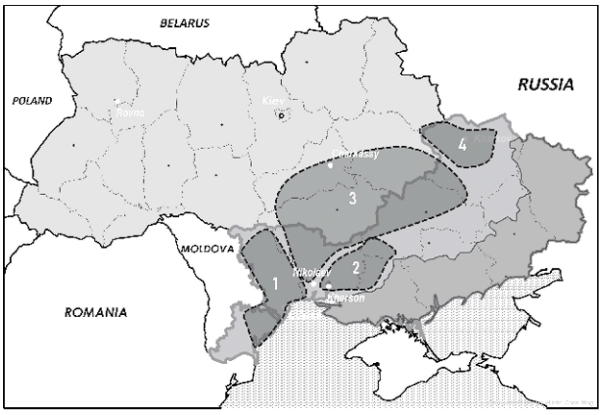


Figure 70 – Mouvements de résistance identifiés en Ukraine. 1) Mouvement ukrainien « Dozor » ; 2) Mouvement russe « Russkiy Kherson » ; 3) Mouvement russe « Nikolaïev Underground » ; 4) Mouvement russe « Kharkov Partisans ». Il existe d'autres mouvements, mais qui n'ont pas de nom établi ou qui ont une activité trop sporadique pour être localisés avec précision.

Premièrement, l'Ukraine est un pays très largement quadrillé par les services de sécurité. Avec l'aide des Européens, l'Ukraine a mis en place un système répressif inégalé dans le monde. L'expérience des massacres de 2014-2016 par les paramilitaires et le SBU a incité le commandement russe à écarter l'engagement actif de la population dans des actions de partisans.

Deuxièmement, dès le début de la SVO, la crainte de représailles a poussé la majorité des sympathisants pro-russes à émigrer vers l'Europe ou vers la Russie. À Kiev même, le nombre de sympathisants pro-russes est estimé à 15%, ce qui est insuffisant pour installer un véritable mouvement de résistance. Ainsi, mettre en place un mouvement partisan dans la partie ukrainienne des quatre oblasts (Kherson, Zaporojie, Donetsk et Lougansk) qui ont exprimé le souhait de rejoindre la Fédération de Russie est chose relativement facile. En revanche dans les autres oblasts, la situation est plus compliquée. À la fin 2024, on peut estimer le nombre de partisans pro-russes en Novorossiya à environ 25 000. Il est vraisemblable que ce nombre augmente rapidement en 2025 avec l'abaissement de l'âge des personnes recrutées et la multiplication des recrutements.

Troisièmement, la constitution spontanée de groupes de résistance locaux, comme cela s'est fait durant la Seconde Guerre mondiale, est pratiquement impossible aujourd'hui. La conduite et la coordination nécessaires à une action efficace, tout en minimisant les possibilités de représailles, requièrent une planification et une préparation minutieuses.

La doctrine russe fait la distinction entre les « actions de partisans » et le « mouvement partisan ». Les actions de partisans sont menées par des militaires membres des forces spéciales, entraînés et formés pour le combat de partisans. Un mouvement partisan est essentiellement composé de personnes civiles qui fournissent l'appui logistique et informationnel aux forces spéciales qui mènent les actions de partisans. Le commandement

russe n'est pas favorable à l'engagement des populations civiles pour mener des actions de partisans[588].

La résistance armée dans la partie non russe du pays est partagée entre trois tendances qui semblent unir leurs efforts dans certaines régions comme Odessa :

- la lutte de la population ukrainienne contre le régime de Volodymyr Zelensky ;
- la résistance de la population ukrainienne contre le recrutement forcé des militaires ;
- la résistance militaire d'Ukrainiens russes en appui des efforts de l'armée russe.

Ces différents réseaux ou mouvements sont indépendants les uns des autres dans les différentes régions de l'Ukraine de Kiev, mais coopèrent sur de nombreuses opérations. Ainsi, la résistance ukrainienne soutient les mouvements russes. Il est probable que dans certaines zones, elle soutienne également les actions des forces spéciales russes en territoire ukrainien.

Il est difficile d'évaluer avec précision l'ampleur de la résistance populaire contre le régime de Volodymyr Zelensky. Le nombre d'arrestations annoncées par le SBU[589] de civils ukrainiens présentés comme des « agents du FSB » russe tend à suggérer une extension des mouvements de résistance et une augmentation de leur activité. L'intensification des actions de la résistance dans la région d'Odessa pourrait être un indicateur d'une opération russe dans la région.

7.6.1. Les Partisans de l'Ukraine

Le groupe « Les partisans de l'Ukraine » est une organisation clandestine ukrainienne de citoyens opposés au gouvernement de Volodymyr Zelensky[590].

Il est difficile de juger son impact et de savoir dans quelle mesure elle est imbriquée dans la guerre clandestine menée par la Russie. Des systèmes de

messagerie anonymisée permettent à des citoyens de donner des informations sur des objectifs potentiels.

7.6.2. Dozor

Figure 71 – Le logo du groupe de résistance DOZOR, actif dans la région d'Odessa, est la lettre latine « D ».

Le groupe DOZOR (« Veille ») est un groupe ukrainien qui opère dans les régions d'Odessa, de Rovno, Zaporizhzhia, Dniepropetrovsk et Tchernivtsi[591]. Créé le 6 mai 2024, il se présente comme un groupe de patriotes ukrainiens[592], qui milite pour un changement de régime à Kiev, et rassemble principalement des opposants au recrutement forcé[593]. Ses objectifs sont[594] :

- rechercher et établir la communication avec des résidents ukrainiens consciemment patriotiques ;
- lutter contre le régime oligarchique terroriste ;
- transmettre des informations sur l'emplacement des unités, des formations nationales, des équipements étrangers et des mercenaires ;
- contrecarrer les agents du recrutement forcé (TCC) ;
- expliquer à tous les objectifs de Dozor ;
- participer à la recherche des prisonniers de guerre, secourir et aider les familles, les reloger, les réunir.

DOZOR interagit étroitement avec les Russes en transmettant des informations sur l'emplacement des formations militaires, des armes et des instructeurs de l'OTAN, des formations nationalistes et des services spéciaux. En outre, il s'attaque à la logistique des forces ukrainiennes, endommage les voies ferrées et détruit les installations électriques[595]. En

avril 2025, DOZOR a immobilisé une partie de la logistique ferroviaire dans le sud du pays[596]. Mais son rôle le plus important est sans doute la transmission d'informations à la Russie sur les forces armées ukrainiennes[597] et notamment sur la localisation des combattants étrangers[598]. C'est ce qui pourrait expliquer la précision des frappes russes contre les contingents de volontaires étrangers en Ukraine observée depuis la seconde moitié de 2024.

Dans le secteur d'Odessa, le SBU saisit régulièrement d'importants stocks d'armes des formations clandestines[599].

7.6.3. Russkiy Kherson (Kherson Russe)

« Russkiy Kherson » est une organisation de résistance russe activée en avril 2023, avec l'objectif de détruire des installations militaires ukrainiennes[600]. Elle fournit des informations pour l'artillerie et les missiles russes. En avril 2024, l'organisation déclarait avoir obtenu des armes occidentales[601], fournies par des militaires ukrainiens[602]. En juillet 2024, l'organisation a permis la destruction d'un poste de commandement dans la région de Kherson[603].

Figure 72 – La résistance russe en Ukraine se fonde sur le « mouvement partisan » de la Seconde Guerre mondiale. Le mouvement « Russkiy Kherson », qui opère dans la zone s'étendant d'Odessa à Kharkov, est l'un des mouvements les plus actifs depuis 2022.

Elle mène des coups de main contre des installations de la logistique ukrainienne. En janvier 2025, des médias russes indiquaient que « Kherson Russe » se préparait à des opérations de combat actives. L'organisation a

obtenu des armes avec l'aide de militaires ukrainiens des 36e et 37e brigades d'infanterie de marine[604].

Figure 73 – Le Kherson Russe communique régulièrement sur ses actions sur les réseaux sociaux.

Au début avril 2025, Kherson Russe a appelé toutes les organisations clandestines menant la résistance contre le gouvernement de Kiev à joindre leurs forces dans un commandement commun basé à l'ouest du Dniepr[605].

7.6.4. Nikolaïev Underground

Le mouvement Nikolaïev Underground est l'un des mouvements de résistance les plus actifs au sud de l'Ukraine.

Les mouvements de partisans russes en territoire ukrainien fournissent des renseignements qui sont relativement difficiles à obtenir par des moyens techniques, mais ce que permet l'arrivée de paramilitaires nationalistes à Nikolaïev en septembre 2024[606].

Figure 74 – « Nikolaïev Clandestin » est une organisation apparue en 2014 pour lutter contre la répression menée par les nouvelles autorités (non élues) de Kiev.

Dès 2022, les Ukrainiens ont installé des fabriques de drones très décentralisées et situées dans les sous-sols d'entreprises ou des entrepôts, relativement difficiles à détecter. C'est un des objectifs des services de

renseignement des partisans. À la mi-mars 2025, le Nikolaïev Underground a localisé aux alentours de l'aéroport de Nikolaïev un atelier secret qui produit et teste des drones à réaction, permettant ainsi à la Russie de le frapper[607].

7.6.5. Front des Travailleurs d'Ukraine (RFU)

Figure 75 – Le Front des Travailleurs d'Ukraine apparaît comme un mouvement de la société civile.

Le RFU est un mouvement ukrainien marxiste, fermement opposé à la guerre menée par le gouvernement contre sa population russe. Il est opposé à la politique de recrutement forcé de Kiev et lutte contre la corruption du gouvernement. Un élément moteur de son action est la lutte contre la mobilisation forcée. Cela a poussé à la constitution de « comités de soldats » pour refuser collectivement de participer aux opérations de combat sur le front[608]. Ses membres sont âgés de 20 à 32 ans, comme le montrent les arrestations par le SBU.

7.7. Les compagnies militaires privées (CMP)

L'engagement de compagnies militaires privées (CMP) en zones de guerre n'est pas nouveau. L'archétype des CMP était ce qui était appelé en Suisse le « Service étranger » entre le XV^e^ et le XVIII^e^ siècle[609]. Il s'agissait alors de régiments « clés en main » mis sur pied par de riches familles suisses (de Courten, Von Erlach, Tschudi, etc.) et fournis aux gouvernements européens d'alors. On y trouve déjà les éléments fondamentaux des CMP modernes :

- la réutilisation de compétences, délaissées par les systèmes institutionnels ;
- la loyauté fondée sur des salaires élevés ;

- l’exploitation apolitique d’une capacité militaire.

Au début des années 1990, ce sont des militaires sud-africains démobilisés avec le changement de régime, qui créent les premières CMP modernes. Il ne s’agit pas alors seulement d’offrir une capacité de combat, mais également – et probablement davantage – une formation dans le travail d’état-major, le renseignement, la logistique et la gestion des forces. Plus qu’une force de combat, c’est un savoir-faire qui est proposé.

Au Moyen-Orient et en Afghanistan, les États-Unis ont eu un raisonnement inverse : il s’agissait de laisser à des « mercenaires » les tâches ne nécessitant pas une intégration dans les structures de commandement. Ainsi, en Irak, les États-Unis ont employé jusqu’à 100 000 « mercenaires » fournis par une centaine de CMP. En Afghanistan, la sécurité de l’ambassade américaine de Kaboul était assurée par des « privés » et non par des militaires américains.

L’avantage des CMP est que leur caractère « commercial » les écarte des influences et querelles locales. Autrement dit, elles offrent une sorte de « loyauté » structurelle. Cela explique pourquoi depuis Clément VII, les papes de Rome sont protégés par des Suisses, qui avaient sacrifié leur vie en 1527. De même, le roi de France n’était pas protégé par des Français, mais par des Suisses, qui mourront dans l’accomplissement de leur mission au Palais des Tuileries le 10 août 1792.

C’est pour cette même raison que certains dirigeants africains aujourd’hui préfèrent recourir aux services de CMP russes qu’à ceux de militaires français, britanniques ou américains, dont la tâche est de défendre les intérêts de leurs pays respectifs.

Contrairement à une mythologie qui s’est assez largement développée dans les médias français, les CMP ne sont généralement pas l’outil des opérations clandestines. Leurs engagements sont généralement connus, mais leur caractère de « mercenaire » rend les pertes politiquement moins « encombrantes » que pour des forces armées, en particulier si elles sont basées sur la conscription.

De nombreux journalistes et experts voient dans les CMP une tentative de « privatiser la guerre ». C'est inexact. Ni pour les Américains ni pour les Russes, il ne s'agit de faire de la guerre un « business » (même si certains en profitent, en fin de compte). Il s'agit simplement d'externaliser un certain nombre de fonctions qui ne demandent pas de compétences de combat particulières (fonctions logistiques, sécurisation de sites, etc.). Par ailleurs, alors que les décisions concernant l'engagement ou des augmentations d'effectifs des forces armées exigent des adaptations légales et structurelles, l'emploi de CMP ne nécessite pas de décisions parlementaires.

Cette situation peut créer un autre type de problème : les CMP sont susceptibles de contribuer à la militarisation de situations sans avoir les mêmes contraintes légales et politiques que les armées traditionnelles. D'autres problèmes, relevant du droit, de la confidentialité, de la formation, etc., font obstacle à une intégration dans des forces armées. Ces unités privées sont donc le plus souvent utilisées pour des actions indépendantes, hors de la chaîne de commandement normale.

Cela explique pourquoi les Nations Unies utilisent fréquemment des CMP (notamment russes), car cela leur permet d'assurer des tâches de sécurité sans dépendre du bon vouloir des pays contributeurs de troupes. Les CMP n'étant pas sous l'autorité de l'exécutif d'un pays membre, on peut leur donner des instructions sans en référer à leur gouvernement d'origine. Par exemple, les militaires américains – quel que soit leur engagement – sont toujours sous l'autorité du président des États-Unis. Engagée dans un contexte multilatéral, une telle situation entraîne une duplication de chaînes de commandement, qui sont à l'origine d'incidents comme les attentats de Beyrouth en 1983 contre la France et les États-Unis, ainsi que la mort des *Rangers* à Mogadiscio en 1993. Le recours aux CMP élimine ce problème.

7.7.1. Wagner

Il y a plusieurs dizaines de CMP en Russie, connues sous l'abréviation *TchVK* (*Частная Военная Компания*), qui assurent des tâches de sécurité

en Russie et dans le monde. Elles ont connu un essor considérable dès 2014, avec les volontaires qui sont allés prêter main-forte aux républiques autoproclamées du Donbass. Composées d'ex-cadres des forces armées russes, en particulier des forces spéciales (*spetsnaz*), elles ont eu pour tâche de former les jeunes milices des républiques.

La bataille de Bakhmout a révélé une formation loin d'être « secrète », mais dont on ne connaissait pas vraiment la valeur combative : les « Wagner ». Compagnie de sécurité au départ, l'organisation Wagner est devenue en Ukraine l'équivalent russe de la Légion Étrangère en France. Ses militaires sont généralement d'anciens membres des forces spéciales, souvent avec une expérience opérationnelle antérieure avec les forces armées russes ou des armées étrangères.

L'existence de la CMP « Wagner » est connue depuis longtemps, mais c'est en 2021 que les médias français commencent à s'y intéresser, après que le gouvernement malien a décidé de recruter des personnels de Wagner et exigé le retrait des militaires français. Cette décision déclenche la colère de Jean-Yves Le Drian, ministre français des Affaires étrangères, et une campagne de propagande sans précédent contre la Russie, qui combine racisme anti-africain, russophobie, mauvaise foi et mensonges. En France, la représentation qu'en donnent les autorités et leurs médias relève plus de la désinformation que d'une analyse réelle. Des « documentaires » réalisés davantage à partir de ragots que d'enquêtes journalistiques tendent à nous présenter l'image d'une armée compacte, sorte de force de l'ombre, que *CNews* décrit comme « *l'armée secrète de Vladimir Poutine* »[610]. L'Express parle d'une « *armée parallèle de Vladimir Poutine* »[611]. En fait, comme souvent, on n'en sait rien et on invente.

De fait, certains experts se demandent même si Wagner existe sous la forme qui lui est attribuée. Selon une source ukrainienne, Wagner serait une constellation de petites sociétés de sécurité basées dans des pays européens (Hongrie, Serbie, Suisse, Italie, Allemagne, Grèce et Taïwan), qui portent d'autres noms que Wagner[612] et qui reçoivent des mandats au coup par coup[613]. Selon Africa Intelligence, la « *diplomatie parallèle* » de Wagner

serait même un problème pour Moscou[614]… Pour plus de détails, je renvoie le lecteur à mon ouvrage *Poutine, maître du jeu ?*[615].

En Russie comme dans tous les pays, les tâches des compagnies privées et des forces armées sont strictement séparées. Intégrer une structure de combat privée dans une structure de commandement militaire pose de multiples problèmes. Le plus trivial est celui de la loyauté. On part généralement de l'idée que le soldat combat par conviction pour son pays, comme c'est le cas des militaires russes qui combattent pour leurs frères du Donbass. La motivation des « mercenaires » est souvent plus l'argent que l'amour de la patrie.

Ainsi, à la fin octobre 2022, le général Sergueï Sourovikine mandate Wagner pour détruire l'ennemi dans Bakhmout, avec un contrat de six mois. Il ne s'agit pas de s'emparer de la ville, mais de détruire l'ennemi qui s'y trouve[616], conformément à l'objectif initial de « démilitarisation » énoncé par Vladimir Poutine le 24 février 2022. C'est l'opération HACHOIR DE BAKHMOUT (« БАХМУТСКАЯ МЯСОРУБКА »).

Comment et pourquoi Wagner est parvenu à être impliqué dans les opérations russes en Ukraine reste un mystère. Il n'est pas impossible qu'Evgueny Prigozhin, administrateur de Wagner, ait bénéficié de (ou monnayé ?) l'appui personnel de Sourovikine, qui a pris le commandement des forces russes du TVD Ukraine en octobre 2022. Cela pourrait expliquer l'apparente disgrâce de ce dernier dès la fin juin 2023, après la mutinerie de Prigozhin, à laquelle le général s'était pourtant opposé.

Sur un plan technique, l'emploi de Wagner pour une telle opération n'est pas incongru. Le combat en zone urbaine ne nécessite guère de travail interarmes et peut être mené par une formation indépendante, en marge du plan de bataille. Wagner n'est pas une unité militaire et il n'est donc pas intégré dans la structure de commandement russe. Il a fonctionné en parallèle, avec une mission autonome. Il n'a pas d'artillerie, mais on lui attribue des feux pour remplir sa mission.

Contrairement à ce qu'affirment certains experts, Wagner n'a jamais été intégré dans la structure de la SVO[617]. La CMP a été attribuée aux forces

russes pour coopération. C'est ce que l'OTAN appelle le « contrôle tactique » (TACON). Autrement dit, la mission de Wagner était déterminée par contrat, le commandant de la SVO devait faciliter sa mission, notamment en lui assurant un appui en matière d'artillerie et de logistique, mais il ne pouvait pas lui attribuer une mission différente sur un autre secteur du front.

Dès la fin 2022, le commandement russe se prépare à faire face à la « grande » contre-offensive annoncée par l'Ukraine pour la fin du printemps 2023. Les Russes s'attendent à une opération de très grande envergure et une assistance occidentale substantielle. Afin de donner plus de moyens à la SVO, son niveau de conduite est élevé et Valery Gherassimov, chef de l'état-Major Général (*GenStab*), en reprend le commandement le 11 janvier 2023. Ce que nos médias et « experts » voient comme l'expression d'un problème, n'est rien d'autre qu'une manière d'accroître l'envergure de la SVO.

Mais Gherassimov veut intégrer l'ensemble de ses forces dans une seule structure de conduite selon le principe d'*unité de commandement*. Ce changement a probablement eu un impact sur les règles d'attribution des feux d'artillerie, ce qui a provoqué la colère et la mutinerie de Prigozhin en février.

C'est pourquoi le 10 juin 2023, après la victoire de Bakhmout, le ministère de la Défense décide le démantèlement de toutes les formations privées ou semi-autonomes afin de les placer sous de commandement du *GenStab*, comme l'explique le média russe Gazeta.ru[618] :

> *Les armées parallèles doivent être démantelées et la chaîne de commandement verticale la plus stricte doit être rétablie dans l'organisation militaire de l'État.*

Les membres de toutes les CMP opérant sur le TVD Ukraine devaient être intégrés au sein des forces armées jusqu'au 1er juillet 2023. C'est pour protester contre cette décision que Prigozhin voulait rencontrer en « face-à-

face » Serguei Choïgou, ministre de la Défense, et Valery Gherassimov à Rostov-na-Donu.

N'ayant pu les rencontrer à Rostov, Prigozhin a décidé, dans une action spectaculaire d'aller à Moscou pour les trouver. En fait, toutes proportions gardées, ce n'était rien d'autre que l'action d'employés en colère contre la direction générale qui a décidé de fermer leur entreprise. Grâce à la médiation d'Alexandre Loukachenko, président du Bélarus, Prigozhin comprend que son action a une résonance internationale avec des conséquences qu'il n'avait certainement pas prévues, et il décide d'interrompre son mouvement.

Comme il l'expliquera lui-même plus tard dans un message vocal[619] :

> *L'objectif de la marche était de ne pas laisser la CMP Wagner être dissoute et de demander des comptes aux dirigeants militaires pour les erreurs commises pendant la guerre.*

Naturellement, nos conspirationnistes y ont vu l'expression d'une opposition à Vladimir Poutine et la fragilité de son pouvoir[620] ainsi qu'une raison supplémentaire pour pousser l'Ukraine dans sa contre-offensive[621]. Cette erreur d'appréciation, qui illustre l'approche occidentale qui consiste à prendre ses désirs pour des réalités met l'Ukraine en porte-à-faux entre ses capacités opérationnelles et les promesses de soutien occidental. La jeunesse occidentale en paiera le prix…

Aujourd'hui, les combattants de Wagner ont eu la possibilité d'intégrer les forces armées russes, notamment au sein des bataillons de volontaires. Il serait faux – comme l'ont prétendu certains « experts » français – d'y voir la réémergence de CMP sous un autre nom. Le critère n'est pas le salaire ou celui qui le paie, mais l'intégrabilité dans une structure de conduite. Un principe fondamental de la conduite militaire est de ne pas mélanger les structures de conduite. Comme dans tous les pays, une CMP ne peut que coopérer avec les forces armées, mais ne peut pas y être intégrée. Un bataillon de volontaires est une formation intégrée dans la structure

militaire. C'est pour cette même raison que la Légion étrangère est une formation de l'Armée française et non une CMP.

À l'été 2024, après que le gouvernement ukrainien a adopté une stratégie visant à attaquer la présence russe partout dans le monde en ouvrant de nouveaux fronts en dehors du TVD Ukraine, la Russie crée un Corps Africain. L'événement déclencheur semble avoir été une attaque contre un détachement de l'ex-CMP Wagner au Soudan en septembre 2023[622].

Le retrait de la CMP Wagner d'Ukraine permet à la Russie de créer une unité spéciale dépendant du GRU. Désigné « Corps Africain »[623], il est composé de volontaires, dont beaucoup proviennent de Wagner. Il est basé en Libye et dispose de capacités d'intervention au profit des détachements engagés pour des missions de sécurité dans divers pays africains.

Anticipant une multiplication des actions de l'Ukraine sur des théâtres extérieurs consécutives à l'effondrement de l'armée ukrainienne sur son territoire, la Russie a renforcé ses contingents en Afrique. En janvier 2025, l'arrivée de convois de matériels lourds au Mali montre que la Russie a les moyens de les renforcer sans dégarnir ses capacités en Ukraine et qu'elle a la volonté de combattre partout où elle est attaquée[624].

Figure 76 – Insigne du Corps Africain du GRU

7.7.2. L'intégration des défecteurs ukrainiens

Après la décision du 23 février 2014 d'abolir la loi de 2012 sur les langues officielles, l'ensemble du sud de l'Ukraine s'est embrasé. Les militaires ukrainiens envoyés pour rétablir l'ordre ont fraternisé avec les rebelles et ont changé de camp avec armes et bagages. Cela explique ainsi la rapide montée en puissance des milices du Donbass. Cette situation

contredisait le narratif d'une révolte populaire contre le gouvernement Ianoukovitch et nos médias ont imaginé l'intervention russe dans le Donbass.

Aujourd'hui, la situation est moins tranchée qu'en 2014, mais beaucoup d'Ukrainiens ne partagent pas la ligne politique de Kiev. Cela explique en partie le nombre important des défections au sein de l'armée ukrainienne.

Cette situation a donné lieu à un phénomène nouveau : l'intégration de ces défecteurs ukrainiens au sein des forces russes. C'est le cas du *Bataillon de Volontaires « Bogdan Khmelnitsky »*, formé en février 2023 en République Populaire de Donetsk. À la fin octobre 2023, après six mois de formation, il a été intégré au groupement de combat opératif-tactique russe KASKAD. Assermenté le 7 novembre, il a connu ses premiers combats contre l'armée ukrainienne à la fin décembre[625].

Il a été suivi par le *Détachement de Volontaires « Maxime Krivonos »* formé en août 2023, et intégré à l'armée russe en février 2024.

Figure 77 – Le Détachement « Maxime Krivonos », du nom d'un héros ukrainien de la lutte contre la Pologne-Lituanie, est composé de transfuges ukrainiens. Il est parfaitement adapté à des missions de reconnaissance dans la profondeur du territoire ukrainien.

Les médias ukrainiens suggèrent que les militaires ukrainiens auraient « *probablement été forcés* »[626]. C'est peu probable. D'abord, les Russes ne sont pas en manque de troupes, bien au contraire. Ensuite, il est hasardeux d'intégrer des combattants qui pourraient constituer un danger pour ses propres troupes. En réalité, la population ukrainienne n'est pas unanime, et de loin, derrière le président Zelensky et son équipe. La langue, la religion et les partis politiques interdits sont autant de facteurs que l'Occident a

salués, mais qui divisent profondément la société ukrainienne. La brutale répression, sur laquelle tous nos pays (Grande-Bretagne, Allemagne, France, Suisse, sans parler des pays de la « nouvelle Europe » qui n'ont jamais rien compris à la démocratie) ont pudiquement fermé les yeux, a généré une opposition discrète, mais bien réelle. En 2025, c'est peut-être cette opposition qui changera la donne en Ukraine.

---

565. https://youtu.be/bEv4-IJsl9k?t=1337
566. https://cia.gov/resources/csi/studies-in-intelligence/volume-53-no-4/soviet-bloc-intelligence-and-its-aids-disinformation-campaign/
567. Thomas Boghardt, « Operation INFEKTION - Soviet Bloc Intelligence and Its AIDS », *Studies in Intelligence,* vol. 53, nº 4, CIA, décembre 2009.
568. https://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/research_reports/RR3000/RR3063/RAND_RR3063.pdf
569. https://www.cybercom.mil/Media/News/Article/3895345/russian-disinformation-campaign-doppelgnger-unmasked-a-web-of-deception/
570. « Ignazio Cassis : "Ce ne sont pas des crimes de guerre tant qu'un tribunal ne l'a pas décrété" », rts.ch, 7 avril 2022 (https://www.rts.ch/info/suisse/13002882-ignazio-cassis-ce-ne-sont-pas-des-crimes-de-guerre-tant-quun-tribunal-ne-la-pas-decrete.html)
571. https://www.lavoixdunord.fr/1161919/article/2022-04-04/bains-au-sang-de-bois-de-cerf-nombreuses-consultations-vladimir-poutine-est-il
572. https://www.heidi.news/sante/bains-de-chevreuil-et-tumeur-de-la-thyroide-poutine-70-ans-et-une-sante-qui-intrigue
573. https://www.euronews.com/my-europe/2025/02/16/stunned-europeans-make-plans-after-us-announcements-on-ukraine
574. http://www.svr.gov.ru/smi/2025/02/natovtsy-gotovyat-kampaniyu-po-diskreditatsii-v-zelenskogo.htm
575. https://euvsdisinfo.eu/report/nato-is-planning-to-get-rid-of-zelenskyy-to-preserve-the-rest-of-ukraine/
576. https://www.bnnbloomberg.ca/markets/oil/2025/02/19/kazakhstan-seeks-talks-with-ukraine-as-drones-hit-oil-pipe/
577. https://www.economist.com/europe/2025/02/19/team-trump-wants-to-get-rid-of-volodymyr-zelensky
578. *Upskilling to Upscale: Unleashing the Capacity of Civil Society to Counter Disinformation*, Final Report, juin 2018, p. 55 (paragraphe 5.3).(https://www.pdf-archive.com/2019/03/22/untitled-pdf-document-1/)
579. https://www.sueddeutsche.de/kultur/kafka-bundesarchiv-gestapo-akten-1.4711090
580. https://www.bayerische-staatszeitung.de/staatszeitung/landtag/detailansicht-landtag/artikel/umstrittene-buecher-in-bayerns-bibliotheken-und-schulen.html#topPosition
581. https://www.rtbf.be/article/sabotage-et-attaques-russes-des-agents-jetables-et-de-

nouvelles-armes-au-service-du-kremlin-revele-un-rapport-11523066
582. « A team of elite Chechen special forces sent to assassinate President Volodymyr Zelensky has been eliminated, according to the head of the National Security and Defense Council, Oleksiy Danilov », *The Kyiv Independent*, 1er mars 2022 (https://kyivindependent.com/uncategorized/a-team-of-elite-chechen-special-forces-sent-to-assassinate-president-volodymyr-zelensky-has-been-eliminated-according-to-the-head-of-the-national-security-and-defense-council-oleksiy-danilov)
583. https://fr.timesofisrael.com/bennett-assure-que-poutine-lui-a-promis-de-ne-pas-tuer-zelensky/
584. Vincent Nouzille, *Les tueurs de la République*, Fayard, 21 janvier 2015.
585. Jacques Baud, *Les forces spéciales de l'Organisation du Traité de Varsovie (1917-2000)*, L'Hramattan, 2000.
586. https://censor.net/ru/photonews/3356840/v_rf_vypustili_spetsialnyyi_spravochnik_dlya_prorossiyiskih_predateleyi_i_kollaborantov_gur_mo_foto
587. https://t.me/SBUkr/14083
588. « Как России организовать партизанское движение на Украине », *Vzglyad*, 29 juin 2023, (https://dzen.ru/a/ZJ0nuFv180K-ha5g)
589. https://t.me/s/SBUkr/12951
590. https://tgstat.ru/fa/channel/cXpHDBhHx9w4MGIy
591. https://bloknot.ru/v-mire/partizany-vzorvali-pyat-voenkomatov-sily-soprotivleniya-ustraivayut-bunty-po-vsej-ukraine-1386990.html
592. « Опубликовано обращение организации украинского подполья «Дозор» к украинцам Украинский кризис », Bloknot, 13 mai 2024 (https://bloknot.ru/v-mire/ukrainskij-krizis/opublikovano-obrashhenie-organizatsii-ukrainskogo-podpolya-dozor-k-ukraintsam-1294783.html)
593. https://bloknot.ru/v-mire/sozdana-organizatsiya-ukrainskogo-podpol-ya-dozor-1291737.html
594. « Создана организация украинского подполья «Дозор» », Bloknot, 6 mai 2014 (https://bloknot.ru/v-mire/sozdana-organizatsiya-ukrainskogo-podpol-ya-dozor-1291737.html)
595. https://vk.com/wall-75679763_7881066
596. https://bloknot.ru/v-mire/ostanovili-eshelony-nato-podpole-unichtozhilo-klyuchevuyu-infrastrukturu-po-snabzheniyu-vsu-1410090.html
597. https://lenta.ru/news/2024/10/10/v-podpolie-rasskazali-o-peredache-rossii-dannyh-o-peredvizhenii-naemnikov-po-ukraine/
598. https://tass.ru/obschestvo/20901487
599. https://t.me/SBUkr/12951
600. Dmitry Chumov, « В Херсоне создали подпольную организацию для уничтожения объектов ВСУ Представитель подполья заявил о создании организации «Русский Херсон» для борьбы с ВСУ », URA News, 9 avril 2023 (https://ura.news/news/1052639736)
601. https://khogov.ru/news/organizacziya-soprotivleniya-russkij-herson-zavladela-oruzhiem-natovskogo-proizvodstva/
602. « Пророссийское подполье в Херсоне получило натовское вооружение от соратников в ВСУ », Business Online, 19 avril 2024 (https://m.business-gazeta.ru/news/630550)
603. Sofia Zlobina, « Подполье сообщило об уничтожении командного пункта ВСУ в Херсоне », URA News, 13 juillet 2024 (https://ura.news/news/1052792466)
604. https://herson.bezformata.com/listnews/herson-prodolzhaet-soprotivlenie-v-

hersone/127705345/
605. https://news.mail.ru/society/65538115/
606. https://lenta.ru/news/2024/09/26/podpolie-soobschilo-o-pribytii-v-nikolaev-ukrainskih-natsionalistov/
607. https://sevastopol.su/news/podpole-rassekretilo-taynuyu-bazu-reaktivnykh-dronov-vsu-v-nikolaeve
608. https://eadaily.com/ru/news/2025/02/01/rabochiy-front-ukrainy-sbu-arestovala-organizatorov-povstancheskogo-dvizheniya
609. https://www.bar.admin.ch/bar/en/home/research/research-tips/topics/die-geschichte-der-schweizer-armee/schweizer-soldaten-in-fremden-diensten.html
610. François Blanchard, « Mali : qu'est-ce que le groupe Wagner, «l'armée secrète de Vladimir Poutine» ? », *CNews*, 7 octobre 2021 (mis à jour le 11 octobre 2021)
611. Charlotte Lalanne, « Centrafrique, Mali... Comment les mercenaires russes de Wagner tissent leur toile », *L'Express*, 3 octobre 2021 (mis à jour le 4 octobre 2021)
612. Nykolaï Koval, « «Фабрики» наемников: где в России готовят террористов », obozrevatel.com, 12 juin 2018.
613. Amy Mackinnon, « Russia's Wagner Group Doesn't Actually Exist », *Foreign Policy*, 6 juillet 2021.
614. « La diplomatie parallèle de Wagner embarrasse Moscou », AfricaIntelligence.fr, 28 octobre 2021.
615. Jacques Baud, *Poutine, maître du jeu ?*, Max Milo, 2022.
616. https://dzen.ru/a/ZD5JTKwhFzM0r_oo
617. https://youtu.be/jWyJgFv88Mk
618. https://www.gazeta.ru/army/2023/06/27/17198912.shtml
619. https://twitter.com/DAlperovitch/status/1673341994804838402
620. « Guerre en Ukraine : Emmanuel Macron affirme que la Russie est «fragile politiquement et militairement » », *BFM TV/AFP*, 12 juillet 2023 (https://www.bfmtv.com/international/asie/russie/guerre-en-ukraine-emmanuel-macron-affirme-que-la-russie-est-fragile-politiquement-et-militairement_AD-202307120583.html)
621. Taras Kuzio, « Putin's Wagner weakness is a signal to support Ukraine's counteroffensive », *Atlantic Council*, 29 juin 2023 (https://www.atlanticcouncil.org/blogs/ukrainealert/putins-wagner-weakness-is-a-signal-to-support-ukraines-counteroffensive/)
622. https://edition.cnn.com/2023/09/19/africa/ukraine-military-sudan-wagner-cmd-intl/index.html
623. https://контракт-на-сво.рф/африканский-корпус
624. https://medium.com/@jayduggy87/massive-russian-armor-convoy-spotted-in-mali-4b6f7b0a1bc6
625. https://www.mk.ru/politics/2023/12/28/ukraincy-iz-batalona-imeni-bogdana-khmelnickogo-prinyali-pervyy-boy-s-vsu.html
626. https://zn.ua/war/rossijane-zastavili-ukrainskikh-voennoplennykh-perejti-na-sluzhbu-k-vrahu-isw.html

8. Conclusions

Les divers aspects de la guerre secrète menée dans le cadre du conflit en Ukraine suscitent de nombreuses questions fondamentales.

Au printemps 2025, on observe une Ukraine fortement affaiblie militairement, incertaine politiquement, qui subit dans le « reste du monde » le mépris que l'on doit à ses bailleurs de fonds occidentaux. Le 28 mars, devant le refus des Européens d'aider l'Ukraine dans le processus de négociation voulu par Donald Trump, Vladimir Poutine constate que si le conflit ne peut se terminer par la négociation, il ne pourra se terminer que par une victoire décisive, qui ne peut être que russe[627].

Tout cela aurait pu être évité, car l'Ukraine a déjà perdu cette guerre en mai-juin 2022. Les Occidentaux se moquent de l'Ukraine et de ce qui peut lui arriver. Leur objectif était l'effondrement de la Russie, ouvrant ainsi la porte à son démembrement[628] et sa perte définitive d'influence dans le monde[629].

Dans un premier temps, la stratégie était que « *la Russie devait perdre la guerre* »[630]. Dans un deuxième temps « *l'Ukraine ne devait pas perdre* »[631] et dans un troisième temps le discours officiel est que « *la Russie ne doit pas gagner* »[632].

Finalement, l'entêtement des Européens à vouloir la chute de Vladimir Poutine entraînera l'Ukraine à la catastrophe. Ce conflit est imprégné du racisme occidental et de son mépris des Ukrainiens. À la fin juillet 2023, plus d'un mois et demi après le début de la contre-offensive, le *Wall Street Journal* confesse[633] :

> *Lorsque l'Ukraine a lancé sa grande contre-offensive au printemps, les responsables militaires occidentaux savaient que Kiev ne disposait pas de*

l'entraînement ou des armes nécessaires pour déloger les forces russes, qu'il s'agisse d'obus ou d'avions de guerre. Mais ils espéraient que le courage et l'ingéniosité des Ukrainiens allaient sauver l'affaire.

En fait, les Occidentaux faisaient reposer leurs espoirs sur « *le courage et l'ingéniosité ukrainiens* » !

Quant aux Russes, le *New York Times* nous apprend que le lieutenant-général Cavoli, commandant de l'US European Command, savait que les militaires ukrainiens ne pouvaient pas être formés comme il l'aurait fallu. Il déclare[634] :

Ils n'avaient pas besoin d'être aussi bons que les Britanniques et les Américains, ils devaient simplement être meilleurs que les Russes.

À partir de là, les assassinats, les actions terroristes et autres actions illégales deviennent licites contre ces « sous-hommes ».

Ces assassinats, sans effet sur la conduite des opérations, illustrent une approche très largement partagée par les Occidentaux (les médias en particulier), à savoir que cette guerre est mue par la haine des Russes et non par le besoin de trouver un équilibre avec eux. Ces valeurs que nous défendons avec l'Ukraine ne sont pas la liberté de presse (les médias d'opposition ont été interdits en 2021[635]), la liberté de religion (l'Église orthodoxe russe canonique a été interdite en 2024[636]), la liberté de pensée (les partis d'opposition ont été interdits en 2022, et certains parlementaires sont morts dans des circonstances encore peu claires[637]) ou la liberté individuelle (les livres en russe ont été retirés des bibliothèques en 2022[638]), mais ce n'est rien d'autre que du racisme.

Sont-ce là les valeurs que l'Ukraine défend pour nous ?

Toujours est-il qu'aucun de nos journalistes, médias ou gouvernements n'a condamné ces attentats à l'explosif contre des journalistes russes. Ces journalistes ne valent pourtant ni plus ni moins que les journalistes de *Charlie Hebdo*. Or, il n'y a pas de bon et de mauvais terrorisme : le terrorisme est une méthode. Soit on approuve la méthode, soit on la

condamne. On peut approuver la cause qui pousse au terrorisme (comme les Palestiniens), sans approuver la méthode. On ne peut pas la condamner lorsqu'elle vient des Arabes et l'accepter lorsqu'elle vient d'Israël, d'Ukraine ou des États-Unis ! Nous avons donc des médias qui soutiennent le terrorisme !

Dans le même ordre d'idée, les appels au meurtre lancés par des politiciens américains, comme le sénateur Lindsay Graham, ou le ministre luxembourgeois des Affaires étrangères Jean Asselborn, illustrent leur valeur morale : zéro[639] ! Si nos médias et nos politiciens acceptent que l'on tue sur la base de notre jugement personnel, pourquoi l'État islamique n'aurait-il donc pas le même droit ? Comme on le constate, une telle manière de penser est totalement inacceptable ! Pourrait-on appliquer la même logique à ces politiciens et journalistes qui l'ont approuvée ?

8.1. Les faiblesses du renseignement stratégique occidental

Le renseignement est donc un outil incontournable de l'État de droit, où la décision ne devrait pas être discrétionnaire, mais rationnelle, fondée sur les intérêts de la nation et non sur des intérêts particuliers. Autrement dit, elle ne s'appuie pas sur des rumeurs, des intuitions ou des sentiments de nature subjective, mais sur l'analyse des faits. Les services de renseignement ont donc un rôle central dans le fonctionnement de l'État en transformant la masse d'informations disponibles en un produit fiable, propre à alimenter la décision : un renseignement. La multiplicité des canaux d'information doit garantir la qualité du renseignement.

Le produit analytique des services doit ainsi aider le décideur à se dégager de la désinformation, des rumeurs, et donc, des influences extérieures. C'est la raison pour laquelle, pour être pertinent, le renseignement doit constituer une référence, rester non partisan et à l'écart des querelles politiciennes.

À la différence des journalistes, qui ne font que *diffuser* des informations dans le but de vendre, les services de renseignement *produisent* du

renseignement, dans le but d'agir. Dans ce processus, la qualité du produit final dépend plus de la méthodologie pour y parvenir que des sources. En matière de renseignement stratégique, par exemple, 90-95% des informations utilisées par les services viennent de sources ouvertes. Ainsi, dans mes ouvrages, j'utilise les mêmes sources que les journalistes des médias traditionnels. Concernant le conflit en Ukraine, j'évite même de prendre des sources en Russie. Non pas qu'elles soient moins bonnes (l'analyse ex post montre que les médias russes sont de meilleure qualité et plus diversifiés qu'en Europe), mais pour éviter d'être soupçonné de partialité. Pourtant, même avec des sources ukrainiennes, le produit final est totalement différent de celui de nos médias. L'explication est simple : le travail des journalistes se fonde sur des principes de marketing et non d'intégrité.

Compte tenu de la nature même de leur travail, il est difficile d'évaluer exactement les performances des services de renseignement stratégiques. Cette évaluation ne peut se mesurer que par rapport aux objectifs de ces institutions.

Ainsi, pour le renseignement de police ou de sécurité, qui a une fonction de nature essentiellement tactique, les niveaux de criminalité ou de violence constituent des indicateurs, qui restent cependant très aléatoires. Cela dit, le niveau de violence ou de criminalité ne dépend pas de la volonté divine, mais résulte de décisions politiques et de stratégies généralement mal adaptées. En France, *tous* les attentats terroristes islamistes résultent de décisions politiques inappropriées, qui elles-mêmes résultent de fausses appréciations de la situation. En France, si seulement les magistrats et les familles de victimes pouvaient s'extraire du simple et primitif désir de vengeance pour essayer de comprendre ce qui a amené au terrorisme, le problème aurait pu être réglé depuis longtemps…

Au niveau stratégique, on observe exactement le même problème. Le renseignement stratégique a pour fonction d'apporter des éléments rationnels dans la décision politique. Par conséquent, la pertinence des décisions politiques et militaires du niveau stratégique (gouvernemental)

constitue – au moins en théorie – un indicateur de qualité des performances des services de renseignement.

Le renseignement est un instrument fondamental de l'État de droit. Son rôle est d'éclairer le processus de décision. Dès lors que la décision s'appuie sur des éléments subjectifs ou injustifiés et injustifiables, on sort de l'État de droit et on entre dans le despotisme peu éclairé.

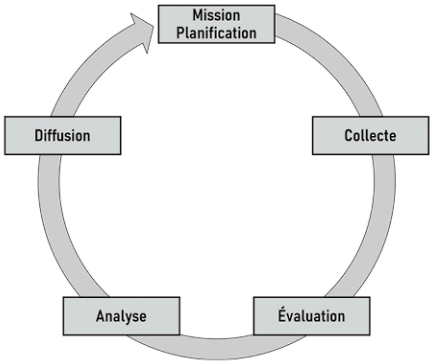


Figure 78 – Le cycle du renseignement illustre le cheminement qui va de l'information au renseignement. On le représente généralement en cinq phases. Toutes sont importantes, mais évidemment l'analyse est au cœur de l'activité de renseignement. C'est donc de sa qualité dont dépendra la décision. La diffusion est une phase généralement sous-estimée. Or celle-ci résulte essentiellement de l'interaction qui doit exister entre le service de renseignement et le décideur politique ou militaire.

Tout est important dans le renseignement, compte tenu de son impact sur les décisions. Mais deux activités sont essentielles et sont généralement la cause des problèmes : l'analyse et la diffusion. Autrement dit, lorsque la décision est mauvaise, soit l'analyse qui y a conduit était de mauvaise qualité, soit le décideur n'a pas écouté ce que le service de renseignement lui a dit.

Concernant le conflit en Ukraine, 99% de l'information nécessaire à l'analyse du conflit est accessible au grand public, aux services de renseignement et aux organes politiques. Les services de renseignement occidentaux alimentent l'Ukraine, mais celle-ci ne fournit que très peu de renseignements en retour. Comme l'explique le *New York Times* en juin 2022[640] :

Les services de renseignement américains recueillent des informations sur presque tous les pays, y compris l'Ukraine. Mais les services américains concentrent leurs efforts de collecte sur les gouvernements adversaires, comme la Russie, et non sur les pays amis, comme l'Ukraine. Et alors que la Russie est une priorité absolue pour les espions américains depuis 75 ans, lorsqu'il s'agit des Ukrainiens, les États-Unis s'efforcent de développer leurs services de renseignement, et non d'espionner leur gouvernement.

Notre perception des services américains est bien souvent caricaturale et résulte d'un manque d'expertise à tous les niveaux en France sur ce sujet. Ainsi, alors que nous pensons que les États-Unis engagent la CIA partout, la réalité est plus prosaïque. La possibilité d'engager les services spéciaux de la CIA sur des théâtres extérieurs est réglementée par le Title 50 US Code, Para 3091[641], qui impose au président de notifier aux commissions de surveillance du renseignement de la Chambre et du Sénat les opérations clandestines de la CIA. En d'autres termes, le président n'est pas totalement libre de mener de telles opérations. En revanche, en tant que commandant en chef des forces armées américaines, il peut utiliser des forces spéciales militaires. Le problème en Ukraine est que ni Biden ni Trump ne veulent que des militaires américains se trouvent en face de militaires russes. C'est pourquoi, contrairement à ce que racontent certains « experts », les États-Unis n'ont pas déployé de combattants en Ukraine, mais uniquement des conseillers militaires et des instructeurs, souvent privés.

En revanche, la Grande-Bretagne, la France, le Canada la Pologne ou la Lituanie n'ont pas les mêmes restrictions. Ce qui explique que l'on entend beaucoup parler français et polonais sur le champ de bataille[642]… Mais cela signifie également que les États-Unis n'ont qu'une visibilité limitée sur les opérations ukrainiennes. En mai 2024, le général Fenton, Commandant de l'US Special Operations Command (USSOCOM) confessait que le Pentagone suit la guerre en cours « *principalement à travers les yeux de nos partenaires des opérations spéciales britanniques* »[643].

Cela dit, on observe un très net déclin des performances analytiques des services de renseignement depuis une trentaine d'années. Le problème vient de plusieurs facteurs.

Le premier est qu'avec le développement de la criminalité, de la criminalité organisée ou du terrorisme, le renseignement a perdu sa fonction d'éclairage de la décision stratégique pour davantage guider l'action sécuritaire.

La deuxième, qui dépend assez largement de la première, est le rajeunissement des cadres, qui confondent l'analyse de renseignement avec l'analyse académique. Il en résulte une incapacité des services de renseignement à comprendre les situations qu'ils ont contribué à créer, qui les a poussés à penser que le problème résidait dans l'insuffisance des données. C'est ce qui explique l'accent toujours marqué sur la collecte d'informations et de données qui menace aujourd'hui les fondements mêmes de nos démocraties.

Ces deux raisons expliquent à elles seules l'incapacité de traiter le terrorisme de manière préventive et la perception totalement décalée des dirigeants occidentaux sur le conflit ukrainien. Le désastre qui s'annonce pour l'Ukraine aurait pu être traité de manière préventive et ainsi être évité. Le problème réside dans l'insuffisance des performances analytiques des services. Par exemple :

- ils n'ont pas été en mesure de comprendre la situation en Ukraine entre 2014 et 2022 ;
- ils n'ont pas su anticiper les conséquences du refus par l'Ukraine de mettre en œuvre les accords de Minsk ;
- ils ont été incapables d'anticiper le conflit lui-même, ni même d'en comprendre les causes, et donc d'esquisser des voies pour en sortir. ;
- ils n'ont pas su évaluer les capacités militaires de la Russie ;
- ils ont sous-estimé les ressources économiques de la Russie et lourdement surévalué l'impact des sanctions. Ils ont pensé que les

sanctions massives et brutales pourraient faire basculer la Russie ;

- ils n'ont pas su comprendre la stratégie russe sur le théâtre des opérations ;
- ils n'ont pas su anticiper l'impact de l'élection présidentielle américaine sur le déroulement du conflit ;
- ils n'ont pas été capables d'anticiper et d'évaluer les conséquences des changements d'administration à Washington ;
- ils ont confondu la dépendance européenne envers la Russie et la dépendance envers l'énergie. Les performances de l'économie d'un pays sont très largement dépendantes de la stabilité de sa chaîne d'approvisionnement. Depuis le début de la Guerre froide, y compris dans ses heures les plus tendues, la Russie n'a jamais utilisé ses fournitures d'énergie comme moyen de pression. En clair, elle était une source d'énergie stable. Aujourd'hui, l'Europe s'est tournée vers les États-Unis, dont la politique s'avère beaucoup moins stable. Non seulement elle est à la merci des changements d'administration (de Biden à Trump, par exemple), mais elle se lie à un pays dont les tentations hégémoniques sont systémiques ;
- ils ont sous-estimé l'unité de l'EU et de l'OTAN. Ursula von der Leyen, présidente de la Commission Européenne, se comporte comme le premier secrétaire de l'Union Soviétique. On impose une politique, interdit les voix discordantes, impose des sanctions sur les régions(pays) qui s'opposeraient à la politique du « Parti »[644] ;
- ils n'ont pas jugé nécessaire d'élaborer des scénarios et des stratégies de sortie de crise pour l'Europe et pour l'Ukraine. Les tentatives ukrainiennes de résoudre le conflit par un compromis avec la Russie ont été systématiquement court-circuitées par l'UE et la Grande-Bretagne, avec l'illusion que la Russie allait s'effondrer. En conditionnant son aide à l'absence de négociations, l'UE a condamné l'Ukraine à s'enfermer dans une spirale autodestructrice.

En bref, le conflit ukrainien est la manifestation d'un échec cuisant des services de renseignement européens. En Suisse, les rapports annuels sur la sécurité de la Suisse démontrent que le service de Renseignement de la Confédération (SRC) n'a absolument rien compris au conflit. Loin d'avoir effectué un vrai travail de renseignement, il s'est contenté de reproduire les informations livrées par les médias, qui étaient notoirement fausses, comme on peut le constater aujourd'hui.

En mai 2022, Sauli Niinistö, le président finlandais, est surpris du fait que Vladimir Poutine ne soit pas en colère au téléphone après l'annonce faite par son pays de poser sa candidature à l'OTAN[645]. L'incident paraît anodin, mais il est révélateur de l'état d'ignorance du dirigeant et des services de renseignement finlandais, manifestement incapables de « briefer » le président sur la personnalité réelle de Vladimir Poutine.

Mais les Finlandais ne font pas exception. En novembre 2022, l'ambassadeur de Suisse en Ukraine décrivait sur la RTS une situation directement issue de la propagande ukrainienne, sans aucun rapport avec la réalité[646].

L'appréciation de la situation au niveau stratégique peut s'effectuer de manière très fiable sur la seule base des informations ouvertes, à condition toutefois de diversifier ses sources. Comme je l'ai démontré avec mes diverses publications depuis mars 2022, il est possible d'analyser la situation de manière fiable sans même aller chercher des sources russes. Alors que des médias comme LCI en France, la RTS en Suisse, la RTBF en Belgique, la BBC et Reuters en Grande-Bretagne ont systématiquement menti au public afin de faire miroiter une victoire ukrainienne, mes ouvrages ont donné une image honnête, vérifiable et vérifiée de la situation.

La rhétorique guerrière des Européens reflète la fragilité de l'UE. Une croissance économique en berne (croissance de 1% pour l'Eurozone, contre 4,1% pour la Russie en 2024[647]), un écart croissant entre les populations et leurs dirigeants (montée de l'AfD en Allemagne, de Georgescu en Roumanie, etc.), le fossé croissant entre l'Europe et les États-Unis, l'incapacité de la diplomatie européenne, tant au niveau de l'UE qu'au

niveau des pays de défendre la paix et la stabilité sont autant de manifestations d'une gouvernance incompétente. Les dirigeants européens entrent dans un mode « survie » et cherchent à resserrer les rangs autour d'une menace extérieure[648].

8.2. Épilogue

Il résulte de ces considérations que l'information sur laquelle travaillent nos médias et nos décideurs est trop biaisée pour que les décisions qui en découlent soient rationnelles et équilibrées. Chaque cyber-attaque ou rupture de câble dans la Baltique est automatiquement attribuée à la Russie, sans même que l'on se donne la peine de vérifier. Pourtant, le plus souvent, les organes de sécurité informatique sont très prudents dans leurs attributions : « il se pourrait que », « on suppose ». Mais lorsqu'ils sont repris par nos journalistes ces jugements deviennent des affirmations catégoriques.

Concernant les attaques qui ont frappé la SNCF en juillet 2024, le soi-disant « expert » Jérôme Poirot affirme sur BFMTV qu'il s'agit d'un « *mode opératoire prisé des Russes* » [649]. Mais quel est ce « mode opératoire » ? Poirot se base sur le fait que les Russes se vengeraient de la position de la France sur le conflit ukrainien et que des incidents (différents) ont aussi frappé la Deutsche Bahn (DB) pour les mêmes « raisons ». En réalité, Poirot n'a jamais pris le train en Allemagne où la DB est devenue un sujet de moquerie, tant le réseau et les trains sont mal entretenus et ont de la peine à rouler. Mentionnons, que depuis février 2022, DB a fait circuler plus de 108 000 containers à travers la Russie sans un seul acte malveillant[650]…

Sur la chaîne d'État suisse RTS, Françoise Daucé, directrice du Centre d'études russes à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) de Paris, qualifie le décès d'Alekseï Navalny, en février 2024, d' « *assassinat politique* » [651]. Comment peut-elle l'affirmer ? En fait, sa haine des Russes est simplement plus grande que sa haine des Ukrainiens, car dans

Ukraïnskaya Pravda, Kyrylo Budanov, directeur du GUR affirme que Navalny est mort de causes naturelles[652].

Nous avons donc des ignorants et des scientifiques sans intégrité qui transforment les rumeurs en faits. Ce sont eux qui, depuis 2014 au moins, ont créé un contexte international qui exclut tout dialogue, et a rendu nécessaire diverses formes de censure pour préserver le narratif.

Il est certes facile de prendre comme exemples des médias comme BFM TV, LCI ou la RTS suisse qui sont de véritables paradis pour les « vrais » *fact-checkers*.

Dans cet ouvrage, nous avons dressé la liste des nombreux assassinats commis par les services spéciaux ukrainiens. Peut-être que les Russes font la même chose. Mais, malgré le climat de russophobie, qui rappelle les belles heures du maccarthysme aux États-Unis, personne n'a été capable de produire une telle liste pour la Russie, et certainement pas une qui s'appuie sur des faits.

Il est assez courant que nos décisions soient émotionnelles et basées sur l'intuition, plutôt que sur des faits tangibles. Mais cela ne saurait être le cas pour la gouvernance de nos États. Or, c'est ce qui se passe. Des politiciens soucieux de « nos valeurs », comme le luxembourgeois Jean Asselborn, appellent au meurtre de Vladimir Poutine. Pour quelles raisons exactement ? Parce qu'on lui attribue l'assassinat d'Alekseï Navalny ? Quid de Volodymyr Zelensky ? Quid de François Hollande ? Parce qu'il a lancé une opération militaire contre l'Ukraine ? Quid de George W. Bush ? Quid de Tony Blair ? Quid de Barak Obama ? Quid de Nicolas Sarkozy ?

Nos dirigeants ne gouvernent pas avec leur tête, mais avec leurs tripes. Ils suivent les directives d' « experts », journalistes et autres généraux véreux qui ne savent rien, ne comprennent rien, se trompent systématiquement.

---

627. https://www.livemint.com/news/world/finish-them-off-russian-president-putin-issues-chilling-threat-to-ukrainian-troops-calls-for-zelensky-s-ouster-11743170955321.html

628. https://www.csce.gov/briefings/decolonizing-russia-a-moral-and-strategic-imperative/
629. https://www.rand.org/pubs/research_reports/RR3063.html
630. https://www.lopinion.fr/international/ukraine-pourquoi-la-russie-doit-perdre-la-guerre
631. https://politiqueinternationale.com/revue/revue-n-187/article/lukraine-ne-doit-pas-perdre
632. https://www.ouest-france.fr/elections/europeennes/guerre-ukraine-emmanuel-macron-la-russie-ne-peut-ne-doit-pas-gagner-1dc7c318-e217-11ee-94a7-1385a6efe21e
633. Daniel Michaels, « Ukraine's Lack of Weaponry and Training Risks Stalemate in Fight With Russia » , *Wall Street Journal*, 23 juillet 2023 (https://www.wsj.com/articles/ukraines-lack-of-weaponry-and-training-risks-stalemate-in-fight-with-russia-f51ecf9)
634. https://www.nytimes.com/interactive/2025/03/29/world/europe/us-ukraine-military-war-wiesbaden.html
635. https://europeanjournalists.org/blog/2021/08/26/ukraine-president-bans-opposition-media-strana-ua-and-sanctions-editor-in-chief/
636. https://www.rferl.org/a/ukraine-russia-orthodox-religion-ban/33091200.html
637. https://kyivindependent.com/explainer-how-ukraines-political-opposition-has-responded-to-more-than-2-years-of-full-scale-invasion-and-martial-law/
638. https://www.lemonde.fr/en/m-le-mag/article/2024/03/10/no-more-pushkin-dostoyevsky-or-tolstoy-ukrainian-libraries-clean-out-shelves_6603661_117.html
639. Même si Jean Asselborn s'est timidement excusé d'avoir lancé son appel au meurtre.
640. https://www.nytimes.com/2022/06/08/us/politics/ukraine-war-us-intelligence.html
641. https://www.congress.gov/crs-product/R45191
642. https://militarywatchmagazine.com/article/contractors-kursk-polish-french-details
643. https://militarywatchmagazine.com/article/specialforces-details-british-ops-ukraine
644. https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fi/ip_21_5801
645. Peter AITKEN, « Finland President surprised at Putin's "calm" response to NATO membership news », Fox News, 15 mai 2022 (https://www.foxnews.com/world/finland-president-putin-calm-nato-membership).
646. https://www.rts.ch/play/tv/redirect/detail/13567586?startTime=383
647. https://tradingeconomics.com/russia/full-year-gdp-growth#
648. https://www.rtbf.be/article/a-qui-profite-la-guerre-ou-comment-l-effet-drapeau-renforce-les-dirigeants-en-crise-11519638
649. https://rmc.bfmtv.com/actualites/societe/transports/sabotage-a-la-sncf-c-est-un-mode-operatoire-prise-des-russes-selon-un-specialiste-du-terrorisme_AP-202407260280.html
650. https://www.spiegel.de/wirtschaft/unternehmen/deutsche-bahn-faehrt-weiterhin-container-durch-russland-a-a34637fa-6b41-4ef9-a9e4-d1fbf87c688f
651. https://www.rts.ch/info/monde/2024/article/cet-assassinat-politique-est-l-issue-logique-des-persecutions-infligees-a-alexei-navalny-28406387.html
652. https://www.pravda.com.ua/rus/news/2024/02/25/7443621/

ANNEXES

СПРАВОЧНИК
для граждан Украины
по организации сопротивления
киевскому марионеточному правительству
ЦЕНТР
АНАЛИЗА ИНФОРМАЦИИ
И ПРОПАГАНДЫ

Annexe 1 : *Manuel à l'intention des citoyens ukrainiens sur l'organisation de la résistance au gouvernement fantoche de Kiev*

Conseils

1. Pensez à deux ou trois « légendes » de l'histoire pour les forces de l'ordre, les services de renseignement et les nationalistes qui expliquent vos opinions politiques. N'ayez pas peur de dire que vous ne connaissez rien à la politique. Aux questions des nazis sur l'appartenance de la Crimée, mentez hardiment, même si vous êtes filmé. La justice russe ne vous poursuivra jamais sur la base de documents compilés par des terroristes et des laquais d'États hostiles.
2. Répétez les normes juridiques de l'Ukraine et essayez de les suivre formellement. Les nazis tentent activement de forcer les habitants des régions de Kherson et de Zaporozhye à participer à des actes de sabotage par la menace et la terreur. La Russie ne soutient pas le terrorisme sous toutes ses formes. Nous vous décourageons fortement de tenter de participer à des opérations de combat ou de sabotage sans formation spéciale.
3. Limitez le cercle social dans lequel vous discuterez de vos tactiques de résistance. Le nombre optimal est de trois personnes. Si vous pensez qu'il y a des individus qui peuvent soutenir votre mouvement, choisissez l'un des membres de votre « trio » et laissez-le ou la former seul(e) un nouveau cercle de partisans de la résistance.
4. Envisagez sérieusement de discuter de vos actions avec les membres de votre famille.

5. Ne sauvegardez aucun matériel compromettant, photos, vidéos, contacts… sur vos gadgets (PC, ordinateur portable, tablette, smartphone), y compris ce manuel. Ne laissez pas les données de votre téléphone portable briller par leur absence. Si vous utilisez les réseaux sociaux, abonnez-vous à plusieurs ressources et médias officiels de l'État.
6. Étudiez des fictions sur le travail des combattants clandestins et des partisans pendant la Grande Guerre patriotique et sur les techniques de renseignement dans la période d'après-guerre.

FORMES DE RÉSISTANCE CIVILE

1. Donnez des réponses confuses et illogiques lorsque des partisans de la junte vous demandent des conseils professionnels.
2. Répandez des rumeurs parmi les cadres et les cadres moyens sur les projets de contrôle de sécurité à leur encontre pour le compte du régime de Zelensky.
3. Lorsque vous communiquez avec de fervents partisans du nationalisme, informez-les que vous ne comprenez pas bien leurs déclarations et mettez en doute leurs affirmations.
4. Ignorez les manifestations publiques nationalistes : journée de la Vyshyvanka, flash mobs, représentations massives de chants et de slogans nationalistes. Si nécessaire, évoquez un mal de gorge. Indiquez que vous ne pouvez pas crier « Gloire à l'Ukraine » avec dignité. En cas de pression, vous pouvez répéter le slogan d'une voix calme et monotone.
5. N'achetez pas de livres et de publications imprimées en ukrainien. Essayez de combiner l'écoute des chaînes d'information ukrainiennes avec l'opinion alternative des médias russes. Si possible, réduisez votre consommation de programmes télévisés au profit de la lecture de publications en ligne dignes de confiance.

6. Même si vous parlez ukrainien, parlez lentement, ce qui obligera votre interlocuteur à vous suggérer de passer au russe.

SI VOUS OCCUPEZ UN POSTE ADMINISTRATIF DE HAUT NIVEAU

- Votre tâche la plus importante est d'exercer une influence modératrice sur la prise de décision.
- Insistez sur l'implication de divers intermédiaires. Ne permettez jamais que les tâches soient résolues rapidement.
- Si possible, confiez les mêmes tâches à plusieurs employés.
- Organisez des discours à l'intention des employés. Faites des discours aussi longs que possible. Lorsque vous discutez d'une décision, faites des analogies avec votre propre expérience, insérez des anecdotes dans votre discours. Prévoyez des commentaires « patriotiques ».
- Prenez des décisions impossibles.
- Lors de l'exécution des tâches, suivez strictement les descriptions de poste. Clarifiez sans cesse vos buts et objectifs.
- Organisez des réunions. Si possible, proposez de les répéter.
- Promouvez la propreté et la lenteur auprès de vos collègues.
- Si des signes de corruption sont détectés, ne signalez pas la gestion aux autorités chargées de l'application de la loi.

SI VOUS ÊTES UN EMPLOYÉ DES AUTORITÉS

- Multipliez les demandes inutiles auprès de différentes structures.
- Rédiger des documents avec des erreurs mineures et correspondant au niveau de votre service.

- Effectuez des tâches le plus longtemps possible et demandez plus de temps pour les réaliser.
- Ne pas demander de consommables jusqu'à épuisement. Le manque de papier interrompt tout le processus de production, tout comme une imprimante qui n'est pas chargée à temps.
- Lorsque vous établissez des priorités, commencez par les tâches secondaires.
- Les employés les plus efficaces devraient se voir confier des équipements et des matériaux de moindre qualité.
- Lorsque vous formez de nouveaux employés, trompez-les. Allongez pour eux la liste des corvées et des tâches intermédiaires qui interféreront avec les tâches professionnelles.
- Discriminez les travailleurs efficaces devant l'équipe. Les réprimander. Récompenser les employés les moins efficaces, leur donner des jours de congé et des vacances non mérités.
- Organisez des réunions et des événements éducatifs à un moment où vous avez le plus besoin de la mobilisation de l'ensemble du personnel.
- Augmentez le nombre de documents produits. Introduisez des plans et des rapports écrits quotidiens/hebdomadaires/mensuels/trimestriels.
- Augmentez les procédures d'approbation liées à la préparation des instructions, des décrets et de la documentation personnelle.

SI VOUS TRAVAILLEZ DANS UN BUREAU

- Essayez de garder sur vous le plus longtemps possible les documents avec lesquels vos collègues doivent se familiariser.
- Faites des erreurs dans les noms de lieux, les numéros de téléphone.
- Rédigez le plus grand nombre possible de demandes à différentes autorités.

- Si vous devez faire une copie d'un document, mélangez les pages de la copie entre elles, détruisez une ou deux feuilles afin de devoir répéter l'opération de copie.
- Si un collègue ou un supérieur hiérarchique tente de vous contacter au sujet d'une affaire officielle, répondez toujours que la personne en question n'est pas disponible ou qu'elle est occupée.
- Demandez des ordres écrits à votre supérieur.
- Répandez des rumeurs sur un éventuel licenciement.
- Faites autant de pauses que possible. Exécutez les tâches lentement.
- Si vous allez aux toilettes, passez-y plus de temps. Oubliez les outils de travail pour perdre du temps à aller les chercher.
- Demandez que chaque instruction soit répétée au moins une fois.
- Faites votre travail en respectant strictement les règles existantes, surtout si elles sont dépassées.
- Ne transmettez pas vos compétences et votre expérience à des employés moins formés.
- Remplissez les formulaires de service de manière illisible.
- Si l'occasion se présente, formez des groupes de travail pour préparer des appels à la direction.
- Si vous travaillez sur un ordinateur, redémarrez-le régulièrement, plaignez-vous de son état et proposez de l'envoyer en réparation. Si plusieurs employés ont accès à un ordinateur, effacez partiellement leurs documents et programmes de travail.

SI VOUS ÊTES MÉDECIN, PHARMACIEN OU INFIRMIER

- Offrez des soins de santé publique alternatifs aux membres de votre résistance.
- Utilisez plus de médicaments et de pansements que nécessaire. Conservez le surplus au profit de la résistance.

SI VOUS ÊTES EMPLOYÉ D'UN BUREAU DES PASSEPORTS, D'UN FONDS DE PENSION OU D'UN BUREAU D'ENREGISTREMENT, AYEZ ACCÈS AUX COPIES DES BASES DE DONNÉES ET DES BANQUES DE DONNÉES GOUVERNEMENTALES

- Organisez le transfert de vos informations vers la Fédération de Russie via Internet.

SI VOUS ÊTES FONCTIONNAIRE DE POLICE

- Efforcez-vous d'alléger le sort des victimes de la répression politique en Ukraine.
- Prévenez les personnes que vous envisagez de détenir.
- Si vous êtes un criminaliste, détruisez les preuves contre les citoyens illégalement persécutés.

SI VOUS ÊTES PRÊTRE

- Dans vos sermons, accordez de l'attention à la promotion des valeurs familiales traditionnelles.
- Lors de conversations privées avec des paroissiens, demandez-leur s'ils connaissent des personnes illégalement emprisonnées qui ont besoin d'un accompagnement pastoral.

SI VOUS ÊTES ENSEIGNANT, INSTITUTEUR OU PROFESSEUR DE MATERNELLE

- Faites savoir aux élèves qu'il existe différents manuels et différentes approches de la matière.
- Expliquez le matériel inclus dans un cours sur l'opportunisme politique.
- Fournissez un enseignement à l'aide de films et de présentations qui incluent des extraits de la littérature classique et du cinéma.

SI VOUS ÊTES DANS UN PAYS TIERS

- Tout d'abord, commencez à utiliser les médias sociaux dans la langue du pays où vous vous trouvez. Votre tâche la plus importante est de devenir un agent de la diplomatie populaire et de briser le monopole de l'Occident dans l'espace d'information.
- Commentez plus souvent les posts des médias sociaux des principaux médias étrangers.
- Envoyez régulièrement des lettres aux comités éditoriaux de divers médias et médias de masse avec des commentaires et des appels à refléter objectivement la situation et à donner des chances égales à la partie russe de s'exprimer.
- Rejoignez une organisation communautaire ou politique locale afin que les membres de la communauté de votre ville aient l'expérience de la communication avec les Russes sans l'influence de la propagande.
- Organisez une action publique, un rassemblement ou un piquet de grève pour les partisans des valeurs familiales traditionnelles, de l'égalité de la liberté d'expression et de la dissuasion de l'agression de l'OTAN.
- Envoyez des informations sur vos événements, accompagnées de photos, aux adresses électroniques des principaux médias et agences de presse russes : TASS, RIA-Novosti, Interfax.

Annexe 2 : Assassinats sur le territoire russe

Assassinats (connus) menés par les services ukrainiens sur le territoire russe dans les frontières de 2022.

- 20 août 2022 : le premier assassinat retentissant qui choque la Russie est celui de la nationaliste Darya Dugina, fille de l'idéologue russe Alexandre Dugin. Dugina, 29 ans, est tuée dans l'explosion d'une voiture piégée à l'extérieur de Moscou. Nombreux sont ceux qui pensent que son père était la cible visée. La Russie a accusé l'Ukraine, bien que Kiev n'ait ni confirmé ni nié son implication.
- 2 avril 2023 : le blogueur militaire pro-Kremlin Vladlen Tatarsky (de son vrai nom Maxim Fomin) est tué à Saint-Pétersbourg par l'explosion d'une statuette qui lui avait été remise dans un café. La Russie a accusé Daria Trepova, une jeune femme de 26 ans qui aurait agi sur ordre de Kiev, et l'a condamnée à 27 ans de prison, la peine la plus sévère infligée à une femme dans l'histoire de la Russie.
- 6 mai 2023 : l'écrivain et journaliste Zakhar Prilepin est grièvement blessé dans un attentat à la voiture piégée près de Nijni Novgorod. Arrêté, l'auteur de la tentative d'assassinat avouera qu'il a reçu 20 000$ du SBU pour cette besogne[653].
- 6 décembre 2023 : le politicien Ilya Kiva[654], ancien député socialiste ukrainien réfugié en Russie, est abattu dans la banlieue de Moscou. L'Ukraine a revendiqué son assassinat[655]. Il avait révélé sur *Telegram* que la tragédie de Boutcha avait été planifiée par les services spéciaux du MI-6 britannique et mise en œuvre par le SBU[656].
- 12 avril 2024 : Vasily Prozorov, un ancien agent de sécurité ukrainien qui a fait défection, survit à l'explosion d'une bombe dans

sa voiture dans un quartier résidentiel de Moscou[657].

- 16 octobre 2024 : les médias russes rapportent l'assassinat mystérieux de Nikita Klenkov, commandant adjoint de l'unité 43292 du GRU, qui assure la formation des forces d'opérations spéciales[658]. Klenkov a été tué dans sa voiture à l'extérieur de Moscou alors qu'il était en permission[659].
- 13 novembre 2024 : l'Ukraine revendique la responsabilité d'un attentat à la voiture piégée en Crimée annexée par Moscou, qui a tué un officier de marine de haut rang, Valery Trankovsky.
- 9 décembre 2024 : Sergei Yevsyukov, directeur d'une prison à Olenivka, occupée par les Russes, est tué dans un attentat à la voiture piégée. La prison a été associée à la mort de plus de 50 prisonniers de guerre ukrainiens lors d'une explosion controversée en juillet 2022[660].
- 12 décembre 2024 : les médias ukrainiens rapportent que Mikhail Shatsky, un développeur de logiciels responsable de la modernisation des missiles de croisière russes, a été abattu à l'extérieur de Moscou[661].
- 17 décembre 2024 : le lieutenant-général Igor Kirillov, chef des troupes russes de protection nucléaire, biologique et chimique, est tué avec son assistant lorsqu'une bombe cachée dans un scooter électrique explose à l'extérieur d'un immeuble d'habitation. Le service de sécurité ukrainien SBU a qualifié Kirillov de « cible légitime », l'accusant de crimes de guerre. En octobre 2024, le Royaume-Uni a sanctionné Kirillov pour avoir supervisé l'utilisation d'armes chimiques en Ukraine[662].
- 24 avril 2025 : le lieutenant-général Yaroslav Moskalik, adjoint du directeur de la Direction Principales des Opérations de l'état-Major Général, est assassiné à Balachikha, à l'est de Moscou, au moyen d'une voiture-bombe placée sur son trajet. Il avait fait partie de la délégation russe pour les accords de Minsk, en 2015[663]. Ihnat Kuzin,

qui a organisé l'attentat, a été arrêté par le FSB le 26 avril et il s'avère qu'il est un agent des services ukrainiens[664].

---

653. https://www.themoscowtimes.com/2025/01/22/russian-court-upholds-life-sentence-in-zakhar-prilepin-car-bombing-case-a87702
654. https://en.wikipedia.org/wiki/Illia_Kyva
655. https://www.bbc.com/news/world-europe-67641500
656. https://t.me/intelslava/24353
657. https://www.themoscowtimes.com/2024/04/16/russia-says-arrested-man-behind-car-bomb-attack-on-ukrainian-defector-a84854
658. https://www.moscowtimes.ru/2024/10/16/us-stocks-uoll-strit-v-plyuse-vo-glave-s-bumagami-bankov-a145094
659. https://kyivindependent.com/high-ranking-gru-officer-shot-dead-in-moscow-oblast-russian-media-reports/
660. https://kyivindependent.com/sbu-behind-car-bombing-that-killed-russian-navy-officer-source-says/
661. https://meduza.io/en/news/2024/12/12/engineer-behind-russian-kh-69-cruise-missile-reportedly-killed-in-moscow-region
662. https://www.theguardian.com/world/2024/dec/17/killing-of-russian-general-sbu-vengeance-ukraine
663. https://www.bbc.com/news/articles/c8rg4mly3ygo
664. https://www.pravda.com.ua/eng/news/2025/04/26/7509325/

Annexe 3 : Assassinats d'Ukrainiens russophones en Ukraine par les services secrets ukrainiens (liste non exhaustive)

Assassinats dans l'oblast de Kherson

- Le 20 avril 2022, Valery Kuleshov, blogueur pro-russe, est abattu dans une voiture à Kherson[665].
- Le 28 août 2022, Oleksii Kovalov, membre de la Verkhovna Rada, connu pour ses positions pro-russes, est abattu lors d'une attaque à son domicile à Hola Prystan, dans l'oblast de Kherson[666].
- Le 16 septembre 2022, Sergei Gorenko, procureur général de la République populaire de Louhansk, est tué dans l'explosion d'un engin explosif improvisé à Lougansk[667].
- Le 25 septembre 2022, Oleksiy Zhuravko, ancien membre de la Verkhovna Rada, considéré comme pro-russe, est tué par une frappe aérienne ukrainienne à Kherson lors de la contre-offensive ukrainienne dans le sud[668].
- Le 9 novembre 2022, Kirill Stremousov, chef adjoint de l'administration russe de la région de Kherson, meurt dans un accident de voiture à Henichesk[669].
- Le 20 mars 2022, Pavel Slobodchikov, ancien maire de Kherson et chef de l'administration russe de la région, est abattu dans sa voiture[670].
- Le 20 avril 2022, le blogueur Valery Kuleshov, assistant du chef adjoint de l'administration de la région de Kherson, Kirill Stremousov, est abattu dans sa voiture[671].
- Le 18 juin 2022, Evgeny Sobolev, le chef du département régional du service pénitentiaire, est blessé dans un attentat à la voiture piégée[672].

- Le 22 juin 2022, Yuri Turulev, chef de l'administration du village de Chernobaevka, est blessé dans un attentat à la voiture piégée[673].
- Le 24 juin 2022, Dmitry Savnlaenko, chef du département de la famille et des sports de l'administration de la région de Kherson, est blessé dans un attentat à la voiture piégée[674].
- Le 7 juillet 2022, Sergei Tomko, chef adjoint de la police de la région de Kherson, est annoncé comme abattu dans sa voiture[675]. Le 12 septembre, on apprendra que le FSB russe avait mis en scène sa mort afin de le soustraire aux menaces dont il faisait l'objet[676].
- Le 4 août 2022, Vladimir Saldo, chef de l'administration russe de la région de Kherson, est victime d'une tentative d'empoisonnement et est hospitalisé à l'Institut Sklifosovsky de Moscou[677]. Il sortira de l'hôpital le 19 septembre[678].
- Le 6 août 2022, Vitaly Gurah, chef adjoint de l'administration de la Nouvelle Kakhovka, est abattu à son domicile[679]. Mais le 12 septembre, on apprendra qu'il est vivant et que son meurtre était une mise en scène du FSB pour le soustraire aux menaces dont il faisait l'objet[680].
- Le 22 août 2022, Igor Telegin, chef adjoint du département de la politique intérieure de l'administration russe de la région de Kherson, est blessé dans un attentat à la voiture piégée[681].
- Le 29 août 2022, Alexei Kovalev, vice-président de l'administration russe pour l'agriculture de la région de Kherson, est assassiné d'une balle dans la tête à son domicile[682].
- Le 12 septembre 2022, Tatyana Tomilina, est victime d'un attentat à la bombe contre le recteur de l'université de Kherson[683].

Assassinats dans l'oblast de Zaporojie

- Le 22 mai 2022, Andrey Shevchikov, maire de la ville d'Energodar, est blessé chez lui dans un attentat à la bombe[684].

- Le 11 juillet 2022, Andrei Sigut, chef de l'administration du district de Melitopol, est victime d'une tentative d'assassinat[685].
- Le 12 août 2022, Oleg Shostak, un cadre « Russie Unie », est blessé dans un attentat à la bombe à Melitopol[686].
- Le 24 août 2022, Ivan Sushko, chef de l'administration du village de Mikhaïlovka, est assassiné dans un attentat à la voiture piégée[687].
- Le 27 août 2022, Andrei Ryzhkov, chef de la police municipale de Mikhaïlovka, est retrouvé pendu chez lui[688].
- Le 6 septembre 2022, Artem Bardin, commandant militaire de la ville de Berdiansk, est assassiné dans un attentat à la voiture piégée[689].
- Le 16 septembre 2022, Oleg Boyko, chef adjoint de l'administration du logement et des services communaux, qui dirigeait la commission électorale territoriale locale pour le référendum sur l'entrée dans la Fédération de Russie, et son épouse Lyudmila ont été tués dans leur garage à Berdiansk[690].
- Le 20 février 2025, Evgueni Bogdanov, chef-adjoint de l'administration de Berdiansk est assassiné dans un attentat à la voiture piégée[691].

Assassinat dans l'oblast de Kharkov

- Le 10 juillet 2022, Evgeny Yunakov, chef du village de Veliky Burluk (région de Kharkov), est assassiné dans un attentat à la voiture piégée près du bâtiment de l'administration locale[692].

Assassinat dans l'oblast de Lougansk

- Le 16 septembre 2022, Sergey Gorenko, est assassiné dans un attentat à la bombe dans le bureau du procureur général de la LPR[693].

Assassinat dans l'oblast de Donetsk

- Le 20 août 2022, Konstantin Ivachenko, est blessé par une bombe à Marioupol alors qu'il rend visite au maire[694].

---

665. https://odessa-journal.com/public/notorious-pro-russian-blogger-kuleshov-was-killed-in-kherson
666. https://www.segodnya.ua/strana/podrobnosti/eks-nardep-zhvaniya-pogib-vo-vremya-obstrela-gerashchenko-1619878.html
667. https://www.rbc.ru/politics/16/09/2022/6324477e9a794755163b7d03
668. https://www.bbc.com/news/world-europe-63027205
669. https://www.theguardian.com/world/2022/nov/14/kirill-stremousov-rise-fall-and-death-of-russia-installed-kherson-official
670. https://idel-ural.org/en/archives/ukrainian-partisans-killed-the-local-collaborationist-in-the-occupied-kherson-the-next-day-russians-fired-on-the-peaceful-protest/
671. https://imi.org.ua/en/news/pro-russian-activist-valerii-kuleshov-killed-in-kherson-i45093.
672. https://www.svoboda.org/a/v-hersone-proizoshlo-pokushenie-na-rossiyskogo-rukovoditelya-regionaljnyh-tyurem/31904069.html
673. https://www.pravda.com.ua/rus/news/2022/06/22/7354015/
674. https://www.dw.com/ru/v-hersone-ubit-predstavitel-okkupacionnoj-administracii/a-62245246
675. https://war.obozrevatel.com/v-novoj-kahovke-likvidirovali-politsejskogo-predatelya-kotoryij-pereshel-na-storonu-okkupantov-foto.htm
676. https://t.me/tass_agency/155030
677. https://meduza.io/news/2022/08/05/glavu-podkontrolnoy-rf-administratsii-hersonskoy-oblasti-vladimira-saldo-perevozyat-v-moskvu-baza-i-rt-soobschili-chto-on-v-medikamentoznoy-kome
678. https://t.me/SALDO_VGA/145
679. https://meduza.io/news/2022/08/06/zamglavy-novoy-administratsii-novoy-kahovki-pogib-v-rezultate-pokusheniya
680. https://t.me/tass_agency/155030
681. https://meduza.io/news/2022/08/23/v-hersone-proizoshlo-ocherednoe-pokushenie-na-sotrudnika-okkupatsionnoy-administratsii-oblasti
682. https://meduza.io/news/2022/08/29/zamestitelya-glavy-okkupatsionnoy-administratsii-hersonskoy-oblasti-nashli-ubitym
683. https://most.ks.ua/news/url/v_kvartiri_rektorki_okupatsijnogo_hersonskogo_derzhuniversitetu_prigrimiv_vibuh_vona_vazhko_poranena
684. https://ria.ru/20220522/vzryv-1790008752.html
685. https://www.pravda.com.ua/rus/news/2022/07/11/7357454/
686. https://www.pravda.com.ua/rus/news/2022/08/12/7362948/

687. https://ria.ru/20220824/vzryv-1811742665.html
688. https://www.pravda.com.ua/rus/news/2022/08/27/7365054/
689. https://meduza.io/news/2022/09/06/v-okkupirovannom-berdyanske-vzorvali-avtomobil-voennogo-komendanta
690. https://meduza.io/news/2022/09/16/v-berdyanske-ubity-zamglavy-okkupatsionnoy-administratsii-i-ego-zhena-vozglavlyavshaya-komissiyu-po-provedeniyu-referenduma
691. https://t.me/s/DIUkraine/5396
692. https://www.pravda.com.ua/rus/news/2022/07/11/7357524/
693. https://meduza.io/news/2022/09/16/tass-v-kabinete-genprokurora-samoprovozglashennoy-lnr-proizoshel-vzryv
694. https://zona.media/news/2022/08/20/ivashenko

Annexe 4 : État des négociations entre la Russie et l'Ukraine à la fin avril 2025

L'état des négociations en vue d'un règlement du conflit souhaité par le président Donald Trump fait l'objet d'une désinformation éhontée de la part de nos journalistes. Ces derniers, incapables de respecter la Charte de Munich pour présenter une image objective de la situation, déforment le sens des mots pour rendre tout dialogue impossible.

Une négociation est un processus au cours duquel les positions des deux parties sont progressivement rapprochées grâce à des concessions faites de part et d'autre. À la fin avril 2025, la partie occidentale est encore en train de définir la position qu'elle cherchera à défendre. Le problème est que, sur le terrain, la situation évolue rapidement et les espérances de succès ukrainien s'amenuisent avec le temps.

Si l'UE et la Grande-Bretagne avaient laissé Zelensky continuer avec sa proposition d'Istanbul en avril 2022, l'Ukraine serait aujourd'hui libre de forces russes ! Comme l'avait dit *Ukraïnskaya Pravda* en mai 2022, les Occidentaux sont le principal obstacle à la paix[695].

Les États-Unis comme médiateurs

Malgré qu'ils soient un acteur du conflit, les États-Unis ont adopté un rôle de médiateur pour la résolution du conflit. Cette position est surprenante pour un pays que Marco Rubio lui-même reconnaît être un acteur du conflit. Mais elle est possible, car Donald Trump n'assume pas la paternité de la guerre et l'attribue à l'administration Biden.

Pour simplifier, vue par Trump, la crise ukrainienne est « la guerre de Biden et la paix de Trump ». Le problème est que cette lecture ne peut être effective que si la guerre ne se prolonge pas. C'est probablement la raison pour laquelle l'administration Trump avait claironné une solution dans les

100 ou 120 jours. Car sans résultat concret, cette guerre sera également celle de Trump.

Les Américains ont répété à plusieurs reprises que la négociation en vue d'une paix se déroulera entre Ukraine et Russie. À ce stade, ce sont les Européens qui veulent prendre part à la négociation.

Le dialogue entre les États-Unis et la Russie

Arrivé à la présidence des États-Unis, Donald Trump cherche à remplir sa promesse de campagne, qui est de stopper le conflit en Ukraine. En réalité, il s'agit en premier lieu de se dégager de ce conflit afin de se concentrer sur son projet principal : reconstruire l'économie américaine. Le conflit ukrainien est donc un poids financier qui est d'autant plus lourd que l'Ukraine s'achemine vers une défaite. Comme l'a déclaré le secrétaire d'État Marco Rubio, le conflit en Ukraine est « *une guerre par procuration entre des puissances nucléaires – les États-Unis, qui aident l'Ukraine, et la Russie – qui doit prendre fin* »[696].

La première étape de ce dialogue est le rétablissement de relations diplomatiques normales. Cela commence par la remise en marche des ambassades respectives des deux pays à Moscou et à Washington. Notamment, les États-Unis doivent restituer à la Russie les locaux confisqués et résoudre les questions liées à l'usage du système bancaire. C'est l'objet des réunions du 18 février 2025, à Riyad (Arabie saoudite) puis à Istanbul le 27 février et le 10 avril[697].

Il n'y a donc, à ce stade, aucune négociation sur les modalités d'un accord de paix entre les États-Unis et la Russie. Le 4 mars 2025, sur RTL, le journaliste Christophe Giltay parle d'un « *plan négocié entre Trump et Poutine, soit abandonner les territoires conquis et signer le contrat sur la cession des terres rares aux États-Unis* »[698]. C'est un menteur, car il n'y a aucun plan négocié entre Trump et Poutine : c'est une pure invention du journaliste.

Le dialogue entre les États-Unis et l'Ukraine

Souvent présenté comme une initiative de Donald Trump pour s'emparer des richesses de l'Ukraine, l'accord sur les minerais est en fait une initiative de Zelensky. En fait, à la fin 2024, inquiet de voir Donald Trump se retirer du conflit ukrainien, Zelensky lui offre un accord qui donne aux États-Unis l'exclusivité pour exploiter les minerais et terres rares d'Ukraine, en échange d'une poursuite de l'engagement américain[699].

Donald Trump accepte la proposition, mais pas dans la perspective d'une continuation de l'aide américaine, mais en paiement de l'assistance fournie dans le passé. Une proposition dans ce sens est alors faite par les Américains à Zelensky. C'est cette proposition que Zelensky devait aller signer à Washington le 28 février, à la Maison Blanche, qui a été l'occasion d'une confrontation mémorable entre les deux hommes. Au 30 avril 2025, la partie ukrainienne ajourne une fois de plus la signature de cet accord qui cède ses ressources naturelles aux États-Unis[700].

Ce processus est en principe distinct d'un processus de paix entre l'Ukraine et la Russie.

En avril 2025, l'effort des Américains est d'amener l'Ukraine, et plus particulièrement Volodymyr Zelensky, à accepter l'idée d'une négociation avec la Russie. C'est l'objectif des menaces de Donald Trump d'arrêter de fournir des armes et du renseignement.

Le dialogue entre l'Ukraine et la Russie

À la fin avril 2025, il n'y a encore ni dialogue entre la Russie et l'Ukraine ni *a fortiori* de négociation de paix. En revanche, il y a un dialogue, dont le but est, pour les Américains, de comprendre la position russe et d'en identifier les marges de négociation.

La position de départ russe sur une éventuelle négociation de paix est très largement connue. Elle a été expliquée de manière très claire le 14 juin 2024 par Vladimir Poutine aux cadres du ministère des Affaires étrangères. La Russie refuse un cessez-le-feu qui soit une fin en soi. En revanche, si l'Ukraine se déclare prête à négocier, les forces russes cesseront le feu immédiatement et des pourparlers commenceront alors. Les deux conditions

que doit remplir l'Ukraine pour entrer dans la négociation sont : a) le retrait de ses forces de l'entièreté des oblasts de Kherson, Zaporojie, Donetsk et Lougansk et b) l'abandon du projet d'adhérer à l'OTAN[701].

Dans un premier temps, Donald Trump avait nommé l'ancien général américain Keith Kellogg pour engager des discussions avec la Russie et l'Ukraine sur la base d'un article publié en avril 2024 sur le site de l'America First Policy Institute[702]. Kellogg en a tiré un plan de paix qui a le mérite d'exister, mais qui ne tient absolument pas compte des exigences russes.

Trump a donc relégué Kellogg au seul dialogue avec l'Ukraine et a mandaté Steve Witkoff pour le dialogue avec la Russie. Ce dernier a eu plusieurs réunions de longue durée avec Vladimir Poutine. Mais ils n'ont rien décidé ni même négocié. Il s'agissait seulement pour Witkoff de comprendre la position russe et d'identifier des possibilités dans une négociation future.

À Djeddah, le 11 mars 2025, les Américains rencontrent une délégation ukrainienne afin d'annoncer un cessez-le-feu de 30 jours. Comme le suggère le communiqué conjoint, il s'agit d'une proposition américaine et non ukrainienne[703]. Les Ukrainiens en ont besoin pour alléger la pression sur leurs forces.

Pour la Russie, le problème est que ce cessez-le-feu n'est pas le prélude à un processus de paix, mais a pour seule fonction de permettre à l'Ukraine de se réarmer et se réorganiser. Par ailleurs, il n'y a pas de mécanisme de surveillance et d'arbitrage. Cela signifie qu'il serait facile d'accuser la Russie de violer le cessez-le-feu afin de justifier une intervention étrangère, par exemple, comme cela a déjà été le cas dans le passé.

Le 18 mars, à la suite d'une conversation téléphonique entre Vladimir Poutine et Donald Trump, la Russie accepte le principe d'un cessez-le-feu partiel de 30 jours sur les installations énergétiques[704]. Comme le dit le très pro-ukrainien Atlantic Council, c'est le seul type de cessez-le-feu qui bénéficie à la Russie, compte tenu des actions ukrainiennes contre les infrastructures en Russie même[705].

Comme on pouvait s'y attendre en l'absence de toute surveillance de l'accord, les deux parties s'accuseront de l'avoir violé, et il est difficile de déterminer qui a raison. On notera qu'à l'inverse de la Russie qui sera montrée du doigt de toute façon, l'Ukraine peut violer totalement impunément les conditions du cessez-le-feu. C'est d'ailleurs ce qu'elle a fait – avec l'accord total des pays occidentaux – lors de la trêve pascale qu'elle avait acceptée.

L'initiative de la mer Noire

Afin de mettre en œuvre le cessez-le-feu de 30 jours sur les infrastructures énergétiques, il est convenu d'avoir des « discussions techniques » à Riyad le 23 mars 2025. Les Américains en sont les initiateurs. Ils utilisent la « diplomatie de la navette » : les deux délégations russe et ukrainienne sont dans des salles séparées et la délégation américaine fait la navette entre elles.

Parallèlement, la Russie et les États-Unis s'accordent sur l'idée de raviver l'Initiative de la mer Noire, négociée en 2022 dans le but de faciliter la circulation des céréales sur la mer Noire en échange d'une levée des sanctions sur les moyens de paiement des céréales par l'Union Européenne. En 2023, bien que la Russie ait appliqué l'accord, l'Union Européenne a refusé de lever les restrictions au commerce des céréales et à remplir ses autres obligations. La Russie s'est donc retirée.

En 2025, on a le même scénario. Les États-Unis cherchent à créer des passerelles entre les deux pays, mais les sanctions sur les moyens de paiement sont sous l'autorité de l'UE, qui refuse de les lever. L'accord est donc mort-né.

La définition d'une position occidentale

Alors que les États-Unis cherchent à faire taire les armes, les Européens ne veulent faire aucune concession à la Russie. Lentement conscients qu'il n'y aura pas de « victoire » ukrainienne, ils cherchent une « défaite » de la

Russie. Incapables de définir précisément ces deux termes, ils n'ont aucun objectif clair et, par conséquent, aucune stratégie pour y parvenir.

C'est pourquoi, depuis 2024, alors que la probabilité d'une élection de Donald Trump augmentait, avec des conséquences sur le conflit, l'UE a été incapable de définir des objectifs atteignables et une stratégie alternative à celle du futur président américain.

Le problème est que les Occidentaux n'ont toujours pas de position claire et unifiée. Les États-Unis voudraient la cessation des combats afin de pouvoir se dégager de leur obligation morale de soutenir l'Ukraine. Les Européens ne veulent pas d'une solution politique qui donnerait l'avantage à Vladimir Poutine.

Les Américains continuent à travailler sur la base du « plan » élaboré par Keith Kellogg, malgré le fait qu'il ait déjà été rejeté par les Russes. Avec l'objectif d'avoir un projet le plus acceptable possible par les Russes et les Ukrainiens, ses nouvelles variantes intègrent des ajustements superficiels.

Le 17 avril à Paris et le 23 avril à Londres, la Grande-Bretagne, la France, l'Ukraine, l'UE et les États-Unis cherchent à se mettre d'accord sur une position commune, qui puisse servir de base à une négociation avec la Russie.

La partie européenne a repris la « Formule de Paix en 10 points » que Zelensky avait présentée aux membres du G20 en novembre 2022, en la réécrivant en quatre chapitres : le cessez-le-feu, les garanties de sécurité, les territoires et l'économie. Ce plan avait d'ailleurs dû être réduit à trois points pour la conférence de Bürgenstock, en Suisse, pour lui assurer un certain succès, ce qui n'a pas été le cas.

En prévision de la réunion de Londres, les Américains ont réarrangé le projet de Keith Kellogg en reprenant le plan général de la proposition euro-ukrainienne.

Dès qu'il a pris connaissance de la proposition américaine, Zelensky a immédiatement réagi et refusé ses trois points fondamentaux : le rejet de l'adhésion à l'OTAN, la reconnaissance *de facto* de l'autorité russe sur les oblasts du sud de l'Ukraine et la reconnaissance *de jure* de la souveraineté

russe sur la Crimée. Il ordonne donc à sa délégation, qui est déjà à Londres, de ne pas entrer en matière sur la proposition américaine. Cette décision provoque le retrait de la délégation américaine et la faillite de la réunion.

Le 27 avril, Sergueï Lavrov, ministre des Affaires étrangères, est interviewé par la chaîne américaine CBS[706], et le 28, c'est Dimitri Peskov, porte-parole du Kremlin, qui est interviewé par Anne Nivat du *Point*[707]. Les deux interviews témoignent de l'incroyable ignorance des journalistes et du décalage entre la qualité des questions et des réponses. Les deux journalistes nous montrent une démonstration du faible niveau de connaissance et de compréhension du conflit auprès de ceux qui se présentent comme nos élites.

Position des divers acteurs pour la réunion de Londres (23 avril 2025)

Proposition de l'UnionEuropéenne et de l'Ukraine[708]	**Proposition des États-Unis[709]**	**Position russe** **(basée sur l'allocution de Vladimir Poutine du 14 juin 2024[710])**
Cessez-le-feu		
• S'engager à respecter un cessez-le-feu total et inconditionnel dans le ciel, sur terre et en mer. • Les deux parties entament immédiatement des négociations sur la mise en œuvre technique avec la participation des États-Unis et des pays européens. Ces négociations se déroulent parallèlement à la préparation de l'ordre du jour et des	• Cessez-le-feu permanent. • Les deux parties s'engagent immédiatement dans des négociations sur la mise en œuvre technique.	• La Russie ne s'engagera dans un cessez-le-feu que lorsque l'Ukraine aura déclaré qu'elle souhaite entamer un processus de négociations. • À ce stade, par son décret 679/2022 du 4 octobre 2022, Zelensky s'est interdit de négocier avec la Russie[711]. Aucune démarche n'a été entreprise à Kiev pour annuler ce décret. Par conséquent, la Russie ne voit aucune raison, à ce stade, de faire un effort pour une négociation. • Les nombreuses violations par l'Ukraine de

modalités d'un accord de paix complet. • Surveillance du cessez-le-feu, sous la direction des États-Unis et avec le soutien de pays tiers. • La Russie doit restituer sans condition tous les enfants ukrainiens déportés et déplacés illégalement. Échange de tous les prisonniers de guerre (principe du « tous pour tous »). La Russie doit libérer tous les prisonniers civils.		la trêve de Pâques, refusée dans un premier temps, puis acceptée par Zelensky sous la pression occidentale, ont donné un argument à la Russie pour refuser tout cessez-le-feu inconditionnel. Durant cette trêve, les Ukrainiens ont repris certaines positions perdues les jours précédents. • On pourrait presque penser que les Russes ont « piégé » les Ukrainiens : ils savaient que l'Ukraine ne respecterait pas le cessez-le-feu et que cela constituerait un argument pour décrédibiliser Zelensky dans des négociations ultérieures.
Garanties de sécurité		
• L'Ukraine bénéficie de solides garanties de sécurité, y compris de la part des États-Unis (accord de type article 5), alors qu'il n'y a pas de consensus entre les Alliés sur l'adhésion à l'OTAN. • Les forces de défense ukrainiennes ne font l'objet d'aucune restriction. • Les États garants seront un groupe *ad hoc* de pays européens et de pays non européens volontaires. Aucune restriction sur la présence, les armes et les opérations des forces	• L'Ukraine reçoit une solide garantie de sécurité. • Les États garants seront un groupe *ad hoc* d'États européens et d'États non européens volontaires. • L'Ukraine ne cherchera pas à adhérer à l'OTAN. • L'Ukraine peut chercher à adhérer à l'UE.	• L'Ukraine doit renoncer à sa demande d'accéder à l'OTAN. En fait, l'administration Trump y est opposée. Même Biden avait déclaré que la paix en Ukraine n'impliquait pas une adhésion à l'OTAN. • En avril 2022, l'accord signé par la délégation ukrainienne, avant que les Européens exigent le retrait de l'Ukraine, prévoyait des garanties de sécurité offertes par un groupe *ad hoc* de pays. Ce la reste la position russe aujourd'hui.

étrangères amies sur le territoire de l'Ukraine. • L'Ukraine poursuit sa demande d'adhésion à l'UE.		
Territoires		
• Les questions territoriales seront discutées et résolues après un cessez-le-feu total et inconditionnel. • Les négociations territoriales commencent sur la base de la ligne de contrôle. • L'Ukraine reprend le contrôle de la centrale nucléaire de Zaporojie avec la participation des États-Unis, ainsi que du barrage de Kakhovka. • L'Ukraine bénéficie d'un passage sans entrave sur le Dniepr et contrôle la pointe de Kinburn.	• Les États-Unis reconnaissent *de jure* le contrôle russe sur la Crimée. • Les États-Unis reconnaissent *de facto* le contrôle russe de Louhansk. • Les États-Unis reconnaissent *de facto* que les parties de Zaporojie, Donetsk et Kherson contrôlées par la Russie. • L'Ukraine regagne des territoires dans l'oblast de Kharkiv. • L'Ukraine reprend le contrôle de la centrale nucléaire de Zaporojie grâce au contrôle et à l'administration par les États-Unis de la centrale, dont l'électricité est distribuée aux deux parties, ainsi que du barrage de Kakhovka. • L'Ukraine bénéficie d'un passage sans entrave sur le Dniepr et du contrôle de la pointe de Kinburn.	• La reconnaissance de la souveraineté russe sur les quatre oblasts de Kherson, Zaporojie, Donetsk et Lougansk. • La Russie n'a jamais inclus dans ses exigences la reconnaissance de sa souveraineté sur la Crimée. • Toute reconnaissance de l'autorité russe doit suivre les frontières des oblasts et non la ligne de contact. • La centrale nucléaire de Zaporojie est sous contrôle russe et il n'est pas question pour la Russie de remettre cela en question. • La restitution des territoires à l'Ukraine est d'emblée exclue par la Russie, en raison des lois qui accordent des droits différents aux citoyens en fonction de leur origine ethnique, faisant des Russes des « citoyens d'origine étrangère » avec moins de droits que les Ukrainiens[712]. Par ailleurs, l'interdiction des médias russophones et de l'Église orthodoxe canonique en Ukraine justifie la décision de la Russie.
Économie		

• Les États-Unis et l'Ukraine mettent en œuvre un accord de coopération économique et un accord sur les minerais. • L'Ukraine sera entièrement reconstruite et indemnisée financièrement, y compris au moyen d'actifs souverains russes qui resteront gelés jusqu'à ce que la Russie compense les dommages subis par l'Ukraine. • Les sanctions américaines imposées à la Russie depuis 2014 peuvent faire l'objet d'un assouplissement progressif après l'instauration d'une paix durable et être reprises en cas de violation de l'accord de paix (retour en arrière).	• Les États-Unis et l'Ukraine mettront en œuvre un accord de coopération économique et un accord sur les minéraux. • L'Ukraine sera entièrement reconstruite et recevra des compensations financières. • Les sanctions imposées à la Russie en raison de ce conflit depuis 2014 seront levées. • Coopération économique entre les États-Unis et la Russie dans le domaine de l'énergie et d'autres secteurs industriels.	• La Russie ne s'attend pas à une levée des sanctions. Le 18 mars 2025, devant le syndicat des entrepreneurs russes, Vladimir Poutine a déclaré que « Les sanctions ne sont ni des mesures temporaires ni des mesures ciblées ; elles constituent un mécanisme de pression systémique et stratégique contre notre pays »[713]. • Contrairement à ce qu'ont affirmé certains commentateurs français (même favorables à la Russie), celle-ci n'a jamais demandé la levée de ces sanctions. • Comme l'a expliqué Sergueï Lavrov, les sanctions ont permis à la Russie d'être autosuffisante, c'est pourquoi elle les a vues comme une opportunité plus qu'un problème[714].

On observe qu'il n'y a pas de position réellement commune des Occidentaux, que la position euro-ukrainienne correspond à une demande de capitulation qui n'a aucune chance d'être acceptée par la Russie, qu'à la différence des Occidentaux la Russie n'a pas changé sa position. Tout ceci dans le contexte d'une situation sur le terrain qui reste à l'avantage de la Russie.

Dans cette situation, Donald Trump fait part d'un réalisme terrible lorsque, questionné sur les concessions que pourrait faire la Russie, il répond[715] :

Ne pas prendre toute l'Ukraine !

695. https://www.pravda.com.ua/eng/news/2022/05/5/7344206/
696. https://www.state.gov/secretary-of-state-marco-rubio-with-sean-hannity-of-fox-news/
697. https://www.state.gov/april-10th-meeting-in-istanbul/
698. https://www.rtl.be/actu/monde/international/guerre-en-ukraine/une-adhesion-de-facto-de-lukraine-lotan-lidee-dun-soutien-de-donald-trump/2025-03-04/article/741321
699. https://www.reuters.com/world/zelenskiy-says-lets-do-deal-offering-trump-mineral-partnership-seeking-security-2025-02-07/
700. https://www.zerohedge.com/geopolitical/ukraine-ready-sign-trumps-minerals-deal-within-hours-breakthrough-reached
701. http://en.kremlin.ru/events/president/news/74285
702. https://americafirstpolicy.com/issues/america-first-russia-ukraine
703. https://www.state.gov/joint-statement-on-the-united-states-ukraine-meeting-in-jeddah/
704. http://en.kremlin.ru/events/president/news/76477
705. https://www.atlanticcouncil.org/content-series/fastthinking/the-real-meaning-of-putins-30-day-energy-cease-fire-in-ukraine/
706. https://youtu.be/hlU6Lf3n3e4
707. https://youtu.be/Oka9K9fagiE
708. https://www.reuters.com/world/ukrainian-european-peace-deal-counterproposals-us-talks-london-2025-04-25/
709. https://www.reuters.com/world/ukraine-peace-deal-proposals-set-out-by-us-talks-paris-2025-04-25/
710. http://en.kremlin.ru/events/president/news/74285
711. https://www.president.gov.ua/documents/6792022-44249
712. « Нардеп від «Слуги народу» Семінський заявив про «позбавлення конституційних прав росіян, які проживають в Україні» », AP News, 2 juillet 2021 (https://apnews.com.ua/ua/news/nardep-vid-slugi-narodu-seminskii-zayaviv-pro-pozbavlennya-konstitutciinikh-prav-rosiyan-yaki-prozhivaiut-v-ukraini/)
713. http://en.kremlin.ru/events/president/news/76474
714. https://youtu.be/hlU6Lf3n3e4
715. https://www.euronews.com/my-europe/2025/04/25/trump-says-russia-made-big-concession-by-not-seizing-all-of-ukraine

Table des matières

Couverture

4e de couverture

Copyright

1. Introduction

2. Action clandestine
2.1. Terminologie
2.2. Opérations clandestines
2.3. Territoires

3. Le contexte historique
3.1. L'Ukraine, une région à cheval entre deux mondes
3.2. L'ambiguïté de l'affrontement entre les fascismes et le communisme
3.3. Le rôle des services occidentaux en Ukraine durant la Guerre froide
3.4. L'Euromaïdan, le tournant décisif
3.5. La guerre clandestine en Ukraine entre 2014 et 2022
3.5.1. Le contexte
3.5.2. Les opérations clandestines américaines
3.5.3. Les opérations clandestines britanniques
3.5.4. Le chemin vers l'Opération Militaire Spéciale (SVO)

4. Le renseignement occidental et ukrainien
4.1. Le renseignement occidental et la conduite des opérations ukrainiennes
4.1.1. La création de la Combined Joint Task Force DRAGON

4.1.2. La technologie n’est pas la panacée
4.1.3. Le mythe de la transparence du champ de bataille
4.1.4. La défaite de Koursk
4.1.5. Les faiblesses d’un renseignement occidental politisé
4.2. Les services secrets ukrainiens
4.2.1. Le Service de Sécurité de l’Ukraine (SBU)
4.2.2. Le Service de Renseignement Extérieur de l’Ukraine (SZRU)
4.2.3. Le service de Renseignement Militaire (GUR)
4.2.3.1. Les forces spéciales ukrainiennes
4.2.3.2. Les opérations extérieures
5. Le renseignement russe
5.1. Le renseignement sur le TVD Ukraine
5.2. Le renseignement technique
5.3. La guerre électronique
5.3.1. Le Combat Radio-électronique
5.3.2. La guerre contre les satellites
5.4. L’espionnage
6. Guerre clandestine ukrainienne
6.1. La stratégie ukrainienne
6.2. Opérations clandestines armées
6.2.1. Résistance à l’occupation russe
6.2.2. La lutte contre la collaboration
6.2.3. Guerre contre l’opposition ukrainienne
6.2.4. Le terrorisme contre la population russe
6.2.4.1. L’attentat de Krasnogorsk (22 mars 2024)
6.2.4.2. Les attaques de missiles dans la profondeur de la Russie
6.2.4.3. Campagne terroriste contre des navires civils
6.2.4.4. L’exploitation des rivalités communautaires
6.2.4.5. Engagement des mouvements d’extrême-droite russes
6.2.5. Tentative de capture de matériels
6.3. La guerre de l’influence

6.3.1. Le narratif – clé de la stratégie ukrainienne
6.3.1.1. La « dénazification »
6.3.1.2. Les militaires nord-coréens
6.3.1.3. L'élimination de personnalités russes
6.3.1.4. L'ingérence dans les élections
6.3.1.5. Les cyber-attaques contre les hôpitaux français
6.3.1.6. Les tentatives de manipulation de l'opinion par la Russie
6.3.1.7. L'augmentation du budget de la Défense
6.3.2. Les structures d'influence
6.3.2.1. Les structures occidentales
6.3.2.2. Le renseignement comme instrument de communication
6.3.2.3. Les structures ukrainiennes
6.3.2.4. National Endowment for Democracy (NED)
6.3.2.5. L'Integrity Initiative
6.3.2.6. Bellingcat
6.3.2.7. Oryx
6.3.2.8. Les organes de fact-checking
6.3.3. L'effet pervers du « narratif »
6.3.4. Les éléments du narratif occidental
6.3.4.1. La guerre hybride
6.3.4.2. L'unité 29155
6.3.4.3. Les sabotages en mer Baltique
6.3.4.4. Terrorisme
6.3.4.5. La cyber-guerre
7. Guerre clandestine russe
7.1. La guerre de l'information russe
7.2. L'action clandestine
7.3. Les forces spéciales russes
7.4. L'engagement des forces spéciales russes
7.5. La résistance civile russe contre Kiev
7.6. La résistance armée russe contre Kiev
7.6.1. Les Partisans de l'Ukraine
7.6.2. Dozor
7.6.3. Russkiy Kherson (Kherson Russe)
7.6.4. Nikolaïev Underground

7.6.5. Front des Travailleurs d'Ukraine (RFU)
7.7. Les compagnies militaires privées (CMP)
7.7.1. Wagner
7.7.2. L'intégration des défecteurs ukrainiens
8. Conclusions
8.1. Les faiblesses du renseignement stratégique occidental
8.2. Épilogue
ANNEXES
Annexe 1 : *Manuel à l'intention des citoyens ukrainiens sur l'organisation de la résistance au gouvernement fantoche de Kiev*
Annexe 2 : Assassinats sur le territoire russe
Annexe 3 : Assassinats d'Ukrainiens russophones en Ukraine par les services secrets ukrainiens (liste non exhaustive)
Annexe 4 : État des négociations entre la Russie et l'Ukraine à la fin avril 2025